

# REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*  
Cicéron, de Orat., II, 45.

VINGT-QUATRIÈME ANNÉE.

---

TOME SOIXANTE-NEUVIÈME

Janvier-Avril 1899.

---

PARIS  
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C<sup>ie</sup>  
**FÉLIX ALCAN, Éditeur**  
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN  
AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE  
1899

PARIS  
COLLEGE  
LIBRARY

D  
1  
.R6  
t.69  
1899

~~H~~  
~~R3282~~  
~~L.69~~

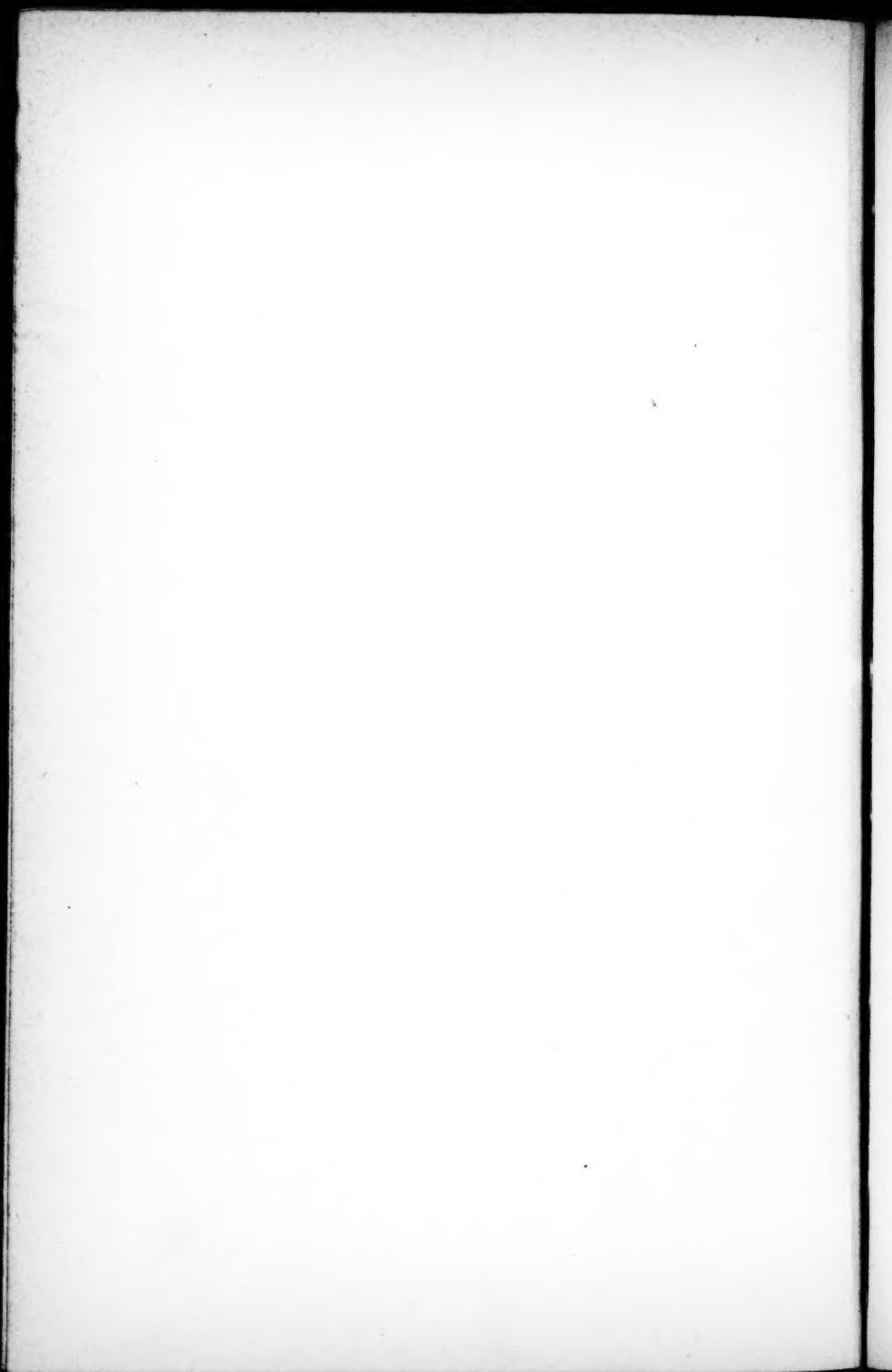
APR 1 1900

152518  
Sp. Hist

RECEIVED  
APR 1 1900  
LIBRARY



**REVUE**  
**HISTORIQUE**



# ÉTUDE SUR LA FORMATION DES ÉTATS DE L'ÉGLISE

LES PAPES GRÉGOIRE II, GRÉGOIRE III, ZACHARIE  
& ÉTIENNE II

ET LEURS RELATIONS AVEC LES EMPEREURS ICONOCLASTES

(726-757).

---

En l'année 725, l'empereur Léon III promulgua le premier décret qui prohiba le culte des images<sup>1</sup>. En prenant pour point de départ de cette étude le moment où l'hérésie des iconoclastes devint officielle, je ne prétends pas qu'elle soit la cause de la sécession de l'Église romaine : il s'était élevé déjà d'autres malentendus plus graves entre les empereurs et les papes sans que ceux-ci aient paru songer à se séparer de l'empire<sup>2</sup>. Les circonstances et les hommes firent que cette fois le désaccord eut d'autres conséquences ; la politique et la nécessité présidèrent à la naissance de l'État pontifical au même titre que le zèle orthodoxe de ses fondateurs. Mais cette hérésie des iconoclastes<sup>3</sup> a déterminé dans les rapports du gouvernement impérial

1. Théophane, 621 B, 6217 AM (éd. de Boor). — Nicéphore, 64 B, place le décret après le tremblement de terre de Théra (Théophane, 6218). — *Adv. Const. Caballinum* (Migne P. G., XCV), 336 D, μετὰ δεκατὸν χρόνον (la 10<sup>e</sup> année du règne de Léon). Cf. *Vie de l'abbé Étienne* (Migne, C), 1084 B.

2. Tout récemment le pape Constantin et les Romains avaient refusé de reconnaître l'hérésiarque Philippicus : *Liber Pontificalis*, 176 : « ... nequaquam heretici imperatoris nomen aut chartas vel figuram solidi susciperent unde nec ejus effigies in ecclesia introducta est, nec suum nomen ad missarum solemnias proferebatur... »

3. Sur les iconoclastes, voy. Hefele, *Histoire des conciles*, trad. Delarc, 1870,

avec l'Église romaine une perturbation profonde; je me propose d'étudier les circonstances qui permirent aux papes d'en profiter; j'essaierai de déterminer le caractère et la portée de chacun de leurs actes jusqu'à celui qui équivalut à une déclaration d'indépendance, le pacte de Quierzy, et enfin d'apprécier l'influence personnelle de chaque pape, autant qu'il est possible de le faire avec les documents fort insuffisants dont nous disposons<sup>1</sup>.

t. IV, ou 2<sup>e</sup> édit., t. III, 1877. — Harnack, *Lehrbuch der Dogmengeschichte*, t. II, 1894. — Möller, *Lehrbuch der Kirchengeschichte*, t. II, 1892. — Bury, *History of the later Roman empire*, t. II, 1889. — C. Neumann, *Die Weltstellung des byzantinischen Reiches vor den Kreuzzügen*. Leipzig, 1894. — Arsak-Ter-Mikelian, *Die armenische Kirche in ihren Beziehungen zur byzantinischen*. Iéna, 1892. — Karapet-Ter-Mkrttschan, *Die Paulikianer*. Leipzig, 1893. — Karl Schwarzlose, *Der Bilderstreit*. Gotha, 1890. — K. Schenk, *Kaiser Leon III*. Halle (Diss.), 1880, et *Kaiser Leons III Wallen im Innern*. Byz. Zeitschr., 1896, 256. — Zachariae, *Zum Militargesetz des Leo*. Byz. Zeitschr., 1893, 606-608.

1. Théopane, éd. de Boor. Leipzig, 1883. — Nicéphore, *Ἱστορία σύντομος*, éd. de Boor. Leipzig, 1880. — Georgios Hamartolos. Migne, P. G., CX. — Georgios Kedrenos, éd. de Bonn, 1833. — Johannes Zonaras. Migne, CXXXIV. — *Liber Pontificalis*, éd. Duchesne. Paris, 1886-92. — Pauli Diaconi, *Historia Langobardorum* (Mon. Germ. Hist. Scr. Rer. lang. et it. saec. VI-IX), éd. Bethmann et Waitz. — *De Liutprando rege* (M. G. S. S., XI). — Agnelli, *Liber Pontificalis ecclesiae Ravennatis* (*Ibid.*, p. 265), éd. Holder-Egger. — *Cronica de singulis patriarchis nove Aquileie* (Cronache veneziane antichissime, t. I), éd. Monticcolo. Rome, 1890 (*Fonti per la storia d'Italia*), etc... — Mon. Germ. Hist. *Epistolae*, III, 1892 : *Epistolae langobardicae collectae*, éd. Gundlach, p. 691 et suiv. — *Codex Carolinus*, éd. Gundlach, p. 469. — *Sancti Bonifacii et Lulli epistolae*, éd. E. Dümmler, p. 215 et suiv. — *Liber Diurnus*, éd. Sickel. Vienne, 1889. — *Langobardische Regesten*, éd. Bethmann et O. Holder-Egger (*Neues Archiv*, t. III, p. 225). — Döllinger, *Papstfabeln des Mittelalters*. Munich, 1863. — Baumann, *Die Politik der Papste*, 1868. — Langen, *Geschichte der römischen Kirche von Leo I bis Nicolaus I*, 1885. — Gregorovius, *Geschichte der Stadt Rom im Mittelalter*, 1869. — Lavisce, *l'Entrée en scène de la papauté* (*Revue des Deux-Mondes*, 1886, 15 décembre). — Malfatti, *Imperatori e papi ai tempi della signoria dei Franchi in Italia*, t. I. — Hegel, *Geschichte der Städteverfassung von Italien*, 1847. — Ficker, *Forschungen zur Reichs- und Rechtsgeschichte*, t. II. — Ch. Diehl, *Études sur l'administration byzantine dans l'exarchat de Ravenne*, 1884. — H. Hartmann, *Untersuchungen zur Geschichte der byzantinischen Verwaltung in Italien*, 1889. — H. Cohn, *Die Stellung des Byzantinischen Statthalters in Ober- und Mittelitalien*, 1889. — Armbrust, *Die territoriale Politik der Papste*, 1885. — Hodgkin, *Italy and her invaders*, t. VI, 1895. — Engelen, *Die ersten Versuche zur Gründung des Kirchenstaates*. Halle, 1882. — Schnürer, *Die Entstehung des Kirchenstaates*, 1894. — Je compléterai cette bibliographie dans les notes qui suivront. — Depuis que cet article a été rédigé, M. l'abbé Duchesne a publié un bon résumé de l'établissement du pouvoir temporel, intitulé *Les premiers temps de l'État pontifical*.

I. — GRÉGOIRE II<sup>1</sup>.a. — *La controverse religieuse.*

Les iconoclastes, dit Théophane, rencontrèrent trois grands adversaires, à Byzance le patriarche Germanos, en Orient Jean Damascène, en Occident le pape Grégoire, ὁ πανίερος ἀποστολικὸς ἀνὴρ καὶ Πέτρου τοῦ καρρυαίου σύνθετος, λόγῳ καὶ πράξει διαλάμπων. Grégoire, ajoute-t-il, se fit l'apologiste de l'iconolâtrie, et il essaya par des lettres de convertir l'empereur. Mais, d'autre part (et sans doute pour mieux le convaincre), il lui faisait refuser l'impôt et détachait l'Italie de son obéissance politique et religieuse<sup>2</sup>. Cédrenus, Zonaras et Glycas le répètent après Théophane<sup>3</sup>. De très bonne heure, on crut à Byzance que dès le principe la politique de Léon III avait provoqué, dans les provinces d'Occident, une révolution séparatiste et qu'elle en avait été l'unique cause. En réalité, les choses n'allèrent pas si vite.

Grégoire II était, paraît-il, un homme de grand mérite, « facundus loquela et constans animo, » dit son biographe<sup>4</sup>; son histoire nous le montre prudent et souple. Nous ne connaissons pas autrement son caractère. Il avait accompagné le pape Constantin dans son voyage à Constantinople, et il avait plu à Justinien II<sup>5</sup>; il dut peut-être à cela son élévation. Il se montra d'abord disposé à servir les Byzantins; il leur rendit le château de Cumes, qui avait été enlevé par les Lombards<sup>6</sup>. Mais remarquons qu'il était Romain de naissance, alors que depuis 685 tous les papes qui s'étaient succédé à Rome étaient des Orientaux.

Il était, et ce fut le plus grand mérite dont l'ait loué son biographe, un zélé défenseur des traditions ecclésiastiques, « ecclesiasticarum rerum defensor et contrariis fortissimus impugna-

1. Voy. Rahmen, *Das Pontifical Gregors II*, 1888.

2. Théophane, 6221 AM (de Boor, p. 408). — Cf. 6217 AM.

3. Cedrenus, 794, 799. — Zonaras, XV, 4. — Michel Glycas, 522 B.

4. *L. P.*, 177 (*Vie de Grégoire II*).

5. *L. P.* (*loc. cit.*).

6. *L. P.*, 181 : « ... Adhortans etiam sanctissimus pontifex ut redderent... Nam et munera eis multa dare ut restituerent voluit... Unde nimis idem sanctus indoluit pontifex, seseque spei contulit divine atque in monitione ducis Neapolitani et populi vacans ducatum eis qualiter agerent cotidie scribendo prestatat. Cuius mandato oboedientes, etc... »

tor<sup>1</sup>. » L'édit de Léon III l'émut. Dès qu'il lui fut communiqué, Grégoire écrivit aux Églises pour les mettre en garde contre l'hérésie et les engager à ne pas céder<sup>2</sup>.

Les Byzantins connaissaient deux prétendues lettres dogmatiques de Grégoire II à Léon III<sup>3</sup>. On les lisait tous les ans dans quelques églises à la fête de l'orthodoxie célébrée en commémoration de la défaite des iconoclastes. C'est probablement à elles que Théophane fait allusion. Malheureusement, elles n'ont été composées qu'après 753<sup>4</sup>. Les Occidentaux les ont ignorées jusqu'à Baronius, et la première lettre du pape à l'empereur qu'enregistre le *Liber Pontificalis* ne fut écrite qu'en 729, après la déposition de Germanos. S'il y en avait eu d'autres, l'auteur de la biographie était à même de les connaître, car elles auraient été conservées dans les archives du Latran avec celle dont Hadrien a extrait une phrase dans la défense du concile de 787 adressée par lui à Charlemagne<sup>5</sup>. En réalité, Hadrien est le premier pape dont on ait une réfutation en règle de l'hérésie des iconoclastes<sup>6</sup>. Dans une lettre au patriarche de Constantinople<sup>7</sup>, Grégoire II, instruit déjà des polémiques orientales, rappelait quelques arguments des controversistes grecs, citait après eux Basile et Chrysostôme, déclarait avec Germanos et Jean Damascène que les images rappellent l'incarnation du Christ et rétorquait contre les Juifs l'accusation d'iconoclasie<sup>8</sup> : il répète et il approuve, mais il n'entre pas dans la polémique.

1. *L. P.*, 177.

2. « ... Scribens ubique cavere se christianos quod orta fuisset impietas. »

3. Ces lettres ont été publiées pour la première fois par Baronius (ad ann. 726). On les trouvera en tête des *Actes du VII<sup>e</sup> concile œcuménique*. — Je ne m'arrête pas à démontrer ici le caractère apocryphe de ces documents. Cf. Semler, *Hist. eccles. selecta capita*, t. II, p. 228. — Duchesne, *L. P.*, t. I, p. 413, n. 45. — Schwarzlose, *Der Bilderstreit*, p. 113 et suiv. — Diehl, *Études sur l'administration byzantine dans l'exarchat de Ravenne*, p. 378. — Guiraud, *Mélanges de Rome*, 1890, p. 45. — Bury, *Italy under the Lombards* (*Scottish Review*, n° 53, janv. 1896, p. 51-53).

4. Lettre I, 13 B (Hardouin, *Concilia*, IV). Le pape se dit appelé des extrémités de l'Occident par un prince imaginaire, le *Sepletus*, qui veut être baptisé par lui.

5. Hadrien à Charlemagne (Migne, *P. L.*, XCVIII, 1286 G).

6. Lettre à Constantin et à Irène (Actes du VII<sup>e</sup> concile, Hardouin, *Concilia*, IV, 79).

7. Actes du VII<sup>e</sup> concile, Hardouin, *Concilia*, IV, 231.

8. Lettre de Hadrien à Charlemagne (Hardouin, *Concilia*, IV, 805 A) parle d'un concile réuni à Rome par un pape appelé *Gregorius Secundus*. Mais c'est

Les biographes des papes les louent par-dessus tout de bien connaître les traditions et d'y être scrupuleusement fidèles ; soucieux du rituel et du culte, ils n'étaient pas théologiens. Ils n'apportaient pas dans la querelle les préoccupations platoniciennes de Jean Damascène. Ils ne cherchèrent pas dans l'iconoclasie des erreurs christologiques. Assez indifférents au fond à l'objet du débat, ils reprochaient surtout à l'hérésie d'être une innovation.

C'était le temps où Boniface commençait à convertir la Germanie. Il allait en lieutenant du siège apostolique, et les églises qu'il fondait étaient des colonies romaines. Dans la suite, son apostolat fortifia l'autorité du Saint-Siège dans le patriarcat d'Occident ; les églises de Gaule réformées lui furent plus étroitement soumises. Cependant, il ne faut pas croire que, dès lors, le pape, prenant une idée plus haute de son pouvoir, ait voulu diriger le monde chrétien comme l'Église de Germanie<sup>1</sup>. Grégoire II évita de se poser dans la controverse en chef suprême de l'Église orthodoxe. Les papes n'intervinrent que par des encouragements aux fidèles et des exhortations périodiques aux empereurs. Plus jaloux de leur indépendance que de leur autorité, ils témoignèrent leur mécontentement par des sécessions.

Les Orientaux ne pensaient pas comme eux. On imagina que le pape avait dû réfuter l'hérésie comme Jean Damascène et Germanos. On lui a prêté des écrits. Son autorité était grande, on se réclama de lui, et il devint, qu'il le voulût ou non, dans la pensée des catholiques d'Orient, le champion des orthodoxes et le chef de l'opposition.

#### b. — Le « census. »

Toutes différentes apparaissent dans la *Vita Gregorii*<sup>2</sup> les

le seul texte qui en fasse mention. D'ailleurs dans les Actes du concile romain de 732 (Günther, *Neues Archiv*, t. XVI, p. 240), Grégoire III est appelé *Gregorius secundus junior*. On ne peut donc pas dire avec Bury (II, 444) que Grégoire II a fait condamner les iconoclastes par un concile.

1. *M. G. H. E.*, t. III. Lettres de Boniface (16) : Serment de Boniface ; c'est le serment des évêques suburbicaires (Sickel, *Liber Diurnus*, p. 79), moins la phrase : *Si quid contra rempublicam vel pirissimum principem...*

2. *L. P.*, 183 : « Post aliquod Basilius dux, Jordannes chartularius et Johannis subdiaconus cognomento Lurion consilium inierunt ut pontificem interficerent ; quibus assensum Marinus imperialis spatarius, qui Romanum ducatum tenebat a regia missus urbe, imperatore mandante hoc, prebuit ; sed tempus

origines de la querelle. Grégoire II a d'autres démêlés avec les Byzantins. Sa vie est menacée par un complot fomenté ou encouragé par le duc de Rome<sup>1</sup>. L'exarque Paul reçoit l'ordre de se débarrasser du pape; un spathaire arrive de Constantinople avec des lettres impériales; l'exarque rassemble des troupes et marche sur Rome. Mais le *Liber Pontificalis* est l'écho des amis du pape; celui-ci avait assez de rivaux dans l'Église et d'ennemis dans l'aristocratie laïque et militaire, jalouse de son pouvoir et mécontente de son administration<sup>2</sup>, pour que les fonctionnaires byzantins n'eussent pas besoin d'exciter les haines; ils en profitaient seulement quand le pape était peu traitable. Or, la présence d'un commissaire envoyé spécialement à Rome pour y faire fonction de duc fait croire que l'on rencontrait déjà quelques difficultés dans le gouvernement de la province.

Le pape, en effet, dit son biographe, empêchait une levée d'impôts en Italie<sup>3</sup>, acte de rébellion que les chronographes grecs placent après l'édit de 725. On a pensé que ce « census » était une taxe qui frappait *indûment* les biens ecclésiastiques<sup>4</sup> et que le pape protestait simplement contre une illégalité. Mais les patrimoines, c'est-à-dire les propriétés de l'Église, n'étaient pas exempts d'impôts<sup>5</sup>. En réalité, ce *census* n'est autre que

invenire non potuerunt. Qui Dei judicio dissolutus contractus est et sic a Roma recessit. Postmodum Paulus patricius et exarchus missus in Italiam; qui denuo ut scelus perficerent meditabant. Quorum consilium Romanis patefactum est. Qui moti cuncti Jordannem interfecerunt et Johannem Lurionem. Basilius vero, monachus factus, in loco quodam reclusus, vitam finivit... Post hunc spatarius cum jussionibus missus est alter, ut pontifex a sua sede amoveretur; denuo Paulus patricius ad perficiendum tale scelus quos seducere potuit ex Ravenna cum suo comite atque ex castris aliquos misit. » — Cf. Paul Diacon, IV, 49.

1. L'expression de duché de Rome apparaît au commencement du VIII<sup>e</sup> siècle (712). *L. P.* 277 : un certain *Petrus* est envoyé *pro ducatu Romanae urbis*. C'est de Constantinople qu'il reçut son investiture.

2. Voy. plus loin, p. 9.

3. *L. P.* 183. « ... eo quod censum in Italia ponere praepediebat. »

4. *Ibid.* « ... ex suis opibus ecclesias denudari. » — Hefele, p. 274-275, 2<sup>e</sup> édit, p. 389. — Döllinger, *Papstfabeln*, p. 151 et suiv. — Cf. Bury, t. II, p. 440. — *Ecclesias denudari* ne signifie pas lever un impôt sur les biens ecclésiastiques, mais bien plutôt piller. Cf. Théophane, 6113 AM ... ἀπορία κατεχόμενος ἔλαβε καὶ τῆς μεγάλης ἐκκλησίας πολυκάνδηλά τε καὶ ἑτερα σκεύη ὑπουργικά ... — Hartmann, p. 125.

5. Privil. de Ravenne (Agnell., c. 115; Ang. Mai, *Class. auctor.*, t. V, p. 362; Hartmann, p. 170 : il n'indique pas l'exemption de l'impôt foncier). — *L. P.*, 154 (Jean V), 157 (Conon). Justinien II allège le poids des impôts qui pesaient sur les patrimoines de Sicile, Calabre, Bruttium.



l'impôt foncier, la capitation<sup>1</sup>. Celle-ci fut, en effet, considérablement aggravée en 726. Voici comment on peut l'établir.

De cette année 726 date une irrégularité singulière de la chronologie byzantine. L'année du monde 6218 (725-726) correspond à la fois à la 9<sup>e</sup> et à la 10<sup>e</sup> indiction et dès lors, jusqu'en 774, les indictions sont en avance sur les années du monde. J'ai démontré, dans un article de la *Byzantinische Zeitschrift*, que l'irrégularité n'est pas dans le compte des années du monde, mais dans celui des indictions, et que le commencement de la 10<sup>e</sup> indiction fut avancé à dessein en 726<sup>2</sup>. Le cycle d'indictions était une période divisée en trois exercices de cinq ans dont le commencement correspondait à un *cens*, c'est-à-dire à un remaniement de l'assiette de l'impôt<sup>3</sup>. L'année d'indiction était l'année financière, c'est-à-dire la période pour laquelle étaient dus les impôts. Si l'empereur a établi deux indictions en 6218 AM, il a perçu double capitation. Le *census* du *Liber Pontificalis* est la *superindiction* de 726<sup>4</sup>. On envoya pour la lever un nouvel exarque, le patrice Paul. Le pape empêcha la perception. C'était une révolte. La même cause produisit en Grèce les mêmes effets<sup>5</sup>.

Mais, s'il en est ainsi, le refus de l'impôt n'est pas antérieur à l'édit d'iconoclasie, car la double capitation ne fut levée qu'en 6218 AM, c'est-à-dire, suivant Théophane, après la promulgation de l'édit. — Or en Italie, paraît-il, les Byzantins commençaient à piller les églises, « sicut in ceteris actum est locis ; » ce sont là sans doute les premiers actes de la persécution iconoclaste. — Elle était donc déjà commencée quand

1. Hartmann, p. 91-127.

2. H. Hubert, *Observations sur la Chronologie de Théophane et de quelques lettres des papes* (726-774) (*Byz. Zeitschr.*, 1897, p. 471 et suiv.). Cf. Bury, t. II, p. 425. — Voici les deux preuves essentielles : 1<sup>re</sup> 6252 AM, 14<sup>e</sup> indiction (de Théophane), le vendredi 15 août, éclipse de soleil ; il y eut une éclipse de soleil le vendredi 15 août 760, 13<sup>e</sup> indiction ; 2<sup>e</sup> en 6252 AM la fête de Pâques fut célébrée le 6 avril par les orthodoxes ; or, cette fête tombe précisément le 6 avril en 760, 13<sup>e</sup> indiction. M. Bury a expliqué un certain nombre d'erreurs de Théophane. J'en ai signalé d'autres qu'il n'avait pas relevées.

3. Zacharie, *Gesch. d. Griech. Röm. Rechts.* — Seeck, *Die Entstehung des Indiktionencyclus* (*Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, XII, 1896, 279-296). — En 732 (Théophane, 6224 AM), l'augmentation de la capitation de la Sicile et de la Calabre correspond à une 1<sup>re</sup> indiction du cycle byzantin faussé.

4. Bury, t. II, p. 422-423. Cf. Sickel (*Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 1894, p. 312 et suiv.).

5. Théophane, 6218 AM : Révolte des Ἑλλαδικοί... θεῖον κινούμενοι ζῆλον.

le pape fut officiellement informé du décret de l'empereur. Celui-ci fut probablement rendu à la fin de l'année 6217. C'est vers le même temps que l'on décréta le doublement de l'indiction qui devait avoir son effet dans l'année suivante. Les deux mesures sont contemporaines. Léon III tenait plus à percevoir les revenus de l'Italie qu'à y faire prévaloir sa doctrine, car l'iconoclasie ne pouvait avoir d'effet utile qu'en Orient. On attendit pour publier l'édit que les opérations de l'exarque Paul eussent réussi, de peur qu'elles ne fussent entravées par la résistance, facile à prévoir, des orthodoxes. — Le décret ne fut envoyé qu'après l'échec réitéré du patrice, et la lettre qui l'accompagnait était un véritable ultimatum<sup>1</sup>. En admettant le délai, on peut accorder de cette façon les témoignages contradictoires de Théophane et du *Liber Pontificalis*.

Peut-être le pape a-t-il connu l'ordonnance de l'empereur avant de la recevoir, mais aucun texte n'en fait foi. Il est donc difficile de dire s'il faut attribuer sa révolte à son esprit d'autonomie ou à son orthodoxie intransigeante, s'il provoqua l'hostilité des lieutenants impériaux ou s'il se défendit contre leurs entreprises. Une seule chose est certaine, c'est que ses intérêts financiers furent d'accord avec sa foi et le sentiment qu'il avait de son autorité pontificale pour l'exciter à la résistance.

### c. — La révolte.

A la nouvelle de l'édit, des menaces de l'empereur et de l'opposition du pape, les *exercitus* de la Pentapole, de la Vénétie, de l'Italie entière s'émurent<sup>2</sup>. — Par suite de l'affaiblissement de l'armée byzantine d'Italie, les milices locales s'étaient organisées

1. *L. P.*, 184 : « Jussionibus itaque postmodum missis decreverat imperator ut nulla imago cujuslibet sancti aut martyris aut angeli haberetur : maledicta enim omnia adserebat. Et si adquiesceret pontifex, gratiam imperatoris haberet ; si et hoc fieri praepediret, a suo gradu decideret. » — Cf. Paul Diacre, VI, 49.

2. *L. P.*, 184 : « Igitur permoti omnes Pentapolenses atque Venetiarum exercita contra imperatorum jussionem restiterunt, numquam se in ejusdem pontificis condiscendere necem, sed pro ejus magis defensionem viriliter decertarent, ita ut anathemate Paulum exarchum vel qui eum direxerat ejusque consentaneos submitterent ; spernentes ordinationem ejus, sibi omnes ubique in Italia duces elegerunt... » — Dandolo (*Muratori*, XII, 136), ch. III, 5 et *ut Paulus et Sicardus testificantur...*, etc.

et avaient grandi aux dépens de l'autorité des exarques<sup>1</sup>. Les bourgeoisies armées composaient, avec les débris des bandes régulières fixées au sol, les *exercitus* de Ravenne et d'ailleurs, troupes indociles, mieux préparées à la révolte qu'à la bataille<sup>2</sup>, corps politiques autant qu'armées<sup>3</sup>. — Elles se soulèvent contre l'exarque Paul, ses auxiliaires et ses maîtres, renversent ses officiers et se nomment des ducs, à l'exemple des Vénitiens, qui s'étaient déjà soustraits à l'autorité directe du patrice<sup>4</sup>. Tous jurent de défendre le pape et de mourir pour lui. Mais c'est un biographe pontifical qui raconte ces faits; il est peut-être disposé à exagérer le dévouement des Italiens : « Atque sic de pontificis deque *sua immunitate* cuncti studebant. » Grégoire est menacé de mort ou de déposition; eux, ils ont à payer des impôts. Ils défendent leurs images et leurs biens.

Ils songeaient si peu à proclamer l'indépendance de l'Italie qu'ils voulaient mener un empereur à Constantinople<sup>5</sup>. La révolte n'avait pas de gravité exceptionnelle. Il ne se passa rien qui fût insolite dans un pays frontière, mal administré, longtemps occupé par des barbares, où le Lombard coudoyait le Romain et où l'on vivait armé. Il y eut des chevauchées, des escarmouches et des coups de main. A Rome, où s'étaient maintenus d'abord des ducs impériaux<sup>6</sup>, éclatèrent quelques émeutes; la milice fit une sortie. Un de ces grands propriétaires turbulents, plus ou moins croisés de Grecs et de Goths, plus ou moins parés de titres byzantins, qui furent la souche des barons romains, le duc Exhilaratus<sup>7</sup>, essayait

1. Sur la nouvelle organisation militaire, voy. Finlay, *History of Greece* I, 203 et suiv.; II, 27 et suiv.; 204 et suiv. — Diehl, p. 308-312. — Hartmann, p. 52-73, 151-165. — Sickel, p. 308, n. 1.

2. Cf. Agnelli L. P., 140.

3. *Liber Diurnus*, *passim*.

4. *Joh. Chron. Ven.*, p. 11. — Dandolo, VII, 1, p. 127, ann. 697. — Cf. Cohn, p. 16-17. — Hodgkin, p. 486, doute que le duc de Vénétie ait été élu.

5. L. P., 184 : « Cognita vero imperatoris nequitia omnis Italia consilium iniiit ut sibi eligerent imperatorem et ducerent Constantinopolim; sed compescuit tale consilium pontifex... » — Paul Diaque, VI, 49. — Cf. Théophane, 6210 AM, la révolte de Sicile.

6. Le duc Petrus, Exhilaratus, d'après Armbrust, *Die territoriale Politik der Päpste*. Göttingen, 1885.

7. L. P., 184 : « Ipsi interea diebus, Exhilaratus dux, deceptus diabolica instigatione cum filio suo Adriano, Campaniae partes tenuit, seducens populum ut obedirent imperatori et occiderent pontificem. Tunc Romani omnes eum secuti comprehenderunt et cum suo filio interfecerunt. » Le mot *secuti* signifierait qu'il part de Rome. — Jaffé, *Regesta Pontificum*, 2191 : « Exhilarato et Gaudio locat

de soulever contre le pape les paysans de la campagne romaine; il fut atteint et tué. A quelque temps de là, un autre duc, le duc Pierre, devenu suspect, eut les yeux crevés<sup>1</sup>. A Ravenne, le parti grec et le parti italien se livrèrent des combats sanglants où l'exarque Paul trouva la mort<sup>2</sup> et, pendant quelque temps, Ravenne fut en guerre ouverte contre les Byzantins; ceux-ci furent battus par les Ravennates aux bouches du Pô<sup>3</sup>.

Mais d'autres partisans plus actifs et plus compromettants, les Lombards, s'étaient spontanément déclarés pour Grégoire II. Après leur établissement en Italie, la papauté avait su rapidement se ménager, sinon leur alliance, au moins leur bon vouloir<sup>4</sup>; le roi lombard, devenu catholique, était un protecteur éventuel qui pouvait la défendre à l'occasion contre les entreprises du pouvoir civil.

Liutprand, qui régnait alors, était bien disposé à l'égard de Grégoire II. Il lui avait rendu le patrimoine des Alpes cottiennes<sup>5</sup> et le pape, en 723, avait donné le pallium à l'évêque de Forum Julii<sup>6</sup>, ce qui le rendait indépendant, en droit comme en fait, du

casale Pondera, etc... territorio Foroclaudiensi ex corpore massae Tusciae sub pensione. » — Concile romain de 721, ch. xiv (*Mansi*, XII, 264) : « Hadrianus filius Exhilarati, qui post praestitum sacramentum in apostolica confessione Epiphaniam diaconam illicito ausu uxorem habuit, anathema sit. » — Voy. Diehl, p. 344. — Armbrust, p. 91, croit qu'*Exhilaratus* est duc de Rome. Cohn également. Cela n'est pas prouvé.

1. *L. P.*, 184 : « Post hunc et Petrum ducem, dicentes contra pontificem imperatori scripsisse, orbaverunt. » Ce Petrus est-il le même que celui dont il est question en 712 dans *L. P.* 176 (Vie de Constantin)?

2. *L. P.*, 185.

3. Agnelli *L. P.*, 153. — Le nouvel exarque Eutychius débarque non à Ravenne, mais à Naples. *L. P.*, 185. — D'après Const. Porphy., *De Admin. imperii*, c. 27, p. 84, Naples dépendait du patrice de Sicile. Cf. Hegel, *Stadteverfassung*, I, 227.

4. Cf. Gasquet, *Revue historique*, XXXIII, 58. — Sur les Lombards, voy. Gasquet, *loc. cit.*, Papst, *Geschichte des langob. Herzogthums* (*Forschungen zur deutschen Gesch.*, II, 407). — Jenny, *Geschichte des langobardischen Herzogthums Spoleto* (570-774), 1890. — Martens, *Politische Geschichte des Langobardenreiches unter König Liutprand*. 1880.

5. *L. P.*, 179 : « Eo tempore Liutprandus rex donationem patrimonii Alpium Cottiarum, quam Aripertus rex fecerat hicque repetierat, ammonitione tanti viri redditam confirmavit. » — D'après Paul Diacre, VI, 46, Liutprand fait rendre *Classis* prise par Faroald, duc de Spolète (Duchesne, *L. P.*, t. I, p. 412, 24, identifie cet événement avec *L. P.*, 183 (XIII), Paul Diacre, VI, 49, et Agn., 131).

6. Paul Diacre, IV, 33 : « His diebus defuncto Severo patriarcha, ordinatur in loco ejus Johannes abbas patriarcha in Aquileia vetere cum consensu regis et

patriarche de Grado. Ce dernier échappait toujours à la domination des envahisseurs.

Peu de temps avant la publication de l'édit de 725, les Lombards avaient recommencé les hostilités contre les Byzantins<sup>1</sup>. Les Spolétins s'étaient emparés de Narni<sup>2</sup>, le roi avait pris Classis. Par piété et pour s'arrondir, ils soutinrent le pape dans sa résistance, et lorsque l'exarque Paul avait marché sur Rome pour contraindre Grégoire II à se soumettre à l'impôt, il avait trouvé devant lui au Pont-Salarius, à côté de la milice romaine, les Lombards de Spolète et de Toscane. Plus tard, Liutprand envahit de nouveau le territoire impérial; plusieurs bourgs fortifiés de l'Émilie lui ouvrirent leurs portes<sup>3</sup>. Vainement l'exarque Eutychius essaya par d'habiles négociations d'enlever au pape l'appui du roi et de corrompre les ducs. Il ne réussit tout d'abord qu'à faire déclarer l'alliance tacite des Lombards et des Romains<sup>4</sup>.

Le pape est-il responsable de toute cette agitation? Après l'avoir provoquée peut-être, il semble l'avoir redoutée et s'être efforcé de la contenir. Il voulait ménager Léon III, car il gardait l'espoir d'un accommodement. Ainsi, il n'avait même pas excommunié l'empereur<sup>5</sup>, tandis que le pape Constantin, dans des circonstances analogues, avait fait effacer des diptyques officiels le nom de Philippicus.

Il s'opposa dès le début à l'élection d'un empereur italien<sup>6</sup>.

Gisulfus ducis. In Gradus quoque ordinatus est Romanis Candidianus antistitis... » — *Cronica de singulis patriarchis novae Aquileie*, p. 9. — Lettre de Grégoire II à l'évêque Serenus de Forum Julii. *Ibid.*, p. 12 (*M. G. H. E.*, t. III, p. 698-699), 1<sup>er</sup> déc. 723.

1. *L. P.*, 183. — Paul Diaque, VI, 48.

2. *L. P.*, 183 : « Sed motis Romanis atque undique Langobardis pro defensione pontificis, in Salario ponte Spolitini atque hinc inde duces Langobardorum circumdantes Romanorum fines hoc praepedierunt. » — Paul Diaque, VI, 49.

3. *L. P.*, 185 : « Langobardis vero Emiliae Castra, Ferronianus, Montebelli, Verabulum cum suis oppidibus Buxo et Persiceta, Pentapolim quoque Auximana civitas se tradiderunt. » — Paul Diaque, *loc. cit.*, ajoute *Bononia* à la liste des villes citées par le *L. P.* — Duchesne, p. 413, n. 34, montre que Bologne ne fut conquise que plus tard.

4. *L. P.*, 184 : « ... Munera tunc hinc inde ducibus Langobardorum et regi pollicentes plurima ut a juvamine desisterent pontificis per suos legatos patriarchus ille suadebat qui rescriptis detestandum viri dolositatem despicientes, una se quasi fratres fidei catena constrinxerunt Romani atque Langobardi... » — *Cf. M. G. H. L.*, IV, 141, 1<sup>er</sup> mars 727.

5. Eutychius fut excommunié, peut-être à la suite de persécutions dans le duché de Naples. *L. P.*, 185.

6. *L. P.*, 184 : « Sed compescuit tale consilium pontifex sperans conversionem principis. »

Avec les Lombards, il n'osait pas s'engager. Peut-être craignait-il ou regrettait-il leur alliance. Quand ses partisans traitent avec eux, à son instigation peut-être et sans nul doute de son aveu, il s'efface, il feint de n'attendre le succès que de la piété et des bonnes œuvres<sup>1</sup>. Rendant grâces aux Romains qui s'engageaient à mourir pour lui, il leur prêchait la modération et les adjurait de rester fidèles à l'empire. Le biographe du pape a noté scrupuleusement ces témoignages de son loyalisme ; or, il était de l'Église romaine. Grégoire II pensait qu'il pouvait résister à main armée aux officiers impériaux sans trahir l'empire.

d. — *Sutrium*.

Toutefois, on a pu prétendre que l'ambition territoriale de l'Église était déjà éveillée.

Dans la 11<sup>e</sup> indiction (727-728), Liutprand, qui, sous couleur de défendre le pape, arrondissait ses domaines, s'était emparé de Sutrium, bourg fortifié, *castellum*, situé au sud de Viterbe<sup>2</sup>. Grégoire envoya lettre sur lettre, présents sur présents, pour le décider à rendre sa conquête. Liutprand se laissa fléchir ; après avoir dépouillé la ville, il la rendit par un acte de donation aux saints apôtres Pierre et Paul. N'était-ce pas une usurpation ? Car Sutrium, dit-on, n'était pas un patrimoine de l'Église romaine. Or, il n'est pas impossible que, tout au contraire, Sutrium lui ait appartenu. Dans la Vie de Zacharie, sans doute, après une énumération de patrimoines, le pays de Sutri est appelé *territorium* et non *patrimonium*<sup>3</sup>. Mais l'expression de *territorium Sutri-*

1. *L. P.*, 185 : « ... His ita habentibus elegit majorem praesidium pater distri-  
buere pauperibus largissima manu quaeque repperiebat ; incumbens orationibus  
et jejuniis, letaniis Deum cotidie inprecabatur ; spe ista manebat semper fultus  
plus ab hominibus, gratias tamen voluntati populi referens pro mentis propo-  
situm, blando omnes sermone ut bonis in Deum proficerent actibus et in fide  
persisterent rogabat, sed ne desisterent ab amore vel fide imperii Romani ammo-  
nebat. Sic totorum corda mollebat et dolores continuos mitigabat. »

2. *L. P.*, 186 : « Eo tempore per xi indictionem, dolo a Langobardis perva-  
sum est Sutriense castellum, quod per CXL diebus ab eisdem Langobardis  
possessum est. Sed pontificis continuis scriptis atque commonitionibus ad  
regem missis, quamvis multis datis muneribus, saltim omnibus suis nudatum  
opibus, *donationem beatissimis apostolis Petro et Paulo antefatus emittens*,  
Langobardorum rex, restituit atque *donavit*. » — Paul Diacre, VI, 49, ne parle  
pas de donation.

3. *L. P.*, 210 : « Nam et Savinense *patrimonium*... necnon et Humanatem et  
vallem qui vocatur Magna, sitam in *territorio* Sutrino. »



*num* n'est là qu'une simple expression géographique désignant la situation d'un patrimoine appelé la *Vallis Magna*. Le terme de *castellum* n'est pas plus significatif, car il y avait parmi les patrimoines de l'Église romaine, à défaut de villes, plus d'un *castrum* ou d'un *castellum* comme Sutri<sup>1</sup>. Le pape n'a pas réclamé à Liutprand les villes de la Pentapole et de l'Emilie. Il n'a pas protesté contre la conquête de Narni<sup>2</sup>, où pourtant il avait un patrimoine<sup>3</sup>; pourquoi se serait-il ému de la perte de Sutri, si ce bourg ne lui avait appartenu? Sans doute il dépendait du duché de Rome, mais, si le pape l'avait réclamé au nom du duché<sup>4</sup>, la donation n'eût pas été faite *beato Petro*; car cette expression de donation à saint Pierre est précise et elle n'est pas employée au hasard. En tous cas, dans le doute, les autres faits n'autorisent pas à penser que le pape ait songé encore à constituer l'État pontifical; et ce qui paraît prouver que la prise de Sutrium l'avait lésé, c'est qu'il se détacha de Liutprand et fit des avances aux ducs de Bénévent et de Spolète<sup>5</sup>.

Euty chius profita aussitôt de cette rupture pour reprendre avec le roi Lombard les négociations interrompues. Une alliance fut conclue. Avec leurs troupes réunies, ils marchèrent sur Spolète, puis sur Rome<sup>6</sup>. Le pape, effrayé, demanda la paix. Le biographe de Grégoire II a raconté que Liutprand se jeta aux pieds du pape, qu'il implora la grâce de l'exarque et que le saint homme daigna l'accorder. La paix ne fut sans doute pas si honorable pour Grégoire II<sup>7</sup>.

1. Hartmann, p. 156. — Fabre, *De patrimoniis ecclesiae romanae*, 1892, p. 3.

2. Il a réclamé Cumes, mais avant sa révolte.

3. *L. P.*, 210.

4. Arnbrust, p. 60, prétend que le pape l'a réclamé au nom du duché. — Cf. Pinton, *Donazione*, p. 44. — Duchesne, *L. P.*, t. I, p. 413, 36, croit que le duché de Rome est déjà considéré comme une terre sacrée, appartenant aux apôtres : solution un peu vague.

5. Hodgkin, p. 457. L'enthousiasme qu'avaient montré les Lombards pour la défense du pape était préjudiciable aux intérêts de Liutprand. Rome menaçait de devenir le centre des territoires lombards.

6. *L. P.*, 186 : « *Eo vero tempore saepius dicti Euty chius patricius et Liutprandus rex inierunt consilium nefas ut congregata exercita rex subiceret duces Spoletinum et Beneventanum, exarchus Romam, etc...* »

7. Hartmann, p. 128. — Il faut noter la différence des deux révisions de la *Vita Gregorii*; la 2<sup>e</sup> a un caractère plus légendaire. La 1<sup>re</sup> rédaction raconte seulement que Liutprand renonça à ses desseins. — Il faut remarquer que le rôle de l'exarque est fort effacé dans toute cette affaire. — Ravenne appartient de nouveau aux Byzantins avant la fin du pontificat de Grégoire II; 29 janv.

Eutychius vint à Rome. A quelque temps de là, le pape eut l'occasion de lui rendre un grand service. Un certain Tiberius Petasius rassemblait des partisans en Toscane<sup>1</sup>. Il se posait en prétendant à l'empire. Le pape fit partir avec l'exarque la milice romaine<sup>2</sup>. Les principaux de l'Église de Rome (*proceres ecclesiae*) l'accompagnèrent<sup>3</sup>. Ceci se passait probablement au mois de janvier 729. Le prétendant fut tué. Le pape avait donné là un nouveau gage de sa fidélité à l'empire. Cependant, l'hérésie durait toujours, et il la condamnait. Le pape et les hérétiques n'étaient donc pas irréconciliables. Ainsi le premier édit iconoclaste n'avait pas rompu les liens qui unissaient le pape à l'empire.

Mais par contre on avait pu voir que l'évêque de Rome avait chez les Italiens une popularité inquiétante. Déjà, quand Justinien II avait voulu déposer Sergius, ils avaient pris fait et cause pour le pape; la milice de Ravenne elle-même était partie pour le défendre<sup>4</sup>. La répétition et l'aggravation des mêmes phénomènes en 726 étaient significatives.

Le pape, sans avoir plus de droits politiques que les évêques ses collègues<sup>5</sup>, avait une autre situation et une autre puissance. Ses domaines étaient vastes, son église était riche, enfin il était patriarche et successeur de saint Pierre. Déjà, plus d'un siècle auparavant Grégoire le Grand parlait en maître à Rome; c'était lui qui administrait la cité<sup>6</sup>. A côté de lui, les commissaires impériaux sont sans autorité. Il répare les murailles, entretient les aqueducs; il se charge de la police urbaine, nourrit les pauvres, paye la milice et défend la ville. Dans la province, il va de pair avec l'exarque. Il protège les Italiens, mal défendus, mal gouvernés, ruinés par la guerre et la famine. Il organise la résistance aux Lombards; il envoie des

731 : « Spreti. De amplit. urbis Ravennae. » Ravenne, 1793, I, p. 284, n° 325. Inscr. de Ravenne.

1. *L. P.*, 187. — Cf. Théophane, 6210. Révolte de Sicile; l'usurpateur prend aussi le nom de Tibère.

2. « Quem sanctissimus papa confortans, cum eum proceres ecclesiae mittens atque exercitus, profecti sunt » (*L. P.*, 187).

3. Dahmen, *Das Pontificat Gregors II.* Düsseldorf, 1888. Pinton, p. 60 : les *proceres* sont des dignitaires de l'Église. Pour Armbrust, p. 80-81, *proceres* est l'équivalent des *judices*.

4. *L. P.*, 160-161. Cohn, p. 60.

5. Pragmatique de Justinien, 12.

6. Diehl, p. 332.



officiers à Nepi, à Naples et à Salerne<sup>1</sup>. Il adresse des proclamations, donne des ordres, fait marcher les troupes. Trop faible, il réussit à ménager des trêves<sup>2</sup>. Sans troupes, par son seul prestige, il défend Rome et l'Italie. — Surtout, il veille à ce que les pays qu'il conserve à l'empire soient ménagés par ses fonctionnaires; il surveillait leur gestion<sup>3</sup>. Or, Grégoire II ne s'occupa pas moins des affaires temporelles de l'Italie que les plus grands et les plus populaires de ses prédécesseurs. Le château de Cumes est pris par les Lombards; c'est lui qui négocie pour le faire rendre et, après l'insuccès des négociations, c'est lui qui commande qu'on le reprenne. L'empereur veut pressurer l'Italie; Grégoire s'y oppose de toutes ses forces. Ses intérêts sont d'accord avec ceux des populations et celles-ci reconnaissent ces services. Enfin, il était pape, et en lui survivait la grandeur de Rome. Tandis que les exarques se rendaient impopulaires, le pape était devenu pour les Italiens, qu'il défendait et secourait, un véritable chef national. Supprimez l'exarque; c'est autour du pape que les peuples se groupent. Mais Grégoire II, d'un caractère prudent et pacifique, n'était pas homme à abuser de sa situation. Il fut servi par les circonstances, qui mirent en lumière sa popularité et grandirent son prestige.

e. — *Le « silentium » de 729.*

Avant qu'il mourût, l'empereur lui donna l'occasion de renouveler sa protestation contre l'iconoclasie. En Orient comme en Italie, Léon III avait rencontré une vive résistance. L'hérésie n'avait triomphé que dans son pays d'origine, et, quoiqu'elle eût inquiété toutes les Églises<sup>4</sup>, ses progrès étaient entravés par l'opposition d'une bonne partie du clergé<sup>5</sup>. Jean Damascène et le

1. Cf. Pingaud, *Politique de saint Grégoire le Grand*, *passim*. — Cohn, p. 53. — Jaffé, p. 203. — Honorius. Migne, LXXX, 482. Lettre à Anatholius, maître de la milice, qui a sous ses ordres la garnison de Salerne. Il lui demande de rendre justice à un homme dont le frère a été tué par un soldat de Salerne.

2. Cf. *L. P.*, 181.

3. Cohn, p. 50.

4. Germanos à Thomas, évêque de Claudiopolis. Hardouin, IV, p. 260. — Cf. Grégoire III à Antoine, patriarche de Grado. *M. G. H. E.*, III, p. 703 (ep. Langob., 13).

5. Zonaras, XV, 48. Georges Hamartolos (Migne, CX), 920, 21 (*le Didascale acuménique*).

patriarche de Constantinople, Germanos, étaient les adversaires les plus résolus de la nouvelle doctrine. Le premier était à l'abri des atteintes de l'empereur. L'autre était plus exposé. Germanos considérait comme non avenues les ordonnances de Léon III<sup>1</sup>, mais il se dérobaît à une lutte ouverte, si bien que l'empereur, qui pourtant ne lui épargnait pas les vexations<sup>2</sup>, n'avait pas encore trouvé en 728 l'occasion de rompre avec lui. Il le menageait par politique. Il comptait le gagner, et il y travaillait<sup>3</sup>. L'empereur eut à cette époque avec le patriarche une ou plusieurs entrevues. Germanos fut intraitable. Ses réponses restèrent célèbres dans l'Eglise grecque<sup>4</sup>.

C'est alors qu'il faut placer sans doute la lettre de Grégoire II à Germanos. Celui-ci dut rendre compte à son collègue de sa résistance victorieuse aux avances de l'hérétique. La lettre du pape est une réponse à une communication de ce genre. Il s'y montrait fort animé contre Léon III, le précurseur de l'impie, et il l'accablait des menaces que Moïse et le Psalmiste proféraient contre Pharaon<sup>5</sup>. Mais surtout il y félicitait et il y encourageait le patriarche. En apprenant sa belle résistance, il entonnait un chant de triomphe en l'honneur du défenseur de l'Eglise. Mais il était trop prompt à chanter victoire.

Les iconoclastes, en effet, devenaient plus intransigeants. Après les images, ils détruisirent les reliques. On s'attaquait au culte même de la Vierge et des saints<sup>6</sup>. Léon III se résolut à prendre des mesures décisives. N'ayant pu gagner Germanos, il songeait à s'en débarrasser. Aidé par le syncelle Anastase, disciple et coadjuteur du patriarche (μαθητὴν καὶ σύγκελλον αὐτοῦ), il fit épier sa conduite<sup>7</sup>, cherchant un prétexte pour sévir. Craignant de soulever les Byzantins, il voulait le frapper, non comme orthodoxe, mais comme coupable de haute trahison.

L'opposition s'autorisait surtout de l'irrégularité du décret de

1. Lettre à Thomas, évêque de Claudiopolis.

2. Théophane, 6218 (éd. de Boor, p. 406). 'Ex τοῦδε τοίνυν τοῦ χρόνου ἀναίδως τῷ μακαρίῳ Γερμανῷ, ....., προσετρίβετο. — Cf. 6221.

3. Théophane, 6221 (407).

4. Théophane, 6221. — Georges Hamartolos, p. 632-33. — Cedrenus, I, 797. — Vie de l'abbé Étienne, 1084 D-1085 AB.

5. Hardouin, IV, 233 B et suiv.

6. Théophane, 6218 (405). — Hergenröther, *Photius*, p. 234.

7. Théophane, 6221 (408).

725<sup>1</sup>. L'empereur lui fit une concession, toute formelle, il est vrai, en réunissant, non pas un synode, mais un *silentium*, un conseil restreint et fermé; l'assemblée devait confirmer les ordonnances et au besoin déposer le patriarche<sup>2</sup>. Elle se réunit le 17 janvier 729<sup>3</sup>. Léon y fit venir Germanos, pensant encore l'amener à signer son décret. Il refusa, déclarant qu'il ne s'inclinerait que devant la décision d'un concile général; puis il déposa son pallium. Le 22 janvier, le syncelle Anastase fut élu patriarche. Son élection fit du patriarcat un instrument du pouvoir civil<sup>4</sup>.

Cet événement troubla pour la deuxième fois la quiétude du pape. Jusque-là il s'était borné à protéger ses églises, et il y avait réussi. Même dans les évêchés grecs, ses suffragants, l'iconoclasie avait échoué. Comme elle ne sévissait que dans l'Église d'Orient, il n'avait pas pris part à la controverse, laissant à Germanos le soin de combattre l'hérésie. Le nouveau patriarche étant hérétique, la situation du pape fut changée. Une légende byzantine racontait que, vers cette époque, Léon III s'étant avisé un jour de jeter une croix dans la mer, les flots la portèrent à Rome<sup>5</sup>. C'est une image ou un symbole de ce qui se produisit alors. Il n'y avait plus maintenant d'intermédiaire entre le pape et les catholiques orientaux. Il devenait leur chef naturel. L'autorité qu'avait eue Germanos comme chef de l'opposition orthodoxe passa tout entière à Grégoire II. Le pape fut son véritable successeur. L'Église romaine devait devenir le foyer de la résistance à l'iconoclasie. On s'en rendit compte à Rome et l'on y fit grand bruit de la déposition de Germanos et de la persécution qui sévissait à Constantinople; on parlait des images brûlées, des églises dévastées, des fidèles mis à mort, mutilés ou exilés, et l'on y maudissait la

1. Théophane, 6221 (409). Réponse de Germanos dans le *Silentium* : χωρίς γὰρ οἰκουμένης συνόδου καينوτομήσαι πίστιν ἀδυνατῶ, ὦ βασιλεῦ.

2. Théophane, *loc. cit.*

3. Théophane, *loc. cit.*, mardi 7 janvier 729 (voy. la note p. 9). En 729, le 7 janvier est un vendredi. Hefele (2<sup>e</sup> édit., p. 382), qui croit que le *Silentium* fut réuni en 730, proposa de lire ι'; en 730, le 17 janvier était un mardi. Je suis tenté d'admettre cette correction, car Théophane a calculé ses dates sans tenir compte de la modification du cycle des indictions. Cette correction explique le chiffre donné par Théophane pour la durée du pontificat de Germanos. (Théophane, 6221-96207.)

4. *Vie de l'abbé Étienne*, 1085 C : ὅστις τὰ τῆς Ἐκκλησίας πάντα τοῖς βασιλεῖσις παρέδωκεν. — *Ep. ad Theophilum imperatorem*, 361 A.

5. Georges Hamartolos, 921 G.

malice de Léon III<sup>4</sup>. Il faut ajouter que l'intérêt du pape était en jeu, qu'il craignait le sort de son collègue et qu'il lui semblait utile de protester. — L'écho de ses protestations est parvenu aux chronographes byzantins qui mentionnent à l'année 729 la défection définitive du pape<sup>5</sup>.

Dans sa réponse à la lettre synodique d'Anastase, Grégoire II lui refusa les titres de frère et de *consacerdos*, et il le menaça de l'exclure du sacerdoce. Il écrivit aussi à l'empereur une lettre où il l'exhortait à se convertir<sup>6</sup>. Les choses en restaient là quand Grégoire II mourut au mois de février 731.

## II. — GRÉGOIRE III.

### a. — *Lettres de Grégoire III. — Le concile de 731. — Amoindrissement du patriarcat d'Occident.*

On élut à sa place un Syrien, Grégoire III. C'était un homme doux, d'esprit délié, fort instruit et grand théologien, sachant les psaumes par cœur, habile et subtil entre tous dans l'interprétation des Écritures<sup>4</sup>. Peut-être s'intéressait-il davantage aux intérêts généraux de l'Église et aux disputes dogmatiques. En tous cas, il y intervint. On ne contestait plus l'élection d'Anastase, depuis tantôt deux ans qu'il était patriarche. Le pape n'avait plus à répondre au *silentium* de 729. Il reprit la querelle

1. *L. P.*, 188 : « Nam post haec claruit imperatoris malitia pro qua persequeretur pontificem, ita ut compelleret omnes Constantinopolim habitantes, tam virtute quamque blandimentis, et deponeret ubicumque haberentur imagines tam Salvatoris quamque ejus genitricis sanctae vel omnium sanctorum easque in medio civitatis, quod dicere crudele est, igne cremaret et omnes dealbaret depictas ecclesias. Et quia plerique ex ejusdem civitatis populo tale scelus fieri praepediebant, aliquanti capite truncati, alii partem corporis excisi poenam per-tulerunt. » — La lettre de Grégoire III à Antoine de Grado (*loc. cit.*) contient à peu près les mêmes expressions. — Paul Diaire, VI, 49.

2. Théophane, 6221. — Cedrenus, I, 799 B. — Zonaras, XV, 48. — Georges Hamartolos, 924 (636). — Dandolo, ch. III, 7.

3. *L. P.*, 188 : « ... Imperatori quoque mandavit, suadens salutaria, ut a tali execrabili miseria declinaret, scriptis commonuit. »

4. *L. P.*, 190 : « ... Natione Syrus... vir mitissimus et valde sapiens, in divinis scripturis sufficienter instructus, graeca latinaque lingua eruditus, psalmos omnes per ordinem memoriter retinens et in eorum sensibus subtilissima exercitatione limatus... » — Dandolo, lib. VII, ch. III, 7 : « Hic addidit in *Secreta* « quorum hodie solemnitas in conspectu tuae majestatis celebratur, Dominus « Deus noster in toto orbe terrarum. »

sur nouveaux frais. Son manifeste fut probablement sa lettre d'intronisation, sa synodique. Se réclamant de l'exemple de son prédécesseur, au nom de l'autorité supérieure du siège apostolique, il adjura les empereurs de faire trêve à la persécution et de renoncer à leur erreur<sup>1</sup>. Les objurgations du pape laissaient l'empereur fort indifférent. Mais son intrusion dans les affaires de l'Église d'Orient pouvait devenir dangereuse. Il fortifierait les hésitants, il rallierait les orthodoxes et il soustrairait ainsi toute une partie de l'Église byzantine à l'autorité impériale. Léon III le craignait, et peut-être avait-il déjà constaté que la disparition du patriarche orthodoxe avait grandi l'autorité du pape. Aussi chercha-t-il par tous les moyens à l'empêcher de communiquer avec les églises du patriarcat byzantin. Il fit d'abord intercepter ses lettres. — Il n'y avait plus à Byzance d'apocrisiaire pontifical à demeure. Un prêtre romain, le prêtre George, fut chargé d'y porter la synodique. Le pauvre homme, informé peut-être des dispositions de Léon III, ne tarda pas à revenir<sup>2</sup>; il se remit en route, mais on l'arrêta en Sicile et on le garda prisonnier près d'un an.

Le pape ne s'en tint pas là. Il convoqua un concile, le premier qui, à notre connaissance, ait eu à juger l'iconoclasie. L'on devait y défendre et y confirmer la vérité. Grégoire III voulait opposer au *silentium* officiel de 729 l'accord unanime d'un grand nombre d'évêques. Dans une lettre de convocation<sup>3</sup> pathétique, où il leur dépeignait la désolation de l'Église d'Orient, il les adjurait de veiller sur les églises de leur diocèse et d'y échauffer la foi des fidèles. Il leur assurait que les saints triompheraient des puissances temporelles.

L'archevêque de Grado, Jean, évêque de Ravenne, 93 évêques d'Occident se rendirent au concile qui devait se réunir le 1<sup>er</sup> novembre 731<sup>4</sup>. Aux évêques s'étaient joints une foule de prêtres,

1. *L. P.*, 191 : « Pro quibus idem sanctissimus vir, ut ab hoc resipiscerent ac se removerent errore, commonitoria scripta vigore apostolicae sedis institutionis quemadmodum et sanctae memoriae decessor ipsius direxerat... »

2. *L. P.*, 191. — Au moment où il revient à Rome était réunie une assemblée ecclésiastique (*concilium*). Duchesne, t. I, p. 421, n. 4, pense que c'est un concile d'évêques suburbicaires, peut-être l'assemblée qui se tenait ordinairement à la fête des Apôtres, à la fin du mois de juin.

3. *M. G. Ep.*, III, p. 703 (Ep. lang. 13). Lettre au patriarche de Grado, Antoine. — *M. G. H. S.*, p. 396. *Chronicon Gradense*.

4. *M. G. Ep.*, III, p. 703 : « Kalendas novembris succedentis quindecimae

romains pour la plupart. Des laïques assistèrent au synode, ducs, consuls et gens de moindre condition<sup>1</sup>. On y parla surtout des images. On a conservé un fragment du discours du pape<sup>2</sup>. Il s'appuyait sur l'autorité des Pères; il citait des passages de la Bible où Dieu commandait aux Juifs de fabriquer des chérubins. Il présenta un décret où étaient déclarés excommuniés tous ceux qui à l'avenir détruiraient, profaneraient ou blasphémieraient les saintes images. Le décret fut signé par tous les membres du concile<sup>3</sup>.

Grégoire écrivit alors une nouvelle lettre à Léon III. Le messager fut arrêté<sup>4</sup>. Le stratège de Sicile intercepta de même une supplique des Italiens<sup>5</sup>. Le pape, ne se rebutant pas, pour la troisième fois écrivit à Anastase et aux empereurs. On ne sait ce qui advint à son ambassadeur, mais Léon III, ayant perdu patience, voulut essayer de traiter Grégoire III comme il avait tenté de faire son prédécesseur. Et pourtant il ne se révoltait pas, il ne trahissait pas. On lui eût passé peut-être une politique séparatiste; on ne pouvait tolérer qu'il se mêlât des affaires générales de l'Église. Léon III s'était résigné à tolérer en Italie le culte des images tant que le pape s'était contenté de défendre son église. Maintenant son opposition était devenue gênante. L'on voulait en finir.

En 732, dit Théophane, furieux contre le pape et tentant, ajoute-t-il à tort, que Rome et l'Italie lui échappaient, Léon III

indictionis. » — Le *Libellus Synodicus* (Hardouin, V, 1541 CD) place le concile sous Grégoire II, immédiatement après l'élection d'Anastase.

1. *L. P.*, 192. — Hardouin, IV, 802 A : 79 évêques.

2. Hardouin, IV, 805 AC.

3. *L. P.*, 192 : « ... ut si quis deinceps, antiquae consuetudinis apostolicae ecclesiae tenentes fidelem usum contemnens, adversus eandem venerationem sacrarum imaginum videlicet Dei et domini nostri Jesu Christi et genitricis ejus virginis immaculate atque gloriosae Mariae, beatorum apostolorum et omnium sanctorum depositor atque destructor et profanator vel blasphemus extiterit, sit extorris a corpore et sanguine domini nostri Jesu Christi vel totius ecclesiae unitate atque compage. Quod et subscriptione sua solemniter firmaverunt et inter cetera instituta probabiliū praecessorum orthodoxorum pontificum annectenda sanxerunt. » — On trouva dans *M. G. Ep.*, III, p. 704, un prétendu décret du concile de 731 limitant les diocèses de Forum Julii et de Grado. — Rodenberg (*Ibid.*, p. 723) a démontré péremptoirement que ce document n'est pas authentique. Cf. *Cronica de sing. patr. nov. Aquileie*, p. 12 et suiv.

4. *L. P.*, 193.

5. *Ibid.* : « ... Generalitas istius provinciae Italiae similiter pro erigendis imaginibus supplicationis scripta unanimiter ad eosdem principes direxerunt. »



envoya en Occident une flotte considérable. Cet armement fut dispersé par la tempête et l'expédition échoua<sup>1</sup>.

L'empereur, après cet échec, ne persista pas dans son dessein. Mais il chercha d'abord à se dédommager. Le « *budget* » de la première indiction augmenta d'un tiers la capitation de la Sicile et de la Calabre<sup>2</sup>. Mais surtout Léon III confisqua des patrimoines pontificaux<sup>3</sup>. C'étaient les patrimoines de Sicile et de Calabre, probablement aussi ceux de Naples et de Gaète<sup>4</sup>. Les revenus furent dorénavant perçus par le fisc. Ce n'est pas tout. Impuissant à réduire l'Église romaine, l'empereur voulait la séquestrer. Il songeait à l'empêcher de communiquer avec les provinces les plus directement soumises à l'autorité impériale et à l'influence byzantine, car au moment même où il lui confisquait les patrimoines qu'il possédait dans ces provinces, il paraît avoir essayé de les soustraire à son obédience spirituelle.

Les Νέα τακτικά<sup>5</sup>, liste des évêchés, attribuent au patriarcat de Constantinople un certain nombre de diocèses qui dépendaient auparavant du siège de Rome. Selon la *Notitia Basilii*, les provinces de Thessalonique, de Nicopolis, d'Athènes, de Patras, de Crète et, en Italie, de Syracuse et de Rhégium, c'est-à-dire le Bruttium et la Calabre, furent rattachées au patriarcat byzantin. La Sardaigne eut probablement le même sort que la Sicile<sup>6</sup>. L'archevêché de Naples, qui n'est pas men-

1. Théophane, 6224 AM: ὁ δὲ βασιλεὺς ἐμαίνετο κατὰ τοῦ πάπα καὶ τῆς ἀποστάσεως Ῥώμης καὶ Ἰταλίας, καὶ ἐξοπλίσας στόλον μέγαν ἀπέστειλε κατ' αὐτῶν, Μάνην τὸν στρατηγὸν τῶν Κιόβερραιωτῶν κεφαλὴν ποιήσας εἰς αὐτοὺς. ἡσχύνθη δὲ ὁ μάταιος ναυαγῆσαντος τοῦ στόλου εἰς τὸ Ἀδριατικὸν πέλαγος.

2. Théophane, *loc. cit.* : τότε ὁ Θεομάχος ἐπὶ πλείων ἐκμανεὶς Ἀραβικῶς τε γρονηματι κρατυνόμενος φόρους κεφαλικοὺς τῷ τρίτῳ μέρει Σικελίας καὶ Καλαβρίας τοῦ λαοῦ ἐπέθηκεν... καὶ ἀναγράψεσθαι τὰ τιμώμενα κελεύσας ἄρρενα βρέφη, ὡς Φαραῶ ποτε τὰ τῶν Ἑβραίων. 6224 AM, 1<sup>re</sup> indiction (15<sup>e</sup> dans le cycle régulier). Léon III augmente d'un tiers le nombre des *annonocapita*, c'est-à-dire des unités imposables. Il fait enregistrer les naissances d'enfants mâles, probablement parce que les femmes ne comptent pas pour la capitation. Cf. L. P., 154, 157. Hartmann, p. 91. Zachariae, p. 192 et suiv. C. Justin, XI, 48, 10.

3. Théophane, *loc. cit.* Voy. la fin de la lettre de Hadrien à Charlemagne.

4. *Cod. Carol.*, 37 (Jaffé et Gundlach). Hadrien à Charlemagne, Hardouin, IV, 819 C.

5. Georges de Chypre, éd. Gelzer, *Notitia Basilii*, p. 27, l. 520-527; Νέα τακτικά, p. 57, 58, 77, 81, 82. Cf. Nicolas I<sup>er</sup> à Michel. Hardouin, V, 802 et suiv. (VIII<sup>e</sup> concile). Sur l'étendue de la province de Rhégium, voy. Νέα τακτικά, p. 77, 1623-34. Cf. Duchesne, l'Illyricum ecclésiastique (*Byz. Zeitschrift*, 1892 (I), p. 531).

6. L'archevêque de Sardaigne était représenté au VII<sup>e</sup> concile par un clerc sicilien.

tionné par les notices parmi les conquêtes du siège de Constantinople, eut une situation équivoque. On ne savait de qui il dépendait. Un archevêque obtient le pallium du patriarche<sup>1</sup>; un autre va clandestinement se faire consacrer à Rome<sup>2</sup>. A quelle date le rattachement eut-il lieu? Le rédacteur de la notice assure qu'il se produisit quand Rome fut tombée entre les mains des barbares, c'est-à-dire tout au moins après 754. Mais, avant 754, un évêque de Naples, Sergius, reçut le titre d'archevêque du patriarche de Constantinople. Or, Sergius vécut, dit le chroniqueur, sous Grégoire et sous Zacharie. Je crois que la nouvelle limitation des patriarchats concorda avec la confiscation des patrimoines et qu'il faut en faire remonter l'origine à cette année 732. En tous cas, Léon III en est l'auteur<sup>3</sup>. Il confina l'opposition du pape dans les provinces latines. Il les sacrifia pour sauver l'Orient. Il détachait de l'Eglise de Rome toute la partie grecque ou hellénisée de son diocèse. Ce diocèse embrassait auparavant une moitié de l'empire. Il n'y comprit plus qu'une province séparée du reste par sa langue, ses traditions et ses sentiments. Le pape était exclu des affaires byzantines, sans doute, mais l'Eglise romaine cessa de faire corps avec l'empire et par suite elle fut disposée à s'en séparer. Toutefois, ces mesures n'eurent peut-être pas dans la pratique autant de gravité immédiate, mais elles devaient agir à la longue, et elles étaient significatives.

*b. — Le pape et les affaires d'Italie. —  
Autonomie du clergé de Rome.*

Jamais les papes ne s'occupèrent plus activement de la lutte contre l'iconoclasie que Grégoire III au début de son pontificat; jamais ils ne furent plus sensiblement lésés dans leur autorité ecclésiastique que par les décrets de 732. S'il n'avait tenu qu'à Grégoire de provoquer une révolte et d'enlever l'Italie à la domination impériale, jamais une pareille conduite n'aurait été mieux justifiée. Or, précisément le pape cessa de faire la guerre à l'hé-

1. *Gesta episc. Napol.*, I, 36 (*M. G. SS.*, p. 398 et suiv.).

2. *Ibid.*, II, 41. Cf. *Cod. Carol.*, 37. — *Ibid.*, 82 (85), 83 (86), 84 (87). — Hardouin, IV, 23 A : Irène prie Hadrien d'amener avec lui l'évêque de Naples au concile.

3. A la même époque, l'Isaurie fut rattachée au patriarchat de Constantinople. Voy. *Notitia Basilii*, loc. cit.



resie. S'il en fut question dans le concile suburbicaire du mois d'avril 732<sup>1</sup>, dont la date coïncide à peu près avec celle de la désastreuse expédition organisée par Léon III, toute trace des délibérations qu'elle provoqua a disparu. Grégoire III ne s'occupe plus désormais que des affaires d'Italie. D'autre part, s'il a protesté contre les mesures dont il était l'objet, sa fidélité n'en fut pas altérée; au plus fort de la querelle, il était en fort bons termes avec Eutychius, qui fit alors à l'Église romaine un cadeau de six colonnes d'onyx, enregistré par le *Liber Pontificalis*<sup>2</sup>. Après 732, il continua à servir l'exarque. La paix avec Liutprand n'avait pas été de longue durée<sup>3</sup>. Entre 732 et 735, Ravenne fut prise par les Lombards, « nec dicenda gens Langobardorum, » comme disait alors le pape. L'exarque s'était réfugié en Vénétie. Grégoire III crut alors devoir écrire au patriarche de Grado, Antoine, et au duc de Vénétie, Ursus, pour les déterminer à l'aider<sup>4</sup>. Les deux lettres étaient semblables; c'était une sorte de

1. Günther, *Neues Archiv*, 1891, p. 235.

2. L. P., 194 : « Hic concessas sibi columnas VI onichinas volutiles ab Eutychio exarcho duxit eas in ecclesiam Beati Petri. » — Cette mention précède immédiatement celle de la consécration d'un oratoire du Seigneur et de la Vierge, qui eut lieu dans les premiers mois de 732.

3. Hodgkin, 467 et suiv. En 731, Liutprand est neutre.

4. M. G. Ep., t. III, p. 702 (ep. lang. 12), à Antoine : « ... Ravennantium civitas... ab nec dicenda gente Langobardorum capta est et filius noster eximius domnus exarchus apud Venecias, ut cognovimus, moratur, debeat tua fraterna Sanctitas ei adhaerere et cum eo nostra vice pariter decertare, ut ad pristinum statum sanctae fidei nostrae in statu reipublicae et imperiali servicio dominorum filiorumque nostrorum, Leonis et Constantini, magnorum imperatorum, ipsa revocetur Ravennantium civitas ut zelo et amore sanctae fidei nostrae in statu reipublicae et imperiali servicio firmi persistere, Domino cooperante, valeamus. » — A Ursus, 11. La lettre au patriarche Antoine est citée par Jean Diacre, *Chron. venet.*; la lettre à Ursus est citée par Dandolo (le récit de Paul Diacre, VI, 54, coïncide en partie avec celui de Dandolo, Muratori, XII, p. 136, mais la mention de la prise de Ravenne ne vient qu'après la campagne de Liutprand en Gaule). — Jean Diacre, p. 95 (*Cronache veneziane antichissime*, I), place le fait sous le gouvernement du quatrième *magister militum* annuel, après la mort d'Ursus. — Pinton (*Archiv. venet.*, 38, 369-384, *Veneziani e Langobardi a Ravenna*) donne raison à Jean Diacre et place la prise de Ravenne entre août 739 et décembre 740. — Monticolo (*le Spedizioni di Liutprando nell'esarcato e la lettera di Gregorio III al doge Orso*. *Archiv. soc. rom.*, 15, 321-363) penche pour Dandolo. Quoique Dandolo soit postérieur à Jean Diacre, son témoignage a autant de valeur; il cite des documents qui ont échappé à Jean; sa chronologie est plus correcte. L'on n'a aucune raison intrinsèque de douter de l'authenticité de la lettre à Ursus. Donc, il faut placer la prise de Ravenne entre 731, première année de l'épiscopat d'Antoine (*Chron.*

circulaire. Faisant appel à leur piété, il les exhortait à rester de fermes soutiens de l'empire et à demeurer fidèles à l'empereur. Peut-être ses lettres ne furent-elles pas inutiles. Car les Vénitiens prirent les armes, marchèrent rapidement contre Ravenne et enlevèrent la ville.

Le pape étant seul atteint par les décrets de 732, les Italiens n'avaient plus de raison de s'en émouvoir, et, d'autre part, loin d'être encouragé à la rébellion comme Grégoire II par l'appui des Lombards, Grégoire III avait à les combattre. Comme évêque de Rome, il devait, ainsi que son prédécesseur, redouter leurs progrès. Il fallait bien en effet qu'il défendît contre eux sa clientèle, qui comptait sur sa protection.

A Rome, Grégoire III, comme ses prédécesseurs, faisait réparer et compléter à ses frais les fortifications<sup>1</sup>. Il relève les murs de Centumcellae<sup>2</sup>. Puis il négocie. Il achète au duc de Spolète l'abandon de ses prétentions sur le castrum de Gallese<sup>3</sup> et il assure par là les communications entre Rome et Ravenne. Enfin il conclut un accord défensif avec le duc Trasimund et avec Godescalc, duc de Bénévent<sup>4</sup>. — Liutprand, furieux, chassant Trasimund de Spolète<sup>5</sup>, le poursuivit jusqu'à Rome, où le pape refusa de le livrer, ravagea le duché et prit les quatre villes d'Ameria, d'Horta, Polimartium et Blera<sup>6</sup>, séparant ainsi Rome de l'exarchat. — Grégoire II se mit en campagne pour les reprendre. Il essaya de négocier, il fit agir en sa faveur les évêques de la Tuscie lombarde<sup>7</sup>. Puis il eut recours aux armes. Trasimund s'engageait à reconquérir les

*patr. Grad.*, p. 14), et 737, année de la mort d'Ursus. — Mais Paul Diacre, VI, 54, dit que Ravenne fut prise par Hildebrand *nepos regis* (cf. Dandolo, *loc. cit.*). Or, Hildebrand fut associé au trône en 735 (*Neues Archiv.*, t. III, p. 255-258).

1. *L. P.*, 202-203 : « ... Plurima pars murorum hujus civitatis Romane restaurata est; alimonia quoque artificum et pretium ad emendum calcem de proprio tribuit. »

2. *L. P.*, 204.

3. *L. P.*, 203.

4. *Cod. Carol.*, 2 : « ... Ita dicentes ipsi duces : « quia contra ecclesiam sanctam Dei ejusque populum peculiarem non exercitamus, quoniam et pactum cum eis habemus et ex ipsa ecclesia fidem accepimus. »

5. *L. P.*, 207. — Paul Diacre, VI, 55. — *Neues Archiv.*, t. III, p. 258. Charte du 16 juin 739, signée par Liutprand à Spolète.

6. *L. P.*, *loc. cit.* — Pour la date, voy. *M. G. Ep.*, t. III, p. 708 (16) : « Ad Tuscienses episcopos. »

7. *M. G. Ep.*, t. III, p. 708 (16) : « ... Meminit paterna Sanctitas vestra tempore ordinationis suae per chirographi et sacramentum vinculum beato Petro spondisse, etc., » 15 oct. 740. — Voy. ce serment, *Liber Diurnus*, p. 81.

villes perdues. L'armée romaine, en retour, le rétablit dans son duché de Spolète. Mauvais calcul, d'ailleurs, car Trasimund, dès lors, refusa de bouger<sup>1</sup>.

A lire dans le *Liber Pontificalis* le récit de ces événements, il ne semble pas que l'exarque y ait pris une part fort active. Se bornait-il à défendre la banlieue de Ravenne? Le biographe pontifical l'oubliait-il? La raison de son silence est peut-être différente; il est probable que le duché de Rome fut alors séparé administrativement de l'exarchat.

A cette époque, Rome devient la résidence d'un officier impérial d'un rang très élevé. Le gouvernement byzantin, peut-être par méfiance instinctive contre l'exarque, fonctionnaire trop indépendant, tendait à favoriser le morcellement de l'exarchat. L'autorité de ses subordonnés avait été ou s'était accrue. Avec le VIII<sup>e</sup> siècle apparaissent les ducs de Rome<sup>2</sup>. A la fin du pontificat de Grégoire III et sous celui de Zacharie, le gouverneur impérial de Rome est désigné par le titre de *patricius et dux*<sup>3</sup>. Il est le premier qui l'ait porté<sup>4</sup>. Quelques historiens ont supposé que ce duc et patrice au titre insolite n'était pas un magistrat impérial, mais un magistrat pontifical, lieutenant civil du pape<sup>5</sup>, et que Grégoire III, par une invraisemblable présomption, l'avait nommé patrice pour qu'il fût l'égal de l'exarque<sup>6</sup>. Mais le duc Stéphane était un Byzantin<sup>7</sup>. Il n'était pas subordonné au pape. Il y eut sans doute à Rome, après 757, des ducs pontificaux, mais le duc Théodore, qui compte parmi les *servitia* du pape, et le duc Théodose, de la Vie d'Hadrien, qui obtint de l'avancement en devenant primicier des notaires, n'ont rien de commun avec le patrice Étienne<sup>8</sup>. Le pape n'était pas encore devenu le gouverneur de Rome. Il prenait beaucoup sur lui, mais il n'avait pas tous les pouvoirs. C'était le

1. *L. P.*, 208.

2. Hartmann, p. 152. — Cohn, p. 44. — Armbrust, p. 90. — Hodgkin, p. 540, pense que les duchés byzantins sont une imitation des duchés lombards.

3. *L. P.*, 207 : « Et dum a praedecessore ejus beate memoriae Gregorio papa atque ab Stephano quondam patricio et duce vel omni exercitu romano » (213).

4. Bury, p. 501, n. 2. — Hartmann, p. 26.

5. Bury, *loc. cit.* — Hegel, *Gesch. der Städteverfassung*, I, p. 209. — Armbrust, p. 89.

6. Armbrust, p. 93.

7. Bulles de plomb : 1<sup>o</sup> Gamurrini, dans De Rossi, *Bullettino*, 1882, p. 92;

2<sup>o</sup> Schlumberger, *Sigillographie de l'empire byzantin*, p. 342.

8. Cohn, p. 69-70. — *Cod. Carol.*, 61, 68. — *L. P.* Vita Hadriani, ch. II.

patrice Stéphanos qui commandait l'armée<sup>1</sup>. Ni Grégoire III, ni Zacharie plus tard ne donnent d'ordres aux troupes; ils se contentent de les exhorter à marcher.

On a donné le duché de Rome à un patrice, l'égal de l'exarque, parce que Rome fut alors séparée administrativement de l'exarchat<sup>2</sup>. Dans les textes contemporains, on commence à distinguer la *provincia Romanorum* de la *provincia Ravennatium*. L'expression de *ducatu Romanorum* prend un sens géographique<sup>3</sup> et déjà le mot d'exarchat ne désigne plus que la banlieue de Ravenne<sup>4</sup>. — Nous verrons, sous le successeur de Grégoire III, le duché de Rome, représenté par le pape, faire la paix avec Liutprand sans l'exarque<sup>5</sup>.

On a objecté<sup>6</sup> que : 1° il y eut auparavant des conventions particulières entre les Lombards et le pape; 2° qu'il y eut en Italie des patrices qui n'étaient pas des exarques. Mais, dans ces conventions, le duché de Rome n'était pas officiellement impliqué, et, d'autre part, tous ces patrices sont antérieurs à Grégoire I<sup>er</sup>.

Je crois donc que le duché de Rome, c'est-à-dire un territoire dont les limites méridionales correspondent à peu près à celles de l'ancien Latium et qui comprenait en outre le sud de la Tuscie, fut séparé de l'exarchat sous le pontificat de Grégoire III<sup>7</sup>. Cette mesure était justifiée par la séparation matérielle des deux provinces mal reliées par les forteresses de Gallese, d'Horta, de Polimartium, d'Ameria et de Pérouse, qui finirent elles-mêmes par tomber entre les mains des Lombards.

Il se peut que Léon III ait cru bon d'établir à Rome un patrice qui pût faire grande figure à côté du pape et contrebalancer son autorité; l'exarque était trop loin pour agir d'une manière efficace, un duc était un trop petit personnage. — S'il fit ce calcul, s'il crut affaiblir le pape, il se trompa. Le duc Étienne et le pape s'entendirent à merveille. A Rome, ils se partagent cordialement

1. Cohn, p. 69.

2. Hartmann, p. 26, p. 134. — *Contra*, Cohn, p. 46.

3. *L. P.* (Vit. Zach.), 213. Liutprand attaque la provinciam Ravennantium. Il a fait une trêve de vingt ans avec le duché de Rome. — 215, id. — *L. P.* (Vit. Greg., III), 203.

4. *L. P.* (Vit. Greg., III), 203. — *Contra* (Vit. Constant.), *L. P.*, 176. — *L. P.* (Vit. Greg., II), 183 : *ducatu* ne désigne que la dignité de duc.

5. *L. P.* (Vit. Steph., II), 239.

6. *L. P.* (Vit. Zach.), 210.

7. Cohn, p. 47, 63, cite Greg. M. V. 36.

le pouvoir, et le pape, quand il s'absente<sup>1</sup>, confie au duc sa part de gouvernement. Étienne subit l'ascendant du pape, et c'est ce qui a fait croire qu'il dépendait de lui. Grâce à ce bon accord, l'autonomie du duché de Rome accrut l'autorité du pape<sup>2</sup>. — Les décrets de 732 se trouvaient complétés en ceci que le pape était plus entièrement exclu de l'empire. La limitation du patriarcat d'Occident l'avait déjà mis en marge. La petite province où le pape était maître fut détachée de l'exarchat, la province byzantine d'Italie. Jusque-là, les devoirs politiques que lui créaient sa situation, son autorité et sa richesse l'avaient amené à agir quelquefois sous sa propre responsabilité; mais ces actes étaient exceptionnels et généralement il subordonnait ses démarches à la politique des exarques. Il n'en fut pas de même lorsque le duché de Rome fut constitué en corps politique à part. Le gouvernement du duché, devenu seul responsable de ses actes, put affecter l'indépendance. — La situation du pape était changée; sa politique changea. Exclu des affaires byzantines et abandonné à lui-même, toujours en danger du côté des Lombards, le pape, pour le duché de Rome, est forcé de chercher des secours ailleurs qu'en Orient et est amené progressivement à se détacher de l'empire.

c. — Grégoire III et Charles Martel<sup>3</sup>.

Bonne entente avec les officiers impériaux ne signifie pas nécessairement fidélité à l'empire. Les nécessités du moment, la communauté des obligations pouvaient amener le pape à suivre la même politique que le duc ou l'exarque, au besoin à leur prêter main-forte. Il pouvait garder au fond de son cœur le ressentiment des injures reçues et le désir de les venger, sans vouloir ou sans pouvoir usurper les droits de la *respublica Romana*. D'ailleurs,

1. Sickel (*Das Priv. Ottos I*, p. 26) se demande si la Campanie romaine faisait partie du duché; p. 121, il dit que la Tuscie romaine n'appartenait pas au duché. — *Contra*, Armbrust, p. 56 et suiv. — Cf. *Basilicorum libri LX*, édit. Heimbach, VI, 4, 2 (vol. I, p. 171); Cass., *Var.*, VI, 4.

2. *L. P.*, 213 (Vit. Zach.) : « ... Relicta Romana urbe jamdicto Stephano patricio et duci ad gubernandum. »

3. On a pensé que le pape avait commencé à battre monnaie à cette époque. Voy. Hartmann, p. 77. Il y a deux pièces de Zacharie et de Grégoire : *Promis, Monete dei Romani pontefici*, p. 13, tav. 1. Ce ne sont pas à proprement parler des monnaies (p. 32).

les textes sont rares. Peut-être l'accord ne fut-il pas toujours constant ni le pape toujours fidèle. Quelques chronographes ont écrit qu'après le *silentium* de 730 le pape Grégoire fit alliance avec les Francs et se sépara de l'empire<sup>1</sup>. Peut-être avaient-ils quelque apparence de raison. Quelques-uns même ont cru que Grégoire II, avant 730, avait recherché contre l'empereur l'alliance des Francs<sup>2</sup>. L'erreur devait être facile, car le biographe d'Étienne II lui-même l'a commise<sup>3</sup>.

En 739, Liutprand avait chassé Trasimund de son duché et menaçait Rome; voyant la ville en danger et n'espérant plus de secours de l'Orient, Grégoire se tourna vers les Francs<sup>4</sup>. Les empereurs jadis avaient compté sur leurs secours dans leurs guerres contre les Goths puis contre les Lombards. Tandis que Liutprand ravageait la campagne romaine, une première ambassade, la seule que mentionne le *Liber Pontificalis*, partit par mer. Elle portait au roi franc des présents, des reliques, les chaînes de saint Pierre et des clefs de son tombeau. Ce n'était pas un signe de soumission ou de vasselage<sup>5</sup>, il marquait simplement par là que Charles Martel, l' élu du saint apôtre, devrait désormais protéger son tombeau. Les Annales franques nous apprennent qu'il y eut deux autres ambassades envoyées coup sur coup<sup>6</sup>. Il y en eut une troisième et nous avons la lettre qu'elle porta<sup>7</sup>.

1. Cedrenus, I, 799. — Zonaras, XV, 48. — G. Hamartolos, 636.

2. Zonaras, *loc. cit.*

3. *L. P.*, 235 : « Tunc quemadmodum praedecessores ejus beate memorie domni Gregorius et Gregorius atque dominus Zacharias... Carolo... regi Francorum direxerunt, petentes sibi subveniri propter oppressiones ac invasiones quas et ipsi in hac Romanorum provincia a nefanda Langobardorum gente perpassi sunt. » — Voy. Q. Veltman, *De Caroli Martelli patriciatu*. Münster, 1863. — Breysig, *Karl Martell (Jahrbücher des fränkischen Reiches)*, 114-741. Leipzig, 1869. — Freeman, *The Patriciate of Pippin (English historical Review, IV, 684, 713)*.

4. *L. P.*, 203 : « Pro quo vir Dei undique dolore constrictus sacras claves ex confessione beati Petri apostoli accipiens, partibus Franciae Carolo sagacissimo viro... navali itinere per missos suos direxit... postulandum ad praefato excellentissimo Carolo ut eos a tanta oppressione Langobardorum liberaret. » Interpolation. Voy. Duchesne, *L. P.*, t. I, p. CCXII.

5. Cf. *contra*, Weyl, *Die Beziehungen des Papstthums zum Fränkischen Staats- und Kirchenrecht*, 1892, p. 20, 237.

6. Contin. de Frédegair, 110; *Chron. Moissac. M. G. SS.* (Pertz), I, 291-292; *Ann. Mett.*; *Ann. Petav.*, 731; *Cod. Carol.*, I.

7. *Cod. Carol.*, II.



Les Francs ont été extrêmement frappés de ces démarches du pape. C'était une chose inouïe. Ce projet d'alliance entre la papauté et les Pippinides parut dès le premier moment d'un grand intérêt pour l'avenir de la dynastie. Les annalistes francs furent naturellement portés à grossir ces événements. Ils étaient flattés. Le continuateur de Frédégaire, qui écrivait avant 754, a prétendu que Grégoire III promettait d'abandonner le parti de l'empereur et de donner à Charles Martel le *consulat romain*<sup>1</sup>. Suivant des chroniques postérieures, le pape se soumettait même à l'autorité du roi franc<sup>2</sup>.

Qu'était ce consulat donné à Charles Martel? L'ancien consulat n'existait plus. Ce titre de consul était porté par les ducs ou autres magistrats locaux de Rome, de Ravenne et de Naples<sup>3</sup>. C'était presque un titre de noblesse municipale. Quant au consulat proprement dit, l'empereur seul était revêtu de cette dignité. Il la prenait à son avènement. Le consulat avait un caractère impérial. Si Grégoire III a prétendu conférer à Charles Martel cette dignité auguste, il commettait une grave usurpation : c'était un acte de trahison. Mais il se peut qu'il lui ait conféré simplement le consulat ordinaire. Il ne lui faisait pas un très grand honneur, mais il le faisait entrer dans la cité et dans la noblesse romaine.

Il faut se méfier des allégations du continuateur de Frédégaire. Selon lui, Charles Martel fut très flatté des propositions du pape; il lui envoya une ambassade avec des présents magnifiques et paraissait accepter ses offres et acquiescer à sa demande. L'historien oublie que Charles Martel refusa très nettement de combattre Liutprand son allié<sup>4</sup>. La note du *Liber Pontificalis* ne parle ni de trahison, ni de consulat. Grégoire III, dans ses deux lettres à Charles Martel, ne lui donne pas le titre de consul, et il le désigne par celui de *subregulus*. L'on n'y trouve pas un

1. Les *Annales Juvavenses* sont les seules, avec le continuateur de Frédégaire, qui parlent du consulat.

2. *Ann. Mettens.*, loc. cit. — *Chron. Moissac*, loc. cit. — Lecoigne (*Ann. Eccl. Francorum*, t. V, p. 38) propose de remplacer, dans le Contin. de Frédégaire, le mot *recederet*, qui indique la défection du pape, par *accederet*, qui signifierait que Charles Martel devenait l'auxiliaire de l'empire. Mais tous les manuscrits portent *recederet*.

3. *L. D.*, I, 53. — Voy. Freeman, *The Patriciate of Pippin* (*English Historical Review*, 1889, p. 684).

4. Services rendus par les Lombards aux Francs (Paul Diacre, VI, 53, 54, 58).

mot qui révèle que le pape se soit soumis à la domination du duc des Francs et qu'il se soit affranchi de la domination impériale. Grégoire III ne fit pas formellement à Charles Martel de telles propositions. Mais il y eut de part et d'autre des propos échangés. Sous Grégoire II, les hommes d'action de l'Eglise romaine compromettaient leur chef par des négociations intimes avec les Lombards. Il y avait probablement dans l'entourage du pape des gens intelligents qui comprenaient les choses et qui en prévoyaient le dénouement. C'était un parti séparatiste. On put parler soit à Rome, soit en France, d'une rupture éventuelle entre le pape et l'empire. Charles Martel demanda sans doute des avantages et des garanties, peut-être un titre dont il ne connaissait pas très bien la valeur. Il se peut que les ambassadeurs pontificaux aient promis sans s'engager à rien. Le continuateur de Frédégaire en entendit parler. Il crut que c'était chose faite. Le pape ne trahit pas l'empereur dans ces négociations. Mais l'on commençait à remarquer l'indépendance de sa politique et à en prévoir les suites.

Dans ses négociations avec les Francs, le pape apparut comme le représentant plus ou moins officiel du duché de Rome. Il n'avait pas encore la prétention d'en être le souverain. Quand il racheta le château de Gallese, il le fit rentrer *in compagne sancte reipublice atque corpore Christo dilecti exercitus Romani*<sup>1</sup>. Mais dans la lettre qu'il adressait aux évêques de Tuscie les priant de travailler à lui faire rendre les villes de Ameria, Horta, Polimartium et Blera, il écrivait qu'elles avaient été enlevées à saint Pierre, *beato Petro ablate sunt*<sup>2</sup>. Or, ce n'étaient pas des patrimoines. Il est vrai que cette lettre n'est pas un protocole. Cependant l'expression est significative. Le pape s'habitua à considérer comme siennes ces provinces qu'il défendait avec tant de peine.

Sous le pontificat de Grégoire III, les mots de *respublica*, de *respublica Romanorum*, de *Sancta respublica*<sup>3</sup> cessèrent de désigner l'empire, ils désignèrent, soit l'exarchat, soit le duché de Rome, nouvelle preuve de l'esprit de particularisme qui prévalait alors. Quant au pape, le plus honnêtement du monde, il commençait à confondre les intérêts et les biens de son église

1. L. P., 203.

2. M. G. H. E., III, Ep. lang. 16.

3. Armbrust, p. 61.



avec ceux de l'État et à transformer la *Sancta respublica* en *Sancta Dei ecclesiae respublica*.

### III. — ZACHARIE<sup>1</sup>.

#### a. — Les relations du pape avec l'empereur.

Au moment où mourut Grégoire III<sup>2</sup>, les Lombards rava-geaient les frontières du duché. Liutprand se vengeait ainsi de l'appui donné à Trasimund. Pour arrêter ces représailles, le nouveau pape Zacharie abandonna le duc rebelle<sup>3</sup>. Mais il ne s'entendit pas auparavant avec l'exarque, car, tandis que des troupes italiennes soutenaient encore Trasimund dans la Pentapole<sup>4</sup>, l'armée romaine se joignit aux troupes du roi lombard pour enlever à l'ancien allié de l'Église le duché qu'elle venait de lui rendre. — Cette évolution subite et spontanée ne permet pas de supposer que le pape fût en désaccord avec les Byzantins. L'autonomie du duché peut expliquer son initiative. On n'est pas davantage autorisé à croire que Zacharie s'est passé de la confirmation impériale parce que son ordination suivit immédiatement son élection. C'est un deuxième indice de la nouvelle division des provinces italiennes. Le pape fut confirmé par le duc et patrice Étienne. L'alliance entre les Romains et Liutprand fut probablement concertée avec cet officier.

Le pape Zacharie était grec<sup>5</sup>; d'humeur douce et conciliante, il

1. Bartolini, *Di Zaccaria papa e degli anni del suo pontificato*, 1879.

2. 10 déc. 741 (Table chronologique des papes. Duchesne, *L. P.*, t. I, p. cclxii). — Duchesne (t. I, p. cclviii) établit cette date en tenant compte des indications sur la durée des pontificats que donne le texte primitif, plutôt que des finales ajoutées après coup aux notices de Grégoire III et de Zacharie. D'après lui, il n'y eut pas d'intervalle entre la mort de Grégoire et l'ordination de Zacharie.

3. *L. P.*, 208.

4. Paul Diacre, VI, 56-55 : « Transamundus, qui Romam fugerat, Spoletum rediens, Hildericum extinxit, rursumque contra regem rebellionis audaciam sumpsit. » — 56, Liutprand marche sur Spolète et livre divers combats aux Spolétins unis avec des *Romani*. — Au commencement de mars 742, Zacharie n'est pas encore l'allié de Liutprand. Il écrit à Austrobert, archevêque de Vienne (Jaffé, 2258; *Mansi*, XII, 352; Migne, LXXIX, 956) : « Nam et Langobardi ita nostros fines devastant... » Il lui envoie en même temps les actes du synode du 22 mars. — L'alliance est conclue avant la marche sur Spolète (*L. P.*, 208). Les combats racontés par Paul Diacre lui sont donc postérieurs.

5. *L. P.*, 206 : « ... Natione Graecus ex patre Polichronio... vir mitissimus

était tout disposé à servir le pouvoir impérial. Il commença son pontificat de la même façon que son prédécesseur. Au patriarche de Constantinople, il écrivit une lettre synodique<sup>1</sup>; suivant l'usage de l'Église, il y confessait sa foi orthodoxe. A l'empereur, il adressa, lui aussi, des avertissements et des conseils; mais ils ne produisirent pas le même effet que ceux de Grégoire III. En effet, en Orient la situation avait changé. Léon était mort le 18 juin 740<sup>2</sup>. Son fils Constantin lui avait succédé naturellement. Mais les orthodoxes s'étaient agités et, au mois de juillet 741, l'Arménien Artavasde, beau-frère du nouvel empereur, s'était révolté<sup>3</sup>. Le patriarche iconoclaste lui-même avait trahi<sup>4</sup>. Quand Zacharie fut élu à Rome au mois de décembre 741, Artavasde était maître de Constantinople.

Trois pièces émanant de la chancellerie pontificale portent dans la souscription le nom de ce faux empereur<sup>5</sup>. Ce sont deux lettres de Zacharie à Boniface et les actes d'un concile romain. Faut-il y voir la preuve que l'Église romaine a reconnu l'usurpateur? Les deux lettres sont du mois de juillet 744<sup>6</sup>. Or, l'on sait par Théophane qu'au mois de novembre 742<sup>7</sup> (12<sup>e</sup> indiction), Artavasde était renversé. Jusqu'au mois d'avril 743, toutes les lettres pontificales sont datées par les années de Constantin. L'étrange mention du nom d'un empereur mort ne doit pas surprendre outre mesure dans la date de ces lettres. Un scribe romain pouvait ne pas savoir si l'empereur s'appelait Constantin ou bien Artavasde. Il y avait probablement dans les archives pontificales une ou plusieurs lettres de l'usurpateur. C'était à elles que

atque suavis, omnique bonitate ornatus... tardus ad irascendum et velox ad miserandum... »

1. *L. P.*, 219 : « Hic beatissimus vir, juxta ritum ecclesiasticum, fidei sue sponsonis orthodoxam ecclesie misit Constantinopolitanae synodicam, simulque et aliam suggestionem dirigens serenissimo Constantino principi. »

2. Théophane, 6232 AM et non 741.

3. Théophane, 6233 AM (juillet 741).

4. Théophane, 6233 AM (64013).

5. *M. G. Ep.*, III. Correspondance de Boniface, 57, 58; Hardouin, III, 1932. Cette dernière pièce est aussi datée par la 32<sup>e</sup> année de Liutprand. (Des évêques lombards siégeaient au concile et l'on y traitait des affaires lombardes.)

6. Théophane, 6235 (12<sup>e</sup> indiction), p. 419 : Τῷ δὲ Σεπτεμβρίῳ μηνί, ἐβ' ἡμερῶν...; p. 420 : τῇ δὲ β' τοῦ Νοεμβρίου μηνὸς ἄρνω παραταξάμενος τῇ δεξιᾷ διὰ τοῦ χειρσαίου τείχους τὴν πόλιν παρέλαβεν. ὁ δὲ Ἀρτάσσοδος... ἐξῆλθεν εἰς τὸ Ὀφύκιον...

7. *L. P.*, 219 : « Regie potestatis invasorem quendam et rebellem. »

s'était référé le notaire qui avait expédié les actes en question.

Dans le *Liber Pontificalis*, Artavasde est traité sans ménagement de rebelle et d'usurpateur<sup>1</sup>. A un moment où il était déjà maître de Constantinople, c'est à Constantin V qu'écrivait Zacharie. — Assurément, il est permis de croire qu'il connaissait assez mal ce qui se passait en Orient, et, en effet, les députés envoyés à Constantinople furent très étonnés, semble-t-il, de n'y pas trouver l'empereur qu'ils cherchaient. Mais ils ne voulurent pas entrer en relations avec l'usurpateur; ils restèrent dans la ville sans se faire connaître, attendant Constantin. — C'est ainsi que, soit à dessein, soit par le manque d'initiative de ses envoyés, Zacharie resta fidèle à l'empereur légitime. Il semblait refuser d'approuver une révolte des orthodoxes. Il reconnaissait le gouvernement iconoclaste. Constantin, vainqueur d'Artavasde, lui sut gré de sa neutralité. Instruit d'ailleurs par l'expérience, comme Léon III et plus tard Léon IV, il tenait à ménager les catholiques au début de son gouvernement. Il connut la présence à Constantinople d'envoyés pontificaux. Il les fit rechercher et il les renvoya à Rome avec un message d'amitié. Il évita probablement de se prononcer sur la question des images, il ne dit mot des patrimoines confisqués et des anciennes limites du patriarcat romain; mais, voulant avoir l'air de donner au pape une satisfaction, il lui fit don de deux manses de Ninfa et de Norma<sup>2</sup>. Des deux côtés l'on se fit des politesses et des concessions. — Zacharie ne chercha pas à troubler cette paix. Il n'accabla pas Constantin de ses exhortations et il le laissa badigeonner en paix les églises d'Orient. Le *Liber Pontificalis* nous le montre uniquement occupé de gouverner son église, d'administrer ses patrimoines et de borner les empiètements des Lombards.

1. *L. P.*, 219 : « Et pergentibus apostolice sedis responsalibus regiam urbem, invenerunt intra palatium regie polestatis invasorem quendam et rebellem, Artaustum nomine. »

2. *L. P.*, 220 : « Post hec vero requirens missum apostolice sedis, qui ibidem in temporis perturbatione contigerat advenisse, eumque repertum, ad sedem absolvit apostolicam. Et juxta quod beatissimus pontifex postulaverat, donationem in scriptis de duabus massis quae Nimphas et Normias appellantur, juris existentes publici, eidem sanctissimo ac beatissimo pape sancteque Romane ecclesie jure perpetuo direxit possidendas. » — Norma (anc. Norba) était située sur le penchant de la montagne des Volsques, du côté des marais Pontins; Ninfa était dans la plaine, en face. Ces terres, au XIII<sup>e</sup> siècle, étaient estimées respectivement 26,000 et 200,000 florins d'or. — Voy. Duchesne, *L. P.*, t. I, p. 438, n° 45. — Sur Norba, cf. Tomassetti, *Archivio*, II, p. 313 et suiv.

## b. — Zacharie et les Lombards.

Il avait obtenu de Liutprand, pour prix de son alliance, la promesse de la restitution des quatre villes toscanes enlevées sous Grégoire III<sup>1</sup>. Mais le roi tardait à s'exécuter. « Ut vere pastor populi sibi a Deo crediti, » Zacharie forma le projet audacieux de les lui réclamer lui-même. Il quitta Rome, plein d'espoir en Dieu. A Horta, Liutprand envoie à sa rencontre Grimuald, son missus, qui le conduit jusqu'à Narni. Il y trouve deux ducs lombards et des forces nombreuses qui l'escortent jusqu'à Interamne, où se trouvait le roi. Une première entrevue, fort cordiale, a lieu dans la basilique de Saint-Valentin<sup>2</sup>. Le lendemain, il prêche la paix et réussit à convaincre le Barbare, « cujus piis eloquiis flexus, in constantia sancti viri et ammonitione admiratus, omnia quaecumque ab eo petiit per gratia spiritus sancti obtinuit. » On lui céda les quatre villes *avec leurs habitants* et, en outre, des patrimoines depuis longtemps perdus; Liutprand rendit des prisonniers romains et ravennates et il conclut une trêve de vingt ans avec le duché de Rome<sup>3</sup>. On versa de part et d'autre des larmes abondantes; le pontife donna sa bénédiction, et, pour sceller la paix, il pria le roi à dîner : « Ubi cum tanta suavitate esum sumpsit et hilaritate cordis ut diceret ipse rex tantum se nunquam meminisse comessurum<sup>4</sup>. » — Au bout de quatre jours il prit congé de Liutprand, qui le fit accompagner par son neveu, Agiprand, et par trois de ses grands, Tacipert, Ramninge et Grimuald. Ils le conduisirent successivement dans chacune des villes mentionnées par le traité et les lui remirent. Le pape, enfin, rentra dans Rome avec la grâce de Dieu et *la palme de la victoire*, et l'on fit une grande procession d'actions de grâces<sup>5</sup>.

La trêve n'avait été conclue que pour le duché de Rome, à l'exclusion de l'exarchat dont le pape n'était pas mandataire.

1. L. P., 208.

2. L. P., 209.

3. L. P., 210 : « ... et pacem cum ducatu Romano ipse rex in viginti confirmavit annos. Sed et captivos omnes quos detenebat ex diversis provinciis Romanorum, missis litteris suis tam in Tusciam suam quamque trans Pado, una cum Ravinianos captivos, Leonum, Sergium, Victorem et Agnellum consules, predicto beatissimo redonavit pontifici. »

4. L. P., 211.

5. L. P., 212.

Liutprand continua donc à razzier le territoire de Ravenne, et, l'année qui suivit le traité<sup>1</sup>, il préparait une grande expédition pour s'emparer de la ville elle-même. Alors, l'exarque, l'évêque de Ravenne, toute la Pentapole et l'Émilie implorèrent l'intercession du pape. Eutychius lui écrivit lui-même pour lui demander du secours. Zacharie, pour fléchir le roi lombard, lui envoya les premiers de sa maison, l'évêque Benoît, *vice dominus*, et Ambroise, primicier des notaires, chargés de présents; ils ne réussirent pas dans leur mission. Confiant dans son habileté récompensée par le succès des dernières négociations, Zacharie se décida donc à partir lui-même. Il laissa Rome au duc Étienne et il alla, « comme le bon pasteur quitte ses brebis pour sauver celles qui vont périr. » L'exarque vint au-devant de lui à cinquante milles de Ravenne et le peuple sortit à sa rencontre, hommes et femmes, enfants et vieillards, rendant grâces à Dieu, pleurant et criant : « Bene venit pastor noster qui suas reliquid oves et ad nos que periture sumus liberando occurrit<sup>2</sup>. » Malgré les craintes de sa suite, le pape entra sur le territoire lombard et il arriva à Pavie le 29 juin. Il réussit, comme dans l'entrevue précédente, à captiver le roi et à l'amener à ses fins; Liutprand, après quelque résistance, consentit à restituer ce qu'il avait pris de la province de Ravenne et le territoire de Césène, dont il gardait provisoirement un tiers comme gage; *il envoyait un ambassadeur à Constantinople*<sup>3</sup>. Le traité conclu, il reconduisit lui-même le pape jusqu'au Pô. Zacharie revint triomphalement à Rome et l'abondance reparut en Italie, « et saturati sunt in frumento et vino. »

Après la mort de Liutprand, il renouvelle avec Ratchise la paix de vingt ans<sup>4</sup>. En 749, il réussit à l'empêcher de prendre Pérouse. Son influence sur le roi lombard assurait la paix aux Italiens.

Le succès des négociations du pape témoigne d'une habileté et aussi d'une autorité singulières. Et il fallait que Zacharie eût bien

1. *L. P.*, 213 : « His autem expletis x<sup>a</sup> indictione, in subsequenti xii<sup>a</sup> indictione.

2. *L. P.*, 213.

3. *L. P.*, 216 : « ... Suo optentu retinuit per inito constituto ut usque ad kalendas jun. ejus missi a regia reverterentur urbe. »

4. *L. P.*, 217, 223. — Le siège de Pérouse précéda de très peu la retraite de Ratchise (Et post aliquantos dies isdem Ratchis rex, relinquens regalem dignitatem...). Or, Aistulf fut couronné à Milan au commencement de juillet (*Neues Archiv*, t. III, p. 272).

conscience de sa force pour se hasarder ainsi à la merci des Lombards.

A côté d'un si grand personnage, l'exarque fait triste figure. Il n'a plus d'armée. En 726, l'exarque Paul ne peut emmener contre Rome que les milices peu sûres de Ravenne et des bourgs environnants. A quelque temps de là, les Ravennates révoltés écrasèrent ce qui lui restait de troupes byzantines. L'exarque n'arrive à Rome qu'avec les Lombards, et c'est avec l'armée de Rome qu'il bat l'usurpateur Pétasius. Chassé de Ravenne par les Lombards, ce sont les Vénitiens qui l'y ramènent. Plus tard, il se reconnaît incapable de défendre la ville et il recourt à la médiation du pape. Pour se procurer des troupes ou pour obtenir une trêve, il a besoin de son appui. Quant au patrice Étienne, il disparaît dans l'ombre de Zacharie.

### c. — *Les patrimoines pontificaux.*

Certes, Zacharie dut beaucoup à son titre de successeur de saint Pierre et non moins à sa valeur et à ses séductions personnelles. Mais ces forces morales s'appuyaient sur des forces matérielles respectables. *L'exercitus romanus*, trop faible sans doute pour résister à une invasion, était suffisante pour assurer la victoire à ses alliés. L'exarque, le duc de Spolète et Liutprand lui-même appréciaient son concours. Or, l'armée romaine était l'armée du pape, et, tandis que l'exarque était pauvre, le pape avait de vastes domaines et de riches revenus<sup>1</sup> : il avait un trésor rempli.

A côté de l'administration provinciale et municipale désorganisée<sup>2</sup>, à côté d'une aristocratie séculière sans cadres, il avait une administration : à Rome, son palatium, ses notaires avec leurs chefs, le primicier et le secundicier, véritables ministres, ses diacres et ses sous-diacres ; dans la province, la hiérarchie de ses *rectores*, de ses *defensores*, de ses *actionarii*<sup>3</sup>. Mais surtout l'Église romaine avait pris des habitudes de gouverne-

1. Il paye au duc de Spolète le castrum de Gallese. Il reconstruit les murs de Rome à ses frais... — Théophane, 6224 AM, apprécie à trois talents et demi d'or (χρυσίου τάλαντα τρία ἡμισυ) le revenu des patrimoines de Sicile et de Calabre confisqués par l'empereur.

2. Cf. Hartmann, *Die Civilbeamten*. — Cf. Armbrust, p. 78, etc.

3. Fabre, I, IV.

ment. Le pape était donc seul capable de gouverner. Il l'emporta sur l'aristocratie romaine et il partagea le pouvoir des lieutenants de l'empereur.

A Rome même, il possédait des jardins et des maisons<sup>1</sup>. Il avait un domaine en Tuscie qui, depuis les portes de Rome, s'étendait fort loin le long des voies Aurelia et Clodia. Le patrimoine de Sabine, enlevé par les Lombards, fut rendu par Liutprand au pape Zacharie. Au sud de Rome, il possédait de vastes terres dans les territoires d'Anagni, de Préneste, de Gabies. C'était le riche *patrimonium Labicanum*. Le *patrimonium Appiae* s'étendait le long des voies appienne, ardeatine et latine. Le *patrimonium Appiae* et le *patrimonium Tusciae*, devenus trop vastes, avaient été subdivisés chacun en deux districts. Il y avait un *patrimonium suburbanum Appiae* et un *patrimonium suburbanum Tusciae*. Les patrimoines de Sicile et de Calabre, peut-être ceux de Naples et de Gaète, avaient été confisqués au pape par l'empereur; mais on lui connaît encore, en dehors de la campagne romaine, un patrimoine du Samnium, un patrimoine du Picenum, un patrimoine de Ravenne, qui comprenait des fonds de terre situés sur les territoires de Césène et de Monteferetro. Il avait un patrimoine en Istrie. Il possédait en Ligurie le patrimoine des Alpes Cottiennes<sup>2</sup>. Il en avait en Sardaigne, en Corse<sup>3</sup> et en Gaule. Ces patrimoines enrichissaient l'Église. Jusque-là des concessions à très long terme avec redevances dérisoires avaient menacé de rendre illusoire la propriété du Saint-Siège au profit des nobles et des clercs de Rome. Avec le VIII<sup>e</sup> siècle, la papauté commence à monter la garde autour de ses biens, dont elle comprenait l'importance. Grégoire II, dans un concile, menaçait d'anathème toute atteinte à la propriété de l'Église<sup>4</sup>. Il n'accorda de concessions qu'avec la plus grande difficulté et sous l'expresse condition du

1. Fabre, p. 59 et suiv. — Je ne crois pas nécessaire de reproduire ici l'excellente bibliographie donnée par M. Fabre en tête de son livre. Voy. Jung, *Organisationen Italiens von Augustus bis auf Karl d. Gr.*, dans les *Mittheilungen der Inst. für öst. Geschichtsforschung*, Ergänzungsheft, Bd. I, p. 9.

2. Fabre, le *Patrimoine de l'Église romaine dans les Alpes Cottiennes. Mélanges d'archéologie et d'histoire* (École française de Rome), 1884, p. 383 et s.

3. Dove, *K. Bairische Akad. d. Wiss. Sitzungsber. d. ph. ph. hist. Classe*, 1894.

4. Jaffé 2189 : « Si quis in quoquam partem ne praecepta antemissa apostolice ecclesie de olivetis et locis diversis temeraverit et non in omnibus observaverit anathema sit » (*In concilio Greg. II*, ch. XIII; *Deusdedit*, III, c. 47).



paiement régulier des loyers<sup>1</sup>, et l'on ne trouve dans son registre qu'un seul bail à perpétuité<sup>2</sup>. Un nouveau système d'exploitation, celui des *domus cultae*, véritables colonies agraires, qui commença au VIII<sup>e</sup> siècle à prévaloir sur l'emphytéose devenue dangereuse, lui fournit même les éléments d'une armée<sup>3</sup> en mettant sous ses ordres directs une population rurale.

Les plus importants de ces patrimoines étaient ceux de la banlieue de Rome. Accrus sans cesse<sup>4</sup> par des achats et par des donations, ils formaient une petite province. Une grande partie des habitants de la campagne romaine étaient les colons du Saint-Siège ou ses fermiers ou ses locataires. Ils dépendaient du pape en quelque manière comme les Romains ses clients.

Zacharie, pas plus que Grégoire III, ne chercha à étendre indûment ses patrimoines. C'est par une *donatio*<sup>5</sup> que Liutprand rendit au pape les quatre villes d'Ameria, Horta, Polimartium et Blera; mais il n'est pas dit qu'elles aient été données à l'apôtre saint Pierre<sup>6</sup>; au *bienheureux Pierre* furent rendus, par un acte de donation spécial adjoint au traité de restitution de 741, le patrimoine de Sabine, ceux de Narni, d'Osimo, d'Ancône, de Humana et la *vallis Magna*, dans le territoire de Sutri. Ces patrimoines avaient été conquis par les Lombards de Spolète. L'on sait avec précision quelle était la condition des territoires donnés à saint Pierre. Quant aux villes, elles sont rendues au duché comme le fut Césène aux Ravennates. Mais à mesure que le pape s'occupait davantage des affaires publiques, la différence s'effaçait entre les territoires qu'il administrait simplement et ses patrimoines loués à long terme ou transformés en *domus cultae*. Enchevêtrés les uns dans les autres, il devenait difficile de les distinguer. Il y avait la même autorité. Seigneur dans ses *domus cultae*, il n'avait que peu de chose à faire pour devenir seigneur du duché de Rome.

1. Jaffé 2173 (Migne, P. L., LXXXIX, 528). Lettre de Grégoire II au prêtre Étienne.

2. Jaffé 2220.

3. Fabre, p. 100 et suiv.

4. Jaffé 2184 (Grég. II); Gregorii M. Op. (Ed. Maurin., 1705, IV, 328).

5. L. P., 210 : « Quas et per donationem firmavit in oratorio Salvatoris sito intro ecclesia beati Petri in ejus nomine aedificato. Nam et Savinense patrimonium... per donationis titulo ipso beato Petro apostolorum principi reconstituit. »

6. Cf. *contra* Sackur, *Mitth. des Inst. f. öster. Geschichtsforsch.*, XVI, 390. — Cf. Kehr, dans *Gött. Gel. Anzeigen*, 1895, p. 700.

Le démembrement de l'exarchat favorisa l'assimilation progressive des patrimoines et du duché. Les patrimoines de la campagne romaine formèrent alors une vraie province; auparavant, dans l'étendue de l'ancien exarchat, ils ne dépassaient pas la mesure d'une propriété particulière; ils remplissaient, au contraire, le duché de Rome. Et leur propriétaire y commandait, car le duc Étienne ne semble vraiment gouverner la cité qu'en l'absence et par délégation du pape. Mais l'influence de celui-ci dépassait les limites de la campagne romaine. Il empiétait déjà sur les autres provinces. Les services qu'il rendit aux Ravennates avaient grandi son *protectorat*. Après le succès de ses deux entrevues avec Liutprand, Zacharie apparut comme le médiateur et comme la Providence de l'Italie.

d. — *La fin de l'exarchat.*

Écoulé par les Lombards, vénéré par les Romains, Zacharie était respecté par Constantin V. L'empereur s'était méfié de Grégoire II et de Grégoire III; maintenant, il s'habitua à considérer le pape comme un auxiliaire et comme un lieutenant. Alors se produisit un événement décisif.

Ratchis s'était fait moine<sup>1</sup>. Son frère Aistulf, qui lui succéda, plus belliqueux que lui, voulait faire de l'Italie le grand royaume lombard<sup>2</sup>, que déjà peut-être Liutprand avait rêvé<sup>3</sup>. Il reprit la guerre contre l'exarque. Avant le 1<sup>er</sup> mars 750, il avait conquis une partie des provinces impériales<sup>4</sup>. Au mois de juillet 751, il possédait Ravenne<sup>5</sup>. Ce fut la fin de l'exarchat. Par sa perte, l'Église romaine était, elle aussi, atteinte, car elle perdait une

1. *L. P.*, 223.

2. *Ælsner, König Pippin*, 116. — *Fréd. Contin*, 119. — *L. P.*, 233. — Troya, 666 et 673, Chartes de Nonantola (sept. 752 et mars 753) où Aistulf est appelé *imperator Augustus* (elles sont suspectes).

3. Le duc de Bénévent, Gisulf II, venait de mourir. Son fils était encore tout enfant. — *N. A.*, III, 276. — *Ælsner*, p. 144. — *Hirsch, Il ducato di Benevento* (trad. Schipa, 1890, p. 100). Aistulf n'avait pas à compter avec l'esprit d'indépendance du duché de Bénévent.

4. *M. G. H. E.*, IV. Prologue des lois d'Aistulf, 750.

5. Charte donnée à Ravenne le 4 juillet 751. — Dans l'automne de 752, l'envoyé impérial le trouve à Ravenne (voy. plus loin). — *Hartmann*, p. 136, pense que la prise de Ravenne est de la fin de 750 ou du début de 751.

partie de ses patrimoines. Zacharie essaya-t-il de le sauver? On ne sait. Il mourut au mois de mars 752. Mais au même moment disparurent les deux préfets impériaux de l'Italie du Nord. Après la prise de Ravenne, Eutychius passa aux Lombards<sup>1</sup>; il ne fut pas remplacé. Le duc de Rome, Étienne, n'existait plus quand écrivit le biographe de Zacharie<sup>2</sup>. On ne lui connaît pas de successeur. — En 726, nous avons trouvé, en Italie, signalés par la *Vita Gregorii* un exarque, un duc de Rome, je ne sais combien de ducs qui se réclament de l'empereur, deux commissaires venus de Constantinople. Nous avons vu progressivement diminuer la puissance de l'exarque. En 752, il n'y a plus, dans la *provincia Italiae*, de hauts fonctionnaires byzantins. — Des pouvoirs qui s'en partageaient le gouvernement, le pape resta seul et l'autorité qu'il y avait fut presque officiellement consacrée.

Henri HUBERT.

(Sera continué.)

1. Chron. Salern. *M. G. H. E.*, III, 471-72.

2. *L. P.*, 207 : « Stephano quondam patricio et duce. » Or, la vie de Zacharie a dû être écrite très peu après la mort du pape. — *Cod. Carol.*, 8. En 756, il n'y a pas de *patricius et dux*.

---

## ÉTUDE CRITIQUE

SUR LES

### JOURNÉES DES 5 & 6 OCTOBRE 1789

(Suite et fin<sup>1</sup>.)

---

#### VI.

Nous avons essayé de montrer combien de causes diverses concoururent à produire les Journées d'octobre, comment l'idée en était née, quelle politique imprudente du pouvoir, quelles manœuvres des hommes et des partis préparèrent l'émeute, quelles dernières fautes enfin la précipitèrent. Il nous resterait, avant de conclure, à coordonner et à contrôler les résultats de nos recherches, en jetant un coup d'œil sur l'insurrection elle-même. Le meilleur moyen de vérifier si nous ne nous sommes pas trompés au cours de notre analyse n'est-il pas en effet d'embrasser d'un seul regard et dans leurs effets les diverses causes que nous avons étudiées successivement et en détail? Ce n'est pas que nous voulions entamer ici un récit complet de l'émeute. Il nous suffira d'en examiner les grandes lignes et d'en marquer les principaux caractères.

On ne peut manquer d'être frappé, quand on étudie les Journées d'octobre, du rôle important que les journalistes et les pamphlétaires, que la presse, comme on disait déjà, y a joué. C'est elle qui, non seulement prépare l'émeute et qui la rend possible, mais qui lui donne sa physionomie propre et qui lui imprime sa direction. Toutes les haines, toutes les passions dont le peuple révolté est animé, toutes les accusations qu'il profère, toutes les

1. Voir la *Revue historique*, LXVII, 241, et LXVIII, 258.

demandes qu'il formule, c'est dans la presse que nous les trouvons en premier lieu, et c'est par elle qu'elles ont été mises en circulation. Quand nous entendons les cris de « Mort à la reine ! Mort aux aristocrates ! Mort aux calotins ! » souvenons-nous qu'ils retentissaient journellement dans nombre de pamphlets et de journaux. Quand nous voyons, le matin du 5, les ouvriers du faubourg Saint-Antoine et les femmes de la Halle jeter des pierres aux volontaires de la Bastille et aux gardes nationaux<sup>1</sup>, rappelons-nous que depuis huit jours Loustalot et ses amis ne cessaient de critiquer la conduite de l'armée et de lui reprocher son obéissance passive aux ordres despotiques du pouvoir. Les menaces contre Lafayette et contre la Commune ne doivent pas nous étonner davantage. Le 26 septembre, les *Révolutions de Paris* dénonçaient les représentants de la Commune « comme les fauteurs d'un nouveau système d'aristocratie. » Toute la presse protestait contre le « patrouillotisme » et Lafayette était déchiré à belles dents dans plus d'un pamphlet. Lorsque les femmes voulurent brûler l'hôtel de ville, pour faire disparaître tous ces monceaux de papier qu'on avait noirci depuis la Révolution, sans que le bien du peuple en fût avancé, elles étaient peut-être sous le coup des déclamations de Marat sur la lenteur et l'inutilité des délibérations parlementaires. Les demandes des insurgés et même leurs arguments sont empruntés pareillement aux journaux et aux pamphlets. Lorsque Maillard, dans son discours à l'Assemblée nationale, disait que le pain valait 3 livres 12 sols, il ne faisait que reproduire, presque dans les mêmes termes, un paragraphe du pamphlet intitulé : *Quand aurons-nous du pain* ? Et de même, lorsqu'il donnait comme

1. Cf. *Révolutions de Paris*, n° XIII, dép. de Maillard au Châtelet.

2. Texte du pamphlet : « Combien vaut le pain ? disait dernièrement un étranger à une femme d'ouvrier. — 3 livres 12 sous les 4 livres, répondit-elle. — Comment, répliqua-t-il, c'est 18 sous la livre ? — Oui, dit-elle, il est fixé à 12 sous les 4 livres, mais on ne peut pas en avoir. Il faut que mon mari passe un jour entier à la porte d'un boulanger pour avoir un pauvre pain de 4 livres. Il gagne 3 livres par jour, mais, ne pouvant travailler faute de pain, il perd sa journée de 3 livres ; le pain revient donc à 3 livres 12 sous les 4 livres. »

Discours de Maillard à l'Assemblée ; il affirme que le pain vaut 3 livres 12 sous les 4 livres à Paris : « Un membre, chevalier de Saint-Louis, prit la parole et dit qu'il était faux ; qu'il arrivait de Paris, qu'il savait qu'on avait beaucoup de peine à avoir du pain, mais qu'il ne valait pas plus de 12 sous et demi... ; lui [Maillard] répliqua qu'il allait donner la preuve de ce qu'il avançait, et dit qu'aucune femme ne pouvait se mettre dans la foule à la porte d'un bou-

raison en faveur du renvoi du régiment de Flandre « que ce serait toujours mille bouches de moins à nourrir<sup>1</sup>, » c'était encore dans la presse qu'il avait puisé cet argument. Il y a mieux, l'idée directrice des Journées d'octobre, celle qui est véritablement l'âme du soulèvement, c'est la presse qui l'a lancée, développée, fait triompher. On a nié quelquefois que, dès le début, l'émeute ait eu pour objet précis et conscient d'amener le roi à Paris. Tantôt on n'a voulu voir dans les demandes de la multitude, le matin du 6, que l'effet d'une inspiration subite, de je ne sais quelle révélation mystérieuse; tantôt encore, on a soupçonné que c'étaient des affidés, des gens à la dévotion des partis qui, dans la cour de marbre, avaient poussé les premiers le cri de « Le roi à Paris! Le roi à Paris! » que la foule n'aurait fait que répéter. La vérité est plus simple. Il est facile de montrer que, dès le commencement de l'agitation, la pensée qu'il fallait à tout prix amener le roi à Paris est présente aux insurgés et qu'elle ne les a jamais quittés. Nous avons déjà vu précédemment que, le 4 octobre au soir, les femmes réunies au Palais-Royal disaient tout haut qu'elles iraient le lendemain chercher le roi et qu'elles l'amèneraient au Louvre. Nous avons vu aussi que, le même jour, les gardes nationaux de Versailles connaissaient ce projet et s'apprêtaient à en faciliter l'exécution<sup>2</sup>. Tous les témoignages sont d'accord pour nous apprendre que, le lendemain, les femmes qui se présentèrent à l'hôtel de ville pour demander du pain, aussi bien que les hommes qui les accompagnèrent, et que la garde nationale qui les suivit, étaient résolus à marcher sur

langer; qu'un homme seul pouvait le faire, que, par ce moyen, un homme perdant sa journée, il perdait 3 livres et 12 sous que lui coûtait le pain, ça lui faisait un total de 3 livres et 12 sous. » (Procédure du Châtelet, dép. 81.)

1. Comparez le passage du pamphlet : *Quand aurons-nous du pain?* cité plus haut avec cet endroit du discours de Maillard à l'Assemblée : « Il [Mailard] répliqua qu'il croyait, pour le bien des citoyens, qu'on engageât le roi à prononcer le renvoi de ce régiment [le régiment de Flandre], en lui donnant l'idée que c'était toujours mille bouches à nourrir et que, dans le moment de calamité et de disette de pain où nous étions, ce régiment pourrait plutôt se pourvoir dans une ville de province. »

2. « Plusieurs gardes nationaux de Versailles disaient, le 5, vers quatre heures et demie du soir, que les gens de Paris venaient demander du pain et qu'il était nécessaire qu'ils emmenassent le roi à Paris pour achever la Constitution, qu'ils savaient, d'ailleurs, par un garde national de cette dernière ville, venu avec les femmes, que telle était leur intention. » (Procédure du Châtelet, dép. 374.)

Versailles pour en ramener le roi. Ce n'est pas seulement les pamphlets, les journaux qui l'affirment, les actes officiels en témoignent. La femme Chéret, qui fit partie de l'expédition des femmes, nous apprend que, dès huit heures et demie, le 5, certaines d'entre elles voulaient, « mais absolument, que le roi et la reine vinssent à Paris et demeurassent au Louvre, où ils seraient, disaient-elles, infiniment mieux qu'à Versailles <sup>1</sup>. » Hardy, qui suivit de très près les événements, écrit dans son *Journal*, à la date du 5 : « Les femmes étaient parties pour Versailles so disant dans le dessein d'aller y demander au roi, qu'elles avaient pour but d'amener à Paris, ainsi qu'à l'Assemblée nationale, du pain et la clôture de la Constitution <sup>2</sup>. » Le journal *les Révolutions de Versailles* est visiblement du même avis : « On raisonne différemment sur l'expédition des femmes, les uns assurent qu'elle a été provoquée par les aristocrates, afin de donner au roi le prétexte de s'évader..., d'autres soutiennent qu'il est à Versailles, ainsi que la reine et la famille royale, et que le but de l'insurrection est de l'amener à Paris. » Girin de la Motte dépose devant le Châtelet que les femmes qu'il rencontra, entre Sèvres et Viroflay, criaient « qu'elles emmèneraient la reine morte ou vive, et que les hommes se chargeraient du roi <sup>3</sup>. » Le procès-verbal des séances de la Commune <sup>4</sup> nous apprend que les femmes déclaraient dès la première heure « qu'elles désiraient parler à M. le maire et à MM. les représentants de la Commune et leur faire part « du dessein où elles étaient de se rendre à Versailles. » Ce n'est donc pas, comme on le dit d'ordinaire, Maillard qui emmène les femmes à Versailles pour en débarrasser l'hôtel de ville; s'il ne s'était pas mis à leur tête, elles y seraient quand même allées. La vérité est plutôt qu'elles le forcèrent à les conduire et qu'il se borna à obtenir du chevalier d'Hermigny, aide-major de Lafayette, l'autorisation tacite de partir pour Versailles <sup>5</sup>. Ce qui a pu tromper les historiens, c'est qu'une fois arrivées à Versailles, les femmes se gardent bien de dévoiler tout de suite leurs véritables intentions. Maillard ne réclame que du pain et que la punition des gardes du corps qui ont outragé la cocarde nationale.

1. *Les Événements de Versailles*, par la femme Chéret. (Bibl. nat., Lb<sup>39</sup> 7941.)

2. Hardy, *Journal*, vol. VIII, p. 513.

3. Procédure du Châtelet, dép. 48.

4. *Actes de la Commune de Paris*, II, p. 165.

5. Procédure du Châtelet, dép. 81.



La députation des femmes qui est reçue par Louis XVI fait les mêmes demandes. Ce n'est que lorsque la milice parisienne marche à son tour sur Versailles que l'émeute affirme enfin son véritable objet<sup>1</sup>. Les femmes firent là preuve d'un sens politique qui n'est pas sans étonner quelque peu. Elles comprirent admirablement qu'en demandant tout de suite le transfert du roi à Paris, non seulement elles n'obtiendraient rien, mais elles effraieraient la cour et peut-être la contraindraient à prendre des mesures extrêmes, et elles ne voulaient à aucun prix que le roi prît la fuite. La garde nationale, qui n'avait pas les mêmes réserves à garder, affirma dès le début très nettement son intention bien arrêtée de ramener le roi et l'Assemblée à Paris. Tous les témoignages s'accordent à dire que les cris de « A Versailles ! » étaient les plus nombreux, et nous savons, par les instructions que la Commune donna à ceux de ses membres qui accompagnèrent Lafayette à Versailles, ce que ces cris signifiaient. Le premier article de l'*ultimatum* qu'ils présentèrent au roi, dans la nuit du 5 au 6, « suppliait Sa Majesté, avec les plus vives instances, de ne confier la garde de sa personne sacrée qu'aux gardes nationaux de Paris et de Versailles, parce que personne n'avait plus d'amour pour son roi et ne pouvait manquer à ce titre de mériter cette honorable préférence<sup>2</sup>. » L'article 4 était ainsi formulé : « Le roi donnerait une grande preuve de son amour pour la nation française s'il voulait habiter le plus beau palais de l'Europe, au milieu de la plus grande ville de son empire, et parmi la plus nombreuse partie de ses sujets. » Il n'est pas douteux que la Commune ne faisait qu'enregistrer en ces termes les vœux unanimes des insurgés. Interrogez les gardes nationaux qui viennent d'arriver à Versailles, trempés de pluie, ils vous diront « qu'eux, marchands établis, ayant des maisons de campagne, voyageant ordinairement en voiture, ils avaient fait quatre lieues à pied par un mauvais temps et qu'ils ne les auraient pas faites impunément<sup>3</sup>. » L'émeute, pour eux comme

1. « Dans la nuit du 5 au 6, entre dix et onze heures du soir, un homme de haute taille disait à deux autres qu'on serait bientôt en force, que les milices allaient arriver, qu'il fallait aller au château se saisir de la personne du roi et de la reine, ainsi que tous les coquins qui les entourent. » (Procédure du Châtelet, dép. 115.)

2. *Actes de la Commune de Paris*, II, p. 183.

3. Procédure du Châtelet, dép. 57.

pour les autres insurgés, n'était pas terminée, et beaucoup se couchèrent avec la ferme intention d'achever leur œuvre le lendemain. Il est remarquable que parmi les individus qui, les premiers, pénétrèrent timidement dans le château le matin du 6, il y eut un garde national qui demanda aux gardes du corps à voir le roi<sup>1</sup>. Que voulait-il lui dire? Ce n'est peut-être pas une supposition illégitime que de penser qu'il voulait le supplier de venir à Paris. Quand, quelques heures après, la foule exigea impérieusement, ce que ses mandataires avaient déjà demandé la veille sans succès, le transfert de la cour à Paris, elle n'obéira donc pas à une inspiration subite, car ramener le roi à Paris était la véritable raison pour laquelle elle était venue à Versailles. Le député H. de Longueville<sup>2</sup>, qui se rendait vers le même instant à Paris, fut arrêté au pont de Sèvres par des insurgés qui lui dirent « qu'ils ne laisseraient passer personne que tout ne fût fini à Versailles, » et, comme il leur demandait de lui expliquer ces paroles, « ils lui répondirent qu'ils entendaient par là qu'il fallait que le roi fût amené à Paris, que la reine fût égorgée et qu'on eût fait des cocardes de ses boyaux. » A la même heure, à Versailles, « tout le peuple indistinctement, et principalement les compagnons serruriers en grand nombre, disaient qu'ils avaient perdu leur journée si le roi ne venait pas à Paris<sup>3</sup>. » Le peuple était donc fortement pénétré de l'idée que les journalistes avaient répandue : qu'il fallait, pour le triomphe de la Révolution, établir à Paris le siège des pouvoirs publics. C'est cette idée qui est l'idée directrice, l'idée essentielle des Journées d'octobre. Toutes les autres demandes des insurgés se résument et se complètent pour ainsi dire dans celle-là. Les gardes-françaises veulent reprendre leurs postes à la cour, mais ils entendent en même temps continuer de faire partie de la garde nationale parisienne; il leur est donc indispensable que la cour vienne s'établir à Paris.

1. « Le 6 au matin, il se présenta devant nous, au haut du grand escalier, un jeune homme, portant l'uniforme de la milice bourgeoise de Paris, qui demandait à voir le roi. Nous lui observâmes qu'il s'y prenait de bonne heure, puisqu'il n'était que six heures et demie [l'heure est erronée, l'irruption eut lieu à six heures]. Alors, il descendit jusqu'à la boutique du grand libraire, qui se trouve sur le grand escalier. » (Lettre du chevalier de la Serre, insérée dans le recueil trouvé dans l'armoire de la fenêtre de Marie-Antoinette, p. 232 du cahier. Arch. nat., C 222, n° 160.)

2. Procédure du Châtelet, dép. 115.

3. Procédure du Châtelet, dép. 90.

Tous les insurgés veulent la sanction de tous les décrets votés par l'Assemblée nationale et l'achèvement de la Constitution. Or, ce n'est qu'à Paris que les manœuvres des aristocrates seront déjouées, que le roi, éclairé sur les véritables sentiments de son peuple, cessera d'écouter les perfides conseils des courtisans. Les femmes demandent du pain, mais, dans leur croyance naïve en la toute-puissance et en la bonté du roi, elles sont convaincues que la famine ne sera écartée pour jamais que le jour où le roi habitera au milieu d'elles. Aussi l'ambassadeur vénitien Antonio Capello a-t-il raison d'écrire, en parlant des Journées d'octobre : « La penuria del pane fu il pretesto e non la vera causa di questa sollevazione<sup>1</sup>. »

Mais s'il en était ainsi, si, dès le 4 octobre, le peuple était résolu à mettre en pratique le conseil que la presse ne cessait de lui donner, et s'il ne quitte Paris que dans l'intention bien déterminée d'y ramener la cour, on pourra donc dire que les Journées des 5 et 6 octobre 1789 sont une émeute réfléchie et préméditée, que ce n'est plus du hasard seul, comme le croit M. Batiffol, que dépendent les divers incidents qui les ont marquées. Dans le billet que les représentants de la Commune adressaient, le matin du 5 octobre, à l'Assemblée nationale et aux ministres, nous lisons cette phrase : « Il paraît que l'insurrection s'est faite à la fois par le peuple des différents quartiers et que cette insurrection était préméditée<sup>2</sup>. » Et quand on étudie de près le soulèvement, on voit en effet qu'il est impossible de dire exactement où il a commencé et d'où il est parti. En même temps que le quartier Saint-Eustache s'agitait, traînait à l'hôtel de ville un boulanger qui avait vendu à faux poids, les ouvriers du faubourg Saint-Antoine se réunissaient à la Bastille, et, à la même heure, huit heures du matin, le tocsin sonnait à Sainte-Marguerite<sup>3</sup>.

Mais, s'il est vrai de dire que l'insurrection fut préméditée en ce sens qu'elle avait un objet précis, fixé d'avance, on voit aussi qu'elle fut, pour une large part, une émeute populaire et spontanée. On peut dire en effet sans exagération que, si les hommes et les partis jouèrent, comme nous l'avons vu, un très grand rôle dans la préparation des Journées d'octobre, leur action pendant

1. *Correspondance des ambassadeurs vénitiens pendant la Révolution française*, dép. du 12 octobre.

2. *Actes de la Commune de Paris*, II, p. 169.

3. Cf. *Procédure du Châtelet*, dép. 81, 35, 43, 12, 92.

ces deux jours fut très restreinte. On chercherait en vain à découvrir la main du duc d'Orléans et de ses amis dans le début du soulèvement. Les femmes qui se rendirent les premières à l'hôtel de ville appartenaient à toutes les conditions, et il est bien difficile de distinguer parmi elles des agents orléanistes. Ce n'est que plus tard, vers onze heures, lorsque la garde nationale était déjà sur la place de Grève et que les femmes portaient pour Versailles, que les hommes déguisés entrent en scène. Qu'il y eût parmi les individus, qui s'affublèrent de cet accoutrement, des gens payés, des affidés des partis, c'est bien possible, mais il est à noter que les insurgés s'en défiaient et que Maillard ne voulait à aucun prix les recevoir dans sa troupe. On ne voit pas bien d'ailleurs quelle influence ces gens déguisés eurent sur la direction de l'émeute, et il n'est aucune des démarches des insurgés qu'on ne puisse expliquer sans qu'on ait besoin de recourir aux profondes machinations des ambitieux. Il est très difficile aussi de reconnaître dans l'irruption du 6, au château, l'intervention directe des agents du duc d'Orléans. M. Batiffol a bien montré, selon nous, que la lutte sanglante qui s'engagea à la porte des appartements de la reine, entre les gardes du corps et les insurgés, n'était nullement préméditée et ne fut que le résultat d'un accident<sup>1</sup>. Ce malheur n'aurait-il pas eu lieu que, vraisemblablement d'ailleurs, le cours des choses n'en aurait pas été changé. Tout bien considéré, l'action du duc d'Orléans peut se résumer ainsi : par les pamphlets qu'il soudoya, par l'argent qu'il répandit, il accéléra le mouvement révolutionnaire; par ses

1. M. Batiffol ne dit pas sur quels textes il appuie ses conclusions. Nous renverrons aux documents suivants : Recueil des lettres des gardes du corps (Arch. nat., C 222, n° 160), p. 160, 124, 232 et suiv. — Déclaration du caporal Émar (arch. parl., XIX, p. 381). — Mémoires de Fournier l'Américain, p. 32 et suiv., et en note p. 33. — Déposition de Marguerite Thiollin au comité des recherches de l'Assemblée nationale (Arch. nat., DXXIX<sup>b</sup> 13). — Rapport de l'envoyé de Saxe à Paris sur les Journées d'octobre, publié par M. Flammarion au t. VIII des *Nouvelles archives des missions scientifiques et littéraires*, 1896 : « Les cours, qui, de toute la nuit, n'avaient jamais été parfaitement dégagées, s'étaient trouvées tout à coup remplies sans qu'on attribuat à cette multitude aucune mauvaise intention. Le jour commençait à poindre. Le garde placé en faction au pied de l'escalier de marbre, insulté par la populace, au lieu d'appeler la garde nationale à son secours, cria à son brigadier d'arriver à lui. Celui-ci, dès qu'il vit du haut de l'escalier de quoi il s'agissait, tira un coup de carabine qui tua un homme. Le factionnaire en fit autant. La populace, aussitôt, s'empara d'eux et monta pour forcer les appartements. »

émissaires qui y figurèrent, il en accentua la violence; à aucun moment il ne le dirigea et à plus forte raison n'en fut maître.

Le rôle de Lafayette fut certainement plus important. En se mettant à la tête de l'émeute, Lafayette lui donna comme un caractère de légalité et ne contribua pas peu à faire abandonner aux ministres et au roi leurs vellétés de résistance. On ne peut pourtant pas accepter l'opinion de Sybel sans atténuation. Il est bien vrai que Lafayette désirait depuis longtemps avoir, comme le dit Necker<sup>1</sup>, « une influence directe et habituelle sur les décisions du roi, » et qu'il aurait voulu que la cour s'établît à Paris. Mais il est absolument inexact que ce soit Lafayette qui ait provoqué lui-même la marche sur Versailles et soufflé en quelque sorte à ses grenadiers les demandes qu'il affecta quelque temps de rejeter. Sybel raisonne ainsi<sup>2</sup> : Avant midi, dit-il, les masses rassemblées sur la place de Grève n'avaient pas encore de but bien déterminé. Comment se fait-il que subitement les grenadiers demandent à Lafayette de les conduire à Versailles? L'explication qui s'impose est celle-ci : Lafayette venait d'apprendre par son aide de camp Vauvilliers que le roi avait refusé sa sanction aux décrets constitutionnels. Il en fut vivement irrité et, sans prévoir toutes les conséquences qui devaient en résulter, il résolut d'effrayer le roi pour le punir d'avoir refusé de se rendre à Paris, comme il l'en avait prié quelques jours auparavant. Sybel ne dit pas comment Lafayette s'y prit pour faire partager à ses troupes son irritation et pour leur inspirer l'idée d'aller à Versailles, mais il laisse entendre que Vauvilliers se chargea de ce soin. Ce raisonnement pêche par la base. Nous avons vu que le projet de marcher sur Versailles était dès la veille présent à l'esprit du peuple de Paris et de la garde nationale et que les insurgés annoncèrent, dès la première heure, leur ferme volonté de le mettre à exécution. En réalité, Lafayette servit bien plus l'émeute qu'il ne la dirigea. Il partageait au fond les mêmes idées que ses troupes. Il pensait avec elles que Paris devait être le siège des pouvoirs publics. Avec elles encore, il était inquiet de l'attitude de la cour, du banquet des gardes du corps, des changements de cocardes. Mais sa loyauté d'homme d'honneur

1. Necker, *Précis*, section 2.

2. Sybel, *l'Europe et la Révolution*, I, p. 106 et suiv. de la trad. fr.

lui fit un devoir de résister aux désirs de la foule et de protéger de tout son pouvoir l'Assemblée et le roi, même coupables. Il avait d'ailleurs une autre raison de résister à l'émeute. Depuis longtemps, il voyait dans tous les troubles la main des intriguants et il craignait, en cédant à ses grenadiers, de s'associer à une tentative d'usurpation du duc d'Orléans. Mais les cris de la foule devenant plus pressants, les discours des grenadiers plus menaçants, il eut peur que l'émeute ne se fit sans lui et contre lui. Il craignit que le duc d'Orléans ne s'en emparât plus facilement. Il se décida donc à partir. Il endiguera ainsi le mouvement<sup>1</sup>, il le ferait servir au succès de ses idées politiques, tout en le rendant inoffensif au roi et à l'Assemblée. Puis, il faut dire aussi que Lafayette n'était pas homme à résister bien longtemps à ce qu'il a appelé lui-même « la délicieuse sensation du sourire des multitudes<sup>2</sup>. » Mais, s'il en est ainsi, on voit immédiatement que Lafayette se borna à légaliser, pour ainsi dire, et à régulariser l'émeute, qu'il ne la dirigea pas et que moins encore il la provoqua.

Le rôle des députés patriotes fut-il plus considérable? Leurs discours à l'Assemblée nationale servirent certainement les intentions des agitateurs, avec lesquels d'ailleurs ils étaient d'accord. L'attitude de l'Assemblée dut faire réfléchir le ministère et la cour et contribua sans doute pour beaucoup à empêcher la fuite du roi. Une des meilleures raisons que Necker invoqua pour s'y opposer, c'est que, si le roi quittait Versailles, il abdiquerait devant l'Assemblée, qui resterait maîtresse de tous les pouvoirs. Enfin, on ne saurait nier que ce ne soient les députés patriotes qui, le matin du 6, complétèrent véritablement l'émeute et donnèrent satisfaction au dernier désir des insurgés, en faisant décréter que l'Assemblée était inséparable de la personne du roi, ce qui n'était qu'un moyen détourné de la transférer à Paris.

Mais, si importante que fût l'action des députés patriotes sur la direction et sur l'issue de l'émeute, celle des orateurs populaires, des journalistes et des pamphlétaires le fut plus encore. Ce sont eux qui, comme nous l'avons vu, eurent la première idée du sou-

1. « Je sentis sur-le-champ que, quelles que fussent les combinaisons croisées d'un tel mouvement [le soulèvement du 5], il ne me restait plus, pour le salut public, qu'à m'en emparer. Je demandai à l'hôtel de ville un ordre et deux commissaires..., etc. » (Lafayette, *Mémoires*, III, p. 219.)

2. Lafayette cité par Loménie (*les Mirabeau*, V, p. 28).



lèvement, qui le rendirent possible en faisant partager au peuple leurs passions et leurs projets. Ce sont eux encore qui, le matin du 5 octobre, dans les districts et sur la place publique, excitent les courages et organisent l'insurrection. Aussitôt que le tocsin sonne, ils convoquent les districts, font battre la générale, appellent la garde nationale aux armes. Ils sont sortis, ce jour-là, de l'enceinte du Palais-Royal. Ils se répandent dans les différents quartiers et, sur les bornes, au coin des rues, haranguent la foule; « ils parlent avec enthousiasme aux défenseurs de la majesté nationale, leur recommandent surtout de se défier de leurs chefs, parmi lesquels ils leur affirment par le saint nom de la patrie qu'il y a beaucoup de lâches aristocrates et de mauvais citoyens<sup>1</sup>. » Ils font mieux : craignant que la cour n'ait fait occuper par des troupes les hauteurs de Passy, du Mont-Valérien et de Bellevue et que les insurgés ne tombent dans une embuscade, ils partent en avant en éclaireurs et reviennent prévenir la garde nationale qu'ils « n'ont rien trouvé qui pût incommoder sa marche. » Loustalot surtout se distingua par son activité. Quelques-uns partirent pour Versailles avec les femmes. D'autres, comme Fournier l'Américain, se mirent d'eux-mêmes à la tête des compagnies de la garde nationale et se substituèrent aux officiers en fonctions. C'est aux Journées d'octobre que les futurs organisateurs du 20 juin et du 10 août font leurs débuts.

Il nous sera facile maintenant de conclure : les Journées d'octobre ne sont pas, comme le dit M. Batiffol, l'effet du hasard. Ce n'est pas non plus, comme le dit Michelet, l'instinct populaire seul qui leur a donné naissance, et enfin on n'y saurait voir davantage l'œuvre exclusive des hommes et des partis. Elles sont le résultat d'un ensemble de causes de nature très diverses et d'importance très inégales, dont nous avons essayé d'analyser l'action en détail. De cette étude, il résulte pour l'histoire générale de la Révolution française deux conclusions : la première, c'est que les Journées d'octobre, en même temps qu'elles marquent la fin d'un parti, le parti anglais, comme on l'appelait, consacrent définitivement les résultats de la victoire du 14 juillet en rendant irrévocables les sacrifices votés dans la nuit du 4 août; la seconde, c'est qu'elles commencent une des périodes les plus

1. Cf. *Révolutions de Paris*, n° XIII.



favorables qui s'offrira jamais à la royauté pour ressaisir le pouvoir et diriger la marche des événements.

Les premiers vaincus des Journées d'octobre sont, en effet, Mounier, Malouet, Lally-Tollendal, tous les partisans de la constitution anglaise, tous ceux qui, depuis la nuit du 4 août, poussaient la cour à la résistance et lui firent commettre les fautes qui déchaînèrent l'émeute. Leurs idées politiques avaient déjà subi plus d'un échec, les deux chambres avaient été repoussées à une très grande majorité, le nouveau comité de constitution leur échappait, les députés se refusaient de plus en plus à adopter pour leur travail l'ordre méthodique qu'ils avaient proposé et abordaient de front toutes les questions; mais, malgré ces échecs réitérés, ils gardaient encore une grande autorité sur l'Assemblée. Cette autorité, ils la devaient à la dignité de leur vie, à leur compétence reconnue dans les questions de justice et d'administration, au désintéressement apparent de leur conduite. Aussi Mounier, leur chef incontesté, avait-il été élu président de l'Assemblée à la veille des Journées d'octobre. L'émeute qui fut faite en partie contre eux vint ruiner leurs espérances. Ne s'appuyant que sur l'Assemblée, il leur fallait, pour garder le pouvoir, que cette Assemblée fût soustraite à toute autre influence que la leur, car ils n'avaient derrière eux aucun grand mouvement d'opinion qui pût servir de soutien à leur politique. Ils avaient pensé à transférer l'Assemblée dans une sorte de lieu neutre, où elle serait à la fois protégée contre les entreprises des Parisiens et à l'abri cependant d'un coup de main contre-révolutionnaire, à Soissons ou à Compiègne, à mi-chemin des armées royales et des troupes patriotes; nous avons vu pourquoi le roi ne s'était pas prêté à ce plan. Ils ne doutaient pas que, lorsque l'Assemblée serait à Paris, elle ne devînt plus ou moins consciemment un instrument de la politique du parti patriote et ne se laissât aller au besoin naturel de plaire à la multitude. Mounier fit, le 5 au soir, une dernière tentative auprès de Louis XVI pour lui persuader de quitter Versailles<sup>1</sup>. N'ayant pas réussi, il jugea la partie perdue et ne songea plus qu'à soulever les provinces contre Paris. Il fit décider par ses amis que tous les modérés quitteraient Versailles, se rendraient dans leurs bailliages, y protesteraient contre la violence faite à l'Assemblée nationale et

1. Cf. G.-G. Mounier, par Lanzac de Laborie, p. 216 et suiv.

au roi par les factieux de Paris et organiseraient la résistance. C'est un plan analogue que la Gironde reprendra à son compte et tentera de mettre à exécution après le 31 mai 1793.

Mounier partit le premier et se rendit dans son Dauphiné, où il ne trouva que froideur et hostilité. Plus de deux cents passe-ports furent demandés par les députés de son parti<sup>1</sup>. Mais lorsque Chapelier, qui avait succédé à Mounier au fauteuil présidentiel, demanda l'avis de l'Assemblée avant de les délivrer, les modérés reculèrent et il n'y eut que les amis intimes de Mounier, comme Lally-Tollendal, qui suivirent son exemple. Le mouvement échoua piteusement. La province resta parfaitement tranquille. Elle approuvait au fond les Journées d'octobre. Le conseil municipal de Beauvais écrivait, le 9 octobre, à la Commune de Paris : « Nous voyons avec satisfaction le monarque dans le sein de sa capitale et nous souhaitons que sa présence y rétablisse la paix et la tranquillité que vous désirez autant que nous<sup>2</sup>. » Ce fut en vain que les aristocrates et les modérés, qui tenaient dès lors le même langage et dont la cause se confondait, allèrent partout prêcher la guerre civile, en déclarant qu'il fallait aller délivrer le roi, prisonnier de la populace parisienne; on ne les crut nulle part<sup>3</sup>. Le mouvement patriote était alors identique dans toute la France, et la province n'avait pas encore appris à séparer sa cause et ses intérêts de ceux de la capitale.

Comment, d'ailleurs, les provinces auraient-elles pu ajouter foi à la parole des modérés? Il n'était pas possible de croire que le roi fût prisonnier au Louvre, sous la menace des factieux, quand le peuple de Paris lui donnait les preuves les plus manifestes de son amour et de sa fidélité. Il pourrait sembler

1. Cf. *Révolutions de Paris*, n° du 10 au 17 octobre.

2. *Actes de la Commune de Paris*, II, p. 229.

3. « A peine Mounier fut-il arrivé à Grenoble qu'il s'aperçut du progrès de la puissance du parti démocratique. Ses amis eux-mêmes n'osaient prendre couleur. Il fut au moment d'être arrêté; M. de Lally et lui furent obligés de se réfugier en Suisse. » (Malouet, *Mémoires*, I, p. 348.)

« M. Mounier est parti dans la résolution de soustraire sa province aux arrêts de l'Assemblée nationale, de faire la guerre civile ou de se démembrer plutôt que d'y adhérer. C'est une grande faute en morale, c'en est une en politique. Les provinces n'ont pas, du moins jusqu'à présent, été indignées de la conduite de la capitale. On leur a toujours mandé qu'un complot de l'aristocratie allait éclater et que Paris l'avait prévenu. Avec ce fantôme, le peuple des provinces a été non seulement apaisé, mais même content. » (Staël, *dép.* du 22 octobre 1789.)

paradoxal d'affirmer que le roi et la reine ne furent jamais plus populaires que dans les mois qui suivirent les Journées d'octobre. Rien n'est plus vrai cependant. Le 7 octobre, la reine écrit à Mercy une lettre qui mérite d'être citée tout entière : « Je me porte bien, soyez tranquille. En oubliant où nous sommes et comment nous y sommes arrivés, nous devons être contents du mouvement du peuple, surtout ce matin ; j'espère, si le pain ne manque pas, que beaucoup de choses se remettront ; je parle au peuple : milices, poissardes, tous me tendent la main. Je la leur donne. Dans l'intérieur de l'hôtel de ville, j'ai été personnellement très bien reçue. Le peuple, ce matin, nous demandait de rester. Je leur ai dit de la part du roi, qui était à côté de moi, qu'il dépendait d'eux que nous restions, que nous ne demandions pas mieux, que toute haine devait cesser, que le moindre sang répandu nous ferait fuir avec horreur. Les plus près m'ont juré que tout était fini. J'ai dit aux poissardes d'aller répéter tout ce que nous venions de nous dire<sup>1</sup>. » Le lendemain et les jours suivants, les mêmes manifestations de sympathie se renouvelèrent. Le peuple fit comme un pèlerinage au Louvre. Le palais ne désemplissait pas de visiteurs, qui ne cessaient d'acclamer la reine, le dauphin, le roi. Les femmes de la halle se faisaient surtout remarquer par l'ardeur de leur loyalisme. La presse joint ses acclamations à celle du populaire. Marat lui-même écrit dans son journal : « C'est une fête pour les bons Parisiens de posséder enfin leur roi ; sa présence va faire bien promptement changer les choses de face ; le pauvre peuple ne mourra plus de faim... L'ami du peuple partage la joie de ses chers concitoyens<sup>2</sup>. » C'est à qui répudiera les violences de la journée du 6, c'est à qui désavouera les pamphlets contre la reine, qui parurent la veille du 5 octobre.

Gorsas impute aux aristocrates « les deux exécrables brochures » intitulées le *Furet parisien* et *Quand aurons-nous du pain ?* Tous s'efforcent de mettre sur le compte d'un instant d'égarement le meurtre des gardes du corps. La Commune et les districts multiplient les preuves d'attachement au roi et rejettent sur les manœuvres des aristocrates la responsabilité de l'émeute. Ils prennent des mesures sévères contre les perturbateurs du

1. *Correspondance de Mercy-Argenteau*, t. II, p. 271.

2. *Ami du peuple*, n° 27, 7 octobre.

repos public et une enquête est ouverte sur les auteurs du massacre des gardes du corps. Prévoyant que les ennemis de la Révolution exploiteront ces incidents, ils se préoccupèrent de détruire à l'avance leurs accusations. Il serait facile de citer un grand nombre d'arrêtés dans lesquels les districts s'élèvent vivement contre l'opinion d'après laquelle le roi aurait été forcé de se rendre à Paris et y serait retenu prisonnier<sup>1</sup>. Le comité général du district de Saint-Germain-des-Prés invite la Commune, le 10 octobre 1789, « pour éviter toutes les mauvaises intentions à manifester à toutes les provinces et même à l'univers entier que l'amour seul et pleinement libre de Sa Majesté a procuré à sa capitale le bonheur de le posséder dans son sein, à employer toutes les précautions possibles pour que la sûreté et la liberté la plus entière règnent dans la capitale, afin de dissiper les derniers efforts de la malignité des ennemis de la nation, à prouver enfin à toutes les provinces que leurs députés ont pour rempart invincible les cœurs des généreux Parisiens et de tous les bons Français..., et que le séjour libre du roi dans la capitale est un bonheur qui leur est commun, puisque la capitale est, pour s'exprimer ainsi, le rendez-vous de la grande famille de la France et de tout l'Univers. » Le même jour, la Commune votait une adresse aux provinces, rédigée par Brissot, Condorcet et Moreau de Saint-Méry, « pour rassurer toutes les municipalités du royaume sur les événements inattendus qui ont paru menacer la tranquillité universelle. Exagérés par la calomnie ou défigurés par l'ignorance, ils ont pu porter l'alarme dans la France entière. Cette alarme pourrait entraîner les conséquences les plus funestes, si l'Assemblée des représentants [de la Commune] ne se hâtait de la dissiper et de prévenir les insinuations perfides qui tendraient à rendre suspectes les intentions toujours pures des citoyens de Paris<sup>2</sup>. » Il ne faut pas voir seulement dans ces adresses une tactique habile de la Commune et des districts pour rassurer l'Assemblée nationale, qui hésitait encore à venir s'établir à Paris et pour prévenir les tentatives d'insurrection que les modérés pourraient tenter dans les provinces. Il est très probable que ces protestations d'amour envers le roi et de respect pour l'Assem-

1. Cf. arrêtés du district des Filles-Dieu du 10 octobre (Bibl. nat., mss. fr. 2643, fol. 89); des Minimes, 9 octobre (Id., fol. 82); de Saint-Germain-des-Prés, 10 octobre (Id., fol. 84).

2. *Actes de la Commune de Paris*, t. II, p. 245.

blée nationale, que ces promesses solennelles de faire régner désormais la tranquillité dans la capitale étaient sincères. Lafayette n'exagérait pas, lorsqu'il écrivait à Mounier : « Vous étiez justement effrayé par la crainte d'un parti contre la branche régnante et par celle de voir les délibérations de l'Assemblée troublées par les émeutes que les malintentionnés fomenteraient pour tout perdre. Eh bien ! ces deux dangers sont à présent plus éloignés de nous qu'ils ne l'étaient à Versailles<sup>1</sup>. » Rien ne nous montre mieux le véritable caractère des Journées d'octobre que ce regain de popularité pour la famille royale, qui les suivit immédiatement. La tradition monarchique était encore très vivace et le peuple était pénétré d'un grand amour pour Louis XVI. C. Desmoulins dit très bien : « Nous n'étions pas dix républicains le 12 juillet 1789<sup>2</sup>, » et il aurait pu dire avec non moins de vérité qu'ils n'étaient pas vingt le 5 octobre de la même année. La royauté, bien qu'établie à Paris, était donc loin d'être en péril. On peut même soutenir qu'elle n'a jamais eu plus de chances en sa faveur qu'en ce moment. Le peuple de Paris et des provinces était très dévoué au roi et attendait beaucoup de lui. Les pouvoirs municipaux ne demandaient qu'à participer aux efforts qu'il ferait pour la pacification générale et pour l'établissement d'un régime définitif. L'Assemblée nationale était bien disposée et était prête à soutenir la politique qui voudrait loyalement réaliser les réformes indispensables. Le parti d'Orléans, abandonné par son chef, était en pleine déroute. Le duc lui-même perdait de jour en jour de sa popularité : « On parle peu de Son Altesse, » écrivait lord Fitz-Gerald le 29 octobre 1789, « et le voici maintenant devenu ici l'objet d'une indifférence qui n'a d'égale que sa popularité de jadis. Quand on parle de lui, c'est avec le plus grand mépris ; bien des gens réprouvent entièrement son caractère, d'autres en parlent avec une extrême indifférence ; la noblesse en dit généralement du mal, et, parmi le peuple, ce qui le préserve d'être entièrement coulé (*sic*), c'est le reste d'une popularité qui est tombée avec sa fortune<sup>3</sup>... »

1. Lafayette, *Mémoires*, II, p. 416. (Lettre du 22 octobre.)

2. *Fragment de l'histoire secrète de la Révolution française.*

3. « His serene Highness was little spoken of and he is latterly become a subject of as much indifference here as he was formerly an object of popularity. When he is spoken of, it is with the utmost contempt and in thorough detestation of his character by many and with extreme indifference by others ; by

Ne nous y trompons pas pourtant. Si ce fut une exagération royaliste que de prétendre que Louis XVI, en quittant Versailles, y laissa tout son pouvoir, c'en serait une autre que de soutenir que la royauté sortit des Journées d'octobre, grandie et consolidée. Faisant contre fortune bon cœur, Louis XVI faisait afficher, le 8 octobre, une proclamation dans laquelle il annonçait officiellement aux Parisiens qu'il fixait son séjour dans leur ville. Le lendemain, il envoyait aux provinces une autre proclamation pour expliquer qu'il était venu s'établir à Paris de son plein gré : « Informé d'avance de la marche sur Versailles de la garde nationale parisienne, il lui eût été facile de se transporter ailleurs qu'à Paris; il a préféré venir avec confiance dans sa capitale, où il a reçu les témoignages les plus respectueux de l'amour et de la fidélité des habitants de la bonne ville de Paris. » Ces phrases habiles dissimulaient mal une défaite réelle. Louis XVI avait beau affirmer solennellement que son séjour à Paris était un acte de sa volonté souveraine, la vérité parlait trop haut pour qu'il pût faire illusion à personne et encore moins à lui-même. Sans doute, tout n'était pas perdu, puisqu'il disposait encore du meilleur des moyens de gouvernement, de l'estime et de l'amour de ses sujets, et qu'avec un peu d'habileté et d'esprit de suite il eût pu facilement, sinon ressaisir toute son ancienne autorité, du moins en conserver la plus grande partie; mais il ne lui était pas possible de s'aveugler au point de considérer les Journées d'octobre comme un événement sans importance. Il s'était une seconde fois humilié sous les menaces de son peuple révolté et, — ce qui dut lui être une douleur plus cuisante encore, — il avait accordé sa sanction à tous les décrets votés par l'Assemblée nationale. En donnant ainsi implicitement force de loi aux arrêtés du 4 août, il avait sacrifié les droits de sa noblesse et de son clergé qu'il défendait avec opiniâtreté depuis deux mois. Les patriotes pouvaient bien maintenant multiplier les protestations de dévouement et de reconnaissance; leurs désirs étaient comblés et leur victoire complète. Ils sont maintenant à l'abri d'une contre-

the nobility, he is generally ill spoken of and among the People, he is only kept from sinking entirely by the shuttered remains of his popularity which has decayed with a fortune that, all agree in saying, was scattered amongst them with a degree of liberality the more extraordinary as that Prince was neved before distinguished for that quality. » (Lettres de Lord Fitz-Gerald. Archives de Londres.)



révolution et tous les pouvoirs de l'État vont être à leur discrétion. Le roi, la cour et l'Assemblée ont encore la faculté de faire le bien, c'est-à-dire de voter les mesures populaires; ils n'auront plus désormais celle de faire le mal, c'est-à-dire de résister aux vœux de la nation. La nuit du 4 août avait été la suite logique de la révolution de Juillet, les Journées des 5 et 6 octobre furent la conséquence inévitable de la nuit du 4 août<sup>1</sup>.

A. MATHIEZ.

## APPENDICE.

### *I. Malouet et le transfert de l'Assemblée en province.*

D'après Malouet, une lettre anonyme adressée à Bergasse, des renseignements de police fournis par Saint-Priest, avaient prévenu les modérés, quelque temps avant le 30 août, que le parti populaire préparait contre l'Assemblée une émeute qui la forcerait à s'établir à Paris. Les chefs modérés auraient eu alors de fréquentes conférences chez l'évêque de Langres, chez Malouet et chez Virieu. Le résultat de ces conciliabules avait été de convoquer une réunion générale des chefs du parti qui décida qu'on demanderait au roi la translation de l'Assemblée à vingt lieues de Paris. Cette grave mesure fut prise dans les derniers jours d'août, c'est-à-dire très peu de temps avant l'agitation contre le veto. Seul, le refus du roi l'empêcha d'être mise à exécution. Sans cet obstacle inattendu, les modérés prévenaient l'agitation du Palais-Royal et paraient d'avance le coup que les exagérés se préparaient à leur porter.

Cette version, bien qu'elle ait pour elle le nom de Malouet, qui fut mêlé de très près aux choses qu'il raconte, ne nous paraît pas complètement exacte. Lorsqu'on examine de près son récit, on y trouve certaines erreurs qui étonnent. Malouet dit par exemple qu'à cette époque « le parti modéré était à la veille d'obtenir la majorité dans l'Assemblée, et qu'il l'avait eue déjà dans plusieurs élections de présidents. » Or, à la fin d'août, un seul président modéré avait été élu, Clermont-Tonnerre, le 17 août. Avant lui, c'était Chapelier qui avait occupé le fauteuil. La phrase de Malouet ne serait exacte que si elle se rapportait au mois de septembre. Ce n'est en effet qu'après

1. Qu'il me soit permis en terminant de remercier M. E. Bourgeois, maître de conférences à l'École Normale, des bons conseils qu'il m'a prodigués au cours de ce travail.



l'élection de La Luzerne, 31 août, que le parti modéré compte plusieurs, c'est-à-dire deux présidents, parmi ses membres. Plus loin encore, après avoir raconté l'entrevue que les délégués du parti modéré eurent avec les ministres, Malouet écrit : « Quelques jours après, nous apprimes qu'il avait été arrêté de faire venir de nouvelles troupes à Versailles. » Or, ce n'est guère que quinze jours plus tard qu'on décida d'appeler le régiment de Flandre. Ce ne sont là que de petites inexactitudes, il est vrai, et on pourrait aisément répondre que, lorsqu'un auteur écrit ses Mémoires, il ne fait pas œuvre de science et ne prend pas toujours garde à la complète propriété de ses expressions. Mais elles nous apprennent cependant que Malouet n'avait pas un goût très vif pour la précision et nous avertissent de vérifier ses dates. Nous avons d'ailleurs d'autres raisons pour croire qu'il s'est trompé. Si, comme il le dit, le projet de transférer l'Assemblée en province n'était pas particulier à Clermont-Tonnerre, mais commun à tout le parti modéré, comment se fait-il que, le jour même où Clermont-Tonnerre le propose, ce soit Mounier qui le combatte, et s'écrie : « L'Assemblée ne doit pas quitter Versailles, elle doit braver les périls, et s'il faut qu'elle périsse, les bons citoyens de Paris et des provinces la vengeront ? » Duport venait d'émettre un avis identique. La conduite de Mounier est inexplicable si l'on accepte sans examen le récit de Malouet. On ne peut pas supposer en effet que les arguments du député patriote aient fait sur lui une impression telle qu'il n'ait pas eu la moindre hésitation à abandonner son propre parti et à combattre l'opinion qu'il défendait la veille. On ne voit pas bien quelle aurait été la raison de ce revirement subit. La nécessité de soustraire l'Assemblée aux entreprises des factieux ne devait jamais être plus présente à son esprit qu'au moment où l'agitation de Paris n'était pas encore terminée. Et jamais non plus meilleure occasion ne s'était présentée pour obtenir d'une Assemblée apeurée une mesure devant la gravité de laquelle le roi lui-même avait reculé. Cette difficulté n'est pas la seule qu'offre le récit de Malouet. Il faut supposer beaucoup de machiavélisme aux deux partis pour croire qu'au moment même où ils négociaient entre eux une entente, les uns, résolus à obtenir par la force ce qu'ils demandaient à l'amiable, préparaient une émeute contre l'Assemblée ; les autres, décidés de leur côté à ne rien céder, s'apprétaient à prévenir la violence qui leur serait faite en projetant de transférer l'Assemblée en province, loin des entreprises du peuple de Paris. On ne voit pas non plus très bien comment les modérés auraient pu connaître les prétendus projets des patriotes avant les agitateurs eux-mêmes. N'oublions pas aussi que Malouet lui-même a eu comme un pressen-

timent qu'il se trompait. Il fait suivre la phrase : « Nous étions alors dans les derniers jours d'août, » de cette note significative : « Mon journal ayant été brûlé, je puis me tromper sur les dates, mais c'est de deux jours seulement. » Que veut-il dire par là? S'il avait donné dans le texte une date précise, il n'y aurait aucun doute possible. Par sa rectification, Malouet nous avertirait que la date qu'il a indiquée est peut-être inexacte et que, pour ne pas se tromper, on peut, si on veut, l'avancer ou la reculer de deux jours. Mais il s'en faut que l'expression : « Les derniers jours d'août » soit une date précise. Entend-il par là les deux derniers jours d'août? Dans ce cas, sa note peut être interprétée de deux manières : 1° si on prend pour point de départ de la rectification le 30 août, on ne pourra reculer plus haut que le 28 et plus bas que le 31 août la date de la réunion du parti modéré; 2° si on choisit au contraire le 31 août, on peut faire varier cette date entre le 30 août et le 2 septembre. Mais on voit que dans la seconde hypothèse la décision du parti modéré est prise après l'émeute et non pas avant. Cette seconde hypothèse est la vraie. C'est ce qui résulte manifestement des pages que Montlosier consacre dans ses *Mémoires* au récit des mêmes faits<sup>1</sup>. Sans doute, Montlosier, lui non plus, n'indique pas de date précise, mais par cela seul qu'il raconte tout au long l'agitation du 30 août, avant de parler de la conduite des chefs du parti modéré et des démarches qu'ils tentèrent auprès du roi pour obtenir le transfert de l'Assemblée; il est vraisemblable que, dans sa pensée, c'était l'émeute qui provoqua la réunion et les décisions qu'on y prit<sup>2</sup>.

## II. *L'appel du régiment de Flandre et le projet de fuite du Roi.*

On a quelquefois essayé d'excuser l'appel du régiment de Flandre en montrant que l'attitude des gardes-françaises l'avait rendu en quelque sorte nécessaire. Le simple examen des dates nous oblige à rejeter cette opinion. C'est le 16 septembre que le régiment de Flandre quitte Douai<sup>3</sup>. En supposant que les deux cents kilomètres qui séparent cette ville de Versailles aient pu être parcourus par un courrier dans l'espace de vingt-quatre heures, l'ordre de départ n'a

1. Cf. Montlosier, *Mémoires*, I, p. 275 et suiv.

2. C'est ce qui résulte implicitement du récit de Malouet lui-même, qui nous apprend que La Luzerne, alors *président* de l'Assemblée, conduisit la députation des modérés chez le roi pour lui demander le transfert de la cour en province. Or, La Luzerne ne fut nommé *président* de l'Assemblée que le 31 août.

3. Cf. *Actes des représentants de la Commune*, t. II, p. 48-49.

pas pu être expédié de Versailles avant le 14 septembre au plus tôt, car il a bien fallu laisser au régiment prévenu un jour au moins pour se préparer au départ. Il est vrai que Saint-Priest, dans ses *Mémoires*<sup>1</sup>, affirme que, lorsque le régiment de Flandre quitta Douai, il devait simplement se rendre à Paris pour accompagner un convoi d'armes destinées à la garde nationale, et qu'il n'était nullement question dès lors de le faire venir à Versailles. Ce ne serait que quelques jours plus tard, lorsque le régiment était déjà en marche, que cette dernière décision aurait été prise. Mais le récit de Saint-Priest est inexact en tous points. Les *Actes de la Commune de Paris*<sup>2</sup> nous apprennent en effet que les six mille fusils que le roi avait donnés aux gardes nationales de Paris et de Versailles arrivèrent à Paris le 16 septembre, le jour même où le régiment de Flandre quittait Douai. Les archives de la guerre nous apprennent en outre que l'escorte ne comprenait que cinquante chasseurs du Languedoc. Il est donc prouvé que l'ordre d'appel du régiment de Flandre partit de Versailles au plus tard le 14 septembre. Or, à cette époque, rien à Paris ne faisait prévoir une émeute prochaine. Ce n'est que le 17 septembre<sup>3</sup> que Lafayette avertit Saint-Priest du projet, vite tombé d'ailleurs, que ses grenadiers avaient formé d'aller à Versailles reprendre leurs anciens postes dans la garde du roi.

On dit parfois aussi que, loin de marquer une accentuation dans la politique de résistance, l'appel du régiment de Flandre fut comme un retour aux idées de modération. La cour aurait eu le dessein formel de quitter Versailles, de se réfugier à Metz dans l'armée de Bouillé et, de là, de revenir à Versailles dissoudre l'Assemblée nationale et réduire à la raison les factieux du Palais-Royal. Vers le milieu de septembre, le roi aurait été gagné à ce projet et ce ne serait que sur les instances d'esprits plus sages, comme le comte d'Estaing<sup>4</sup>, qu'il y aurait renoncé, en se contentant provisoirement d'appeler un régiment pour se protéger contre un coup de main. Cette opinion ne manque pas de vraisemblance. On remarque qu'aux environs du 15 septembre, la fuite du roi est regardée comme imminente par beaucoup de personnages bien informés. Lafayette, M<sup>me</sup> de Ségur, Jefferson, le comte d'Estaing la redoutent. Enfin il y a, semble-t-il, un document décisif. M<sup>me</sup> de Tourzel, gouvernante des enfants de

1. Saint-Priest, *Abrégé de ma conduite*, publié dans les *Mémoires de M<sup>me</sup> Campan*, II, p. 294.

2. Cf. *Actes de la Commune*, II, p. 254-256, 262, 301, 524, 594, 615.

3. Cf. *Mémorial de Gouverneur Morris*, trad. Gandais, I, p. 267 ; cf. Lafayette, *Mémoires*, IV, p. 149.

4. Cf. lettre du comte d'Estaing à la reine. (*Arch. parl.*, XIX, p. 390-391.)

France, écrit dans ses *Mémoires* : « Au mois de septembre de cette année, le roi, fatigué de sa position et ne pouvant se dissimuler l'avantage que tiraient les factieux de la proximité de Paris, pensa sérieusement à quitter Versailles. Il voulait, en s'éloignant de cette ville, ôter la possibilité de réaliser des projets que les propos incendiaires des Jacobins ne donnaient que trop de raison à redouter. Leurs Majestés, toujours pleines de bonté, eurent celle de me prévenir de me mettre en mesure de partir sans aucune préparation, si les circonstances l'exigeaient. Elles n'étaient point encore décidées sur le lieu où elles devaient s'établir, et je l'ai toujours ignoré : mais elles changèrent bientôt d'avis et résolurent de rester à Versailles<sup>1</sup>. » Nous ne contesterons ni la valeur ni la véracité de ces témoignages, nous nous bornerons à recourir encore une fois à l'examen des dates. C'est le 16 septembre que M<sup>me</sup> de Ségur exprime, devant Morris, ses craintes sur la fuite du roi. C'est dans sa lettre du 19 septembre que Jefferson note le même bruit. Enfin, la lettre que d'Estaing adressa à la reine fut, selon toutes vraisemblances, écrite le 14 septembre au plus tôt<sup>2</sup>. L'entrevue qu'il eut ensuite avec Marie-Antoinette, et dans laquelle il lui aurait fait abandonner son projet de fuite, n'a pu avoir lieu que quelques jours après. Or, il résulte immédiatement du simple examen des dates : 1° que ce n'est pas d'Estaing qui a pu influencer sur la décision du roi, puisque l'ordre d'appel du régiment de Flandre était envoyé le 14 septembre au plus tard ; 2° que les bruits de fuite du roi n'ont pris naissance ou tout au moins ne se sont développés qu'après que cette décision eût été prise. Le témoignage de M<sup>me</sup> de Tourzel se réduit à ceci : à un moment du mois de septembre qu'elle ne précise pas, elle reçut de Leurs Majestés, vraisemblablement de la reine, le conseil de se tenir prête à partir d'un jour à l'autre pour un lieu indéterminé. Ce lieu était-il Metz, comme l'affirment quelques témoignages ? C'est peu probable. Nous ne trouvons dans les *Mémoires* de Bouillé aucune allusion à un projet de ce genre. Mais il y a plus : Necker, dans son précis d'*Histoire de la Révolution française*, qualifie ce bruit de légende absurde. Qui a raison du premier ministre ou de la gouvernante des enfants de France ? Ce n'est ni tout à fait l'un ni tout à fait l'autre. Il est parfaitement vrai qu'au commencement de septembre les courtisans auraient voulu que la cour quittât Versailles. Mais il n'est pas faux de dire qu'en aucun cas le roi ne pensât à se retirer à Metz et à faire appel à l'armée pour dissoudre l'Assemblée nationale.

1. M<sup>me</sup> de Tourzel, *Mémoires*, I, p. 3 et suiv.

2. C'est la date que donne le *Moniteur*.

L'erreur où sont tombés beaucoup de contemporains s'explique aisément. Nous avons vu qu'après l'émeute des 30-31 août, le parti modéré, les ministres et les aristocrates insistent auprès du roi pour transférer l'Assemblée et la cour à Compiègne ou à Soissons. N'est-ce pas ce projet mal connu et mal interprété qui a donné naissance au bruit de fuite du roi? Les gens qui n'étaient pas au courant de l'alliance des modérés et des aristocrates et de son objet précis ont pu commettre cette confusion. Il est d'ailleurs une excellente raison pour qu'elle se soit produite. Pendant tout le mois de septembre, les courtisans tinrent une conduite si imprudente, manifestèrent une confiance si aveugle dans le prochain et total rétablissement de l'Ancien Régime, leurs propos furent si hasardés qu'ils donnèrent créance à tous les bruits qui prenaient si facilement naissance à une époque si troublée. Il n'est peut-être pas interdit non plus de supposer que c'est au moment où les modérés présentèrent leur projet au roi que M<sup>me</sup> de Tourzel reçut le conseil dont elle parle dans ses *Mémoires*. Il est à croire que la reine, ne prévoyant pas le refus du roi ou espérant triompher de sa résistance, donna elle-même cet avis à sa gouvernante, sans que Louis XVI y fût pour rien. Nous ne croirons donc pas que le roi ait eu réellement au commencement de septembre l'intention de recourir à l'armée pour dissoudre l'Assemblée. Cette intention, les courtisans et la reine l'ont eue vraisemblablement dès cette époque; ce n'est que plus tard que le roi et ses ministres s'y associeront, au moins en partie, en appelant le régiment de Flandre. Cette dernière mesure, loin de marquer un retour à des idées de modération, fut au contraire le premier pas du roi et de ses ministres dans la voie de la résistance ouverte.

---

## PIÈCES JUSTIFICATIVES.

### I. *Enrôlements clandestins.*

Le mardi 6 octobre 1789 est comparu au Comité M. l'abbé de Douglas, lequel, interprétant la lettre trouvée chez lui et destinée à être écrite à un comte, a dit qu'il étoit chargé de proposer une place pour un régiment de volontaires pour remplacer les gardes-françoises dans le service de la garde du Roy, sous le nom de gardes de la maison royale, que la lettre étoit destinée à être envoyée à M. [illisible]

ou à M. d'Andrezel, demeurant chez M. le garde des sceaux, que le plan joint à une lettre est l'exécution du projet annoncé dans les lettres [saisies chez l'abbé de Douglas].

Après quoi M. de Douglas a dit qu'il avoit remis à M. de Lucé (*sic*) le plan d'établissement d'un corps pour remplacer les gardes-françaises, que le choix des officiers étoit fixé d'après les projets de M. de Lucé, concerté avec M. de la Grange sur les chevaux (*sic*) légers, et que M. de la Grange devoit en donner la liste; que, pour former le corps, il avoit proposé Fontainebleau, comme plus éloigné de Paris, de crainte que les gardes-françaises ne fissent éclater leur mécontentement, que depuis il avoit été observé que M<sup>re</sup> les officiers des gardes-françaises seroient choisis pour les places d'officiers dans les nouveaux corps..... La lettre [dont il s'agit au début] étoit écrite depuis huit jours. Il [Douglas] avoit dit que l'on avoit projeté de rassembler la troupe où la cour se trouveroit; que M. d'Egrat, à qui la lettre devoit être écrite, avoit le titre de comte, que l'on pouvoit savoir si les plans avoient été remis à M. de la Tour-du-Pin; à lui observé que sa lettre annonçoit qu'il connoissoit parfaitement ceux qu'il devoit envoyer, a répondu qu'il en avoit rendu témoignage sur la foi de M. de la Grange, son ami, et pour faire agréer son projet à M. le garde des sceaux.....; qu'ayant des relations particulières avec M. de Lussé (*sic*), il s'étoit adressé à lui pour faire parvenir son plan à M. le garde des sceaux, enfin que la lettre étoit écrite dans l'intervalle d'un premier voyage et d'un second qu'il avoit fait à Versailles et dans un temps où il n'étoit pas encore arrêté de prendre pour officiers de la nouvelle troupe ceux des gardes-françaises; enfin, interrogé comment on devoit former les soldats, a dit qu'ils devoient être pris dans différents régiments, a d'ailleurs avancé qu'il avoit été obligé de s'arranger avec ses créanciers et qu'il avoit un conseil, enfin a dit que M. de Lussé avoit mis de sa main, au bas du plan qui devoit être présenté à M. de la Tour-du-Pin, une note qui disoit que c'étoit rappeler les troupes à l'honneur primitif que de leur laisser la garde du Roy..... Il sait [Douglas] que le sieur de Reynier, chevalier de Saint-Maurice, vient tous les soirs souper chez la demoiselle de Bissy; qu'un jour, depuis que le s. abbé de Douglas y loge, il [Reynier] a dit qu'il y avoit une confédération et une liste de 4,500 hommes pour former la garde du Roy et l'accompagner lorsqu'il iroit à Metz avec les gardes du corps; qu'il y a environ huit jours, le lundi ou le mardi de la semaine dernière, il fut à Versailles avec ledit s. de Reynier et le s. de Livron, que ceux-ci dirent au répondant qu'ils alloient à Versailles pour sçavoir où l'on s'enregistroit; que, dans la galerie et par hazard, le répondant fut accosté



par le s. comte d'Astor, officier dans les gardes du corps, lequel est lié avec le frère du répondant. Le s. comte d'Astor lui parla d'abord des dixmes, qu'un moment après le s. Reynier tira le répondant en particulier et lui dit : « Demandez à M. le comte d'Astor où l'on s'enregistre. » Le répondant fit cette demande, le comte d'Astor répondit qu'il ne le savoit pas, qu'il croioit (*sic*) même qu'il n'y avoit pas encore d'enregistrement, que cependant on pouvoit lui envoyer la liste de ceux qui vouloient s'enregistrer. Alors le répondant montra le s. Reynier et dit que c'étoit lui qui enverroit la liste ou qui l'apporteroit..... Le s. de Reynier et le s. de Livron ajoutèrent que, dès le lendemain, ils feroient des démarches pour trouver des hommes à inscrire; que, dès le lendemain, à huit heures, ces trois personnes [les deux précédentes et la demoiselle de Bissy] lui firent écrire au comte d'Astor la lettre dont le brouillon s'est trouvé dans ses papiers; que le premier et le deuxième projet ne furent point trouvés convenables, parce qu'ils disoient que le répondant auroit seul la gloire de ce qu'il s'attribuoit. Ils lui en dictèrent un troisième en sens ambigu. Une liste de treize ou quatorze personnes fut jointe à cette troisième lettre..... Un jour, le s. de Livron dit : « J'ai été arrêté au Palais-Royal par un homme qui, me frappant sur l'épaule, me dit : Voulez-vous être du parti de la reine? » Le s. de Livron ajouta que le même propos fut tenu au s. abbé Fournier..... La demoiselle de Bissy a dit, en présence de cinq à six personnes de sa connoissance, que, s'il y avoit une armée, elle seroit la vivandière; elle le répéta dix fois. Une personne, dont le répondant ignore le nom, s'est présentée chez elle pour faire passer 25,000 francs à M. le comte d'Artois; qu'en effet la demoiselle de Bissy a dit avoir fait passer ces 25,000 francs par l'agent des Capucins..... Le s. Reynier a assisté au repas des gardes du corps à Versailles; il avoit une cocarde noire et l'a remise à la demoiselle de Bissy avec une obligation de 3,000 livres.

(Interrogatoire de l'abbé de Douglas. Comité des recherches de l'Assemblée nationale. Arch. nat., D. XXIX<sup>b</sup>, 2.)

## II. *Mémoire pour l'établissement d'un corps de Gardes de la Régénération française.*

La nation française attend avec la plus respectueuse confiance l'ins tant de sa régénération; le soin en a été confié à des citoyens qui ne peuvent manquer de justifier la bonté du choix de leurs commettants.

D'après cette vérité, personne n'a le droit d'inquiéter l'Assemblée nationale. On lui doit au contraire le plus grand respect et la consi-



dérer comme le sanctuaire de la liberté, qui ne peut et ne doit supporter aucune altération dans l'opinion des membres qui doivent la cimenter.

Tous attroupements incendiaires suscités par des cabales iniques comme par des prétentions erronées doivent trouver une opposition directe de la part de tous les bons citoyens.

Cette [barré dans le texte] circonstance [idem] a décidé une société d'honnêtes citoyens à offrir à la Patrie l'hommage (sic) de leurs services pour concourir à repousser les séditeux qui prétendent diriger leur marche vers le séjour des représentants de la nation que le Roy a convoqués auprès de sa personne.

La régénération de l'État étant le but de l'auguste Assemblée nationale, la société proposée de citoyens désire se dévouer à son soutien; elle ne connoit pas de titre plus cher à sa réunion que celui de *Gardes de la Régénération française*, avec le serment ci-joint qu'elle s'impose :

« Je jure, au nom de Dieu et de l'honneur, de servir la nation et le monarque aux termes de la loi, de défendre de tout mon pouvoir leurs intérêts communs, de ne porter les armes que contre les ennemis de l'État et du bon ordre, de ne jamais entrer dans aucunes factions opposées, mais, au contraire, de les repousser au péril de ma vie; déclarant que je ne connois aucun système de gouvernement en France que celui qui constitue la monarchie. Sur ce que Dieu me soit en aide. »

(Trouvé dans les papiers du chevalier de Mora. Comité des recherches de l'Assemblée nationale. Arch. nat., D. XXIXb, 26.)

---

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### GABRIEL DE MORTILLET.

---

Aucun de nos contemporains n'a plus contribué que Gabriel de Mortillet à répandre en France le goût des études préhistoriques et à leur donner, sinon la rigueur et la méthode, du moins les allures d'une science précise. C'est par là que son nom restera indissolublement lié aux recherches que Boucher de Perthes et Lartet ont inaugurées dans notre pays. Il a été un vulgarisateur d'une espèce particulière, impérieux et dogmatique comme un fondateur d'Eglise, n'accueillant, parmi les idées d'autrui, que celles qu'il marquait de son empreinte, intolérant et dédaigneux à l'égard des autres, doué d'ailleurs d'un réel talent pour ordonner et classer, pour aménager ce qu'il appelait lui-même « des compartiments et des tiroirs<sup>1</sup>. » L'édifice aux lignes régulières, composé d'étages, de « compartiments et de tiroirs, » qu'il a élevé, vers 1872, à coup de formules affirmatives, présente déjà bien des fissures et des lézardes; mais la science naissante s'y est abritée et, s'il est devenu insuffisant pour elle, c'est un peu grâce aux conditions favorables qu'elle y a trouvées pour se développer et grandir. Ainsi, quels que fussent les lacunes de son savoir et les écarts de son imagination, G. de Mortillet a su tenir, pendant vingt-cinq ans, le rôle d'un créateur et d'un chef d'école. L'influence qu'il a exercée dans ce dernier quart de siècle, bien au delà des limites de la France et même de l'Europe, a été considérable; elle lui survivra et conservera sa mémoire. Par ces motifs, il mérite mieux qu'une brève notice nécrologique; sa biographie, qui se confond en partie avec l'histoire des études préhistoriques en France, doit nous arrêter ici plus longuement. Nous rappellerons aussi, dans la mesure où nous les connaissons, les événements politiques aux-

1. Voir ses déclarations au *Congrès d'anthropologie de Bruxelles*, 1872, p. 447.

quels il a pris part et où il a porté les qualités et les défauts qu'on retrouve mêlés dans son œuvre scientifique.

## I.

Gabriel-Louis-Laurent de Mortillet naquit à Meylan (Isère), le 29 août 1824, d'une vieille famille dauphinoise très attachée aux traditions monarchiques et catholiques<sup>1</sup>. Sa mère le plaça, à l'âge de neuf ans, au collège des Jésuites de Chambéry, où il passa près de cinq années. On a souvent remarqué que G. de Mortillet, devenu plus tard un fougueux libre-penseur, avait conservé dans son attitude, dans la politesse onctueuse de ses discours, — contrastant avec la rudesse agressive de sa parole écrite, — quelque chose de l'éducation cléricale qui lui avait été infligée<sup>2</sup>. Mais, grâce aux révélations qu'il nous a faites lui-même quinze ans après avoir échappé aux Jésuites, nous savons combien l'influence des bons Pères pesa sur le développement de ses facultés, augmenta la tension déjà redoutable de ses nerfs et éveilla en lui cette crainte de la persécution qui ne l'a jamais abandonné. Laissons-lui la parole; aussi bien, le tableau qu'il a tracé de l'éducation des Pères conserve-t-il aujourd'hui tout son intérêt.

L'une des brochures publiées par G. de Mortillet en 1849 a pour titre *les Jésuites*. « Maintenant que, grâce au citoyen Louis Bonaparte, nous retombons sous la domination des Jésuites, il est bon de faire connaître ces révérends Pères. Je puis d'autant mieux accomplir cette tâche que j'ai été leur élève pendant quatre ans, à deux reprises différentes, de 1830 à 1835. » Les Jésuites, continue Mortillet, « prétendent que tous les griefs qu'on allègue contre eux sont antérieurs à la publication des *Provinciales*. » Mais « les membres de la Société de Jésus, amis du citoyen Falloux, sont aujourd'hui ce qu'ils ont été autrefois, ce qu'ils seront toujours, » et il raconte, à l'appui de son assertion, quelques faits dont il a été témoin. « Plus de deux cents jeunes gens, élevés au collège de Chambéry, pourront en attester la vérité. » Un des incidents que relate l'auteur mérite de ne pas être oublié. Voici le récit de G. de Mortillet :

1. Son frère, feu Paul de Mortillet, resté dans le pays, a publié des travaux estimés sur l'arboriculture fruitière.

2. Lors d'un voyage en Bosnie que nous fîmes ensemble en 1894, accompagnés d'un groupe de savants de toutes nationalités, quelques jeunes gens s'amuserent à persuader aux habitants d'un village que Mortillet était un évêque français. Il y fut l'objet d'attentions extraordinaires dont il ne comprenait pas le motif, mais auxquelles il répondait avec une onction souriante qui fortifiait l'illusion des bons villageois.

Je suis doué d'une irritabilité nerveuse tellement sensible que les émanations des courants d'eau souterrains me causent des frissons, une espèce de mouvement fébrile. Cette singulière maladie me permet de reconnaître la présence des sources dans le sein de la terre. Étant jeune, ma bonne mère fit son possible pour détourner mon attention de cette faculté toute particulière; elle craignait que ma santé n'en souffre (*sic*), si je prêtais trop souvent attention aux nombreux frissons que j'éprouve. Elle cacha donc cette maladie avec soin et me défendit d'en parler. Je n'eus garde d'enfreindre cette défense; mais ce fut peine inutile. Les Pères, grâce à leur système d'inquisition, connurent bientôt le fait, et, comme ils ont toujours en vue l'intérêt de leur ordre, le Père Pichon, qui était alors recteur, écrivit à ma mère une lettre ainsi conçue : « Madame, il est des choses qu'on ne peut cacher... » Ce début, un cachet noir, une écriture inconnue effrayèrent grandement ma pauvre mère, qui crut qu'un malheur m'était arrivé. Très heureusement, elle reconnut que les Jésuites voulaient simplement me faire indiquer de l'eau pour le service du collège. Elle leur accorda la permission. Je parcourus tout l'établissement et j'eus le bonheur de trouver une superbe source, juste entre les cuisines, le réfectoire des Pères et celui des élèves. Elle ne pouvait être mieux placée pour le service de la maison. Une fois en possession de l'eau, les bons Pères conçurent quelques inquiétudes théologiques sur la singulière faculté dont je suis doué. Le Père Boulogne me fit appeler dans son cabinet : « Mon enfant, me dit-il, êtes-vous bien sûr qu'il n'y a rien de diabolique dans la faculté dont vous jouissez de sentir les sources ? » Je fus très surpris de ce début et je répondis que je ne voyais pas pourquoi le diable se mêlerait de cette affaire. « Le diable est bien fin, reprit le Père. Je suis persuadé que vous n'avez pas passé de pacte avec lui, mais il pourrait bien agir sur vous sans que vous vous en doutiez. Il y a *possession* et *obsession* : la possession a lieu lorsqu'on consent à pactiser avec l'enfer; mais souvent, sans votre volonté, le démon agit sur vous et cherche à s'emparer de votre esprit pour vous amener à l'invoquer : c'est l'obsession. Vous n'êtes pas possédé, j'aime à le croire, mais vous pourriez bien être obsédé. Si le diable était pour quelque chose dans la faculté dont vous jouissez, consentiriez-vous sincèrement à y renoncer ? — Certainement. — Eh bien, venez avec moi. »

Nous descendons ensemble dans la cave où se trouve la source, et là le Père Boulogne me fait pieusement réciter une formule de renonciation aux artifices et aux obsessions du démon, me donne sa bénédiction, me fait faire un grand signe de croix et me demande si je sens toujours l'eau. Comme je la sentais aussi bien qu'auparavant : « Mon enfant, dit-il, vous pouvez maintenant indiquer des sources en toute sûreté de conscience. »

J'avoue que jamais je n'avais eu la moindre inquiétude.

Le jésuite en éprouvait, lui, et, quand on pense à ce que devait

être plus tard son élève, on se persuade qu'il n'avait pas tout à fait tort.

Donnons encore quelques extraits de cette curieuse et introuvable brochure :

Afin d'amener les jeunes gens à la superstition, les Jésuites font tous leurs efforts pour affaiblir le jugement, impressionner l'esprit, faire croire aux événements tragiques et surnaturels. Ils content à leurs élèves, surtout aux plus jeunes, des histoires épouvantables et merveilleuses; les récits des nourrices ne sont rien auprès des leurs... A Chambréry, parfois, le soir, dans les divisions supérieures, un élève ou deux se couvraient de draps blancs, s'affublaient d'un potiron ou courge percée de quatre trous, en forme de figure, et renfermant une lanterne. Dans cet attirail, représentant un spectre dont les yeux, la bouche et le nez jetaient des flammes, ils allaient chez les *petits* et leur causaient des peurs affreuses. Ce jeu spirituel est renouvelé souvent<sup>1</sup>...

Pendant une *retraite*, le prédicateur, dans un sermon du soir, peint sous de gracieuses et fraîches couleurs un jeune homme et une jeune fille. Ils sont pleins de beauté, d'activité, d'ardeur, mais tout à coup la mort arrive; que deviennent-ils alors? Un peu de poussière, il ne reste d'eux qu'un hideux squelette. « Voilà ce qu'il en reste! » s'écrie le jésuite, en montrant une tête de mort qu'il laisse tomber du haut de la chaire et qui roule bruyamment sur les dalles de l'église. Les grands élèves sourirent, mais les petits furent tellement impressionnés que plusieurs eurent de violentes crises de nerfs<sup>2</sup>.

A l'époque où Mortillet était élève des Jésuites, la fêrule et le fouet étaient encore en usage. Voici quelques faits qu'il raconta plus tard et dont il avait été témoin<sup>3</sup> :

En 1834, un élève reçut le fouet si violemment qu'il fut plusieurs jours sans pouvoir s'asseoir. Un vigoureux domestique lui avait asséné sur les chairs à nu soixante-quatre coups d'une corde de la grosseur du doigt, pliée en plusieurs doubles. Un jésuite était derrière la porte qui comptait les coups.

Le même jour, le fouet fut donné à un autre élève pour une faute dont il était complètement innocent. Le cœur plein de rage, il va se plaindre à son confesseur, qui demande et obtient la permission de dire au *ministre* (supérieur des élèves) que la punition avait été injuste. Le soir, le jeune homme se couchait quand le Père Boulogne, qui alors était ministre, entra dans son alcôve : « Mon enfant, lui dit-il, vous venez de recevoir une punition que vous ne méritiez pas. Il faut offrir cette croix à Dieu. N.-S. J.-C. a bien plus souffert, et pourtant c'était l'innocence même. N'avez-vous pas fait de nombreuses fautes qui n'ont

1. *Politique et socialisme. Les Jésuites*, p. 8-9.

2. *Les Jésuites*, p. 10.

3. *Ibid.*, p. 10-11.

pas été punies? C'est une compensation. Prenez patience, un jour arrivera où votre résignation vous sera utile; il vous en sera tenu compte au jugement dernier. »

A cet enfant injustement accusé, humilié devant ses camarades, on se garde bien de faire amende honorable, mais on lui prêche à huis-clos la résignation. Singulière façon de pratiquer la justice et d'en éveiller le sentiment !

Le plus grand nombre des exclusions est occasionné par les méfaits qui touchent aux mœurs. Il faut avouer que sur ce point les Jésuites exercent une grande et salutaire surveillance. On ne peut que leur reprocher de l'imprudence provenant d'un excès de précautions. Pour savoir tout ce qui se passe dans leur établissement, ils font de temps à autre des interrogatoires. Un élève est appelé dans la chambre d'un Père, qui déploie toute la ruse d'un adroit inquisiteur pour découvrir ce qui se fait et même ce qui ne se fait pas dans la maison. Tour à tour il couvre l'élève de baisers et de caresses et le menace soit des peines de l'autre vie, soit de l'expulsion et des plus graves punitions... Comme un *oui* et un *non* sont plus faciles à obtenir que des phrases, le jésuite déroule devant le patient la longue suite des infamies qu'il a apprises dans son cours de théologie et lui demande s'il a commis ou vu commettre les fautes dont il parle. Jugez combien ces interrogatoires doivent instruire l'élève : il était entré innocent, souvent il sort corrompu; du moins il emporte presque toujours des germes de corruption, et seul il complétera son éducation<sup>1</sup>.

Les lignes suivantes sont encore bonnes à citer, parce qu'elles prouvent que Mortillet n'était pas inspiré par la haine lorsqu'il parlait, quatorze ans après les avoir quittés, de ses anciens maîtres : « Quant à ce qui est des mœurs des Jésuites, elles sont bonnes, positivement bonnes. Ils font leurs efforts pour captiver les femmes, mais jamais, ou du moins presque jamais, ils n'ont de rapports avec elles. Ils sont trop ambitieux et trop habiles pour ne pas agir ainsi<sup>2</sup>. »

## II.

Je suis mal informé des études que le jeune Gabriel de Mortillet fit à Paris, où il s'établit vers 1836. Il suivit des cours au Muséum d'histoire naturelle et au Conservatoire des arts et métiers, se préparant au métier d'ingénieur et acquérant, en même temps, des connaissances assez étendues en géologie et en conchyliologie. Au moment de la révolution de Février, il était, comme il nous l'apprend lui-même,

1. *Les Jésuites*, p. 13-14.

2. *Ibid.*, p. 14.

dans le midi, tirant parti du don singulier qu'il s'attribuait de « reconnaître les sources. »

Vers la fin de février 1848, écrit G. de Mortillet, j'avais été appelé par le Conseil municipal et par plusieurs propriétaires de la commune de Livron (Drôme) pour indiquer des sources et procurer de l'eau. Ce fut là que j'appris la révolution de Février. Je me rendis immédiatement à Valence, dans le cabriolet d'un obligeant huissier... L'enthousiasme était à son comble. Peu de jours après, j'allai à Romans; la ville, pavoisée de drapeaux, respirait un air de fête; on y proclamait officiellement la république au milieu de salves d'artillerie et des acclamations d'une population nombreuse... En quittant la Drôme, je fus à Lyon... J'y assistai le 27 mars à une grande manifestation; 30 à 40,000 ouvriers défilèrent sans armes, et dans le plus grand ordre, devant l'hôtel de ville, en criant : Vive la république!... Je revins à Paris à petites journées, désirant connaître l'esprit des différents départements. Je m'arrêtai à Mâcon, à Châlons, à Dijon, à Troyes; partout je rencontrai l'élan révolutionnaire, l'instinct républicain; mais partout aussi je vis avec peine que l'instruction politique manquait. J'espérais au moins rencontrer à Paris cette instruction qui nous faisait si cruellement défaut dans le reste de la France. Erreur! J'arrivai dans cette ville pour voir une partie des travailleurs prendre les armes, le 16 avril, contre leurs frères, qui venaient paisiblement, les bannières du travail en tête, offrir un don à la patrie. J'arrivai pour entendre la petite bourgeoisie et même les travailleurs de Paris, et surtout ceux de la banlieue, crier : *A bas les socialistes! Mort aux communistes!* Le refus d'insérer dans la Constitution le Droit du Travail et les sanglantes exécutions de Juin n'ont pas même suffi pour éclairer le peuple. L'élection du 10 décembre en est la meilleure preuve<sup>1</sup>.

Peu après la révolution de Février, Mortillet publia à Valence une brochure intitulée : *Histoire de la chute de la monarchie et de l'établissement de la République. Journées des 22, 23 et 24 février*. Sur la couverture, à la suite de son nom, il énumère les titres suivants : « Ancien propriétaire de la *Revue indépendante*, rédacteur de la *Réforme* et du *Censeur de Lyon*, collaborateur de l'*Almanach populaire*, sous le pseudonyme de Manival. » La brochure est d'une extrême violence; Louis-Philippe y est appelé « un homme si infâme qu'il était indigne du nom de citoyen; » il y est question « d'un nommé Guizot, » chez qui « il n'y avait que fourberie et mensonge. » Le récit se termine cependant par un appel à la tranquillité adressé aux habitants du Rhône : « Continuez à conserver l'attitude que vous avez prise... Continuez à maintenir l'ordre, à faire respecter les per-

1. *Politique et socialisme à la portée de tous*, p. 34, 35.



sonnes et les propriétés... Souvenez-vous qu'il n'y a pas de liberté et d'égalité possibles sans ordre ! »

J'ignore si G. de Mortillet prit une part quelconque au mouvement de juin 1848 ; mais il racontait, en 1849, que, le 23 novembre de l'année précédente, au moment où le général Cavaignac demandait un vote de confiance, il avait fait déposer à l'Assemblée nationale, par le citoyen Pierre Lefranc, une pétition pour réclamer une enquête sur les excès sanguinaires de la répression<sup>1</sup>. Le 15 juin 1849, il était au Conservatoire des arts et métiers, centre du mouvement révolutionnaire dirigé par Ledru-Rollin ; le jeune Mortillet facilita l'évasion du tribun, qui sortit, avec Considérant, par une fenêtre donnant sur le jardin.

En 1849, Mortillet entreprit de publier, en livraisons hebdomadaires à cinq centimes, de petites brochures de propagande sous le titre : *Politique et socialisme à la portée de tous*. Il signa ces brochures : « Gabriel Mortillet, » alors que son *Histoire de la chute de la monarchie*, publiée en 1848 à Valence, était signée du nom qu'il reprit par la suite : « Gabriel de Mortillet. » Les brochures annoncées portent les titres suivants : I, *Histoire du drapeau rouge. Les terroristes* ; II, *Bases de la politique* ; III, *la Propagande* ; IV, *Droit au travail. Mendicité ou vol* (ce numéro a été saisi) ; V, *Plus d'octroi, plus de droits réunis* ; VI, *les Jésuites* ; VII, *Colonies agricoles* ; VIII, *les Amis de l'ordre* ; IX, *la Femme* ; X, *l'Usure* ; XI, *l'Économie est un crime*.

La brochure intitulée : *Droit au travail. Mendicité ou vol*, avait été confisquée ; une autre valut des poursuites à son auteur. Publiée au moment des élections de 1849, elle est intitulée *la Guillotine* et imprimée entièrement en caractères rouges. C'est ce qui a sans doute fait croire et répéter à plusieurs que Mortillet était terroriste. Loin de là ; sa brochure tout entière est une protestation contre la peine capitale, contre le ton féroce des journaux qui racontent des exécutions, font appel à la violence contre les socialistes, etc. L'auteur se montre même prudent en écrivant ceci (p. 18) : « Nous voulions citer des pages qui ont valu deux ans de prison et 5,000 francs d'amende à leur auteur, Louis Ménard, trois ans de prison et 5,000 francs d'amende au gérant du *Peuple*. Manquant d'argent et aimant la liberté, nous nous abstenons. Nous attendons le jour où l'on pourra dire toute la vérité sur les affreux et cruels événements de juin. »

Ces précautions oratoires furent inutiles. Poursuivi par la réaction cléricale et césarienne, condamné à deux ans de prison pour délit de

1. *Politique et socialisme à la portée de tous*, p. 11.

presse, Mortillet se réfugia en Savoie d'abord, puis en Suisse, où il travailla au classement des collections d'histoire naturelle des musées de Genève et d'Annecy. En 1856, il obtint d'être attaché à la Compagnie des chemins de fer lombards-vénitiens comme directeur d'une exploitation de chaux hydraulique. C'est de cette époque que datent ses premiers essais scientifiques, tous relatifs à l'histoire naturelle ou à la géologie<sup>1</sup>, et la découverte des cités lacustres de l'Italie, qui devait le mettre en évidence comme préhistorien et décider de sa vocation.

### III.

Le 20 juillet 1860, G. de Mortillet écrivit à Cornelia, président de la Société des sciences naturelles de Milan, pour lui rappeler la découverte récente de stations lacustres en Suisse et attirer son attention sur les vestiges analogues que pouvaient cacher les lacs de la Lombardie. Après la lecture de cette lettre en séance, le vice-président, Antonio Villa, déclara qu'une hache de bronze et quelques pointes de flèche en silex avaient été recueillies, en 1856, à une profondeur de dix pieds, dans le marais tourbeux de Bosisio. Le président ajouta qu'il possédait des objets du même genre exhumés, avec des ossements humains, des tourbières de Brenna. Peu de temps après, Gastaldi, dans un article du *Nuovo Cimento*, insistait sur certaines antiquités que découvraient périodiquement les ouvriers de la tourbière de Mercurago. Dans une visite qu'il fit ensuite à cette localité, accompagné du professeur Moro d'Arona, il reconnut un gisement tout à fait analogue à ceux des stations lacustres de la Suisse. La lettre de Mortillet avait donc porté ses fruits. En 1863, accompagné de Desor, il se rendit à son tour en Lombardie pour y chercher des palafittes. Bientôt rejoints par le professeur Stoppani, les deux amis découvrirent plusieurs stations dans le lac Varèse. Ce fut le point de départ de longues campagnes archéologiques qui ont révélé aux savants italiens des civilisations très intéressantes appartenant, comme celles des palafittes suisses, à l'époque néolithique ou à l'âge du bronze et contemporaines des terramares, stations en terre ferme<sup>2</sup>.

1. *Histoire des mollusques terrestres et d'eau douce de la Savoie et du bassin du Léman*, 1854. *Guide de l'étranger dans les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie*, 1855 (2<sup>e</sup> éd., 1861). *Géologie et minéralogie de la Savoie*, 1858. *Annexion à la faune malacologique de France*, 1861. *Carte des anciens glaciers du versant italien des Alpes*, 1861. *Études sur les Zonites de l'Italie septentrionale*, 1862. *Revue scientifique italienne*, 1863 (1 vol. seulement).

2. Munro, *Lake-dwellings of Europe*, p. 186, 187; Montelius, *la Civilisation*

Revenu à Paris en 1864, G. de Mortillet fonda, au mois de septembre de cette année, la revue intitulée *Matériaux pour l'histoire positive et philosophique de l'homme, bulletin des travaux et découvertes concernant l'anthropologie, les temps antéhistoriques, l'époque quaternaire, les questions de l'espèce et de la génération spontanée*. Les quatre premiers volumes de cette publication (1864-1868), qui devait durer jusqu'en 1888, ont été rédigés presque exclusivement par Mortillet. C'était, au début surtout, moins une revue savante qu'une revue de combat ; mais c'est précisément pour cela que l'apparition du premier fascicule marque une date dans l'histoire des études préhistoriques. A cette époque, en effet, où la réaction cléricaliste de la fin de l'Empire commençait à se dessiner, les recherches sur l'antiquité de l'espèce humaine étaient mal vues, non seulement du parti catholique, qui s'en méfiait au nom de la révélation, mais du plus grand nombre des savants et des simples lettrés, que les hardiesses de Boucher de Perthes déconcertaient. Sans doute, la grande bataille était gagnée depuis 1859, époque où un congrès de naturalistes et de géologues, ayant visité la vallée de la Somme, reconnut l'authenticité des découvertes de Boucher et l'erreur commise par Cuvier en niant l'existence de l'homme quaternaire. Sans doute encore, l'exploration de la caverne d'Aurignac par Lartet, dont le récit parut en 1864, avait convaincu les plus sceptiques, parmi ceux du moins qui voulaient réfléchir, de la coexistence de l'homme avec des espèces animales disparues. Mais il suffit de parcourir les premiers volumes des *Matériaux* pour voir à quelles résistances la science naissante se heurtait encore<sup>1</sup>. Suivant l'un, les silex taillés étaient des « jeux de la nature ; » suivant un autre, ils provenaient d'ateliers modernes pour la fabrication des pierres à fusil ; un troisième alléguait l'astuce des faussaires ; d'autres, enfin, dans la France catholique comme dans la protestante Angleterre, opposaient à toutes les théories nouvelles l'infailibilité de la Genèse et le dogme inattaquable de la chute. L'homme primitif, répétait-on, n'a pas été un sauvage ; le sauvage est un Adam dégradé<sup>2</sup>.

Mortillet aimait la polémique : non seulement des écrivains

*primitive en Italie*, t. I (1895), p. 28 et suiv. On sait aujourd'hui que les terramars ne sont pas, comme on l'avait longtemps pensé, des stations lacustres artificielles ; l'eau dont on trouve les traces autour des pieux qui supportaient les cabanes provenait des crues de rivières voisines ou des précipitations atmosphériques.

1. Voir, par exemple, *Matériaux*, t. I, p. 390, 426, 518.

2. Voir le t. I du beau livre de M. Andrew White, *A history of the warfare of science with theology*. Londres, 1897.

assez obscurs, comme les abbés Moigno et Hamard, sentirent le poids de ses sarcasmes, mais il n'épargna même pas des savants illustres, comme Élie de Beaumont et Pasteur, qu'il soupçonnait de connivence avec l'obscurantisme. Ce dernier était particulièrement antipathique à Mortillet à cause de ses recherches sur la génération spontanée; plus tard, quand il inventa les vaccins du charbon et de la rage, Mortillet fut au premier rang de ceux qui crièrent à l'imposture. Il se trompait en cela, comme il se trompa grossièrement, en 1874, quand il accusa Schliemann de supercherie, prétendant que le trésor dit de Priam n'avait jamais été découvert à Hissarlik<sup>1</sup>. Mais lorsqu'on relit les articles de polémique écrits par Mortillet dans les premiers volumes des *Matériaux*, on doit, tout en regrettant parfois le ton de l'auteur, reconnaître qu'il soutenait une belle et juste cause, celle de la science libre et de la bonne foi. N'oublions pas, après la victoire de la vérité, ceux qui ont lutté pour elle.

## IV.

Les *Matériaux* ne donnaient pas de quoi vivre à Mortillet, qui était obligé de chercher des leçons et de perdre ainsi un temps qu'il aurait pu consacrer à la science. Une occasion se présenta bientôt de lui faire une modeste situation. La création du musée de Saint-Germain avait été décidée par décret du 8 novembre 1862. En 1865, Boucher de Perthes offrit à l'empereur, qui l'accepta, une partie de sa collection. Lartet, qui faisait partie de la commission d'organisation du musée, nommée en avril 1865, avait promis de la classer; mais, déjà malade et surchargé de travail, il proposa à M. Bertrand, conservateur depuis le mois d'août 1866, de charger Mortillet de cette tâche. M. de Nieuwerkerke, surintendant des Beaux-Arts, se méfiait un peu du républicain de 1849; mais il reçut des assurances qui le tranquilliserent. Mortillet commença donc à classer, d'accord avec Lartet, la première salle du musée, comprenant la collection Boucher de Perthes et une partie de celle que Lartet et Christy avaient formée, c'est-à-dire les objets en pierre et en os remontant aux temps quaternaires<sup>2</sup>. Sur ces entrefaites, à la fin de 1867, l'attaché de la conservation, Beaune, mourut subite-

1. Voir *Revue d'anthropologie*, 1874, p. 172, 562. — Je sais que Longpérier, trompé par de faux rapports venus de Constantinople, partagea quelque temps cette opinion. L'avait-il suggérée à Mortillet?

2. Mortillet fut aussi chargé d'organiser la section de l'âge de la pierre à l'Exposition universelle de 1867; il a publié à ce sujet une brochure.

ment; Mortillet le remplaça en 1868 avec le titre d'attaché, qu'il a conservé jusqu'en 1885<sup>1</sup>.

Pour se donner entièrement à ses fonctions et éviter de froisser des susceptibilités toujours en éveil, G. de Mortillet vendit, à cette époque, une belle collection préhistorique et céda la direction des *Matériaux* à MM. Trutat et Cartailhac, qui en publièrent le cinquième volume en 1869.

Lors d'une réunion de naturalistes italiens tenue à la Spezia en 1863, Mortillet et quelques-uns de ses amis, entre autres Stoppani et Capellini, décidèrent d'organiser des *Congrès internationaux d'anthropologie et d'archéologie préhistoriques*. Le premier de ces congrès eut lieu à Neuchâtel en 1866, sous la présidence de Desor; le second, qui consacra le succès et l'importance de la nouvelle institution, se tint à Paris en 1867. Les congrès ont rendu de grands services à la science, en permettant à des archéologues de toute nationalité de venir exposer, en français, l'état des recherches anthropologiques et préhistoriques dans leur pays. Le onzième congrès, qui sera probablement le dernier, s'est réuni à Moscou en 1892. Aujourd'hui, l'existence de plusieurs revues spéciales, pourvues de rédacteurs polyglottes et de correspondants étrangers, permet de se passer de ces réunions; mais il n'en était pas de même il y a trente ans, et l'on saura toujours gré à G. de Mortillet de l'initiative qu'il prit alors. Il ne cessa, d'ailleurs, de jouer un rôle actif dans ces assises scientifiques, où il exerçait, en sa qualité de fondateur, une légitime influence. C'est au congrès de Bruxelles, en 1872, qu'il exposa pour la première fois avec détail sa classification industrielle de l'époque quaternaire, qui devait être popularisée par le *Préhistorique*.

Dans le livre intitulé *le Signe de la croix avant le christianisme* (1866), on trouve, au milieu de beaucoup de divagations, — Mortillet attribue une portée symbolique à de simples croix décoratives<sup>2</sup>, — des informations intéressantes et alors nouvelles sur les terramares, les nécropoles de Villanova, de Golasecca et du plateau de Somma. Un autre cimetière de l'Italie du Nord, celui de Marzabotto, dans l'Apennin, avait suggéré à G. de Mortillet une observation très juste, qui constitue une véritable découverte. Il remarqua que la nécropole étrusque fouillée par G. Aria avait fourni « quelques objets franchement gaulois, » épées, lances, fibules, identiques à celles que le musée de Saint-Germain devait à l'exploration des tombes de la

1. G. de Mortillet se disait « sous-directeur du Musée; » mais c'est là un titre qui n'existe pas.

2. Cf. l'article de Morel dans la *Revue critique*, 1866, II, p. 297.

Marne. G. de Mortillet en conclut très justement que les sépultures d'où provenaient ces objets étaient celles des envahisseurs gaulois de l'Italie. « J'ai retrouvé cet élément gaulois, ajouta-t-il, au milieu des richesses étrusques que la ville de Bologne a retirées de la Certosa <sup>1</sup>. » Ces observations ont été le point de départ des recherches qui ont permis de fixer la part des éléments gaulois dans les nécropoles italiennes du IV<sup>e</sup> siècle <sup>2</sup>.

Pendant la guerre de 1870-71, G. de Mortillet résida au musée de Saint-Germain avec le conservateur, M. Bertrand, et le directeur des ateliers, M. Abel Maitre. M. Bertrand se rendit, au mois de décembre 1870, en Bretagne, où sa femme allait devenir mère. Le directeur des ambulances prussiennes, informé de cette situation, était venu lui-même offrir un sauf-conduit à M. Bertrand, en lui affirmant que le musée n'avait rien à craindre.

Les amis de G. de Mortillet ont accrédité une légende, qui a trouvé place même dans le *Dictionnaire* de Vapereau, suivant laquelle il aurait, dans ces circonstances, « sauvé le musée. » Or, le musée ne courut jamais le moindre danger, l'aide de camp du roi Guillaume, le prince Radziwill, ayant déclaré à M. Bertrand, dès le début de l'occupation prussienne, qu'il ne serait pas touché aux collections. Des consignes sévères furent données à cet effet et exactement suivies. G. de Mortillet paraît s'être persuadé, dans la suite, qu'il avait rendu, au commencement de 1871, un immense service payé d'ingratitude. C'était une illusion que plusieurs témoignages dignes de foi m'autorisent à qualifier ainsi <sup>3</sup>.

## V.

Lors de l'Exposition universelle de 1878, l'organisation de la section rétrospective, comprenant une salle des « antiquités primitives <sup>4</sup>, » avait été confiée à M. de Longpérier, auteur d'une boutade célèbre sur le « roman préhistorique, » assez mal disposé, d'ailleurs, pour des études dont les représentants manquaient parfois d'éducation et presque tou-

1. *Revue archéologique*, 1870-71, p. 290.

2. Voir Bertrand et Reinach, *les Celtes*, p. 49 et suiv.

3. Une note anonyme publiée dans le t. XX des *Matériaux* (p. 64) montre Mortillet sauvant le musée au péril de sa vie, résistant aux autorités prussiennes, arrêté, etc. Le brigadier des gardiens du musée, en fonctions depuis 1866, me déclare, d'accord avec M. Bertrand, que tout cela est purement imaginaire.

4. Voir Philibert Bréban, *Livret-guide du visiteur à l'Exposition historique du Trocadéro*. Paris, Dentu, 1878.



jours de culture classique. Quelques amateurs d'anthropologie et d'archéologie préhistorique, se méfiant des tendances de M. de Longpérier, firent une exposition séparée, sous la direction de M. de Mortillet, qui reçut, en récompense, la croix de la Légion d'honneur. L'année précédente, sous le gouvernement du 16 mai, il avait couru un grave danger. Il allait être destitué à cause de ses opinions politiques et religieuses lorsque le marquis de Nadaillac, ami personnel du duc de Broglie, représenta au président du conseil que les titres scientifiques de Mortillet lui donnaient droit à quelque considération. Le duc de Broglie eut la sagesse de se rendre à cet argument et ne signa pas la révocation.

Membre actif de la Société d'anthropologie de Paris depuis 1866, Mortillet prit une part importante à la création de l'École d'anthropologie, fondée par Broca en 1876. Il y enseigna, pendant vingt-deux ans, l'archéologie préhistorique; plusieurs de ses leçons ont paru, depuis 1891, dans la *Revue mensuelle de l'École d'anthropologie de Paris*, dirigée par l'un de ses plus fidèles amis et disciples, Abel Hovelacque. Mortillet assista régulièrement, depuis 1872, aux congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences; on le vit encore, en 1898, au congrès de Nantes. Bien qu'il s'exprimât sans élégance et parfois sans correction, il se faisait écouter à force de précision et de clarté; dans la discussion, il témoignait d'une singulière présence d'esprit et ne trouvait que trop aisément réponse aux objections. On se ferait une idée insuffisante du talent de G. de Mortillet si l'on n'allait chercher, dans les comptes-rendus des réunions savantes, quelques-unes des discussions où il joua le rôle de protagoniste, parfois acariâtre et inutilement agressif, mais toujours vif et intéressant.

La Commission de topographie des Gaules, instituée en 1858, avait commencé la publication d'un *Dictionnaire de la Gaule celtique*. G. de Mortillet y collabora activement; plusieurs articles étendus, relatifs à des stations préhistoriques, ont été rédigés par lui. On sait que la Commission, après avoir laissé passer plusieurs années sans rien produire, fut dissoute en 1880<sup>1</sup>. G. de Mortillet fut alors nommé membre d'une sous-commission des monuments historiques, présidée par Henri Martin, qui avait pour but de dresser l'inventaire des monuments mégalithiques de France et d'Algérie, ainsi que de désigner au gouvernement ceux qui méritaient d'être conservés. Après la mort de Henri Martin, Mortillet devint président de cette commis-

1. Voir mon essai sur l'*Histoire de l'archéologie gauloise*, dans la *Revue celtique*, 1898, p. 302.



sion, qui a fait classer, racheter, enclore de grillages, photographier et modeler un grand nombre de monuments, mais qui, après dix-huit ans, n'en a pas encore publié la statistique.

Il faut maintenant dire quelques mots d'une lutte tantôt ouverte, tantôt sourde, qui occupa Mortillet beaucoup plus que de raison et lui valut, dans le monde savant, tout autre chose que des sympathies.

A partir de 1878, l'attaché du musée de Saint-Germain ne se contente plus de remplir les devoirs de sa profession : il travaille, par divers moyens, à jeter la suspicion sur son chef, M. Bertrand, dans le dessein de se substituer à lui ou, tout au moins, de « marcher son égal. » Jules Ferry, qui venait souvent au musée après sa chute définitive, m'a raconté que, pendant son passage au ministère de l'Instruction publique, il était harcelé de dénonciations émanant de G. de Mortillet ou de ses amis. Beaucoup de notes et d'articles, animés du même esprit et formulant de puérides accusations, paraissaient dans les revues et les journaux. Je me contenterai de rappeler ici un article de la *République française*, en date du 20 octobre 1874, où M. Bertrand est accusé : 1° d'être bonapartiste, parce qu'il a laissé subsister dans les salles quelques inscriptions portant ces mots : *Donné par l'empereur*; 2° d'être clérical, parce qu'il a substitué aux mots *époque de Saint-Acheul, époque du Moustier*, ceux de *type de Saint-Acheul, type du Moustier*! Cet article anonyme, œuvre d'un ami personnel de Mortillet (inutile de le nommer), se termine par quelques lignes qui en révèlent assez nettement l'inspiration : « Il serait temps que la direction des Beaux-Arts fit cesser un état de choses plus ridicule encore qu'il n'est choquant, et la meilleure façon de mettre fin à ces petites opérations cléricales serait d'enlever la conservation de la partie du musée concernant l'archéologie préhistorique à M. Bertrand, qui n'y entend rien d'ailleurs, et de la remettre entre les mains d'un homme compétent. M. Turquet n'aurait pas à aller bien loin pour le trouver. »

Cette campagne d'un attaché à la conservation contre son chef, qui se prolongea pendant des années, n'était pas digne de Mortillet et lui fit, d'ailleurs, beaucoup de tort. La presque unanimité des savants et plusieurs hommes politiques, comme Jules Ferry, éprouvaient pour de tels procédés une vive répulsion. Malheureusement, lorsque sa personnalité était en jeu, Mortillet ne savait pas garder de mesure; jusqu'à la fin de sa vie, il eut le goût des petites vengeance. C'est ainsi que, dans le *Préhistorique*, il s'ingénia à ne jamais citer M. A. Bertrand; que, dans sa *Formation de la nation française*, croyant avoir à se plaindre de M. Piette, il s'abstint de prononcer son nom,

tout en lui empruntant toute sa doctrine archéologique; que la dernière communication, enfin, qu'il ait publiée dans le *Bulletin de la Société d'anthropologie* fut une série d'accusations sans fondement contre l'auteur de la présente notice, coupable d'avoir signalé très courtoisement, dans la *Revue critique*, les erreurs d'écolier dont fourmille son dernier livre. En revanche, Mortillet n'avait jamais assez d'éloges pour ceux qui composaient sa petite école *stricto sensu* et qui le payaient en compliments, la seule monnaie que son désintéressement sût accepter. Il était nécessaire d'indiquer ces choses, ne fût-ce que pour répondre par avance à une question qui a déjà été posée et que l'on posera sans doute souvent à l'avenir. Pourquoi G. de Mortillet, chef d'école connu et écouté dans le monde entier, est-il resté, sa vie durant, si étranger au monde savant de son pays, à ceux dont l'érudition ou le génie inventif faisaient autorité en Europe? Ce n'étaient cependant pas tous des *cléricaux*. Mais tous, ou presque tous, connaissaient le penchant de Mortillet pour les polémiques personnelles, pour les violences ou les incongruités de langage; ils se tenaient ou le tenaient à l'écart. On disait de lui comme du poète d'Horace : *Foenum habet in cornu, longe fuge...*

Voici une dernière preuve de cette bizarre humeur, dont on pourrait accumuler les témoignages.

Jusqu'à la publication du *Préhistorique*, Mortillet était resté rédacteur des *Matériaux*, que dirigeait, au prix de sacrifices personnels, son élève et ami M. Cartailhac. En 1883, le compte-rendu, d'ailleurs infiniment flatteur et même humble, du *Préhistorique*, que M. Cartailhac publia dans ce recueil<sup>1</sup>, agaça les nerfs de G. de Mortillet, qui n'a jamais pu supporter la moindre contradiction. Il rompit avec les *Matériaux* et fonda un recueil rival, intitulé *l'Homme*, qui cessa de paraître presque en même temps que l'ancienne revue (1884-1887). La polémique des quatre premiers volumes des *Matériaux*, rédigés par G. de Mortillet, n'est rien en comparaison de celle qui devint monnaie courante dans *l'Homme*. On y était franchement impoli et brutal; tous ceux que Mortillet considérait, à tort ou à raison, comme ses ennemis personnels, étaient raillés et même injuriés. Si l'on ajoute, — et il le faut bien, — que la pudeur était trop souvent offensée par le ton de certains articles soi-disant médicaux, on ne peut éprouver aucun regret de la disparition de *l'Homme*, que l'on appelait, en dehors du cercle de ses rédacteurs, *l'Homme mal élevé*.

En 1890, les *Matériaux*, la *Revue d'ethnographie* (Hamy) et la

1. *Matériaux*, t. XVII, p. 552.

*Revue d'anthropologie* (Topinard) se fondirent en un recueil unique, intitulé *l'Anthropologie*, qui parut d'abord sous la direction de MM. Cartailhac, Hamy et Topinard. Ces deux derniers étaient depuis longtemps brouillés avec G. de Mortillet; le premier, devenu un élève indépendant, ne lui inspirait plus entière confiance. Aussi, dès 1894, paraissait une nouvelle revue, la *Revue mensuelle de l'École d'anthropologie de Paris*, où G. de Mortillet publia plusieurs leçons et rédigea la *Chronique préhistorique*. Cette *Chronique* est instructive et contribua au succès de la *Revue mensuelle*; mais elle est très incomplète et d'une partialité choquante. L'auteur s'occupe des travaux de ses adeptes et les loue outre mesure, quitte à faire le silence sur les autres ou à les dénigrer brièvement. Jeune ou vieux, G. de Mortillet resta fidèle au principe que lui avaient peut-être inculqué les Jésuites de Chambéry : *Bene parlare de monasterio nostro, male parlare de monasterio alio*. Toujours la lance en arrêt, le mot dur à la bouche, ce chef d'école eut plus de partisans que d'amis.

## VI.

Du mois de septembre 1882 au mois de mai 1888, G. de Mortillet fut maire de Saint-Germain. Il administra « avec son parti, » c'est-à-dire avec les francs-maçons et les libres-penseurs contre les cléricaux. C'est alors surtout que se révéla cette nature tyrannique et intolérante qui l'a fait qualifier d'« inquisiteur manqué. » Il prit un arrêté menaçant de révocation les employés de la ville qui enverraient leurs enfants aux écoles congréganistes; le préfet de Seine-et-Oise dut intervenir pour l'annuler (1886). Dans une autre circonstance, il prétendit exclure des adjudications de la ville un serrurier qui avait refusé, après vote conforme du Conseil municipal, d'enlever une croix surmontant la porte du cimetière. Les changements qu'il infligea aux noms des rues sont restés célèbres : ainsi la rue des Ursulines et la rue Saint-Louis, toutes deux bordées de couvents, devinrent les rues Voltaire et Diderot; la rue de la Verrerie devint la rue Louis IX (le nom de Saint-Louis devant être proscrit). On raconte qu'un conseiller municipal demandait, à cette occasion, pour quoi il fallait à Saint-Germain une rue Louis IX. « Mais, répartit quelqu'un, c'est celle que prenait le roi pour aller au chemin de fer. » Je ne garantis pas l'anecdote et tiens d'ailleurs à dire, ayant habité Saint-Germain en ces temps-là, que le parti cléricale répondit aux taquineries de Mortillet et de son entourage par une campagne de dénigrement et d'épigrammes où la vérité était souvent travestie et les services rendus (tels que le groupe scolaire de la rue de Mareil et

l'école maternelle) tenus pour nuls. L'administration financière du maire radical prêtait aussi à de vives critiques, bien que son honnabilité personnelle n'ait jamais été effleurée du moindre soupçon. Une coalition se forma qui, aux élections du 6 mai 1888, fit triompher une liste républicaine modérée; Mortillet donna sa démission.

Entre temps, il avait été député de Seine-et-Oise, ayant été élu, en septembre 1885, au scrutin de ballottage, le dernier sur une liste de neuf. Il se démit alors de ses fonctions d'attaché au service de Saint-Germain et patronna vivement une candidature à laquelle le ministre d'alors, M. Goblet, préféra la mienne, soutenue par le conservateur du musée, M. Bertrand. Victor Duruy m'a raconté que M. Goblet, ministre radical, se trouvant fort embarrassé de choisir, consulta, au conseil de l'Instruction publique, son vénérable prédécesseur. Si j'ai pu rendre quelques services au musée de Saint-Germain-en-Laye et à la science préhistorique, c'est donc à Victor Duruy et à M. Alexandre Bertrand que je le dois.

G. de Mortillet, qui n'était pas orateur et se trouvait isolé au milieu de politiciens, ne joua aucun rôle à la Chambre; il ne se représenta pas aux élections de 1889 et, depuis cette époque, continua de vivre modestement à Saint-Germain. Il professait régulièrement à l'École d'anthropologie et participait, avec une ardeur toute juvénile, aux réunions et aux excursions scientifiques. Un mois avant sa mort, survenue presque subitement le 25 septembre 1898, il avait fait un voyage pour la Commission des monuments mégalithiques, dont il était, comme nous l'avons dit, le président. Très connu en France et presque célèbre à l'étranger, il entretenait une correspondance considérable avec des savants et des amateurs de tous pays. Sa vue, un moment très compromise, lui avait été rendue par une opération heureuse. Il eut la bonne fortune de mourir sans avoir été réduit préalablement à l'inaction. A ses obsèques, qui eurent lieu à Saint-Germain-en-Laye le 28 septembre, son confrère le D<sup>r</sup> Capitan exprima en excellents termes, au nom de l'École et de la Société d'anthropologie, la reconnaissance due à ses longs services, à son infatigable activité<sup>1</sup>.

## VII.

Après avoir parlé de l'homme, il faut entrer dans quelques détails sur sa doctrine. Ce fut à la fois sa force et sa faiblesse d'en avoir une et de s'y tenir résolument.

1. *Revue mensuelle de l'École d'anthropologie*, 1898, t. VIII, p. 298 (avec un beau portrait en phototypie).

Dès 1872, le système de G. de Mortillet est arrêté. Sans doute, il y apportera, par la suite, quelques modifications; il admettra des divisions nouvelles dans l'époque néolithique et dans l'âge du fer; il envisagera sous un jour différent le passage du paléolithique au néolithique; mais, sur tous les points essentiels, il défendra jusqu'à la fin de sa vie les thèses auxquelles il s'est attaché. Ne sachant d'autre langue étrangère que l'italien, il restera toujours très mal informé de ce qui s'écrit en Angleterre et en Allemagne; les théories nouvelles le laissent d'ailleurs indifférent, parce qu'il croit, *a priori*, qu'elles doivent s'accorder avec les siennes ou être fausses. Son imperturbable assurance en matière scientifique a été longtemps un des éléments de son prestige, jusqu'au jour où l'on s'est aperçu que la science avait marché et qu'il était resté à l'arrière du mouvement. Alors, pour défendre ses positions, il déploiera des qualités de souplesse et de dialectique remarquables, comme en témoignent les nombreuses controverses soutenues par lui à la Société d'anthropologie; mais son esprit naturellement tyrannique, exaspéré par la contradiction, fera le vide autour de lui; les représentants les plus autorisés de la science, géologues, naturalistes, historiens, refuseront même de discuter avec un homme qui ne veut plus rien apprendre, et il finira par lancer, comme un défi à la critique, son dernier ouvrage, *Formation de la nation française*, produit bizarre d'une science endormie avant l'heure dans le rêve de son infailibilité.

La doctrine de G. de Mortillet tient tout entière dans ses deux meilleurs livres, *le Préhistorique* et *le Musée préhistorique*. Le premier (1883)<sup>1</sup> est un manuel qui traite avec détail des deux âges de la pierre, paléolithique et néolithique; le second (1884) est un album, composé d'un millier de dessins dus à M. Adrien de Mortillet et accompagnés d'un texte court, mais clair et nourri, qui présente un tableau d'ensemble des civilisations de l'Europe occidentale jusqu'à l'époque romaine. Ces deux ouvrages ont eu, l'un et l'autre, un très grand succès; il s'en est vendu des milliers d'exemplaires, et l'on peut dire qu'ils se trouvent aujourd'hui partout où l'on s'occupe d'archéologie préhistorique.

Dans le premier volume (seul publié) d'un livre intitulé *Origines de la chasse et de la pêche* (1890), dans un essai, sans grande valeur, intitulé *le Signe de la croix avant le christianisme* (1866), mais surtout dans de très nombreux articles et communications dont le simple énoncé remplirait des pages<sup>2</sup>, on trouvera des éclaircissements com-

1. Le millésime ne doit pas induire en erreur; les parties originales du *Préhistorique* avaient déjà été publiées dans divers recueils entre 1872 et 1880.

2. Notamment dans la *Revue scientifique*, la *Revue archéologique*, la *Revue*

plémentaires sur la doctrine de G. de Mortillet et l'exposé de sa manière de voir sur quelques sujets, — l'origine de la civilisation égyptienne, par exemple, — qu'il n'a pas eu l'occasion d'aborder dans ses deux principaux livres. La *Formation de la nation française* (1897) n'apporte rien de nouveau à celui qui a suivi, dans les Revues et comptes-rendus de Sociétés, les développements de la pensée de l'auteur; il peut cependant être commode d'y recourir. Dans ce qui suit, nous ne nous proposons pas d'analyser, volume par volume et brochure par brochure, les œuvres archéologiques de Mortillet, mais de donner une idée de son système d'après l'ensemble de ses travaux. Comme nous l'avons dit, les grandes lignes en étaient arrêtées dès 1872; G. de Mortillet ne s'étant pour ainsi dire jamais rétracté, il est relativement aisé d'exposer sa doctrine comme un tout homogène et de même venue.

### VIII.

1° *Époque tertiaire.* Mortillet, étant transformiste, ne pouvait admettre l'existence de l'homme tertiaire, puisque toute la faune mammalogique de cette époque a disparu. Comme, d'autre part, il tenait pour certain que les silex recueillis par l'abbé Bourgeois dans le miocène de Thenay offraient des traces de travail intentionnel, il fut amené à attribuer ces objets à un précurseur de l'homme, anthropopithèque ou pithécantrophe. Ce précurseur ne savait pas encore travailler les silex par percussion : il les éclatait au feu. Mais les prétendus outils « thenaisiens » offrent des formes si indécises, si arbitraires, qu'on ne peut raisonnablement leur assigner un emploi. Mortillet se laissa aller, sur ce point, à une hypothèse qui fait l'effet d'une gageure : « L'animal de Thenay devait être beaucoup plus velu que l'homme; il n'avait pas besoin de vêtements, puisque le climat était assez chaud. Mais le précurseur de l'homme ne devait pas être dépourvu de vermine et ces instruments pouvaient lui servir à se gratter<sup>1</sup>. » A quoi M. d'Acy répondit que les ongles et les griffes de l'anthropopithèque devaient parfaitement suffire à ce travail.

G. de Mortillet eut le mérite de soumettre à un examen critique et d'écarter successivement presque toutes les autres découvertes alléguées pour établir l'existence de l'homme tertiaire; mais il s'est trompé, comme Quatrefages, en admettant la taille intentionnelle des

*d'anthropologie, les Matériaux, l'Homme, la Revue mensuelle de l'École d'anthropologie, la Revue savoisiennne, les Comptes-rendus de l'association française pour l'avancement des sciences, les Comptes-rendus des Congrès internationaux, les Bulletins de la Société d'anthropologie, etc.*

1. *Bull. de la Société d'anthropologie*, 5 mai 1885.



silex de Thenay. Quant à l'idée que les silex taillés les plus grossiers ne seraient pas l'œuvre de l'homme, mais d'un précurseur de l'homme, elle n'est pas de Mortillet, mais de C. Vogt (1864)<sup>1</sup>. Il est nécessaire de le dire, car, — et c'est là un caractère fâcheux de ses écrits, — Mortillet n'a jamais eu suffisamment le souci du *sum cuique*. Il a de même négligé de nous apprendre que Leguay, bien avant lui (1859), avait reconnu l'importance du bulbe ou conchoïde de percusion comme caractère de la taille intentionnelle des silex. Dans la question du maniement des haches chelléennes, il n'a pas averti qu'il suivait exactement Boucher de Perthes. Chose plus grave, il n'a pas reconnu, en exposant ce qu'il appelait « sa classification du quaternaire, » qu'il en avait trouvé les éléments dans les écrits de Lartet<sup>2</sup>. Nous reviendrons tout à l'heure sur ce point, afin de déterminer plus exactement, — ce qui ne paraît pas avoir été fait encore, — la part d'originalité de chacun.

2° *Époque quaternaire*. La division fondamentale de l'époque de la pierre en deux grandes périodes, celle de la pierre éclatée (paléolithique) et de la pierre polie (néolithique) est due à sir John Lubbock ; elle était déjà généralement acceptée vers 1860. Mais on pouvait aller plus loin et tenter de subdiviser la période de la pierre éclatée, en se fondant, soit sur les variations de la faune, soit sur celles de l'industrie, soit sur ces deux caractères combinés. Après avoir mis en lumière la succession des faunes (*elephas antiquus*, *elephas primigenius*, *renne*), Lartet, qui avait fouillé les grottes du Périgord avec Christy, indiqua nettement, en 1864, le parti qu'on pouvait tirer, dans une région géographique peu étendue, des variations de l'industrie. Voici des citations qui en font foi (l'article est dans la *Revue archéologique*, 1864, I, p. 233) :

P. 238 : Le caractère le plus distinct de la grotte du Moustier ressort de la forme et des dimensions comparatives des armes et outils en pierre que nous y avons recueillis en très grand nombre. La nature des silex mis en œuvre a aussi quelque chose de particulier, et si l'on devait établir une distinction chronologique entre les diverses stations de l'âge de la pierre dans le Périgord, c'est assurément sur la considération des silex taillés du Moustier que l'on pourrait s'appuyer. Nous y avons, en effet, retrouvé plusieurs des types fréquemment observés dans le diluvium d'Abbeville et de Saint-Acheul... Les types les plus répandus dans les autres stations, tels que les grattoirs simples ou doubles, les

1. Comparez, d'ailleurs, Hamy, *Essai de paléontol. de l'homme* (1870), p. 41, et Mortillet, *Le Préhist.* (1883), p. 104.

2. Voir aussi la très légitime protestation de M. Oppert contre l'usurpation de son système de chronologie par Mortillet (*Bull. de la Société d'anthropologie*, 1894, p. 443).



lames allongées en couteaux, les pointes de flèche, y sont relativement peu communs et d'un travail assez négligé. Ce qui donne principalement un cachet propre à cette station, c'est la rencontre de plusieurs instruments tranchants dont la partie restée brute peut être aisément tenue en main; leur tranchant, allongé en courbe peu sensible, ressemble assez bien à celui des haches de nos charpentiers... C'est la première fois que nous avons eu l'occasion d'observer des spécimens de ce type particulier qui, dans ses diverses dimensions, conserve des formes nettement accentuées. Le gisement du Moustier ne nous a fourni jusqu'à ce jour aucun os ou portion de corne travaillée pour une destination quelconque.

P. 245 : Les silex taillés s'y sont trouvés en nombre très considérable (dans la grotte des Eyzies)... Parmi ceux-ci, le type dit *couteau* y est très commun et aussi le mieux travaillé... Les grattoirs, à tête arrondie et retaillée à petites facettes obliques, sont bien représentés... Les flèches faites avec le bois de renne... se sont montrées aux Eyzies comme dans beaucoup d'autres stations du même âge...

P. 254 : Les silex taillés sont très abondants à la Madelaine, particulièrement ceux que l'on peut rapporter au type des couteaux...

P. 255 : Cette station (Laugerie-Haute), qui a fourni beaucoup de silex taillés de formes diverses, tire son principal caractère du grand nombre de fragments de têtes de lances que nous y avons recueillis. Ces têtes de lances sont soigneusement taillées à petites facettes sur les deux côtés et à bords élégamment festonnés...

P. 257 : Il est remarquable que les belles têtes de lances dont nous avons cru retrouver la fabrique à Laugerie-Haute manquent presque absolument dans la station voisine de Laugerie-Basse. En revanche, cette dernière localité paraît avoir été le siège d'une autre spécialité de fabrication. Nulle autre part, en effet, nous n'avons trouvé une aussi grande quantité de bois de renne de tout âge... Tous ces bois portent des traces d'un sciage quelquefois très bien exécuté... C'est là aussi que nous avons recueilli le plus grand nombre d'instruments, d'outils et d'armes façonnés avec le bois de renne.

Ainsi, dès 1864, Lartet distinguait les types suivants d'outils en silex : *Saint-Acheul*, *Le Moustier*, *Laugerie-Haute*, *les Eyzies*. Ce sont les types mêmes de la classification de Mortillet (1872) : *Acheuléen* (plus tard *Chelléen*), *Moustérien*, *Solutréen*, *Magdalénien*. Lartet reconnaissait, d'une part, que le type de Saint-Acheul était plus ancien que celui du Moustier; d'autre part, que celui du Moustier était antérieur aux deux autres, puisque la station du Moustier n'avait fourni aucun de ces os travaillés si fréquents aux Eyzies et à Laugerie-Basse. Le seul type sur la position chronologique duquel il restait incédés était celui de Laugerie-Haute (le *Solutréen* de Mortillet) et l'on peut d'autant plus approuver sa réserve qu'aujourd'hui encore la position du Solutréen est contestée.

G. de Mortillet a repris et généralisé la classification de Lartet, qui est devenue populaire sous le nom de l'auteur du *Préhistorique*. Seulement, moins prudent que son modèle, il a poussé les choses beaucoup trop loin en admettant que les types de l'industrie se superposent avec la rigueur de couches géologiques. Bien que M. d'Acy lui ait vingt fois démontré que les types dits moustériens se rencontrent dans les alluvions avec les types acheuléens ou chelléens et aux mêmes niveaux, il s'est obstiné à parler d'une période, longue de plusieurs milliers d'années, pendant laquelle l'outil chelléen aurait seul été connu. Il n'a pas davantage tenu compte des résultats des fouilles pratiquées à Taubach, près de Weimar, où, à côté d'une faune chaude, c'est-à-dire contemporaine du chelléen de France, on n'a recueilli que des outils moustériens<sup>1</sup>. G. de Mortillet perdit de plus en plus de vue ce principe, déjà suffisamment indiqué par le bon sens, que l'âge relatif d'une station doit être mesuré au caractère de la faune et non pas au caractère de l'industrie, dont les diversités peuvent s'expliquer par la différence des matériaux mis en œuvre. Aussi s'insurgeait-il à tort contre M. Bertrand lorsque celui-ci, fidèle à l'esprit de Lartet, substituait, dans les étiquettes du musée de Saint-Germain, les mots de *type de la Madelaine* à ceux d'*époque de la Madelaine*. C'est une vérité d'expérience que, dans certaines régions, la prédominance du type magdalénien coïncide avec celle de la faune du renne; mais en Italie, par exemple, où le renne n'a pas pénétré, on n'a pas le droit de déclarer que des outils magdaléniens seraient *ipso facto* contemporains de la diffusion du renne en France. Nous avons déjà fait observer qu'une telle assertion est également fautive pour l'Allemagne. En somme, Mortillet a doté la science de termes commodes pour désigner les divers types d'outils paléolithiques et la classification qu'il a popularisée de la sorte peut être adoptée avec avantage comme principe d'arrangement d'une collection; mais il n'a pas démontré que la succession des types de silex taillés par éclats ait suivi la même loi que la succession des flores et des faunes. On voit que, dans cette importante question, il n'a guère été que le créateur de cinq adjectifs; le noyau solide de son système est constitué par les observations de Lartet.

G. de Mortillet croyait que le chelléen est préglaciaire, ce qui le conduisait à attribuer à l'époque ainsi désignée une antiquité prodigieuse. Même après la publication d'un mémoire de M. Boule (1888), qui fit connaître les recherches des géologues allemands et anglais sur les gisements interglaciaires à *elephas antiquus*, il n'apporta aucune modification à sa doctrine. Mais on peut dire qu'à l'époque

1. Cf. l'*Anthropologie*, 1897, p. 53.

même où parut le *Préhistorique* l'auteur n'était plus au courant des progrès de la géologie quaternaire. Ce n'est pas ici le lieu de le démontrer.

A l'encontre de certains savants trop désireux de vérifier la chronologie biblique, Mortillet s'applique à vieillir l'homme quaternaire de plusieurs centaines de milliers d'années. Il déclara que les quatre phases de la période paléolithique remplissaient 222,000 ans et que le moustérien seul occupait une durée de mille siècles. Les indices sur lesquels il se fondait pour mettre en avant de pareils chiffres sont absolument futiles. Mortillet a cédé, consciemment ou non, à la tentation de « taquiner les cléricaux. »

L'« anticléricanisme » de l'auteur est également responsable d'une des erreurs qu'il a le plus obstinément défendues. Grand partisan de l'évolution, Mortillet n'a jamais songé que la religion évolue comme autre chose, qu'elle est, comme l'industrie du silex, un produit naturel de l'esprit humain. A l'exemple de certains polémistes du XVIII<sup>e</sup> siècle, il y voyait une fourberie inventée par des prêtres et propagée comme l'ont été, à l'époque historique, les religions positives. On a peine à rester sérieux quand on l'entend déclarer que la *religiosité* est un produit asiatique, qu'elle faisait absolument défaut aux hommes des temps paléolithiques, — du moins en Europe, — et qu'elle a été importée d'Asie dans nos climats à l'époque de la pierre polie, en même temps que les animaux domestiques et les céréales. Comme les divers modes de sépulture attestent l'existence d'idées religieuses, Mortillet affirma, et maintint contre l'évidence, qu'il n'y avait aucun exemple d'inhumation à l'époque de la pierre éclatée. Tous ceux que l'on alléguait furent successivement écartés par lui : ici, il y avait remaniement, les ossements n'étaient pas en place ; là, ils avaient été introduits à l'époque néolithique par des fossoyeurs, à quelque profondeur qu'on les découvrit. En présence d'un parti-pris aussi évident, les plus sages renoncèrent à discuter. Mais pendant combien de temps encore l'influence du *Préhistorique* accréditera-t-elle cette idée, vraiment absurde, que les hommes ont habité l'Europe pendant 222,000 ans sans avoir la moindre idée d'une religion ?

L'art de l'époque des cavernes, révélé au monde savant par les fouilles de Lartet, a inspiré à G. de Mortillet de bonnes réflexions. Il a écrit, à ce propos, cette phrase aussi juste que spirituelle : « Si

1. Tout récemment encore M. A. Lefèvre a écrit (*Revue mensuelle*, 1898, p. 302) : « Tout comme les rudiments de la vie civilisée, les religions, très dangereuses bien que très réels aliments de l'imagination et de la poésie, ont été dans notre Gaule des articles d'importation. »

c'est l'enfance de l'art, ce n'est pas l'art de l'enfant. » En revanche, il a proposé une explication bien singulière de la nudité des personnages représentés par les artistes de l'âge du renne, en alléguant que ces artistes, comme ceux de nos jours, avaient le goût des *académies*. Même dans les meilleurs chapitres de l'œuvre de G. de Mortillet, on trouve de ces boutades; c'est à se demander parfois s'il ne se moque pas un peu de son lecteur<sup>1</sup>.

## IX.

Bien que ses recherches l'eussent conduit à mettre en lumière l'originalité de la plus ancienne civilisation de l'Europe, G. de Mortillet, sous l'empire de préjugés ambiants, faisait une part beaucoup trop grande aux influences asiatiques. Personne ne céda plus complètement que lui au *mirage oriental*. Animaux domestiques, plantes textiles, céréales, armes de bronze, tout cela était venu d'Asie<sup>2</sup>. Il attribuait au bronze une origine indoue et ne craignait pas de dire que l'étain préhistorique provenait de la presqu'île de Malacca<sup>3</sup>. F. Lenormant écrivait en 1884<sup>4</sup> : « Qui pourrait songer à chercher à Banca et à Malacca le berceau de la métallurgie de l'Asie occidentale et de l'Europe? » Ce qui semblait impossible à Lenormant s'est cependant produit, témoin ces lignes publiées à la même date par Mortillet : « D'où nous est arrivée la civilisation du bronze? Question importante que je crois avoir résolue. Le bronze nous est venu de l'Extrême-Orient. J'établis le fait de deux manières : par l'examen des régions stannifères et par les rapports que certains objets et certains emblèmes de l'âge du bronze ont avec des objets et des emblèmes analogues actuels de l'Inde et de la Chine. » Et l'auteur cite comme exemple une statuette en bronze de Bouddha avec canne, — *tintinnabulum* à six anneaux mobiles, portant des croix gammées gravées sur le socle, — statuette qui n'a pas cinq cents ans de date! Il allègue

1. Dans le *Préhistorique* (p. 244), G. de Mortillet déclare (à tort) que les apophyses geni font défaut au maxillaire de la Naulette, appartenant à l'époque du renne. Il en conclut que l'homme de la Naulette ne possédait pas encore la parole et ajoute : « La parole est une excellente caractéristique du genre homme. Mais en a-t-il toujours été ainsi? La mâchoire de la Naulette répond : Non! » Cette mâchoire de muet qui répond est devenue célèbre; mais Mortillet parlait-il sérieusement?

2. Sur ce point, Mortillet a quelque peu varié dans les dernières années de sa vie. Il a reconnu que plusieurs espèces d'animaux et de plantes cultivées étaient bien indigènes en Europe. Voir nos *Chroniques d'Orient*, t. II, p. 517.

3. Mortillet, *Musée préhistorique*, texte de la pl. 98.

4. F. Lenormant, *Histoire ancienne de l'Orient*, 9<sup>e</sup> éd., t. I, p. 199.

encore que les Indous ont de petites mains et que les poignées des épées de bronze sont petites; conclusion : elles viennent de l'Inde ! Ajoutons cependant, pour être juste, que Mortillet, quoique indomane, n'a pas été l'un des derniers à réagir contre les abus de l'hypothèse aryenne. Trouverait-on même, dans aucun de ses grands ouvrages, une allusion à la « migration des Aryens ? » En 1886, il disait carrément à la Société d'anthropologie : « Quant aux Aryas, je ne sais pas ce que c'est. Je ne les connais pas du tout ; je ne puis donc en parler. » Cela était fort raisonnable.

G. de Mortillet avait commencé par englober toute l'époque néolithique sous la désignation, assez mal choisie, de *robenhausien* (d'après la station lacustre de Robenhausen). Plus tard, son élève et ami M. Salmon ayant proposé de la diviser en trois périodes, le *campinien* (tranchets en silex sans haches polies), le *chasséo-robenhausien* et le *carnacéen*, G. de Mortillet rejeta le *carnacéen* et garda seulement le *campinien* et le *robenhausien*. Avant le *campinien*, dans la période de transition entre le *tourassien* (*asylien* de M. Piette) et l'époque néolithique, il intercala, sans l'ombre d'une vraisemblance, une époque dite *tardenoisienne*. Mais ce sont là les excentricités de son dernier livre; mieux vaut s'en tenir au *robenhausien* du *Préhistorique*.

Sur la question des monuments mégalithiques, G. de Mortillet se fit l'avocat d'idées nouvelles. On sait que la grande analogie de ces monuments depuis l'Espagne jusqu'en Syrie et en Inde pose à l'archéologie un problème très délicat. A-t-il existé un « peuple des dolmens » dont les mégalithes jalonnaient les migrations ? MM. de Bonstetten et Bertrand, auteurs de mémoires publiés vers 1865, le croyaient ; M. Bertrand avait insisté, à l'exemple de Nilsson, sur l'analogie des dolmens avec les *gammes* ou maisons en pierres des Lapons, ce qui semblait indiquer que les mégalithes, demeures des morts dans les climats tempérés, avaient été d'abord, dans la région du pôle, les demeures des vivants. G. de Mortillet prit le contre-pied de ces théories. Pour lui, les dolmens ne sont pas autre chose que des cavernes artificielles ; le jour où il n'y eut plus de place pour les morts dans les cavernes naturelles (!), on en construisit à l'aide de gros blocs de pierre. L'inhumation dans des cavernes étant un fait très simple et très général, il n'y a lieu d'admettre ni un « peuple des dolmens » ni une « civilisation des dolmens », ayant été propagée du nord au sud et de l'est à l'ouest. — Une partie de la théorie de M. de Mortillet, la dérivation du dolmen de la caverne, a été admise par des archéologues sérieux. J'avoue ne pas comprendre pourquoi. Les dolmens ne sont pas isolés ; on les trouve associés à tout un

ensemble de constructions mégalithiques, menhirs, cromlechs, avenues et alignements; il y a donc vraiment lieu d'admettre, sans qu'on puisse en préciser les circonstances, la migration d'un système particulier d'architecture. En outre, si le dolmen dérivait de la caverne, il ne présenterait pas la forme d'une caisse rectangulaire, et l'on connaîtrait tout au moins quelques exemples de *cavernes funéraires artificielles*, transition nécessaire entre les cavernes naturelles et les dolmens. Le « problème mégalithique » n'est pas de ceux dont on puisse se débarrasser en le supprimant.

A l'exemple des archéologues scandinaves, G. de Mortillet accepta l'existence d'un âge du bronze, qu'il divisa en deux périodes : le *morgien* (de Morges, en Suisse), ou époque du *marteleur*, et le *larnaudien* (de Larnaud, dans le Jura), ou époque du *fondeur*<sup>1</sup>. Sur l'existence même d'un âge du bronze en Gaule, il se trouva en conflit avec M. Bertrand, qui tendait à n'admettre un âge du bronze bien caractérisé que pour les pays du Nord. On peut se faire une idée de la controverse en lisant, dans la *Grande Encyclopédie*, les deux articles *Âges*, dont l'un est de M. Bertrand et l'autre de M. de Mortillet. Vue de près, elle se réduit presque à une querelle de mots. En Allemagne, Hostmann et Lindenschmit soutinrent l'opinion paradoxale que le fer et le bronze avaient été connus simultanément en Europe; M. Bertrand ne s'est jamais rallié à cette thèse, qui est le contre-pied de celle des savants danois et avait été passionnément défendue par des savants prussiens, vers l'époque de la bataille de Düppel, dans un accès de chauvinisme scientifique<sup>2</sup>. En France, la discussion a porté sur une question de nuances; la thèse d'Hostmann n'y a jamais, que je sache, trouvé de partisans. Du reste, MM. Bertrand et de Mortillet étaient d'accord pour attribuer l'introduction du bronze en Occident à des tribus de *tsiganes* venues d'Asie (du Caucase, suivant M. Bertrand, de l'Inde, suivant M. de Mortillet). Ces hypothèses sont en désaccord avec les faits, en particulier avec l'existence de nombreux objets en cuivre pur qui reproduisent exactement, dans l'Europe occidentale, les types de l'époque néolithique. Certains archéologues furent bientôt conduits à admettre un âge du cuivre, intermédiaire entre ceux de la pierre polie et du bronze. Mais G. de Mortillet s'y refuse obstinément; pour lui, les outils de cuivre n'avaient été fabriqués que sporadiquement, dans des pays où l'étain, matière d'importation, était venu par aventure à manquer. Les types mêmes des objets de

1. Mortillet n'a pas maintenu cette distinction entre l'âge du marteleur et celui du fondeur. Cf. *L'Homme*, 1884, p. 482; *Revue mensuelle*, 1894, p. 20.

2. Voir l'*Anthropologie*, 1893, p. 476, où se trouve un historique de la question d'après un mémoire de M. Hoernes.



cuivre, dont la simplicité atteste la haute antiquité, suffisent à écarter cette manière de voir. C'est surtout M. Much (de Vienne) qui, par son ouvrage intitulé : *Die Kupferzeit*, a contribué à faire la lumière sur le rôle préhistorique du cuivre pur.

Le classement typologique des haches de bronze, publié par G. de Mortillet dans le *Musée préhistorique*, est l'une des meilleures preuves qu'il ait données de ses qualités de lucidité et de logique. L'évolution se suit avec une netteté parfaite : haches à bords droits, haches à bords relevés, haches à ailerons, haches à douille. Sans doute, Worsaae, Wilde et Lubbock avaient déjà reconnu ce développement<sup>1</sup> ; M. de Mortillet n'en garde pas moins le mérite de l'avoir enseigné aux archéologues français. Il rendit aussi un réel service en publiant, dans les *Bulletins de la Société d'anthropologie* (1894, p. 320), une liste très complète des cachettes de fondeurs ou trésors d'objets de bronze découverts en France ; malheureusement, il y donne ses indications sans références, de sorte que son travail, pour être vraiment utile, devra être refait quelque jour.

Pour les périodes de la *protohistoire* postérieures à l'âge du bronze, G. de Mortillet n'a guère fait que proposer des dénominations nouvelles ; il n'a jamais eu qu'une connaissance superficielle des civilisations de Hallstatt et de la Tène, dont il abandonnait volontiers l'étude aux historiens. Suivant Mortillet, la civilisation du fer était venue d'Égypte, en passant par l'Italie. Le premier âge du fer, représenté richement dans l'est de la France, est le *hallstattien*. Le second âge du fer, que les Allemands et les Anglais appellent « l'époque de la Tène, » fut d'abord compris tout entier par Mortillet sous la dénomination de *marnien* (d'après les cimetières à inhumation de la Marne). Cette dernière désignation est bien choisie, car la civilisation dont il s'agit est mieux représentée et plus voisine de ses débuts dans les nécropoles de la Marne qu'à l'oppidum de la Tène. Otto Tischler (de Königsberg) avait enseigné, vers 1885, que l'époque de la Tène comportait des divisions nettement marquées. Mortillet, ignorant les travaux de Tischler, finit par reconnaître lui-même que les quatre derniers siècles de l'indépendance gauloise avaient été témoins d'importantes modifications dans l'industrie ; il proposa donc d'appeler *beuvraysien* (du Mont Beuvray, l'ancienne Bibracte) la période voisine de la conquête romaine. Quant à l'époque de la domination romaine, il la divisa en trois phases : le *lugdunien*, ou « beau romain, » le *champdolien* (du cimetière de Champdolent), ou romain de la décadence, et le *wabénien* (du cimetière franc de Waben). Ces désignations peu heureuses (l'adjectif *champdolien* tiré de *Champ-*

1. Voir, en particulier, Worsaae, *Oldsager* (1859), pl. 37, 38.



*dolent* est tout à fait barbare) n'ont guère été usitées et sont destinées à l'oubli; en revanche, on fera bien de conserver le *hallstattien* et le *marnien*, quitte à diviser cette dernière période non pas en deux, mais en trois phases, comme l'avait proposé Otto Tischler<sup>1</sup>.

## X.

En somme, et sans y mettre aucune malice, on peut dire que les adjectifs créés par G. de Mortillet pour désigner des couches de civilisation dureront plus longtemps que ses œuvres. Il a été fort bien inspiré en introduisant dans le domaine de l'archéologie primitive une terminologie brève et claire semblable à celle que la géologie employait depuis longtemps. C'est à son exemple que l'on parle aujourd'hui du *mycénien* et de l'*égéen*. Ces termes ne constituent pas, en eux-mêmes, un accroissement de nos connaissances, mais ce sont comme les étiquettes de tiroirs commodes pour ranger et classer ce que nous savons.

On voudrait que G. de Mortillet se fût contenté de porter ses habitudes de géologue et de naturaliste dans l'étude des anciennes civilisations. Malheureusement, il ne s'en tint pas là. Ignorant les langues anciennes, n'ayant jamais même pris le temps de lire les auteurs classiques en traduction, très prévenu, d'ailleurs, contre les savants qui en alléguaient le témoignage, il ne cessa de déclarer que les textes anciens étaient négligeables, qu'ils étaient incertains, contradictoires et mal datés. Sa polémique à cet égard, dirigée surtout contre M. Bertrand, devait avoir un épilogue presque comique dans son dernier livre, la *Formation de la nation française*. Là, après avoir débâté contre l'usage des textes, il crut cependant devoir donner un exemple de la manière « vraiment scientifique » de s'en servir. En quelques pages, il accumula une série d'erreurs effrayantes dont quelques-unes ont été relevées, en 1897, dans la *Revue critique*<sup>2</sup>. Il fait de Pausanias un auteur grec du n<sup>e</sup> siècle avant J.-C., contemporain, ajoute-t-il, de Polybe; il place le géographe Ptolémée à la même époque et le confond avec l'historien d'Alexandre le Grand. En six endroits différents, il met Ammien Marcellin au vi<sup>e</sup> siècle; il présente Hécateé de Milet comme un poète, croit que Thucydide était l'ainé d'Hérodote, invente (d'après un bout de page mal lu du tome I de Dom Bouquet) un historien latin nommé Marcellus, qu'il fait vivre au n<sup>e</sup> siècle, etc. Les hérésies géographiques et linguis-

1. Le marnien serait la plus ancienne; La Tène et Bibracte (ou Alesia) serviraient de types aux deux phases plus récentes.

2. *Revue critique*, 1897, II, p. 288.

tiques ne sont pas moins nombreuses. Si G. de Mortillet n'avait pas publié ce livre, on aurait pu croire qu'il avait quelques bonnes raisons de dédaigner les textes; ce livre publié, il a fallu convenir qu'il n'en avait qu'une, l'ignorance des éléments de l'histoire et de la philologie.

G. de Mortillet n'était donc pas historien; il n'était pas non plus philosophe. Quand il juge les événements et les hommes, c'est au point de vue le plus étroit du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les superstitions et les croyances populaires sont pour lui matières à raillerie; il n'a jamais soupçonné le parti qu'en peut tirer la psychologie pour l'étude du fonds permanent de l'humanité. Cela ne tient pas seulement à la tendance très réaliste de son esprit, mais aux circonstances où il s'est trouvé, aux luttes qu'il a dû soutenir. Après s'être affranchi lui-même des croyances du passé, il les avait partout rencontrées sur son chemin comme des ennemies de la recherche libre. Il les haïssait trop pour les étudier de haut. Ce sera là son excuse. Et quand, à certains tournants de l'histoire, on constate avec effroi que le fanatisme n'a pas désarmé, que les théocrates et les inquisiteurs attendent dans l'ombre le moment de rentrer en scène, on se demande si G. de Mortillet avait tort de poursuivre la lutte pour l'affranchissement de la pensée, au lieu de se reposer, avec tant d'autres, dans l'illusion d'une victoire définitive. Assurément, avec ses variations incessantes sur le cri de guerre des encyclopédistes, Mortillet nous paraît souvent retarder d'un siècle; mais n'avons-nous pas vu de nos yeux, cette année même, des choses qui retardaient non pas d'un siècle, mais de trois?...

Un jour d'été, il y a quatre ou cinq ans, G. de Mortillet étant venu à la bibliothèque du musée de Saint-Germain, nous passâmes plusieurs heures à causer d'archéologie et à discuter les thèses fondamentales du *Préhistorique*. Je terminai ce long entretien en disant que, s'il m'arrivait de lui survivre, j'écrirais sa biographie avec cette épigraphe de Leibnitz : *Citius emergit veritas ex errore quam ex confusione*. J'ai tenu parole, convaincu aujourd'hui, comme autrefois, que Mortillet a servi efficacement la cause de la vérité, non seulement par ses découvertes, restées peut-être moins populaires que ses erreurs, mais par ses efforts persévérants et, à tout prendre, heureux, pour introduire de l'ordre dans une science naissante qui semblait vouée à la confusion.

Salomon REINACH,  
de l'Institut.

---

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### FRANCE.

#### TEMPS MODERNES.

Est-ce pur effet du hasard, est-ce une suite naturelle de cette recrudescence des querelles religieuses d'autrefois, à laquelle nous assistons aujourd'hui, est-ce véritable intérêt pour les problèmes psychologiques et moraux étudiés en eux-mêmes? je ne sais; mais il faut constater le nombre toujours croissant des publications souvent importantes qui, dans ces derniers temps, ont été consacrées à l'examen d'épisodes de l'histoire religieuse du *xvi<sup>e</sup>* et du *xvii<sup>e</sup>* siècle ou à la biographie de personnages marquants dans le domaine de l'Église et de la théologie.

Le gros volume du P. HAMY, le premier que nous rencontrons sur notre chemin, en suivant l'ordre chronologique<sup>1</sup>, traite un sujet qui ne manque pas d'intérêt; il raconte l'intervention de la politique française dans la question du divorce de Henri VIII avec Catherine d'Aragon, divorce qui provoqua le schisme de l'Église d'Angleterre et prépara son passage à la Réforme. À vrai dire, il y a dans cet ouvrage deux sujets amalgamés ensemble, l'un d'histoire locale, l'autre appartenant à l'histoire générale de l'époque. On y trouve d'abord le récit de l'entrevue de François I<sup>er</sup> et de son allié près de Boulogne, en 1532. On comprend que la masse des documents, pièces de comptabilité et autres, relatifs à cette conférence (moins importante cependant que celle du camp du Drap-d'Or), découverts par l'auteur, l'aient engagé à les publier dans quelque recueil de société savante de la région du nord-ouest<sup>2</sup>. Mais il aurait pu réduire dans des proportions notables les dimensions de son tableau descriptif

1. *Entrevue de François I<sup>er</sup> avec Henri VIII à Boulogne-sur-Mer en 1532. Intervention de la France dans l'affaire du divorce, d'après un grand nombre de documents inédits*, par le R. P. A. Hamy, de la Compagnie de Jésus. Paris, L. Gougy, 1898, 212-ccccviii p. in-8°.

2. Le P. Hamy a utilisé surtout pour cette première partie le n° 10388 des manuscrits français de la Bibliothèque nationale.

en élaguant les amplifications de rhétorique et certaines digressions pour le moins inutiles<sup>1</sup>.

Quant à l'affaire du divorce, l'exposé du P. Hamy, bien qu'il verse au débat quelques pièces assez curieuses<sup>2</sup>, ne présente guère de révélations sur cette question, si souvent déjà controversée, et trahit par moments une singulière ignorance des faits les plus universellement connus<sup>3</sup>, ainsi qu'une partialité trop peu dissimulée pour ne pas frapper les lecteurs les plus prévenus en sa faveur<sup>4</sup>. On ne laissera pas cependant de retenir certains détails nouveaux donnés sur les efforts infructueux du roi de France pour concilier les désirs de son allié avec l'opposition du Saint-Siège et se conserver ainsi l'avantage d'un appui éventuel dans ses luttes contre Charles-Quint.

C'est peut-être aussi d'une plume ecclésiastique, mais non pas précisément de celle d'un fervent ami de la société, qu'est sorti le volume fort instructif, malgré d'inévitables lacunes, sur les *Origines de la Compagnie de Jésus*<sup>5</sup>. Écrit d'un style très sobre, avec le désir évident de scruter de près, mais sans polémique inutile, un problème historique assez compliqué, l'ouvrage de M. Hermann MULLER, entrepris, nous assure-t-il, « dans un simple but de curiosité, » n'aborde même la question qu'il essaie de résoudre qu'avec des précautions légèrement exagérées. Des affirmations générales aussi incontestables que celles-ci : « Les Jésuites, pris en bloc, ne sont ni

1. A quoi bon parler de Jeanne d'Arc, de la canonnade de Waterloo, de M. de Bismarck, etc.?

2. Nous ne pouvons nous empêcher de faire des réserves au sujet de la forme sous laquelle l'éditeur nous présente certains de ces documents; l'intéressante dépêche de Bonner à Henri VIII, du 13 nov. 1533, encore que le P. Hamy nous l'affirme « holographe, » n'a certainement pas été rédigée ainsi dans le plus pur anglais du *XIX<sup>e</sup>* siècle. Des textes *modernisés* à ce point ne sont plus *authentiques*.

3. Croirait-on que le P. Hamy raconte à ses lecteurs (p. CCVI) que le cardinal de Guise fut tué *par les huguenots* à Blois en 1588? — Selon lui, Charles-Quint dépassa, *une fois* dans sa vie, les bornes de la sagesse..., *en dansant!* « On ne cite de lui ni un oubli ni une inconvenance..., c'est un glaçon! » Il ignore donc que ce défenseur de la foi, quelque « glaçon » qu'il fût, a eu de nombreux bâtards?

4. Ainsi l'auteur appuie sur les « ulcères » de Henri VIII et sur « les symptômes de syphilis constatés par un docte investigateur » et semble ignorer que François I<sup>er</sup> était dévoré par la même maladie honteuse, pour pouvoir célébrer en lui un héros « éminemment français par l'esprit et le cœur. » Il revient à plusieurs reprises sur la bâtardise de la reine Elisabeth, mais il glisse sur la naissance illégitime du pape Clément, très authentiquement bâtard d'un Médecin, etc.

5. Hermann Muller, *les Origines de la Compagnie de Jésus. Ignace et Lainez*. Paris, Fischbacher, 1898, vi-329 p. in-18.

des saints ni des hypocrites consommés, mais tout simplement des hommes, des hommes comme les autres, capables de vertus et d'héroïsme, mais sujets aussi à l'erreur et à la défaillance, » ne peuvent soulever aucun débat. Il en est autrement pour le point capital du travail de M. Muller. La Compagnie de Jésus, qui n'est ni un ordre monastique, comme ceux du moyen âge, ni une congrégation religieuse analogue à d'autres congrégations contemporaines, est-elle née, sous une forme immuable, dans l'esprit de saint Ignace, comme Minerve sortit armée de la tête de Jupiter, ou a-t-elle subi, dans ses commencements, des transformations successives plus ou moins considérables? En d'autres termes, est-ce Ignace de Loyola qui est l'inspirateur, comme il fut le fondateur de l'Ordre, est-ce Lainez seulement et ses successeurs immédiats qui ont fait de la Société ce qu'elle fut depuis dans le monde? Sur cette question capitale vient s'en greffer subsidiairement une seconde, relative aux sources auxquelles saint Ignace aurait puisé pour établir et développer son idéal sociétaire. L'auteur, argumentant sur les rares documents sérieux actuellement accessibles (et l'on ne peut espérer que les archives secrètes de l'Al Gesu s'ouvrent de sitôt), démontre, à notre avis, d'une façon probante, que ceux-là se trompent ou s'écartent de la vérité historique qui prétendent que le but et l'esprit de l'ordre n'a absolument pas changé depuis le jour où le solitaire de Manrèse en a conçu le plan. Pour établir sa thèse, il examine la date et la composition des *Exercices spirituels*, les influences subies à ce moment par saint Ignace<sup>1</sup>, le texte des *Constitutions* de la Société, examen rendu bien compliqué par le fait que l'on ne possède point encore, à l'heure actuelle, ni le texte espagnol primitif des uns, ni aucun texte authentique des autres, antérieur au généralat d'Acquaviva. On a donc pu les remanier, les modifier, les interpoler à loisir jusqu'à ce moment, sans que personne puisse en administrer la preuve. Il n'en reste pas moins des témoignages suffisants de vives luttes intestines entre les partisans de Lainez et ses adversaires,

1. Sur ce point, la lutte, autrefois si vive entre les vieux ordres monastiques et les Révérends Pères, qui soutenaient l'inspiration directe et surnaturelle de leur saint, n'est plus aussi véhémement, et l'on a dû se rendre à l'évidence. Dans une étude que nous recevons au moment d'écrire ces lignes (*la Genèse des Exercices de saint Ignace de Loyola*. Amiens, Yvert, 1897, in-8°), le R. P. Watringant concède que le bénédictin Dom Juan Chanones a « communiqué à son pénitent... des instructions, des règles spirituelles dont il aura fait quelque usage dans son livre » (p. 25). Pour l'abbé du Monserrat, Dom Garcia Cisneros, il avoue également qu'il « y a lieu de lui reconnaître une influence directe dans la genèse des Exercices de saint Ignace. » Il ajoute même encore d'autres inspirateurs à ceux-ci, Gérard de Zutphen, etc.

luttres qui se continuèrent, en faiblissant, jusqu'au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Ce qui est plus intéressant encore et pour beaucoup de lecteurs constituera une véritable surprise, c'est la démonstration fournie par M. Muller de l'étroite ressemblance entre l'organisation de la Société de Jésus et celle des associations religieuses du temps, au sein de l'Islam surtout, dans l'Afrique du Nord. Nous renvoyons à ces chapitres particulièrement curieux où il établit la comparaison entre l'une et les autres et où l'on retrouve dans ses textes les règlements et les épreuves, les exercices et la hiérarchie toute-puissante, tout l'organisme en un mot de l'Ordre, et jusqu'aux formules si connues, le *perinde ac cadaver* et le *ad maiorem Dei gloriam*, qui, depuis trois siècles, servent à caractériser la discipline et les tendances de la célèbre Compagnie. La documentation de ces chapitres est abondante, et si l'on ne peut s'attendre à voir les membres de l'Ordre en accepter d'emblée les résultats, il n'y a point de raison plausible pour que d'autres, moins directement intéressés et connaissant bien ce phénomène si fréquent d'adaptation religieuse, n'adhèrent pas aux résultats d'une étude menée avec un véritable esprit critique, où les arguments sont présentés aux adversaires avec une courtoisie souriante et la plus extrême modération<sup>2</sup>.

C'est un ouvrage de nature très différente que celui de M. Fortunat Strowski sur saint François de Sales<sup>3</sup>; dédié à M. Brunetière, il a pour but « d'étudier la place que s'est faite le sentiment religieux dans le catholicisme en France après la lutte de la Réforme et de la contre-réformation. » Cette étude est l'œuvre d'un esprit élevé et ne témoigne pas seulement d'un véritable désir d'impartialité scientifique, mais encore d'une pénétration remarquable dans l'analyse psychologique du sentiment religieux et des formes diverses qu'il a revêtues au XVIII<sup>e</sup> siècle. Dans son introduction, M. Strowski établit que le retour si marqué de la France vers le catholicisme au début du siècle ne fut nullement amené par un élan de piété mystique, que « les besoins religieux de la nation n'y sont pour rien, » mais

1. On emporte de cet exposé l'impression que Lainez fut un habile politique, un réaliste peu scrupuleux, dont il sera bien difficile de faire dorénavant un saint.

2. On lira avec intérêt le *Saint Ignace de Loyola* par M. H. JOLY dans la collection des *Saints* (Lecoffre). Il a traité avec compétence et impartialité la question des sources des *Exercices* et des *Constitutions*.

3. *Saint François de Sales. Introduction à l'histoire du sentiment religieux en France au XVII<sup>e</sup> siècle*, par Fortunat Strowski. Paris, Plon, Nourrit et C<sup>ie</sup>, 1898, VIII-424 p. in-8°.



qu'elle obéissait simplement à un besoin d'ordre, de prudence rationnelle, à une impulsion essentiellement juridique vers une religion d'État; ces affirmations ne laisseront pas d'étonner beaucoup de lecteurs, mais elles nous semblent justifiables dans une large mesure et sont appuyées d'arguments solides. L'efflorescence du mysticisme espagnol et italien ne se produisit qu'un peu plus tard, et c'est alors seulement que naissent par tout le royaume tant d'ordres religieux nouveaux, masculins et féminins, et que surgissent les hommes de marque qui travaillent à réveiller et à propager le sentiment religieux, Bérulle, Saint-Cyran, saint Vincent de Paul, saint François de Sales, qui, « pour un siècle, forme l'âme de la France » et d'une religion, règle tout extérieure de la vie, fait un abandon de l'âme à Dieu, beauté parfaite et amour parfait.

M. Strowski ne nous donne pas, à vrai dire, une biographie détaillée du convertisseur du Chablais et de l'évêque *in partibus* de Genève, mais il dit de son existence ce qu'il est nécessaire de connaître pour mieux comprendre le penseur et l'écrivain. On le suit avec intérêt dans ses analyses un peu subtiles et à travers les légères oscillations de sa critique, partagé qu'il est entre une admiration sincère, presque enthousiaste, pour son saint et certaines velléités passagères de révolte d'intellect et de goût. Il se résigne à trouver par moments que ses « bouquets spirituels » exhalent « un parfum de niaiserie; » que ses lettres sont un « singulier mélange de poésie et d'enfantillage; » que « cet écrivain si délicat a le goût le plus mauvais qui se puisse supposer. » Mais il rentre bientôt sous le charme de *Philothée* ou de *l'Introduction à la vie dévote*; il admire cet incomparable « directeur d'âmes » dont le secret consistait « à aimer et à vouloir être aimé. » — Nous avouons ne point partager absolument son admiration pour toute cette pédagogie si raffinée de la dévotion. On ne laisse ainsi diriger son âme que lorsqu'on est du tout incapable de se diriger soi-même; acceptable peut-être pour les petits, certaines femmes, les esprits éternellement enfants, cette méthode risque plutôt de repousser les âmes saines et robustes, qui trouveront qu'il faut bien des manèges pour les amener à Dieu. Nous admirons encore moins, prise en bloc, l'œuvre littéraire de saint François de Sales où l'abondance des fleurs ne cache pas toujours le vide de la pensée. Un des derniers noms rencontrés dans notre volume est celui de Marivaux; il servirait à merveille pour condenser l'impression qui se dégage pour nous de la lecture de tant de pages de l'aimable et pieux évêque, citées par son ingénieux interprète; c'est fin, c'est judicieux, c'est élégant sans doute, mais trop souvent aussi



c'est le langage de l'*Astrée*, transposé dans la gamme religieuse, c'est du « marivaudage » théologique.

La récente canonisation du bienheureux Pierre Fourier nous a valu de nombreux travaux, articles, brochures et volumes sur ce contemporain de saint François de Sales et de saint Vincent de Paul, sur la vie duquel existe d'ailleurs déjà toute une petite bibliothèque. A côté des ouvrages du P. Rogie, de l'abbé Chapia, de M. de Besançon, de l'abbé de Beauregard, etc., vient se placer celui du R. P. CHÉROT, de la Compagnie de Jésus<sup>1</sup>. Dans son récit de cent cinquante pages, l'auteur a résumé les faits et les événements les plus importants de la vie du pieux curé de Mattaincourt, du fondateur de la congrégation de Notre-Dame pour l'enseignement des jeunes filles, en glissant très rapidement sur le rôle politique de Pierre Fourier, qui, Lorrain passionné, très attaché à ses ducs, haïssait cordialement la politique française, et qui, plutôt que de se soumettre à Louis XIII, est allé mourir en exil sur terre espagnole. Nous n'avons garde de reprocher au saint cette attitude toute naturelle et fort honorable en définitive; il est peut-être exagéré pourtant d'inviter la France « à se réjouir de voir Pierre Fourier inscrit au catalogue de ses saints, qui sont ses meilleurs grands hommes à elle. » On peut regretter aussi que l'auteur, bien qu'affirmant « ne faire que de l'histoire documentaire, » ait cru devoir agrémenter son panégyrique de Fourier de saillies plus ou moins opportunes contre l'enseignement national contemporain, contre Duruy, Jules Ferry, M. Buisson et « l'école contre Dieu<sup>2</sup>. » A côté et au-dessus des livres de M. Chérot on peut placer celui de M. PINGAUD sur *P. Fourier* dans la collection des *Saints*, la plus remarquable et la plus impartiale peut-être des biographies parues dans cette collection.

N'oublions pas de mentionner ici un autre opuscule du P. CHÉROT, paru d'abord dans les *Études* de la Compagnie et republié depuis en

1. *Saint Pierre Fourier de Mattaincourt* (1565-1640), d'après sa correspondance, par le R. P. Henri Chérot, de la Compagnie de Jésus. Lille, Desclée, de Brouwer et C<sup>ie</sup>, 1897, 149 p. in-8°.

2. Il n'y a guère lieu de s'arrêter à une brochure sur le même sujet (*Saint Pierre Fourier et la Franche-Comté*, étude historique par Émile Longin, ancien magistrat. Besançon, Jacquin, 1898, 60 p. in-8°) où le saint est présenté comme « le plus puissant boulevard » de la Franche-Comté et félicité de ne pas s'être laissé abuser par les artifices de la France. Le travail est consacré d'ailleurs principalement aux procès-verbaux de la béatification de Fourier et à ses miracles. Le panégyrique de cet exilé lorrain, qui meurt loin de son pays parce qu'il détestait les Français, se termine assez singulièrement par des déclamations violentes contre « les malfaiteurs qui se font les complices de l'étranger. »

brochure, son *Bourdaloue inconnu*<sup>1</sup>. C'est une intéressante contribution à l'histoire de la chaire chrétienne et des mœurs religieuses au xvii<sup>e</sup> siècle; on y trouvera sur la biographie du célèbre orateur, sur ses prédications, sur ses rapports avec le grand Condé des détails nouveaux, empruntés en partie aux archives de Chantilly; chemin faisant, l'auteur rectifie une série d'erreurs qui se trouvent dans les récentes biographies de Bourdaloue par le P. Luras et Mgr Blampignon<sup>2</sup>.

En sortant enfin de cette atmosphère plus spécialement théologique, nous avons la bonne chance de tomber sur un ouvrage qui élargira, sous bien des rapports, nos connaissances relatives à l'histoire intérieure de notre pays, vers la fin du xvii<sup>e</sup> siècle et au début du xviii<sup>e</sup>, et dont le premier volume a seul paru jusqu'ici; c'est la *Duchesse de Bourgogne* de M. le comte d'HAUSSONVILLE<sup>3</sup>. Le sujet est heureusement choisi et il est traité avec beaucoup de charme. Cette jeune Adélaïde de Savoie, flétrie en pleine fleur de jeunesse, alors que tant d'espérances se rattachaient à elle et à son époux, a conservé pour la postérité, toujours sympathique aux existences incomplètes, et par là même énigmatiques, je ne sais quel charme romanesque. La grande variété de ton que l'auteur a su introduire dans son livre ne contribuera pas moins à lui recruter un public nombreux. Dans les premiers chapitres on trouvera quelques pages curieuses de l'histoire diplomatique de la France et de la Savoie, rédigées d'après les documents des archives de Paris et de Turin; plus loin, c'est un tableau animé de la cour du vieux monarque; c'est surtout une étude psychologique des plus captivantes sur cette fillette de onze ans, d'une maturité précoce d'Italienne et de princesse, qui se sait marchandise diplomatique; d'emblée, cette enfant réussit à enjôler sa « tante, » M<sup>me</sup> de Maintenon, à dérider et distraire l'inamusable et solennel Louis XIV. Mais à cela ne se borne pas le travail de M. d'Haussonville; remontant le cours du siècle, il nous introduit dans l'entourage du dauphin, nous fait assister à la naissance et à l'éducation de ses jeunes fils et particulièrement à celle du duc de Bourgogne, dirigée par l'abbé de Fénelon jusqu'au moment où son

1. *Bourdaloue inconnu*, par le R. P. Chérot, de la Compagnie de Jésus. Paris, Dumoulin, 1898, 164 p. gr. in-8°.

2. L'auteur prie la critique, — et nous nous rendons volontiers, pour notre part, à son désir, — de répéter au public sa demande instante à tous les possesseurs d'autographes de Bourdaloue de vouloir les lui communiquer pour lui permettre de compléter ses recherches.

3. Comte d'Haussonville, *la Duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde sous Louis XIV*. Paris, Calmann Lévy, 1898, VI, 502 p. in-8°.

quiétisme le fait tomber en disgrâce. Le récit s'arrête pour cette fois à la « mise au lit » du jeune couple, que les petites Saint-Cyriennes saluaient le lendemain d'un chant bien peu prophétique :

D'un hymen si doux nos neveux  
Attendent des rois qui les rendent heureux !

Nous espérons en lire bientôt la suite.

Si l'héroïne de M. d'Haussonville présente quelques traits romanesques, on éprouve avec celle de M. WALISZEWSKI la sensation d'être en plein dans le roman plus ou moins historique, tant sa destinée fut bizarre et les péripéties de son existence nombreuses<sup>1</sup>. Cette intrigante hardie, qui, fille d'un simple capitaine des gardes de mince noblesse, devient reine de Pologne, épouse le vainqueur des Turcs et meurt oubliée dans la misère, sur sa terre natale, est bien l'un des personnages les plus curieux, sinon des plus sympathiques, du XVIII<sup>e</sup> siècle. On connaît tout le talent déployé par M. K. Waliszewski dans l'analyse psychologique de ces natures exubérantes et puissantes que furent Pierre I<sup>er</sup> et Catherine II de Russie. Son nouveau volume sur Marie de la Grange d'Arquien, que les Polonais n'ont pas précisément béatifiée dans leurs souvenirs sous le nom, si doux d'ailleurs, de Marysienka, est, lui aussi, plutôt une biographie psychologique qu'une austère page d'histoire. Quand je dis psychologique, je me trompe à demi; car, à vrai dire, le secret de la puissance de cette reine, que ses portraits ne montrent pas séduisante, et ses lettres coquette bien plus que tendre, est plutôt d'ordre physiologique. Tout en la parant du charme de son style élégant et coloré, M. Waliszewski n'a pu lui donner une âme, absente sans doute de ce corps endiablé. Aussi n'est-ce pas cette caillette à la morale large, toujours quémandeuse et toujours frivole, malgré ses quinze enfants, qui constitue le personnage vraiment attrayant de son livre; l'intérêt se reporte bien plus sur le Céladon naïf de cette Astrée peu sentimentale, sur le beau et vaillant paladin Jean Sobieski, dont elle fit d'abord son amant puis son second mari, qu'elle hissa jusqu'au trône peu solide de la Pologne, en 1674, et qu'elle tint ensorcelé jusqu'au bout par ses charmes cachés et sa volonté tenace, malgré leurs défaillances conjugales mutuelles. Il est piquant sans doute d'entendre l'héroïque sauveur de Vienne s'épancher sur ce sujet délicat dans une corres-

1. K. Waliszewski, *Marysienka, Marie de la Grange d'Arquien, reine de Pologne, femme de Sobieski, 1641-1716*. Paris, Plon, Nourrit, 1898, VIII, 383 p. in-8°.

pondance intime des plus réalistes, mais, au fond, le spectacle est triste et il a de quoi dégoûter de la nature humaine. Nous savons que le récit de M. Waliszewski se base sur de longues et savantes études et qu'il a publié lui-même dans le *Recueil de l'Académie de Cracovie* une partie des correspondances diplomatiques qui ont fourni la trame de son récit si spirituel et si vivant. Mais, au risque de paraître pédant, nous avouons que nous y aurions désiré moins de conversations purement imaginaires entre ses deux héros, moins de dialogues entre l'auteur lui-même et ses créations, moins de fantaisie, en un mot, et peut-être un peu plus de tenue. Les luttes intérieures de la Pologne, ses grandes crises historiques sont brossées d'un pinceau très alerte, mais trop uniformément moqueur, comme s'il s'agissait d'un carnaval de Venise ou d'un pendant à la scène d'auberge des *Trois-Rois* de Candide.

En étudiant autrefois en détail les négociations qui précédèrent la conclusion de l'alliance autrichienne en 1756, M. le duc de Broglie avait été frappé de ne rencontrer nulle part le nom de Voltaire, alors que, pour la période précédente de notre histoire, le célèbre écrivain, l'ami de Frédéric, apparaissait fréquemment dans les correspondances du temps. Désireux de se rendre compte des raisons pour lesquelles un esprit aussi remuant, aussi désireux de jouer un rôle politique, reste inactif en apparence au moment du bouleversement des alliances, qui faisait de son protecteur « non plus l'ami douteux, mais l'ennemi déclaré de sa patrie, » M. de Broglie examine à la fois les relations de Voltaire avec la cour de Potsdam et avec celle de Versailles; il scrute les motifs pour lesquels le roi de France refusa d'accepter de nouvelles offres de service de sa part, alors qu'il ne les avait pas toujours dédaignées autrefois. C'est là le sujet de son nouveau volume<sup>1</sup>. Pour qui connaît les précédents travaux de l'auteur, nous n'avons pas besoin de dire que l'analyse et l'appréciation du caractère de Voltaire et de Frédéric II sont faites avec beaucoup de finesse et peu de sympathie. Peut-être M. de Broglie a-t-il trop bonne opinion de Louis XV en attribuant à ses scrupules religieux le refus de se servir plus longtemps du philosophe « dont les opinions blessaient la foi. » L'inintelligence profonde de l'esprit du siècle et la morgue hautaine qui se trahissent dans le mot si connu du monarque : « Que veut donc Voltaire? Je l'ai aussi bien traité que Louis XIV a traité Racine et Boileau! » suffisent pour expliquer qu'il ait refusé, dans une crise

1. Duc de Broglie, *Voltaire avant et pendant la guerre de Sept ans*. Paris, Calmann Lévy, 1898, 270 p. in-18.

aussi grave, le concours d'un des plus puissants excitateurs de l'opinion publique. L'auteur explique d'ailleurs en forts bons termes combien maladroite fut cette houderie dédaigneuse de Versailles et dans quelle situation lamentable elle jeta le poète après sa rupture avec Frédéric, rupture qu'il avait provoquée lui-même par son manque de bonne foi, sa mauvaise langue incorrigible et ses tripotages financiers. Ce n'est pas un spectacle bien édifiant d'assister à la lutte inégale entre le Marc-Aurèle prussien, qui montre tout à coup ses griffes autocratiques, et le malheureux chambellan-poète, « à cheval sur le Parnasse et la rue Quincampoix ; » ce n'est pas un spectacle plus édifiant de suivre les efforts désespérés de Voltaire pour regagner ailleurs le terrain qu'il perdait à Berlin et pour rentrer en grâce auprès de son souverain naturel, en guidant M<sup>me</sup> de Pompadour dans ses velléités de dévotion et en traduisant pour elle, en vers mystiques, le livre le moins mystique des Écritures. Mais si Frédéric et Voltaire, le « philosophe » de Sans-Souci et le « philosophe » des Délices, sont, par bien des côtés, les moins sympathiques des hommes, l'histoire n'oubliera pas que l'un fut un grand roi, qui prépara l'empire à ses arrière-neveux, et que l'autre nous a conquis la liberté de penser, alors que l'inerte et voluptueux Louis XV n'a su que présider, pendant un demi-siècle, à la décadence et à la ruine de notre pays.

Un autre livre qui se rattache, au moins indirectement, à l'histoire de Voltaire, et qui ne stimulera pas non plus l'admiration de plus en plus hésitante de la postérité pour l'homme, sinon pour l'écrivain, c'est l'ouvrage de M. A. TAPHANEL sur *La Beaumelle et Saint-Cyr*<sup>1</sup>. On s'est assez souvent occupé dans ces derniers temps du jeune professeur de Copenhague, qui fut l'adversaire présomptueux et l'une des victimes favorites du grand polémiste de Ferney, et, à mesure que l'astre de Voltaire baissait à l'horizon, le jour d'une plus équitable justice semblait naître pour l'écrivain cévenol. L'année dernière, M. l'abbé Le Sueur publiait sa correspondance avec Maupertuis, dont nous avons rendu compte ici même, et maintenant, voici l'érudit conservateur de la bibliothèque de Versailles qui lui consacre tout un volume, basé sur l'examen détaillé des papiers nombreux conservés pieusement dans la vieille demeure des Angliviel près de Valleraugues, lieu de sa naissance. Correspondance intime et de famille, correspondances scientifiques et littéraires, manuscrits d'ou-

1. *La Beaumelle et Saint-Cyr, d'après des correspondances inédites et des documents nouveaux*, par Achille Taphanel. Paris, Plon et Nourrit, 1898, viii, 425 p. in-8°.

vrages connus ou restés inédits, M. Taphanel a pu librement dépouiller tous les dossiers de ce précieux chartrier de famille et y puiser les éléments d'une revision tout au moins partielle du procès que lui avait intenté Voltaire d'abord, puis, sur la foi du grand homme, la critique littéraire moderne tout entière, si bien que le circonspect Sainte-Beuve répétait encore « qu'on dirait plus que jamais un La Beaumelle pour exprimer l'éditeur infidèle par excellence. » Désormais, grâce aux recherches persévérantes de M. Taphanel, grâce aux curieuses découvertes dont son zèle a été justement récompensé, ce cliché ne sera plus de mise pour les écrivains consciencieux. Il y a deux sujets, à vrai dire, dans l'attrayant volume du bibliothécaire versaillais : une biographie de La Beaumelle, qui méritait un biographe, car son existence fut mouvementée et, à beaucoup d'égards, typique de celle de l'homme de lettres français du XVIII<sup>e</sup> siècle à l'étranger ; une étude critique, très délicate à faire, très pondérée, sur le degré d'authenticité des pièces publiées par lui dans ses livres sur M<sup>me</sup> de Maintenon et Saint-Cyr. On sait quels reproches et même quelles calomnies lui ont valu ces travaux, qui semblent faciles aujourd'hui et qui, de son temps, étaient entourés de mille difficultés extrascientifiques presque insurmontables. Partout où s'étendait son influence, — et où ne s'étendait-elle pas ? — Voltaire a fait traiter La Beaumelle d'impudent faussaire, et on ne s'est pas fait faute de répéter cette désobligeante accusation jusqu'à ce jour. Mais M. Taphanel vient de retrouver la correspondance autographe de M<sup>me</sup> de Louvigny, l'une des principales dames de Saint-Cyr, la collaboratrice directe de La Beaumelle, et il en ressort, avec une évidence absolue, que si certains documents ont été tronqués en effet, abrégés, modifiés pour le style, — comme d'ailleurs toutes les publications analogues faites au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècle, — ce n'est pas à lui qu'il faut s'en prendre en première ligne, mais aux dames de Saint-Cyr, ses protectrices plus ou moins clandestines, et qu'il n'a fait le plus souvent que se conformer, parfois d'assez mauvaise grâce, aux ordres de celles qui lui fournissaient la copie à mettre sous presse. En trouvant ce dossier secret, et en le communiquant au public, M. Taphanel a tranché définitivement en faveur de La Beaumelle un procès qu'on croyait jugé sans appel et a révisé de la sorte, pour tout esprit impartial, la sentence injuste portée contre lui par l'ignorance et la mauvaise foi.

En parlant, dans son livre annoncé plus haut, du roi Stanislas, M. le duc de Broglie dit que « ce bon prince menait sa cour, comme son peuple, d'une main paternelle. » C'est une affirmation que

M. Pierre Boyé, son plus récent historien<sup>1</sup>, traiterait assurément de téméraire. Passe encore pour sa cour, puisque le vieux monarque octogénaire s'y complaisait toujours aux amours faciles; mais pour le peuple, non. En effet, pour l'historien lorrain, le règne de Stanislas, venant après celui de François III, fut une époque malheureuse entre toutes pour la Lorraine, privée désormais de son indépendance nationale, et Stanislas lui-même nous apparaît dans son travail comme une personnalité d'un aspect bien peu royal. Le livre de M. Boyé n'est pas considérable seulement par ses dimensions, mais encore par les recherches faites par lui aux archives de France, d'Allemagne, d'Autriche et de Pologne, par tout l'appareil critique qui l'entoure. Présenté comme thèse à la Faculté des lettres de Nancy, il y a recueilli les suffrages des juges compétents, bien qu'on lui ait reproché, non sans raison, certaines petites erreurs, certaines lacunes, un peu d'intransigeance lorraine aussi vis-à-vis de ce pauvre Stanislas, qu'il nous dépeint sous des couleurs trop noires et dont la « légende » risque fort de s'évanouir, si la manière de voir de M. Boyé devenait définitivement « l'histoire. » En ce cas, il ne resterait guère du bon roi que le bon vivant, épicurien sénile, après avoir été monarque et guerrier peu courageux et qui finit son règne en marionnette inerte aux mains des intendants français. Mais nous ne pouvons nous empêcher de croire que le chagrin de voir « une petite, mais brave et illustre nation s'éteindre » a rendu l'auteur quelque peu injuste pour le successeur des vieux ducs lorrains, qui n'ont guère brillé davantage comme souverains et qui, même comme hommes, ne semblent pas avoir valu mieux que lui.

C'est tout à l'autre bout du territoire français que nous entraîne le volume de M. MARION sur *la Bretagne et le duc d'Aiguillon* (1753-1770)<sup>2</sup>. Il nous y raconte un des épisodes les plus connus à la fois et les plus mal connus de la lutte émouvante entre le pouvoir royal, si énervé déjà, et les divers parlements du royaume. M. Marion a rédigé son savant et consciencieux travail pour démontrer que l'on connaissait en réalité très peu, jusqu'à ce jour, les événements et les hommes dont il s'agit. Les noms de d'Aiguillon, de Terray, de Meaupou sont venus jusqu'à nous criblés de sarcasmes et chargés de

1. *Stanislas Lecziński et le troisième traité de Vienne*, d'après les archives d'État, les papiers du roi de Pologne, etc., par Pierre Boyé. Paris, Berger-Levrault, 1898, XX, 588 p. gr. in-8°.

2. *La Bretagne et le duc d'Aiguillon, 1753-1770*, par Marcel Marion, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux. Paris, A. Fontemoing, 1898, VI, 624 p. gr. in-8°.



malédiction par les parlementaires et les philosophes, si souvent ennemis, mais d'accord au moins sur ce chapitre. Le duc d'Aiguillon en particulier figure dans nos histoires générales, — quand il y figure, — comme un des plus insolents et des plus plats courtisans de Versailles. Acolyte de la Du Barry, il a préludé aux honteuses défaillances de son ministère vis-à-vis de l'étranger par sa conduite impérieuse et despotique vis-à-vis des États et du Parlement de Bretagne, s'acharnant à détruire les derniers restes des libertés provinciales, défendues par M. de la Chalotais et ses collègues. Tout cela est-il bien authentique et bien prouvé? M. Marion a scruté les dossiers d'archives, les procès-verbaux des États, les délibérations parlementaires, la littérature si copieuse des pamphlets de l'époque, et il n'y a trouvé aucune preuve certaine des vexations et des crimes reprochés au commandant en chef de la Bretagne. Loin d'avoir violé leurs droits, d'Aiguillon a plaidé à Versailles avec une excessive énergie la cause des États et de leurs libertés; il a été le protecteur dévoué de la province, et c'est à quelques magistrats turbulents, qui lui cherchèrent une mauvaise querelle, qu'il doit les atroces calomnies qui l'abreuverent alors et qui n'ont cessé de le poursuivre depuis. Entre ces deux façons si différentes de juger les mêmes hommes et les mêmes événements, le lecteur ordinaire et même la critique resteront légèrement embarrassés. Il nous semble pourtant que l'auteur, à force de s'occuper avec amour et conscience de son héros, ait fini par ressentir quelque faiblesse pour lui, encore bien qu'il veuille bien nous avouer que ce n'était pas « un héros exempt des faiblesses de l'humanité. » Il a été aidé sans doute dans cette disposition par le peu de sympathie que lui inspiraient les adversaires acharnés du duc, et ce manque de sympathie nous sommes fort tentés de le proclamer aussi hautement que lui. Mais, malgré ses longues recherches, M. Marion ne nous semble point avoir tranché d'une manière définitive la question très complexe de la culpabilité ou de l'innocence politique du gouverneur de la Bretagne. Des charretées d'injures et d'insinuations perfides échangées entre les partis, soit dans le pays d'abord, soit plus tard devant la cour des pairs à Paris, et si scrupuleusement analysées dans son volume, il se dégage une impression générale aussi peu favorable à l'un qu'à l'autre des adversaires acharnés à se détruire. Ces États de Bretagne, dont les clameurs, les bousculades, les cris d'animaux rappellent, en avance de plus d'un siècle, nos parlements ultramodernes, et qu'on flatte tour à tour, qu'on intimide ou qu'on corrompt; ces juges austères qui se mettent en grève et vont ripail-

ler avec des comédiennes ne nous intéressent pas plus que le bon ami de M<sup>me</sup> de Châteauroux, de M<sup>me</sup> de Pompadour et de M<sup>me</sup> Du Barry. On est tenté de renvoyer dos à dos La Chalotais et d'Aiguillon, le représentant indécis et vacillant de l'absolutisme royal, et cette noblesse bretonne, si entichée de ses privilèges, si rude au tiers état, et ces parlementaires hargneux, vivant d'abus eux-mêmes, si oublieux de leurs devoirs et pérorant avec tant de zèle pour la liberté. Malgré le talent et la conviction de l'auteur, toute cette mêlée confuse laisse derrière elle l'expression d'une médiocre comédie, parfois même d'une farce, et l'on se dit, en arrivant à la dernière scène, qu'il était urgent que le coup de balai de la Révolution vint passer par là.

Il nous reste à mentionner un dernier travail antérieur à cette ère nouvelle, c'est la thèse de docteur de M. Alfred GALLAND, professeur au lycée de Laval, consacrée à l'histoire du protestantisme à Caen et dans la Basse-Normandie, depuis la promulgation de l'Édit de Nantes jusqu'à la Révolution<sup>1</sup>. C'est une étude très détaillée, très solidement établie sur les dossiers des archives départementales du Calvados et sur de nombreux documents empruntés à des collections publiques et privées, comme à la littérature imprimée du sujet. M. Galland relate en six livres : l'établissement de l'Édit en Normandie, la vie des protestants sous le régime de l'Édit, les préparatifs de la Révocation, les conséquences de l'acte souverain de 1685, le renouvellement des persécutions sous Louis XV, surtout en 1748, puis enfin le trop lent retour à une situation plus tolérable, retour amené bien moins d'ailleurs par un sentiment de tolérance que par un motif intéressé, l'épuisement des fonds qui subvenaient jusque-là à l'entretien des enfants enlevés aux « nouveaux convertis. » La persécution cessa donc avant que l'Édit de 1787 eût timidement proclamé une incomplète liberté de conscience, fort mal respectée au début, et qui semble encore aujourd'hui, à la honte de notre société moderne, la plus difficile à conserver de nos libertés, comme elle a été la plus pénible à conquérir. Le récit de M. Galland, si scrupuleusement modéré qu'on le voudrait presque par moments un peu plus vivant et plus ému, apporte un large contingent de détails intéressants et nouveaux sur la vie, les mœurs, l'activité intellectuelle et matérielle des huguenots normands en temps de paix, de détails douloureux aussi sur cette longue époque de cala-

1. *Essai sur l'histoire du protestantisme à Caen et en Basse-Normandie, de l'Édit de Nantes à la Révolution*, par A. Galland. Paris, Grassart, 1898, xxxviii, 550 p. in-8°.

mités croissantes qui commence dès 1664 pour durer tout un siècle.

Avec l'ouvrage de M. Ernest Mellié sur les *Sections de Paris de 1790 à l'an IV*<sup>1</sup>, nous entrons en plein dans le mouvement révolutionnaire. On peut juger son travail à un double point de vue, tant par rapport aux faits nouveaux, si nombreux, qu'il nous apporte, et qui sont les très bien venus, que par rapport aux théories politiques de l'auteur, sur lesquelles il y aurait de sérieuses réserves à faire. Quelles que soient d'ailleurs les dissidences à ce sujet, tout le monde sera content d'avoir désormais sous la main une étude détaillée et puisée aux sources même sur ces fameuses sections de la capitale qui ont « surveillé si jalousement le dépôt précieux confié à l'Assemblée nationale » et « favorisé l'épanouissement de liberté, » comme l'affirme l'auteur, mais qui non moins certainement ont été l'engin révolutionnaire par excellence du jacobinisme et l'instrument principal de tous les coups de force accomplis ou tentés contre les autorités constituées et la représentation nationale. M. Mellié nous expose en détail la topographie des sections, les attributions, purement électorales d'abord, de ces groupes de citoyens et celles qu'ils usurpèrent de bonne heure en s'immisçant aux affaires administratives. Tout en consacrant des paragraphes séparés à leurs occupations civiles et philanthropiques, l'auteur a naturellement appuyé sur leurs agissements politiques et nous donne un tableau fort vivant, et qui nous paraît très exact, de l'activité sectionnaire pendant les années de la Révolution. Il ne nous dissimule pas que, dès le début, c'est un neuvième à peine, un dixième parfois, des citoyens inscrits qui paraît aux assemblées de la section; quelques élus pénètrent au Conseil général de la commune avec vingt ou même avec quinze suffrages. Bientôt les violents seuls viennent siéger, et c'est un régime d'absolue minorité qui terrorise la population parisienne par tout un ensemble de mesures de contrôle et de surveillance, par des arrestations, des visites domiciliaires, des confiscations, etc. On pourra d'autant plus se fier à la véracité des détails si curieux que M. Mellié donne à ce sujet qu'il ne semble nullement choqué, pour son propre compte, par tous ces symptômes d'anarchie complète et de pur arbitraire, et qu'on ne saurait l'accuser, par suite, de calomnier le parti révolutionnaire. Si les citoyens s'étaient rendus en foule aux sections, la Révolution « eût été détournée de sa voie ou arrêtée dans sa marche. » C'est montrer, ce me semble, avec une désinvolture com-

1. *Les Sections de Paris pendant la Révolution française* (4 mars 1790-19 vendémiaire an IV), par Ernest Mellié. Paris, Société de l'histoire de la Révolution, 1898, 320 p. in-8°.

plète, le plus entier dédain pour la doctrine fondamentale de la Révolution, celle de la souveraineté du peuple. Aussi bien l'on est traité de « ridicule pédagogue » si l'on se refuse d'admettre que « l'énergie des sections... ne pouvait reconnaître ni respecter aucune limite. » Je me permets néanmoins de persister à croire que toutes ces violences de langage, tous ces actes illégaux d'une infime minorité, très remuante, décidée à tout oser pour se maintenir au pouvoir, n'ont au fond fait que desservir la cause de la liberté et de la justice. Ce fut un gaspillage d'énergies qui auraient été mille fois mieux employées à la frontière; ce fut une détestable école d'indiscipline et d'arbitraire et, de plus, une commode excuse pour tous les attentats en sens contraire qui furent commis quand la fièvre révolutionnaire tomba et que la population parisienne réclama à tout prix le silence et le repos.

Quelqu'un qui n'aimait pas les sections parisiennes et leurs visites domiciliaires, encore qu'il ne les ait pas connues au plus fort de leur activité redoutable, c'est ce Louis-Siffrein-Joseph Salamon de Foncrose, conseiller-clerc au Parlement de Paris, dont les Mémoires, publiés naguère par M. l'abbé Bridier, avaient révélé l'existence. On en avait fait à ce moment un internonce du Saint-Siège, et cela n'avait pas laissé de jeter quelques soupçons sur l'authenticité de ses souvenirs. Aujourd'hui le doute n'est plus permis, le personnage et ses Mémoires sont également authentiques. Seulement, M. de Salamon ne fut ni internonce ni même simple chargé d'affaires du souverain pontife à Paris. Né sujet du pape, à Carpentras, il était un modeste agent officieux, courant aux nouvelles et faisant les petites commissions du cardinal-secrétaire d'État. Cependant, tout en trafiquant, pour se donner une contenance, de livres, d'estampes, de chocolat et même de fromage de Gruyère, il entretenait une correspondance hebdomadaire avec la curie, et c'est un fascicule de cette correspondance que M. le vicomte de RICHEMONT vient de retrouver aux archives du Vatican et de mettre au jour<sup>1</sup>. Elle s'étend d'avril 1791 à septembre 1792 et forme une espèce de journal qui renferme des passages curieux, bien que la valeur historique n'en soit pas en définitive très considérable. On connaît si bien, de nos jours, et par tant d'autres témoignages posthumes, l'incurable aveuglement de ces représentants de l'ancien régime qui, au sein même de la Révolution, rêvaient « de remettre en entier les choses comme elles

1. *Correspondance secrète de l'abbé de Salamon, chargé des affaires du Saint-Siège pendant la Révolution, avec le cardinal de Zelada (1791-1792)*, par le vicomte de Richemont. Paris, Plon, Nourrit, 1898, XLIII-547 p. in-8°.

étaient avant 1789, » que ce nouveau dossier n'ajoute que peu de traits caractéristiques à notre connaissance de l'époque. Si nous différons sur ce point de l'avis de l'éditeur, nous nous écartons encore davantage de son appréciation sur l'intelligence et la valeur morale du correspondant secret dont les dépêches rejouissaient si fort le saint-père. Il admire sa sagacité politique et ses façons élégantes; il reconnaît en lui une « nature simple et droite. » Il m'est impossible d'apercevoir tout cela chez cet *abbate* remuant et finaud, si complètement italien, bien qu'il soit de Vaucluse; si dépourvu de dignité qu'il s'ingénie à amuser ses augustes correspondants par des anecdotes égrillardes; si dénué de scrupules qu'il se vante de jouer le rôle d'espion et qu'il n'hésite pas à jeter dans le public des milliers de brochures introduites en contrebande et des articles composés exprès par lui pour « fatiguer l'univers du récit des horreurs et des iniquités » commises par le gouvernement du pays qui lui donne l'hospitalité. Mais j'éprouve encore un peu moins d'estime pour sa perspicacité politique et son beau langage. Cet aimable parlementaire, qui hante tant de princesses et d'éminences, s'exprime parfois comme un crocheteur; Condorcet est un « chien enragé, » « l'infâme Fauchet beugle comme un bœuf, » M<sup>me</sup> de Staël est une « furibonde genevoise, » Necker « un monstre que l'enfer a vomi, » etc. Quelle peine il se donne pour faire accroire au cardinal Zélada que le parti royaliste est puissant à Paris! Et avec quelle verve il invective en même temps les seuls royalistes possibles encore en France, les constitutionnels « auxquels personne d'honnête ne s'intéresse, » car ils sont « les ennemis des princes magnanimes qui seuls peuvent sauver encore la religion! » Il y a dans cette correspondance tant de racontars absurdes, odieux ou ridicules qu'on ne sait vraiment si l'on doit regarder celui qui les envoyait à Rome comme un niais ou comme un charlatan professionnel. L'éditeur nous raconte dans l'introduction que M. de Salamon mourut pieusement en 1829, comme évêque de Saint-Flour. Peut-être aurait-il mieux valu pour sa mémoire laisser la postérité sous l'impression respectueuse d'une fin respectable et ne pas ressusciter ce fantôme réactionnaire, tel qu'il nous apparaît dans les débris de sa correspondance secrète.

M. Charles-Louis CHASSIN poursuit, avec une ardeur infatigable, ses études documentaires sur la Révolution française. Le second volume de ses *Pacifications de l'Ouest*<sup>1</sup> nous donne l'histoire de la

1. *Les Pacifications de l'Ouest, 1794-1801*, par Ch.-L. Chassin. T. II : *la Dictature de Hoche*. Paris, Dupont, 1898, 636 p. gr. in-8°. T. III : *Du 18 Fructidor au Concordat et à l'Invasion*. Paris, 1899, VIII, 803 p. gr. in-8°.

dictature de Hoche et contient, dans les chapitres xvi à xxii de tout l'ouvrage, le récit des événements depuis le débarquement des secours anglais sur les côtes de la Vendée, en août 1793, jusqu'à l'avortement de l'expédition d'Irlande en décembre 1796. Nous y assistons successivement à la pacification de la Vendée; aux intrigues du parti crypto-royaliste, dirigé surtout par le général Willot, et aux querelles incessantes de Hoche avec les autorités civiles, qui en furent la conséquence; à la reprise d'armes de Stofflet, la capture de Charette et leur fin. On connaît la façon de travailler de M. Chassin; son récit est une juxtaposition des pièces officielles, entremêlées et soudées, pour ainsi dire, entre elles par un commentaire critique, écrit avec le désir évident d'être complet et équitable envers tous. Ça et là peut-être, le récit pourrait être un peu moins détaillé quand il quitte le sujet propre, l'histoire locale, pour s'étendre, par exemple, sur les journées de vendémiaire, les intrigues royalistes contre la Convention ou sur l'expédition d'Irlande. M. Chassin apprécie d'une façon très équitable la situation pénible et la tâche fort compliquée du général, tâche rendue presque insoluble, à vrai dire, par l'absolue misère dans laquelle le gouvernement laissait ses soldats. Les intentions du chef étaient excellentes, son attitude prudente et loyale, mais il était sans cesse entravé dans ses projets et, malgré lui, plus d'un méfait odieux fut commis. On ne saurait plus contester, après avoir étudié notre volume, que les troupes républicaines n'aient souvent pillé le pays et perpétré de nombreux actes de violence contre des personnes absolument inoffensives. Des attentats analogues se produisaient dans les rangs adverses et la haine ne subsistait pas moins ardente chez les vainqueurs que chez les vaincus. Le curieux mémoire de Bourasseau de la Renollière, ancien membre du conseil supérieur des insurgés, rallié maintenant au pacificateur, disait à ce moment que des générations seraient nécessaires pour cicatiser les plaies. A cent ans de distance, il en est qui saignent encore. Le troisième volume des *Pacifications de l'Ouest*, qui nous parvient au moment de clore ce bulletin, achève la série des études de l'auteur sur la Vendée et la Chouannerie en les menant depuis la journée du 18 fructidor jusqu'à la signature du Concordat; il y a joint un chapitre final sur les agissements du parti royaliste sous l'Empire et sur sa coopération plus ou moins directe avec les ennemis de la France en 1814 et en 1815. A partir de 1798, ce n'est plus même la guerre civile qui désole les départements de l'ouest; les bandes de chouans, excités par les prêtres réfractaires et les nobles rentrés en cachette ou amnistiés, égorgent les fonctionnaires républicains et les



acquéreurs de biens nationaux, et, sous le déguisement de l'uniforme national, font fusiller les autorités locales comme « traîtres à la patrie. » Ni les concessions du général d'Hédouville, ni la mort de Louis de Frotté, ni la grande battue de Bernadotte, ni même la signature du Concordat ne purent écraser le banditisme qui sévissait parmi les populations du littoral. La toute puissance impériale elle-même, ainsi que l'a fort bien montré M. Chassin, fut incapable, malgré qu'en ait dit Napoléon, « d'éteindre les derniers restes de la Vendée. » Félicitons l'auteur d'avoir eu la satisfaction bien méritée de mener à bonne fin la vaste enquête commencée il y a dix ans et continuée jusqu'à ce jour avec un zèle patient qui ne s'est jamais démenti. Quelque contestés que puissent être plus tard certains détails de son récit, les dix volumes de son grand ouvrage resteront pour les historiens futurs de la Révolution un des guides les plus précieux pour les orienter sur ce terrain si mouvant et si peu sûr, où les témoignages, inspirés par les haines toujours inassouvies, s'entrechoquent encore, sur tant de points, en affirmations absolument contradictoires.

Le second volume de la *Jeunesse de Napoléon*<sup>1</sup> a rapidement suivi son aîné, et l'on peut se réjouir sans contrainte de cette rapidité d'exécution puisqu'on est assuré d'avance avec M. Arthur CHUQUET de n'avoir pas à craindre qu'une production trop hâtive fasse jamais tort à la lucidité parfaite de ses récits, à l'analyse exacte des caractères, à la documentation irréprochable des événements. Appuyé sur les vastes dossiers qu'il s'est constitués de longue date par le dépouillement systématique des Archives nationales et du dépôt de la Guerre, ainsi que de toute la littérature imprimée contemporaine ou plus récente, M. Chuquet nous raconte le lieutenant Bonaparte dans ses garnisons d'Auxonne et de Valence; il le montre méditant en silence ses rêves ambitieux, dévorant dans sa chambrette tous les livres qui lui tombent sous la main, Rollin, Bernardin de Saint-Pierre et l'*Espion anglais*, la *Nouvelle Héloïse* et l'*Histoire des Arabes* de Marigny, écrivant lui-même des nouvelles, une histoire, des discours philosophiques, passant par une phase de religiosité sincère pour devenir ensuite incrédule, tout en restant superstitieux, rêvant enfin l'émancipation de sa petite patrie, si bien que cet officier du roi, ce futur empereur, jette un jour sur le papier cette phrase significative : « Les Corses ont pu secouer le joug génois et

1. Arthur Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon*. T. II : *la Révolution*. Paris, Armand Colin, 1898, vi, 388 p. in-8°.



peuvent en faire autant de celui des Français. Amen! » (26 avril 1786). Mais la Révolution survient, son patriotisme local se modifie sous l'influence des idées démocratiques et républicaines. Il entrevoit dans le mouvement grandissant qui entraîne et la Corse et la France un horizon plus vaste, un champ d'activité plus propice à ses rêves ambitieux, et c'est plein de projets vagues, mais certainement égoïstes, qu'il franchit la mer une première fois en septembre 1789 et qu'il revient encore une seconde fois dans son île, en septembre 1791, toujours plus avancé dans les opinions du jour, ardent à propager les idées nouvelles et à percer lui-même en les répandant sur la terre natale. M. Chuquet expose, avec une absolue clarté, avec cette impartialité sûre d'elle-même, que nous signalons toujours avec un nouveau plaisir comme une des qualités maîtresses de l'historien, cette période si curieuse de la vie agitée du jeune Bonaparte, l'épisode corse, si je puis dire, de sa merveilleuse épopée. Il nous le montre arrivant, à force d'intrigues des siens, auxquelles se joignent ses propres efforts, à jouer un rôle relativement important dans la confusion générale des partis; il nous le fait voir, lieutenant-colonel de volontaires à vingt-trois ans, essayant de terroriser Ajaccio, faisant ouvrir le feu sur ses concitoyens et s'excusant ensuite d'avoir violé la loi en affirmant avec audace qu'il avait sauvé la république. Pour l'observateur attentif qui l'étudie à la clarté des événements postérieurs, son attitude est déjà tout à fait celle du général heureux revenant d'Égypte, et son langage est presque celui qu'il tiendra plus tard, au 18 brumaire. Avec quelle rapidité s'est évanoui, au contact de la réalité, le philosophe de la veille, le jeune admirateur des héros de Plutarque! Le récit de M. Chuquet se termine pourtant sur une disgrâce que d'autres auraient regardée comme un échec définitif de la fortune. Quand Bonaparte revient en France, en mai 1792, abandonné des siens, destitué pour absence illégale, dénoncé par un des députés de son île comme « le Jourdan de la Corse, » on peut croire que c'est un homme doublement fini, et cependant un avenir prochain allait lui accorder une prodigieuse revanche. Un grand nombre de notices biographiques relatives à des contemporains, des amis, des compagnons d'armes du futur vainqueur d'Italie se groupent, comme d'ordinaire, à la suite du récit; l'auteur, on le sait, tout en mettant son principal personnage en pleine lumière, ne perd jamais l'occasion de nous renseigner également sur les comparses de l'arrière-plan.

M. le docteur CABANÈS nous a donné le troisième volume d'une série d'études publiées d'abord isolément dans un journal profession-

nel<sup>1</sup> et dans lesquelles il examine certains problèmes et certains personnages historiques par le côté physiologique, « introduisant ainsi dans la critique historique un élément jusqu'à présent trop dédaigné » et soutenu par la conviction de faire œuvre « neuve et surtout utile. » Il n'a pas eu tort, en tout cas, d'intituler la série de ses recherches *le Cabinet secret de l'Histoire*, afin que, prévenu dès le début, on laisse à la porte les dames et les enfants, avant d'examiner la « fistule du jeune roi, » les « accouchements de M<sup>lle</sup> de la Valière, » les « maladies de Sophie Arnould, » le « cas de M<sup>me</sup> de Récamier, » l'« impuissance de Louis XVI, » etc. Quels que soient d'ailleurs les inconvénients et les avantages de sa méthode, nul ne pourra nier que l'auteur n'intéresse le public à son illustre clientèle, furieusement outrée, sans doute, si elle avait pu rêver de pareilles exhibitions posthumes. Les malheureux inspirent pourtant une certaine pitié, et ceux qui ne sont pas endurcis par la fréquentation des amphithéâtres d'anatomie sortiront légèrement écoeürés, par exemple, de la lecture des cent soixante pages consacrées à l'examen physiologique et pathologique de Jean-Jacques Rousseau; sans doute on peut dire que l'auteur de certains chapitres des *Confessions* l'a voulu; mais le Dr Cabanès croit-il vraiment que nous comprendrons mieux la pensée du philosophe genevois, le jour où l'on sera définitivement fixé sur la question de savoir si c'était la prostate, la vessie ou l'urètre qui étaient malades chez lui... en dehors de l'esprit? On goûte d'avantage les autres études; nous citerons seulement celles sur le « vertueux » Gouthon, qui « n'avait plus que le cœur et la tête de vivants » pour avoir trop abusé du reste dans sa prime jeunesse; sur le cul-de-jatte Scarron, l'époux paralysé de M<sup>lle</sup> d'Aubigné; celle enfin sur le Dr Chambon, ce brave médecin et maire de Paris qui, après avoir veillé avec sollicitude à la décollation de Louis XVI, recommandait, trente ans plus tard, avec une égale sollicitude, l'allaitement naturel du petit duc de Bordeaux à Louis XVIII. D'abord elles sont plus courtes et puis elles amènent par moments un sourire narquois sur les lèvres du lecteur. Parfois elles l'abandonnent, sans conclusion directe, au pyrrhonisme absolu, comme dans l'étude sur les ossements royaux offerts autrefois au Musée des souverains, puis ramenés à Saint-Denis; le lecteur intrigué ne saura jamais si réellement des restes d'animaux ont été substitués ou mêlés aux débris profanés des Bourbons et des Valois.

1. Dr Cabanès, *le Cabinet secret de l'Histoire*, 3<sup>e</sup> série, 2<sup>e</sup> éd. Paris, A. Charles, x, 314 p. in-18.

Nous terminerons en signalant aux esprits curieux d'histoire littéraire et surtout à ceux qui s'intéressent à l'histoire des littératures étrangères les judicieuses et substantielles *Études de littérature européenne* de M. Joseph TEXTE<sup>1</sup>. C'est un recueil d'articles sur des sujets très variés, précédé d'une étude préliminaire sur l'histoire comparée des littératures. Nous citerons dans le nombre l'étude sur Thomas Browne, l'adepte de Montaigne, l'auteur de la *Religio medici*, un classique de la littérature anglaise au xvii<sup>e</sup> siècle, celle sur Wordsworth, le chef des *lakistes*, celle encore sur John Keats, le précurseur de l'« École patenne » d'outre-Manche, le chantre inspiré de *Hypérion*. Chacun des lecteurs ne contresignera pas sans doute certaines appréciations de l'auteur sur l'influence de la littérature allemande dans la nôtre ou sur l'hégémonie littéraire de la France en Europe. Parmi beaucoup d'idées très justes, de détails exacts et habilement groupés on y pourrait relever quelques erreurs et, surtout dans la dernière étude, un optimisme bien prompt à prendre ses désirs pour des réalités. Quelque désirable qu'il soit de voir l'esprit européen pénétrer parmi nous, — et je pense là-dessus tout comme M. Texte, — je crains bien que le goût français, j'entends par là le gros du public, ne reste indifférent, sinon hostile, aux littératures étrangères, dont les œuvres les plus géniales lui paraîtront toujours excentriques, puisqu'elles sortent des cadres conventionnels et ne répondent pas à l'idéal tout artificiel qu'il s'est forgé. Quant à la propagande des idées, qui, selon M. Texte, pourrait continuer à assurer à notre littérature contemporaine l'hégémonie sur les autres, nous cherchons, non sans tristesse, quelles sont les hautes vérités transmises aujourd'hui par elle aux nations du dehors, comme elle leur transmettait au xviii<sup>e</sup> siècle l'Évangile de la Liberté. Sans doute nos romanciers, à défaut de nos poètes, sont encore beaucoup lus à l'étranger. Mais, — je n'ai pas besoin de le dire à l'auteur, qui le sait aussi bien que moi, — les écrivains qu'on y connaît le mieux, ceux qu'on y réclame, sont ceux qui flattent les appétits de la bête humaine et non pas ceux qui répondent aux aspirations généreuses de l'« esprit européen. » Nous souhaitons pourtant, et bien vivement, qu'il réussisse à persuader ses lecteurs de « la nécessité du contact avec la pensée de toutes les grandes nations; » ajoutons-y même toutes les petites, car l'esprit souffle où il veut. La Grèce n'était qu'une langue de terre rocailleuse entre deux mers et la Judée

1. Joseph Texte, *Études de littérature contemporaine*. Paris, Armand Colin, 1898, 304 p. in-18.

qu'un canton presque stérile sur les limites du Désert, et pourtant nous vivons toujours, nous vivrons longtemps encore de la pensée de ces deux petits pays.

Rod. REUSS.

PUBLICATIONS DIVERSES. — Avant même d'avoir achevé l'impression du t. III de leur *Numismatique du moyen âge*, MM. ENGEL et SERRE ont fait paraître la première partie d'un *Traité de Numismatique moderne et contemporaine* (Leroux). Elle traite des <sup>xvi<sup>e</sup></sup>, <sup>xvii<sup>e</sup></sup> et <sup>xviii<sup>e</sup></sup> siècles en France, Pays-Bas, Iles-Britanniques, empire d'Allemagne, Hongrie, Suisse, Italie, Espagne, Portugal, Pays Scandinaves, Pologne, Russie et dans les colonies européennes. Si la partie de l'ouvrage relative à la France était d'une exécution relativement aisée, il n'en était pas de même de ce qui touche à l'Italie et surtout à l'Allemagne, où l'anarchie monétaire a régné jusqu'à l'époque contemporaine. La numismatique coloniale offrait également d'assez graves difficultés, bien que de nombreux travaux récents aient facilité la tâche. Ces colonies ont pris place, pour la première fois, dans un ouvrage de numismatique générale.

Le second volume de l'*Album historique* (Colin) de M. PARMENTIER, relatif au <sup>xiv<sup>e</sup></sup> et au <sup>xv<sup>e</sup></sup> siècle, est tout à fait digne de son aîné et les difficultés à résoudre étaient plus grandes. La division des matières est bonne : Royauté et gouvernement en France et en Angleterre; Noblesse; Villes et campagnes; Armées; Allemagne; Italie; Espagne, Bohême, Hongrie, Pologne et Pays Scandinaves; Byzantins et Turcs; Vie privée; Église, écoles, sciences et lettres; Art en France, Flandre, Allemagne, Angleterre, Espagne, Italie. On peut se demander si des reproductions de tableaux si réduites parlent suffisamment aux yeux des enfants; pourtant les choix sont judicieux et l'exécution satisfaisante. Tout le reste est vraiment instructif et parlant, et le texte expressif dans sa brièveté. M. Parmentier a extrait de ses deux volumes, à l'usage des classes, une édition abrégée de son *Album*, qui contient tout le moyen âge en 82 pages.

Le nouveau livre de M. R. DE MAULDE, *les Femmes de la Renaissance* (Perrin), aurait gagné à être un peu plus concis. Il semble que l'auteur ait subi la contagion de la rhétorique un peu diffuse des moralistes de la Renaissance et surtout des moralistes italiens. Mais je ne sais si ce petit défaut n'a pas l'avantage de donner à son livre comme la couleur des temps dont il parle. On se sent transporté dans ces siècles où, pour la première fois, on savourait la douceur de la conversation et où l'on ne pouvait s'arrêter de discourir sur tous les raffinements de l'esprit et des sentiments. Bien qu'il y ait eu en

France, dans les drames tragiques de la fin du *xvi<sup>e</sup>* siècle et dans la laborieuse réorganisation sociale du commencement du *xvii<sup>e</sup>*, une éclipse des influences féminines, la Renaissance italienne et française n'en avait pas moins assuré aux femmes un rôle tout nouveau qui a modifié toutes les relations sociales. M. de Maulde connaît à merveille toute la littérature, même la moins connue, de la Renaissance, et il a tiré des trésors de renseignements précieux de livres que bien peu de gens ont lus, comme ceux de Nifo. Pour lui, ce mouvement féministe, fruit naturel de l'adoucissement des mœurs et du développement intellectuel produits par la Renaissance, est, avant tout, un élan des femmes vers un idéal nouveau de bonheur. Elles représentent la lutte contre la guerre, la force, le matérialisme religieux, la sécheresse de la science. Elles aiment la vie, mais la vie guidée par l'amour et la foi. C'est elles qui sont les apôtres du platonisme, sous ses deux formes, celle du mysticisme sentimental et celle du sensualisme intelligent et païen. — Entre les femmes sages, bien équilibrées, dont la France offre les exemples les plus parfaits, Anne de Beaujeu et Marguerite de Savoie, se placent les femmes intellectuelles et sentimentales, Vittoria Colonna, Isabelle d'Este, Marguerite de France, et aussi les belles représentantes de l'amour païen ennobli par l'intelligence, les courtisanes dont Tullia d'Aragona et Imperia sont restées les types. — Ce n'est pas sans peine qu'on arrive à distinguer, dans la vie sociale du *xvi<sup>e</sup>* siècle, quel fut le rôle et la place des femmes et comment s'est formé l'idéal des meilleures d'entre elles. Au premier livre M. de Maulde nous décrit la vie de famille, le caractère pratique et réaliste des mariages, par quels détours la femme, châtelaine ou bourgeoise, arrive à être vraiment maîtresse de maison et à se rendre à demi indépendante, par l'aide souvent du médecin directeur, le rôle de la femme dans l'éducation des enfants, surtout dans celle des filles, l'émancipation graduelle de celles-ci par la science et la coquetterie, que facilite la vie de fêtes et de cours, née de l'accroissement de la richesse et du luxe. Il donne des détails très curieux sur les divers systèmes d'éducation des filles, allemand, espagnol, italien et français. Rien ne prouve mieux le progrès de l'indépendance féminine que les retards apportés à l'âge du mariage. Quant aux maris, on trouve mille moyens de les mettre de côté, et l'état de veuve acquiert un charme qui est le signe d'une révolution morale. — Au livre II nous trouvons une brillante peinture de la vie du monde, de la vie nouvelle des salons, des réunions où le culte de la beauté et de l'intelligence, la discussion des problèmes philosophiques et religieux, les jouis-

sances des arts et de la musique, tout ce qui en fait le charme et l'attrait, se meut autour des femmes. — Leur influence s'accroît tout à coup d'une manière extraordinaire et tout le troisième livre est consacré à l'analyser. M. de Maulde diminue trop, à nos yeux, l'influence politique des femmes au xvi<sup>e</sup> siècle, mais il expose à merveille leur influence morale, intellectuelle et religieuse; influence qui fut loin d'être toujours bonne et qui est caractérisée en partie par l'amollissement de la vertu et l'ennoblissement du vice, par le développement d'une littérature de conversation et de jeux frivoles, par une religiosité mystique qui ébranle la vieille et solide orthodoxie sans oser affronter les hardiesses définitives de l'hérésie. La conclusion nous paraît incomplète. M. de Maulde a trop insisté sur l'échec du mouvement féministe du xvi<sup>e</sup> siècle, pas assez sur ce qu'il a légué de fécond à l'âge moderne. Tel qu'il est, avec sa surabondance et ses lacunes, ce livre plein de faits et plein de vie, mais où l'on voudrait un peu plus de citations et un peu moins de dissertations, ajoute beaucoup à notre connaissance et à notre intelligence de la Renaissance.

M. P. DE NOLHAC vient de donner une huitième édition de son livre sur *la Reine Marie-Antoinette* (C. Lévy), revu et en partie refondu d'après de nouveaux documents, en particulier les Mémoires inédits du duc de Croÿ, les Mémoires de Davy de Chavigny, les Mémoires du comte d'Espinhal, la Correspondance de Xavier de Schomberg. M. de Nolhac vient aussi de faire paraître chez Champion un volume de recherches sur le *Château de Versailles sous Louis XV*, écrit, comme il le dit, « par goût de la précision » et qui nous donne, pour la première fois, l'histoire vraie de la distribution et des modifications du château de 1715 à 1774, grâce à une analyse minutieuse des Mémoires du temps, surtout de ceux du duc de Luynes, des plans et des comptes anciens. Les historiens liront avec un intérêt particulier les chapitres consacrés au Cabinet du Conseil, à la Salle à manger et aux appartements de Mesdames, de M<sup>me</sup> de Pompadour et de M<sup>me</sup> du Barry.

On trouvera dans le volume de *Nouveaux Essais d'histoire et de critique* (Plon) de M. Albert SOREL, à côté d'articles d'une haute portée historique, comme le discours sur Taine, les morceaux sur Richelieu, Frédéric II, le procès du maréchal Ney, une série de *Vues sur l'histoire*, qui se recommandent à la méditation de tous les historiens et qui forment moins une philosophie de l'histoire qu'une philosophie de l'art d'écrire l'histoire. M. Sorel ne remonte pas aux principes métaphysiques et ne cherche pas le pourquoi des choses.



Il prend l'histoire dans sa réalité sensible, mêlée de nécessaire et d'accidentel, et l'homme tel qu'il croit être, mélange de déterminisme et de liberté. — Il veut que l'historien connaisse les détails, mais ne retienne que ceux qui sont explicatifs et méritent d'être conservés dans le tableau de l'ensemble : l'histoire est pour lui un art fondé sur l'observation et procédant par tableaux et récits ; mais elle approche de la science en observant les faits immuables et les mouvements suivis. La nécessité détermine ces grands mouvements continus, mais la liberté des hommes en modifie, dans une certaine mesure, la rapidité et la direction. C'est à déterminer cette action des hommes que se montre surtout la pénétration de l'historien. La nécessité même de l'histoire est faite de la multiplicité des volontés individuelles ; et cette infinité de mouvements infiniment petits de la multitude humaine, qui apparaît de loin comme nécessairement déterminée, est cependant individuelle par un côté, et l'homme reste maître de sa destinée. De là le côté moral de l'histoire ; les lents efforts de l'humanité sont comme les tâtonnements d'une éternelle justice. — Les sciences politiques nous montrent l'homme cherchant à réaliser son propre bien ; les sciences sociales rendront des services à l'histoire si l'histoire ne se borne pas à mesurer les actions et réactions des phénomènes économiques, mais se souvient que l'homme est sa principale étude et que l'homme n'a pas seulement besoin de pain, mais de justice. L'histoire diplomatique elle-même reste inféconde si on la sépare des hommes qui la font, et de l'histoire générale, dont elle n'est qu'une partie. C'est avec ce même sens du réel que M. Sorel examine les rapports de l'individu et de l'État, faits l'un pour l'autre et qui ne doivent pas être sacrifiés l'un à l'autre, et les deux faits qui dominent l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle, le progrès de la démocratie et le développement des nationalités. Cette sèche analyse ne peut pas donner une idée de la richesse de vues de détail, de fines observations psychologiques et politiques qu'a suggérées à M. Sorel sa longue expérience des hommes et de l'histoire, où le savant est constamment éclairé par le moraliste et le diplomate.

M. AULARD continue à déployer une admirable activité dans le domaine de l'histoire révolutionnaire. Le nouveau volume qu'il vient de donner à la *Collection de Documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution* est consacré à *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire* (Cerf). Le premier volume va du 26 juillet 1794 au 9 juin 1795. Il est d'un poignant intérêt. Les articles de journaux et les rapports de police, dont il se compose,



nous font véritablement vivre au jour le jour cette période de réaction où se retournent contre les jacobins toutes les violences que ceux-ci avaient exercées pendant deux ans. On y sent bien nettement l'état de désarroi moral et intellectuel dans lequel ces deux années de terreur et d'oppression avaient jeté les âmes. Nous avons là une suite des plus instructives aux six volumes sur la *Société des Jacobins* déjà publiés par M. Aulard. Nos hommes politiques pourraient y trouver d'utiles leçons : les historiens y trouveront en tout cas des documents précieux sur la psychologie des révolutions. — A côté de ce volume de textes M. Aulard nous apporte aussi la seconde série de ses *Études et leçons sur la Révolution française* (Alcan). Après avoir indiqué tout ce qu'il y a d'exagéré dans l'importance donnée par Aug. Comte au rôle de Danton dans la Révolution et lavé Danton d'une manière péremptoire de toute complicité dans la préparation des massacres de Septembre, M. Aulard étudie dans cinq chapitres du plus haut intérêt, la situation politique, religieuse et sociale de la France au moment du Consulat. Il reprend, avec une grande précision, la thèse soutenue par M. de Pressensé dans son livre sur l'Église et la Révolution ; il pense et il prouve que la séparation des Églises et de l'État fonctionnait d'une manière heureuse à l'époque du Consulat et que le Concordat, que l'opinion ne réclamait pas, n'a été inspiré à Napoléon que par son ambition personnelle. Son examen des causes du 18 Brumaire l'amène à penser que ce coup d'État n'avait rien d'inéluctable, et il trace, de la vie politique en France pendant les premiers temps du Consulat, un tableau vraiment neuf. On y voit avec quelle habileté Bonaparte sut ménager et flatter même les sentiments républicains encore vivaces, jusqu'au moment où il réussit à mener à bien l'intrigue qui lui donna le Consulat à vie, intrigue dont M. Aulard analyse tous les ressorts.

C'est aussi un recueil d'articles que le volume de M. A. LICHTENBERGER, intitulé : *le Socialisme utopique* (Alcan) ; étude sur quelques précurseurs inconnus du socialisme. C'est une série d'additions à la thèse de doctorat du même auteur sur le *Socialisme au XVIII<sup>e</sup> siècle* et au volume qu'il vient de faire paraître sur le *Socialisme et la Révolution française* (Alcan). Les personnages qui défilent dans le volume de M. Lichtenberger, M<sup>lle</sup> Afra Behm, Nicolas Geudeville, Tiphaigne de la Roque, Beaurieu, Linguet, Gosselin, Chappuis, John Osvold, Caffarelli, sont tous des inconnus, sauf le général Caffarelli, dont le socialisme était ignoré jusqu'ici, et l'avocat Linguet, dont le socialisme consiste exclusivement dans une critique très mordante et

d'une réelle portée des maux qu'engendre le régime de la propriété individuelle. Les quatre premiers auteurs étudiés sont des romanciers qui racontent, sous une forme enfantine, les rêves naïfs de l'humanitarisme du XVIII<sup>e</sup> siècle. Gosselin est plus sérieux et il est curieux de le voir développer, en 1787, dans une brochure sur les causes de la misère, des vues qui font pressentir le socialisme de notre siècle. Au contraire, Chappuis, bien qu'il soit un précurseur authentique du socialisme et de Malthus, était un homme d'affaires peu recommandable et un penseur de peu de portée. Son *Plan social*, resté manuscrit, n'en est peut-être que plus curieux, car il montre, flottant dans l'air à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les doctrines qui, au XIX<sup>e</sup>, écloront dans les œuvres de Saint-Simon, de Fourier, de K. Marx.

La *Correspondance inédite de Stuart Mill avec Gustave d'Eichthal* (Alcan) publiée en français par M. Eugène d'Eichthal est un document capital pour l'histoire du saint-simonisme comme aussi pour l'histoire de la pensée de Mill sur la politique générale. Les lettres de d'Eichthal à Mill apportent de précieuses indications sur les idées et les sentiments qui animèrent le saint-simonisme à sa première et belle époque d'apostolat. En présence d'une telle élévation d'âme, d'une telle candeur d'enthousiasme, on mesure avec effroi tout ce que la France a perdu depuis lors en valeur morale par l'influence dépravante des révolutions et des coups d'État, des défaites et des insurrections, de la licence de la presse, de la religion mal comprise et du parlementarisme faussé. Stuart Mill est plein de sympathie pour les tendances générales du saint-simonisme, mais il indique avec finesse, ainsi que son ami Tooke, les objections que l'esprit pratique et réaliste des Anglais faisait à l'application totale des idées saint-simoniennes. Cette confrontation d'un des plus grands esprits de l'Angleterre contemporaine, capable lui aussi de chimères, et d'un des Français les plus généreux et les plus cultivés que nous ayons connus, nous apprend beaucoup sur les divergences d'esprit fondamentales des deux nations.

Signalons encore un amusant recueil d'articles historiques, les *Procès de Femmes* (C. Lévy) de M. MUNIER-JOLAIN, qui s'est fait une spécialité de l'histoire judiciaire des derniers siècles. On y voit défiler Charlotte de Caumont, cette fille d'esprit qu'appréciait La Fontaine, qui fut séparée par autorité de justice, après un procès retentissant, du fils du président de Briou; Marie-Anne de Châteauneuf-Duclos, une grande dame de théâtre, et ses démêlés judiciaires avec son jeune mari Pierre Duchemin; Hortense Mancini, duchesse de Mazarin qui, au milieu de ses folles équipées, fit retentir plus

d'une fois les chambres du Parlement de ses procès avec son triste époux ; l'extravagante affaire d'impuissance à la suite de laquelle Émilie de Maserany fit annuler son mariage avec le marquis de Gesvres ; enfin la fameuse M<sup>me</sup> Kornmann et son peu délicat défenseur, Caron de Beaumarchais. M. Munier-Jolain a vivement raconté ces épisodes, dont un au moins, celui de la marquise de Gesvres, était à peu près inconnu, et qui jettent un jour très vif sur les mœurs du « bon vieux temps. »

Ce sont aussi des tableaux de mœurs que nous trouvons dans le livre de M. P. BOVET : *le Peuple de Rome vers 1840* (Neufchâtel, Attinger ; Rome, Lœscher), d'après les sonnets en dialecte transtévérin de Giuseppe-Gioachino Belli. Ce vrai poète, dont l'œuvre se rattache à la tradition des Pasquinades, mais que son originalité et sa force comique mettent bien au-dessus de tous les satiristes italiens, vécut de 1754 à 1863 ; il ne fut jamais un homme politique, et, après 1848, la peur le jeta dans la dévotion et la réaction ; mais tout le temps qu'il épancha librement sa verve réaliste et comique, il se trouva, presque sans le vouloir, faire une sanglante satire des mœurs de Rome et de ce gouvernement paternel et corrompueur à la fois des papes, qui maintenait son autorité en fermant les yeux sur tous les vices, sur tous les abus, et ne craignait qu'une chose, l'esprit d'examen et de liberté. Après une introduction où l'auteur résume l'histoire de la satire en Italie et à Rome, et décrit ce Transtévère où Belli a vécu et où M. Bovet lui-même s'est mêlé pendant plusieurs années au peuple romain pour en bien comprendre le caractère et le langage, il étudie successivement la famille, les mœurs, le sentiment religieux, le pape et les prêtres, le gouvernement, tels que Belli les a décrits dans ses courts poèmes dont beaucoup sont des comédies exquises en raccourci. Ce livre, qui aurait ravi Stendhal, sera suivi d'un second volume où nous verrons Belli se changer en poète religieux et conservateur, et Rome, asservie et inerte après l'écrasement de la république garibaldienne, qui, d'ailleurs, fut une importation du dehors sans racines dans le sol romain, se préparer à devenir, sans enthousiasme et sans résistance, la capitale administrative d'une Italie une dont elle n'a pas su encore devenir la capitale morale. En fêtant le cinquantième anniversaire du statut, le roi Humbert a prononcé une parole qui serait digne de servir de devise à la Rome moderne : « Il y avait dans l'antiquité une Italie romaine. Il y a aujourd'hui une Rome italienne. » Pour que cette belle parole eût tout son prix, il faudrait que l'on sentit battre à Rome le cœur même de l'Italie. Il n'en est rien encore. Rome est une capitale religieuse, une capitale

administrative, un grand centre cosmopolite. Son atonie, héritage de longs siècles de servitude et d'absence de toute pensée comme de toute vie publique, exerce sur la vie politique de l'Italie une influence dissolvante et endormante. Milan se dit hautement et non sans raison : « il centro morale dell' Italia. » Turin, Florence, Naples même ont une personnalité politique plus vivante que Rome. Il faudrait des efforts vigoureux et persévérants pour faire vraiment une *Roma italiana*, et pour que l'Italie triomphe des difficultés nées de la réalisation trop brusque de son unité. Tous ses amis souhaitent de lui voir entreprendre avec courage et accomplir cette tâche difficile.

Les dons politiques ne lui manquent pas pour cela. Elle l'a montré dans la manière discrète, habile et efficace avec laquelle l'amiral Canevaro a pris part à l'œuvre du concert européen dans l'île de Crète. Il y a été le trait d'union entre les Anglais, d'une part, les Français et les Russes, de l'autre, qui, sans lui, n'auraient peut-être pas aussi bien marché d'accord et résolu la question crétoise. M. V. BÉRARD a raconté les *Affaires de Crète* (C. Lévy) dans un intéressant volume qui est la suite naturelle de ses précédents ouvrages sur *la Politique du Sultan* et *la Macédoine*. On y trouvera un lumineux exposé de la question crétoise depuis ses origines et le navrant récit de cette intervention des puissances où toutes les mesures ont toujours été prises huit jours trop tard, grâce à la méfiance mutuelle qui créait une perpétuelle discordance entre les exécutants de ce singulier concert européen. Au bout de deux ans, on a fini par faire ce qui, exécuté en 1896, eût évité les derniers massacres d'Arménie et la déplorable guerre de Thessalie; on a renvoyé les troupes turques et fait une réalité de l'autonomie crétoise. M. Bérard, qui écrivait à un moment où tout paraissait perdu, disait, en terminant son livre, qu'il suffirait de laisser agir les amiraux pour résoudre la question crétoise. C'est ce qu'on a fait, et c'est la vigoureuse décision des Anglais à Candie, soutenus par les amiraux italien, français et russe, qui a résolu sans difficulté un problème regardé jusque-là comme insoluble.

Si l'on veut se faire une idée de l'obscurcissement des idées morales auquel peut conduire, en cette fin de siècle, le fanatisme religieux, ou, ce qui est plus triste encore, la passion politique mise au service de la religion, il faut lire le livre du R. P. CONSTANT sur les *Juifs devant l'Église et l'histoire* (Gaume). Toutes les calomnies que la mauvaise foi a depuis des siècles accumulées contre la nation qui a donné au monde les prophètes de l'ancienne alliance, le Christ et les apôtres, se trouvent réunies dans ce volume,

dont le but principal est non pas de démontrer (on ne pourrait même essayer une ombre de démonstration), mais d'affirmer une fois de plus la plus monstrueuse, la plus criminelle de toutes ces calomnies, celle du *meurtre rituel*. Pour le R. P. Constant (si Lacordaire revenait parmi nous, que dirait-il ?), ne pas croire à la réalité des meurtres rituels est un acte d'insubordination envers l'Église, une *témérité* blâmable, sans être toutefois une *hérésie*. Ces extravagances, qui sont accompagnées d'appels directs à la persécution, sont revêtues de l'approbation des supérieurs de l'ordre des Frères prêcheurs, et, ce qui est beaucoup plus triste encore, on n'entend pas une seule voix s'élever du milieu des catholiques pour protester contre des livres qui offensent la conscience autant que la science. Nous connaissons beaucoup de catholiques honnêtes, savants, pieux, qui jugent comme nous les ridicules légendes des enfants saint Richard, saint Guillaume, saint Dominicule, saint Werner de Wezel et saint Simon de Trente, ainsi que les auteurs qui osent encore croire à ces fables. J'en connais plus d'un parmi ces jeunes hollandistes dont le P. Constant parle avec mépris. Pourquoi, tandis qu'on voit les savants librepenseurs protester contre les erreurs inspirées par le fanatisme anticlérical, ne cherchent-ils pas, en jugeant comme elles le méritent les œuvres inspirées par le fanatisme clérical, à éclairer le public catholique et à lui enseigner le respect de la vérité historique ?

On trouvera une de ces belles âmes catholiques dans le livre de M. ANGOT DES ROTOURS, *Aube du siècle* (Perrin), où il nous fait espérer la satisfaction de nos besoins intellectuels, moraux et sociaux dans le triomphe d'un christianisme éclairé, charitable et fraternel. Malheureusement, la philosophie de l'histoire de M. des Rotours, pour généreuse qu'elle est, est bien vague. L'aube du *xx<sup>e</sup>* siècle nous apparaît, pour notre pays surtout, grosse d'orages, et l'Église, qui a conduit à l'abîme le seul pays qui ait aveuglément obéi à sa loi, l'Espagne, ne nous apparaît plus guère comme une mère ouvrant largement ses bras pour protéger et bénir. Elle songe plus à dominer qu'à moraliser les peuples.

On trouvera des aspirations très nobles, des velléités très sympathiques, mais tout aussi vagues, dans le livre de M. PUJO, *la Crise morale* (Perrin). Il nous propose comme but : « le Retour à la vie, » et aussi « le Retour aux traditions françaises ; » mais ni la *vie* ni les *traditions françaises* ne sont définies d'une manière bien précise. Il y aurait bien à dire sur ce sujet. On parle toujours de « la France, » de « l'esprit français, » comme si c'étaient des notions unes et claires. La vérité est qu'il y a deux Frances, au moins, et

que nulle part l'écart, le divorce, n'est aussi grand entre l'élite et la masse.

M. H. BÉRENGER a profondément senti cette vérité, et il a plus vigoureusement que MM. des Rotours et Pujo abordé le problème de l'avenir de la France dans son livre, *la Conscience nationale* (Colin). Il pourrait y ajouter aujourd'hui des chapitres d'une clairvoyance encore plus désabusée, éclairé qu'il a été par les derniers événements sur l'obscurcissement du sens moral dans les classes les plus élevées de la nation; mais tout en restant fatalement dans des généralités un peu oratoires lorsqu'il veut définir « l'idée de la France, » « beauté grecque, forme latine, idéal chrétien, » il serre de beaucoup plus près les problèmes de notre démocratie lorsque après avoir montré quel divorce a séparé en France, depuis un siècle, la pensée et l'action, quelque noble qu'ait été l'effort de Lamartine pour les unir, il indique la nécessité d'avoir un idéal religieux différent de l'idéal catholique et pourtant répondant aux mêmes besoins de l'âme, de créer une armée qui soit vraiment nationale et non le fief d'une caste, et enfin et surtout d'avoir une organisation de l'instruction publique capable de suffire à la plus urgente de toutes les tâches, celle de l'éducation nationale. — Cette même question a inspiré à M. FOUILLÉE son livre sur les *Études classiques et la démocratie* (Colin), où il défend la cause de ces études prétendues aristocratiques au nom de la démocratie même.

Quoique nous ne puissions pas étendre outre mesure le cadre de ces Bulletins, nous pouvons du moins signaler quelques livres de critique ou d'histoire littéraire qui méritent d'être signalés à tous ceux qu'intéresse l'histoire des idées.

M. LACOMBE, à qui nous devons déjà un livre plein d'observations pénétrantes et de vues originales sur l'*Histoire considérée comme science*, lui a donné une suite non moins intéressante dans son *Introduction à l'histoire littéraire* (Hachette). M. Lacombe n'est pas écrivain et c'est grand dommage; car il ne manque à ses livres qu'un peu plus d'aisance et de personnalité dans le style pour être de ceux qu'on place dans sa bibliothèque parmi les livres de choix. Mais les lecteurs attentifs qui attachent plus de prix aux pensées qu'au style trouveront leur récompense à étudier l'ouvrage de M. Lacombe, encore que son plan ne se comprenne pas toujours très bien et que sa forme soit souvent laborieuse. Ils le placeront auprès des esprits inventifs, « des grands véridiques, » comme il les appelle, « les premiers d'entre les hommes, même quand ils ont assez mal écrit. » Une partie du sujet qu'a traité M. Lacombe appartient au domaine



de l'art et de la philosophie; ainsi, tout ce qu'il dit au livre II sur la psychologie de l'artiste et au livre IV sur la psychologie du style; on y trouvera une foule d'observations ingénieuses et neuves. Le livre I, où l'auteur définit ce qu'est la littérature et recherche quelle méthode on doit suivre pour traiter scientifiquement de l'histoire littéraire, et le livre III, où il examine s'il y a un progrès en littérature, touchent directement à l'histoire. M. Lacombe est un esprit précis qui applique tous ses efforts à bien définir ce dont il parle et à éviter les prétendues explications qui ne sont que des métaphores ou des analogies sans portée. Il n'applique le nom de littérature qu'aux ouvrages écrits avec le dessein de communiquer à autrui une émotion désintéressée. Toute œuvre qui poursuit un but scientifique, moral ou politique peut être littéraire par sa forme, elle ne l'est pas par son but. La littérature, ainsi définie, peut se ramener à trois genres généraux : épique, lyrique et dramatique. Pour étudier scientifiquement la littérature d'une époque, il ne faut pas commettre l'erreur de prendre les hommes de génie pour représentants de leur temps par les côtés où ils sont exceptionnels, mais par ceux où ils ressemblent à tous les littérateurs contemporains; il faut dégager, pour employer le style de M. Lacombe, les *similarités* et séparer dans la littérature ce qui est *institutionnel* ou général de ce qui est *événement* ou accidentel. Il faut ensuite dégager les vraies causes des caractères propres d'une littérature et ne pas prendre des faits peut-être accidentels pour des causes, conclure par exemple que la France est faite pour la tragédie et non pour le drame simplement du fait que deux hommes de génie, Corneille et Racine, ont écrit des tragédies; ne pas prendre non plus des images et des analogies pour des raisons, ne pas dire par exemple comme M. Brunetière que personne ne peut égaler Bossuet, « parce que le genre oraison funèbre est épuisé. » — Sur la question du progrès, M. Lacombe a très bien démêlé la confusion dans laquelle on tombe en plaçant la perfection littéraire dans la simplicité harmonieuse, alors que la richesse d'émotions ou de pensées des temps les plus voisins de nous constitue bien un genre de perfection inconnu de l'antiquité ou même du xvii<sup>e</sup> siècle. Le chapitre sur *le Milieu* analyse avec finesse ce qu'il faut entendre au juste par ce terme que M. Lacombe, avec raison, ne distingue pas du *moment* dans l'étude des causes extérieures qui influent sur la production des œuvres littéraires. On trouvera encore bien des vues intéressantes pour l'histoire dans le chapitre sur le rôle de la littérature qui rend l'homme plus compréhensif et plus sensible, mais qui par elle-même n'enseigne rien.



Si nous en avions le temps et la place, nous chercherions à vérifier les idées de M. Lacombe en étudiant le livre si instructif et si charmant de M. FAGUET, *Drame ancien, drame moderne* (Colin), où il analyse les trois systèmes dramatiques, la tragédie grecque, toute artistique; la tragédie anglaise, toute philosophique; la tragédie française, toute didactique. Il a analysé bien finement dans son avant-propos la nature de l'émotion tragique où il a démêlé, avec la préoccupation des choses sérieuses et l'amour du vrai, le fonds de férocité qui se trouve toujours prêt à s'éveiller dans l'homme et qu'on confond bien souvent avec la compassion. Le Français se croit souvent sensible quand il n'est que cruel.

Les *Études sur la tragédie* (Colin), de M. DEJOB, contiennent deux bonnes études qui touchent à l'histoire des mœurs; l'une sur l'Honnête homme à la cour dans Corneille et Racine, l'autre sur le drame historique contemporain en France et en Italie. Le morceau le plus important du volume est celui sur la tragédie française en Italie et la tragédie italienne en France aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. C'est une utile contribution à l'histoire des relations intellectuelles entre deux pays.

Il y a un intérêt historique et philosophique dans l'ouvrage de M. Paul STAPFER sur *Bossuet, Adolphe Monod* (Fischbacher), où il a recherché les raisons de la mort de la grande éloquence sacrée en étudiant dans leur vie, leur caractère, leurs idées, leur talent, le plus grand des sermonnaires catholiques et le plus grand des sermonnaires protestants, sans avoir naturellement la pensée saugrenue d'égaliser l'admirable talent d'A. Monod au génie de Bossuet. M. Brunetière, en vertu de sa théorie sur l'évolution des génies, a indiqué que l'éloquence sacrée était morte parce que le roman et la poésie lyrique l'avaient remplacée. M. Stapfer cherche l'explication de sa décadence dans une cause plus profonde, la ruine des croyances. Aucun homme cultivé aujourd'hui ne croit plus au sens où l'on entendait autrefois ce mot. On veut croire par besoin du cœur, par tradition, par politique, par intérêt, par sentiment historique, par agnosticisme, par mysticisme, par scepticisme même; mais cette foi paisible et sûre de nos pères, qui reposait sur l'accord de la science et du dogme, de la raison et de la révélation, cette foi qui ne comportait aucun doute ni sur l'inspiration des Écritures, ni sur l'autorité de l'Église, ni sur le sens des dogmes, cette foi-là, nous ne la trouvons plus, même chez les ministres des cultes. Voilà pourquoi les accents d'une autorité si persuasive d'un Bossuet et d'un A. Monod ne se feront plus jamais entendre.

Dans la dixième série des *Études critiques sur l'histoire de la littérature française* (Hachette) de M. F. BRUNETIÈRE, on trouvera une défense de ses doctrines sur la doctrine évolutive en matière d'histoire littéraire, une notice très ample sur Bossuet qui est comme le programme d'un livre que M. Brunetière a le devoir de nous donner et un article plein de bon sens sur le cosmopolitisme et l'histoire littéraire, où il répond aux esprits timorés qui prêchent le protectionnisme littéraire et oublient que la littérature française n'a été grande que parce qu'elle a été européenne<sup>1</sup>.

En attendant le Bossuet de M. Brunetière, la collection des *Grands écrivains français* (Hachette) nous a donné un volume exquis de M. FILON sur *Mérimée* qui se trouve être, grâce aux documents inédits que l'auteur a eus entre les mains, une contribution importante à l'histoire sociale et morale du second Empire. Le *Racine* de M. LARROUMET est aussi un des bons volumes de la collection. Son auteur nous donnait presque en même temps un journal de voyage, *Vers Athènes et Jérusalem* (Hachette), où l'historien et l'archéologue trouveront agrément et profit.

Les études d'*Histoire et poésie* (Colin) de M. DE VOGÜÉ sont comme toujours brillantes et rapides. La place que tient l'Italie dans ce volume, avec le mont Cassin, Ravenne, Catherine Sforza, le cardinal d'Ossat, Annunzio, lui donne une certaine unité. M. de Vogüé, après nous avoir prêché la beauté de l'âme russe, nous invite à prendre part à la Renaissance latine à la suite de M. d'Annunzio. Nous ne le suivrons pas. Les lourdes et voluptueuses effluves qui se dégagent de l'œuvre de l'illustre romancier italien ne sont pour nous que

Les parfums qu'on répand sur les morts.

L'Italie peut heureusement respirer de plus salubres senteurs dans l'œuvre de M. Fogazzaro.

Le joli livre de M. ZYROMSKI sur *Lamartine* (Colin) ne traite que du poète lyrique. Celui de M. H. MICHEL, *le Quarantième fauteuil* (Hachette), est une série d'ombres chinoises académiques où l'on trouvera des profils d'historiens, Jurien de la Gravière, Lavisce, Thureau-Dangin, Sorel, Houssaye, Vandal, Hanotaux, découpés d'un trait fin et fort, parfois malicieux. L'ouvrage de M. Marius SEPT, *les Maîtres de la poésie française* (Masson), a le grand mérite de remplacer nos poèmes et nos poètes dans leur filiation et leur milieu

1. Mentionnons aussi la 3<sup>e</sup> série des *Études sur la littérature française* de M. Doumic (Perrin).

littéraires et historiques. Les cinq premiers chapitres, consacrés au moyen âge, sont excellents, et, à propos de Corneille et de Molière, on trouvera une petite histoire du théâtre très précise et très instructive.

Quand M. HARRISSE aborde un sujet, il le fouille jusqu'au fond et il en tire toujours des découvertes inattendues. Son livre sur *l'Abbé Prévost* (C. Lévy) est avant tout un travail bibliographique d'une excellente et amusante érudition sur les œuvres du célèbre Bénédictin romancier; mais c'est en même temps une biographie où toutes les fables sur Prévost assassin, déserteur, bigame, garçon de café, directeur de théâtre, escroc, banqueroutier, faussaire et protestant, sont définitivement mises à néant. Il ne fut pas irréprochable sans doute et, bien qu'une vocation sincère ait paru le faire entrer dans la vie monastique à vingt-quatre ans après l'aventure qui lui a inspiré *Manon Lescaut*, il fut un moine et un prêtre trop semblable à ceux dont les pièces de théâtre et les romans du XVIII<sup>e</sup> siècle nous offrent les modèles. Mais l'amour de l'étude et des lettres le sauva des trop grands écarts et les 442 volumes qu'il publia témoignent au moins de son application au travail. Ils ne lui donnèrent pas la fortune, mais sa charge d'aumônier du prince de Conti, peu absorbante au point de vue religieux, le sauva de la misère, et un de ses 442 volumes suffit à lui assurer une gloire éternelle. Il mourut subitement en 1763, à soixante-six ans, d'une rupture d'anévrisme, et non, comme le veut la légende, d'un coup de scalpel maladroït.

Les derniers mois ont vu paraître un chef-d'œuvre de la littérature biographique, *la Vie d'Ernest Renan* (C. Lévy), par M<sup>me</sup> James DARMESTETER, dont une édition anglaise, légèrement différente, ainsi qu'il convient pour un différent public, a été en même temps donnée en anglais (Londres, Méthuen). Ce n'était pas une tâche aisée que de résumer en 300 pages la vie et l'œuvre de Renan et de faire revivre la figure de l'homme, de faire comprendre l'évolution ou les évolutions d'un esprit aussi changeant dans ses apparences qu'il était constant dans ses tendances foncières, de caractériser ses ouvrages et d'en dégager la partie durable. M<sup>me</sup> Darmesteter a suffi à toutes les parties de sa tâche, et elle a su l'accomplir avec une aisance légère qui ne nuit en rien au sérieux et à l'émotion de l'écrivain. Ce livre n'est nulle part une apologie. Le biographe a conservé sa pleine liberté devant son héros. Il ne cache rien de ses dissentiments avec lui lorsque après la guerre Renan se lança dans des rêves de reconstruction politique et sociale semi-aristocratique semi-sacerdotale, ni lorsqu'une veine de dilettantisme mondain lui inspira *l'Abbesse de Jouane*; il ne cache

même pas ce qu'il trouve d'arbitraire et de fragile dans certaines parties des Origines du christianisme ou de l'Histoire du peuple d'Israël. Mais aussi avec quelle sympathique intelligence il a su retracer le vrai caractère des luttes par lesquelles Renan s'est dégagé des liens sacerdotaux, luttes où l'amour de l'étude paisible dans une retraite sûre entrainait en conflit avec un besoin de vérité qui ne pouvait se satisfaire que dans la liberté, luttes purement intellectuelles en apparence, mais où se cache un élément moral très élevé! C'est cet élément moral, ce dévouement à la vérité qui a fait l'unité et aussi la beauté de la vie de Renan, qui a mis par moments au front de ce soi-disant dilettante un reflet d'héroïsme. Dans aucune partie de ce petit livre le talent de M<sup>me</sup> Darmesteter ne s'est montré aussi grand que dans les chapitres où figure Henriette Renan. Elle se rencontrait avec le chef-d'œuvre incomparable où Renan a lui-même raconté la vie de *Ma sœur Henriette*. M<sup>me</sup> Darmesteter a su toucher à ce sujet sacré, en parler librement, avec un accent personnel, sans que les pages consacrées à Henriette dans son livre aient à souffrir de ce redoutable voisinage.

La *Correspondance de Renan et de Berthelot* (C. Lévy) de 1837 à 1852, qui fait suite aux Lettres intimes de Renan et d'Henriette Renan, achève de nous faire connaître le véritable Renan, toujours sérieux dans le vrai fond de sa pensée et préoccupé sans cesse, non seulement des vérités scientifiques qu'il poursuivait, mais aussi des grands intérêts de son pays et de l'humanité. Les lettres de voyage, d'Italie et d'Orient, sont admirables, et les observations politiques et historiques les plus profondes y alternent avec des descriptions délicieuses. Mais ce sont les lettres de 1871 et de la troisième République qui montrent le mieux avec quel cœur de vrai patriote Renan prenait part à toutes les péripéties de la politique. Ses trois dernières lettres de juillet et août 1852 sont celles d'un philosophe pour qui la vie a été une préparation à la mort. Cette correspondance de deux des plus grands esprits de notre siècle restera pour tous deux un de leurs principaux titres d'honneur.

La thèse française de M. F. BENOIT sur *L'Art français sous la Révolution et l'Empire* (H. Mary) est sorti directement de l'enseignement d'histoire de l'art français créé à la Sorbonne par M. H. Lemonnier, et fait le plus grand honneur au maître ainsi qu'à l'élève. — L'histoire proprement dite, l'histoire de l'art et l'esthétique artistique s'y trouvent étroitement unies, et M. Benoit se trouve avoir écrit à la fois un chapitre excellent de l'histoire de l'architecture, de la peinture et de la sculpture, et un chapitre de l'histoire de la civilisation et des institu-

tions artistiques en France. La deuxième partie est tout entière consacrée aux artistes et à leurs œuvres ; la première, intitulée *les Influences*, après une très bonne étude sur les théories artistiques au XVIII<sup>e</sup> siècle, nous renseigne sur l'état des musées, sur les goûts du public et l'action gouvernementale, enfin sur les institutions artistiques, Institut, École des beaux-arts, Académie de Rome, Salons et récompenses.

Grâce à la Sorbonne, au Collège de France, à l'École des beaux-arts, à l'École du Louvre, Paris se trouve aujourd'hui doté d'une manière exceptionnelle au point de vue de l'enseignement des beaux-arts. L'éminent conservateur de la peinture au Louvre, qui professe en même temps au Louvre et au Collège de France, M. Lafenestre, continue avec activité, en collaboration avec M. Richtenberger, sa collection de catalogues raisonnés des musées de l'Europe. Le dernier volume paru, consacré à la *Hollande*, marque encore un progrès sur les précédents. M. Lafenestre vient aussi de nous donner un volume sur *la Tradition dans la peinture française* (H. May), Baudry, Cabanel, Delaunay, Hébert, où l'on retrouve, avec un goût fin et large, les qualités de précision d'un historien.

G. MONOD.

---

## ANGLETERRE.

## PUBLICATIONS RELATIVES AU MOYEN AGE.

DOCUMENTS. — En poursuivant ses études sur la législation anglo-saxonne, M. le prof. F. LIEBERMANN a rencontré plusieurs manuscrits contenant le texte des lois promulguées par les rois anglo-saxons et normands jusqu'au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle. L'auteur anonyme de cette compilation ne s'est pas contenté d'en transcrire le texte; il les a fait entrer dans une sorte de trame narrative qui relie entre eux les règnes des souverains législateurs, depuis Ine jusqu'à Jean sans Terre. C'est d'ailleurs un esprit médiocre autant qu'un plat écrivain. Ce qui frappe chez lui tout d'abord, c'est moins l'extraordinaire indigence du style et de la pensée que l'impudente inconscience avec laquelle il interpole les textes qu'il copie et les compromet par le voisinage de documents ou de récits qu'il invente. Cependant, ces inventions même, si, aux yeux de la critique moderne, elles enlèvent toute autorité juridique ou historique au recueil, offrent un certain intérêt par ce qu'elles nous font deviner des sentiments particuliers à l'auteur. C'était sans doute un bourgeois de Londres, fier des privilèges dont jouissait sa patrie et jaloux de les voir augmenter; c'était aussi un admirateur du système centralisateur organisé par les rois normands et angevins: Guillaume II le Roux, Henri II, Richard Cœur-de-Lion ne reçoivent de lui que des éloges, toujours les mêmes, il est vrai, et exprimés en termes presque identiques. Il a plus de révérence pour les cours de loi établis à Westminster que pour l'abbaye, pour la cloche qui appelait les bourgeois de la cité à l'assemblée que pour celle qui appelait les gens à Saint-Paul. Enfin, il avait l'idée plus ou moins confuse d'un royaume de Grande-Bretagne où les Gallois et les Écossais seraient soumis à la couronne d'Angleterre. Ce « regnum Britannie, » il croyait qu'il avait existé au temps du roi des Bretons Arthur comme au temps d'Alfred le Grand. Il écrivit vers 1210. Ses sources principales sont le *Quadripartitus* pour la période antérieure à la conquête, et, pour l'époque postérieure, une compilation tripartite formée de certaines lois de Guillaume le Bâtard, d'un remaniement des lois du Confesseur (*Edwardus retractatus*) et de la généalogie des ducs de Normandie par Henri de Huntingdon; enfin, pour le temps de Henri II, le traité de Glanville. Rien ne lui appartient en propre que

ses inventions mensongères. M. Liebermann les a discernées avec sa critique si pénétrante et si bien informée; il les a jugées avec une sévérité peut-être excessive, car le tort de notre anonyme est d'avoir eu, sans doute avec excès, les défauts de son temps<sup>1</sup>.

Peu de temps après, M. Liebermann a donné chez Niemeyer, à Halle, la première livraison de son édition des lois anglo-saxonnes. Le contenu en a déjà été indiqué sommairement ici même (*Rev. hist.*, LXVI, 247) et nous n'y reviendrons pas. Le moment n'est pas venu de parler en détail de cette publication, préparée depuis si longtemps avec un zèle que rien n'a ralenti et amorcée déjà, si l'on peut ainsi dire, par diverses monographies qui ont été annoncées en leur temps par la *Revue historique*. Nous attendrons que l'ouvrage soit plus avancé.

Si l'on veut étudier l'administration intérieure, surtout au spirituel, d'un diocèse anglais, il importe de consulter les registres où les évêques faisaient transcrire les actes de leur gestion. J'ai déjà eu l'occasion de signaler plusieurs de ces registres et d'en montrer l'importance. Le t. II du registre de John de Grandisson, évêque d'Exeter (4327-4369), contient la suite du « Registrum commune, » de 4334 à 4360<sup>2</sup>. Bien qu'il ne concerne guère que les affaires purement diocésaines, le champ est encore assez varié pour que l'intérêt en soit grand. Je me contenterai de signaler une sentence d'excommunication (en français) contre tous ceux qui violeraient les libertés publiques, aussi bien la grande Charte que les privilèges de l'Église (p. 943), les actes relatifs à la tenue d'un concile provincial (p. 969), un ordre de poursuivre contre un savant diacre<sup>3</sup> qui, trente ans avant Wycliffe, allait prêchant un peu partout contre le dogme de la transsubstantiation (p. 4447 et 4479), etc. Quelques lettres sont adressées à l'abbé de Saint-Serge, d'Angers, à l'occasion d'un prieuré que cette abbaye possédait au diocèse d'Exeter (p. 695). Il y est aussi question çà et là

1. *Ueber die Leges Anglorum saeculo XIII ineunte Londoniis collectae*. Halle, Niemeyer, 1894, VIII-105 p. — Le texte même des lois se retrouve dans les éditions des lois anglo-saxonnes de Thorpe et de Schmid; les additions et interpolations de l'auteur anonyme ont été en partie éditées par Riley, *Monumenta Gildhallae Londontensis*, t. II, 2<sup>e</sup> partie, p. 624 et suiv. M. Liebermann n'a eu cette fois que peu de nouveau à publier.

2. *The Register of John de Grandisson, bishop of Exeter*; part II. Londres, G. Bell; Exeter, Eland. Cf. *Rev. hist.*

3. P. 1180 : « ... Simulate freneticum, set revera hereticum, Radulphum de Tremur, qui eo est perniciosior et ad decipiendum pericior quo literator, magister in artibus quondam acer, in grammatica doctior, lingua quadruplici : latina, gallica, anglica, cornubicaque et britannica, garrulus et disertus... »



de prières et de subsides pour la guerre d'Écosse ou pour celle de France (p. 937, 4458, 4473). Quand on apprit la capture de Jean le Bon, des processions solennelles furent ordonnées pour célébrer le triomphe du pieux prince de Galles sur un ennemi qui avait repoussé avec hauteur les propositions de trêves qu'on lui avait faites (p. 4494). Le soin avec lequel le Rév. F. C. HINGESTON-RANDOLPH a analysé ou publié ces documents mérite les plus grands éloges.

Nous en dirons autant des registres de John de Sandale et de Rigaud d'Assier, évêques de Winchester (1316-1323), qui ont été publiés par M. BAIGENT pour la Société des archives du comté de Hants<sup>1</sup>. Si la Société<sup>2</sup> a commencé cette série de documents au pontificat de John de Sandale, bien que le plus ancien registre remonte à celui de Jean de Pontoise (1282-1304), c'est parce que ce pontificat et celui de son successeur ont été courts et qu'on a pu donner le texte littéral des registres. Pour les précédents, il faudra se contenter de faire comme M. Hingeston-Randolph a fait pour le diocèse voisin. Ajoutons que, si les pièces contenues dans les deux tomes de M. Baigent ne concernent guère que l'Angleterre, les deux prélats intéressent aussi la France, car le premier fut envoyé pour les affaires du roi en Gascogne (1299) et le second, né en France (à Assier, près de Cahors), dans le même diocèse que le pape Jean XXII, fut très protégé par ce pontife, fut élu sur sa recommandation évêque de Winchester et mourut auprès de lui à Avignon.

Le premier volume des statuts de la cathédrale de Lincoln contient, comme on l'a déjà dit (LIV, 438), le « Livre noir » édité par Henry BRADSHAW. Cet érudit s'était proposé d'en compléter le texte en le comparant avec des documents semblables tirés d'autres archives. Repris et développé par M. Chr. WORDSWORTH, ce plan s'est élargi au point de donner deux gros volumes formant un total de 4,200 pages. Voici ce qu'on y trouve : 4° un recueil de certains « Usages liturgiques » suivis dans les cathédrales de Salisbury<sup>3</sup>, de Lichfield<sup>4</sup>, de

1. *The Registers of John de Sandale and Rigaud de Asserio* (1316-1323). Winchester, Warren (Hampshire Record Society). 2 vol.

2. Cette société a été fondée en 1888. Nous avons déjà mentionné, parmi ses publications, le *Coutumier du Réfectoire de S. Swithun* et le *Rôle des comptes de l'obédiencier* du même chapitre.

3. C'est l'*Institutio Osmundi* que M. Rich. Jones avait déjà publiée, mais avec peu d'exactitude, dans la collection du maître des rôles (*The Register of S. Osmund*, 1883-1884). *The Use of Sarum* vient d'être édité par le Rév. Frère (Cambridge, University Press).

4. L'Usage de Lichfield est du temps de l'évêque Hugues de Nunant, 1188-1198; Dugdale (*Monasticon*, VI, 1255) en avait publié un texte qui est moins pur.

Hereford<sup>1</sup> et d'York<sup>2</sup>. 2° Vers 1440 s'éleva un violent conflit d'une part entre l'évêque de Lincoln, Alnwick, qui fit rédiger un nouveau recueil de statuts et prétendit en imposer l'observation au chapitre, et d'autre part le doyen Mackworth, dont la résistance acharnée força l'évêque à céder. On nous donne ici un certain nombre de documents relatifs à ce différend. 3° Des documents de date plus récente concernent le chapitre de Lincoln et surtout la procédure suivie pour l'installation des chanoines et des dignitaires du chapitre après la Réforme. 4° Les statuts donnés par le premier évêque de Truro (1883) au chapitre de cet évêché, nouvellement créé<sup>3</sup>, montrent combien les questions d'attribution, de préséance, sont encore aujourd'hui vivantes dans le clergé de l'Église établie. 5° Signalons enfin ce qu'on appelle à Lincoln les rôles de *Re et Ve*, expression qui a longtemps tourmenté les paléographes; ce sont des rôles sur lesquels on marquait chaque semaine les arrivées (*venit*) et les départs (*recessit*) des membres du chapitre dont la présence était obligatoire à certains dimanches, à certains jours de fête, d'anniversaire ou d'obit. Ces jours-là, les présents, et ceux-là seuls, avaient droit à certaines sommes prises sur la masse (*communa*) des revenus généraux du chapitre. Le *clericus de communa* était chargé d'établir ces listes de présence, qui fournissent de nombreux faits, non seulement sur le personnel de la cathédrale, mais encore sur les fêtes qu'on y célébrait. C'est Bradshaw qui le premier a donné la clef de ce petit problème et qui en a montré l'intérêt. Les rôles publiés dans le volume sont des années 1474 et 1472<sup>4</sup>.

Le nombre des cartulaires imprimés s'accroît sans cesse, mais ils sont le plus souvent imprimés par des sociétés locales et il est difficile de se les procurer. Je puis mentionner cependant celui de Cocker-sand, abbaye qui s'élevait autrefois sur la côte occidentale du comté de Lancastre, vers l'embouchure de la rivière Lune. Vers l'an 1480, un certain Hugues établit dans cette région un ermitage; il y joignit bientôt un hôpital pour les infirmes et pour les lépreux. Un peu plus tard, l'ermitage devint un prieuré (1490), puis une abbaye de Prémontré. D'abondantes donations l'enrichirent et, vers 1267-1268, un

1. Les *Consuetudines et statuta ecclesiae Herefordensis* sont de l'année 1280.

2. Les statuts de la cathédrale d'York avaient déjà été publiés, mais avec peu d'exactitude, dans le *Monasticon*.

3. Le diocèse de Truro, en Cornouailles, a été formé en 1876 au détriment de celui d'Exeter.

4. *Statutes of the Lincoln cathedral, with illustrations*; edited by Chr. Wordsworth. 2° partie. Cambridge, at the University press, 1897, CCXC-XXVI et 957 p. in-8°.

des chanoines de l'abbaye en dressa le cartulaire, qui vient d'être publié, pour la « Chetham Society, » par M. William FARRER<sup>1</sup>. L'abbaye de Cockersand n'a jamais joué de rôle historique; son cartulaire ne nous intéresse que par les renseignements qu'il fournit sur la composition, l'étendue et l'aménagement des terres qui lui appartenaient. A ce point de vue, il apporte à l'historien et à l'économiste son utile contingent de faits nouveaux. Après que le texte du cartulaire eut fini d'être imprimé, l'éditeur retrouva, soit en copie, soit en original, plusieurs chartes concernant l'abbaye; il les a publiées en appendice. La transcription des actes paraît avoir été faite avec exactitude; par contre, j'aurai de fortes réserves à exprimer au sujet de la ponctuation; elle est fort arbitraire et semble être çà et là mise à contre-sens. Enfin, il n'y a pas d'index, lacune qui sera peut-être comblée dans un volume suivant.

La Société pour la publication des grands rôles de l'Échiquier antérieurs à l'an 1200 a donné en 1897 le rôle de la vingt-unième année de Henri II (1174-1175); comme les précédents<sup>2</sup>, il est particulièrement intéressant pour l'histoire du grand soulèvement féodal qui ébranla l'empire angevin.

La Société des archives du Somerset, fondée il y a une douzaine d'années, a déjà publié plusieurs volumes importants. Le seul dont nous puissions parler en connaissance de cause se rapporte à l'administration de la justice civile et criminelle<sup>3</sup>. Il contient une traduction en anglais, ou, pour mieux dire, une analyse très minutieuse des rôles des juges itinérants depuis la fin du XII<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1256; aux rôles des plaidoiries tenues dans le comté de Somerset, M. CHADWYCK-HEALEY a joint les notices concernant ce comté que fournissent les rôles semblables des autres régions de l'Angleterre. En tout, ce sont plus de quinze cents articles qui forment une masse considérable de renseignements précieux pour l'histoire sociale de l'Angleterre pendant la première moitié du XIII<sup>e</sup> siècle. C'est une question de savoir si la Société a pris le meilleur parti en décidant que l'on ne publierait pas le texte même des procès-verbaux transcrits en latin sur les rôles des juges itinérants. Je vois bien les avantages de l'« adaptation » qu'on nous donne : on a pu resserrer plus de faits dans un

1. *The Chartulary of Cockersand abbey*, vol. 38 et 39, nouv. série des publications de la Chetham Society. Manchester, printed for the Chetham Society, 1897, 1898.

2. Voir *Rev. hist.*, LXVI, 466.

3. *Somersetshire pleas civil and criminal, from the rolls of the itinerant justices*; edited by Charles E. H. Chadwyck-Healey, lxxxij-250 p. (Somerset Record Society, vol. XI, 1897).

moindre espace et la traduction est déjà comme un commentaire perpétuel; mais on regrettera toujours de n'avoir pas sous les yeux le texte original lui-même. La traduction est précédée d'une excellente introduction où M. Chadwyck-Healey expose la condition des personnes qui pouvaient être ajournées devant les tribunaux royaux, résume ce qu'on sait aujourd'hui sur les tribunaux (les tribunaux ecclésiastiques non compris) qui rendaient la justice au temps de Jean sans Terre et de Henri III, sur leur compétence et sur la procédure qu'on y employait. Sur plusieurs points, par exemple en ce qui concerne l'organisation du jury et la « présentation d'anglaiserie, » il a pu apporter des lumières nouvelles empruntées aux rôles eux-mêmes. Des tables très copieuses (table des matières et table des noms de lieu et de personnes) et d'utiles appendices<sup>1</sup> complètent cette précieuse publication.

Un second volume des Plaidoiries devant la cour de l'Amirauté a été donné par M. MARSDEN pour la Selden Society<sup>2</sup>. Comme il se rapporte à la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, nous ne saurions en parler longuement; du moins faut-il signaler dans l'introduction les faits nouveaux que M. Marsden a recueillis, depuis l'apparition du premier volume, sur les procédures devant la cour au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècle.

On sait la transformation profonde qui s'opéra en Angleterre dans l'aménagement de la propriété rurale vers la fin du XV<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XVI<sup>e</sup>: d'abord, pour diminuer leurs charges, les grands propriétaires s'efforcèrent de réunir en un seul tenant plusieurs petites exploitations rurales; ils laissèrent tomber en ruines ou démolirent les maisons habitées jusqu'alors par de petits paysans pour laisser subsister seulement les bâtiments nécessaires aux gros fermiers auxquels ils louaient leurs terres; puis, très rapidement, dans le cours d'une seule génération, on les vit, dans ces domaines « consolidés, » substituer le pâturage aux terres à blé, l'élevage en grand du bétail à la culture en petites parcelles des céréales. Enfin, ils firent enclore les domaines ainsi arrondis, et quelquefois même agrandis aux dépens des petits paysans et des biens communaux,

1. L'appendice A donne en quatre colonnes parallèles la liste des hundreds du comté de Somerset en 1084, 1225, 1242, 1280; ces listes montrent les changements que le temps a apportés dans ces circonscriptions. L'appendice B contient un certain nombre d'extraits textuels, tirés des rôles des juges itinérants au temps de Henri III, sur la présentation d'anglaiserie. Dans l'appendice C est dressée la liste des shériffs et sous-shériffs du Somerset pendant la période à laquelle se rapporte le volume.

2. *Select pleas in the court of Admiralty*. Vol. II : *The High court of Admiralty, 1547-1602*. Londres, Quaritch, 1897, lxxviii-241 p. in-8°.

pour y maintenir plus sûrement leurs troupeaux et pour en écarter les troupeaux des moindres cultivateurs, des paysans pauvres, qui, sous le régime précédent, trouvaient encore à faire pâture leurs bêtes sur les terres et dans les bois non enclos des grands propriétaires. Le résultat immédiat de cette transformation était de ruiner la classe des paysans libres, qui avait fait la force militaire de l'Angleterre au moyen âge, et d'appauvrir sa production en blé, qui avait fait sa force économique. Double danger auquel le gouvernement des Tudors, aussitôt la guerre civile terminée, s'efforça de porter remède. Un acte de 1488-1489<sup>1</sup> décida que tout propriétaire de maisons affermées avec vingt acres de terre serait obligé de maintenir en bon état les bâtiments nécessaires à l'exploitation, sous peine de payer au roi ou au seigneur immédiat une amende ou indemnité égale à la moitié des revenus jusqu'à ce que ces bâtiments eussent été réparés. Cet acte, qui tendait à protéger le petit paysan contre les misères de l'éviction, demeura sans effet. Il fut renouvelé en 1515 sans plus de succès. Alors Wolsey, poussé peut-être par le besoin de créer des ressources pécuniaires au Trésor royal, fit nommer (28 mai 1517) une commission d'enquête chargée de déterminer avec précision dans quelles conditions la terre était occupée à la date de la Saint-Michel 1488 et quelles personnes étaient responsables des changements interdits par les actes de 1489 et de 1515. Cette enquête ne s'appliqua pas à tout le royaume; elle toucha seulement les comtés où le progrès des clôtures avait été le plus considérable. Elle fut menée promptement à bien et les procès-verbaux expédiés à la chancellerie. Alors toutes les personnes dénoncées par les enquêteurs furent citées à comparaître devant l'Échiquier pour payer l'amende, si elles ne pouvaient prouver que les faits dénoncés aux enquêteurs étaient antérieurs à l'année 1488. Les procès-verbaux de l'enquête de 1517 (avec quelques autres rédigés encore en 1518), ainsi que les procédures devant la juridiction financière, ont été retrouvés, non sans peine, par M. LEADAM, dans des séries non encore inventoriées du P. Record Office. Ces documents, qui forment un ensemble considérable, permettent d'étudier par le menu et chiffres en main la rapide évolution qui transforma la population rurale et les conditions matérielles de son existence en Angleterre au xvi<sup>e</sup> siècle. M. Leadam a été autorisé à publier les plus importants, c'est-à-dire les procès-verbaux de l'en-

1. Cet acte est de la quatrième année de Henri VII; il est intitulé, suivant les expéditions qu'on en a : « Agaynst pulling down of tounes » (*Stat. of the Realm*), ou « For kepyng up houses of husbandrye » (exemplaire de l'Échiquier).

quête de 1517-1518, dans la collection de la *R. Historical Society*. Il l'a fait de main de maître. Non seulement les textes sont reproduits avec la plus scrupuleuse fidélité<sup>1</sup>; mais ils sont précédés d'une introduction explicative pour chaque comté et d'une introduction générale sur laquelle il convient d'attirer l'attention des historiens et des économistes. M. Leadam s'est imposé la tâche extrêmement ardue de convertir en chiffres et de présenter aux yeux, sous forme de tableaux statistiques et synoptiques, les détails fournis par les documents. Il a expliqué avec beaucoup de science, mais avec une concision qui nuit parfois à la claire compréhension des choses, les principes qu'il a suivis pour dresser ces tableaux, ce qui l'amène à traiter les points les plus délicats de l'économie rurale et de la condition des personnes qui étaient associées à la vie des grands domaines à la fin du moyen âge. Ces dissertations (par exemple sur le sens des mots *cotagia*, *messuagia*, *iconomia*) sont pleines d'enseignements, et nous ne saurions trop recommander la lecture des textes qu'a publiés M. Leadam et l'étude des conclusions qu'il en a tirées<sup>2</sup>. Il lui appartient maintenant de reprendre le sujet dans son ensemble et de nous faire l'histoire complète du mouvement des « Inclosures » dont les historiens comme Rogers n'ont pu nous retracer que les grandes lignes.

Comme nous l'avons déjà dit, nous n'aurons plus que rarement à reparler de la série des « *Chronicles and Memorials* » publiée sous les auspices du maître des rôles; la *Revue historique* a déjà signalé le t. III des *Memorials of Saint Edmunds abbey*<sup>3</sup>, et il ne semble pas nécessaire d'y revenir. Je ne puis de même que renvoyer à ce qui a été récemment dit ici<sup>4</sup> sur la belle édition du Poème d'Ambroise sur la troisième croisade que M. Gaston PARIS a donnée dans la *Collection des documents inédits*. Je rappellerai seulement qu'Ambroise, né en Normandie, était sujet du roi d'Angleterre, qu'il se proposa de mettre dans tout leur jour les prouesses accomplies par son souverain et qu'il ne raconte sur Richard que des faits dont il avait été lui-même le témoin direct.

1. Les textes ont été copiés par M<sup>lle</sup> T. Martin, à laquelle M. Leadam a payé à la fin de l'introduction un tribut mérité de gratitude.

2. *The Domesday of Inclosures, 1517-1518; being the extant returns to Chancery for Berks, Bucks, Cheshire, Essex, Leicestershire, Lincolnshire, Northants, Oxon and Warwickshire, by the Commissioners of Inclosures in 1517 and for Bedfordshire in 1518, together with Dugdale's ms. notes of the Warwickshire inquisitions in 1517, 1518 and 1549.* Publié pour la R. Historical Society. 1 vol. en 2 tomes, 715 p. Longmans.

3. *Rev. hist.*, LXVI, 247.

4. *Ibid.*, LXVII, 89.



L'édition de l'*Opus majus* du moine franciscain Roger Bacon par M. John Henry BRIDGES <sup>1</sup> a été très vivement critiquée. On a reproché <sup>2</sup> à l'auteur une grande inexpérience paléographique qui l'a induit à de nombreuses erreurs de lecture, et l'on en a donné des exemples suffisamment instructifs. On s'est même demandé <sup>3</sup> si l'œuvre qu'il a publiée est bien l'*Opus majus* dont Bacon lui-même a parlé dans ses œuvres; la question est délicate et demande, pour être traitée à fond, une compétence spéciale qui me manque. Il n'est point douteux cependant que l'œuvre ne soit de Bacon et qu'elle n'ajoute à la connaissance de ses idées sur les sciences, sur leurs relations entre elles et sur le but moral qu'il assignait à leur étude. A ce point de vue, l'introduction de M. Bridges conserve une réelle valeur. Homme de science (M. Bridges est *fellow* du collège royal de médecine), il a parlé avec toute la précision désirable des observations faites par le savant franciscain; pour le même motif, la table analytique des matières qui termine cette introduction rendra de vrais services, ainsi que les notes instructives qu'il a jointes au texte de l'*Opus*. Enfin, on suivra avec un poignant intérêt, même si les faits qu'il rappelle ne sont pas nouveaux, le résumé qu'il donne de la biographie de Bacon. L'ouvrage qu'il publie aujourd'hui, que ce soit l'*Opus majus* ou non, paraît avoir été composé vers 1266-1267, dans le même temps que l'*Opus minus* et l'*Opus tertium*, soit avant la mort de Clément IV, qui portait un vif intérêt aux travaux de frère Roger. Dix ans plus tard, il était mis en prison « propter novitates suspectas » (1278) et n'était remis en liberté qu'en 1292, après avoir été mis hors d'état pendant quatorze années d'exercer au profit de la science et de la foi une des intelligences les plus étendues qui aient existé <sup>4</sup>.

A ce que je viens de dire sur les documents récemment publiés, j'ajouterai l'indication des inventaires et des livres de référence qui s'y rattachent par le lien le plus étroit. La série des Inventaires se poursuit activement. Nous avons maintenant pour les lettres patentes

1. The « *Opus majus* » of Roger Bacon, edited with introduction and notes, by J. H. Bridges. Oxford, at the Clarendon press, 1897, 2 vol., clxxxvij-401 et 568 p.

2. The *English historical Review*, janvier 1898.

3. The *Athenæum*, 25 sept. 1897.

4. M. Bridges rappelle que, dans la livraison de juillet 1897, la *English historical Review* a publié un document inédit trouvé par le Dr Gasquet aux archives du Vatican et que celui-ci considère comme une préface de l'*Opus majus*. M. Bridges estime plutôt que c'en est comme un premier brouillon.



trois volumes d'Édouard I<sup>er</sup> (1284-1307)<sup>1</sup>, deux d'Édouard II (1307-1317)<sup>2</sup>, quatre d'Édouard III (1327-1340)<sup>3</sup>, deux de Richard II (1377-1385)<sup>4</sup> et un d'Édouard IV (1361-1367)<sup>5</sup>; pour les rôles des lettres closes, cinq volumes d'Édouard II (1307-1327)<sup>6</sup> et deux d'Édouard III<sup>7</sup>; enfin, trois volumes d'inventaires des actes concernant l'histoire du Royaume-Uni qui ont été transcrits sur les registres pontificaux<sup>8</sup>.

Au premier rang des livres de référence, il faut placer la nouvelle édition de POTTHAST, qui a été mise au courant avec tant de soin et qui rend chaque jour de si grands services<sup>9</sup>. Il faut rappeler également la nouvelle édition du *Registrum sacrum anglicanum* de M. William STUBBS, évêque d'Oxford<sup>10</sup>. Parmi les additions, je signalerai l'appendice I, qui contient la liste des évêchés dans les colonies (provinces du Canada, du « Rupert's Land, » de l'Inde et de Ceylan, de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Galles du sud, de l'Afrique australe, des Indes occidentales; diocèses coloniaux et évêques de Mission relevant de Cantorbéry); cette liste a été dressée par le chanoine E. E. HOLMES<sup>11</sup>. Par contre, je regrette de retrouver, à l'appendice VIII, les évêchés classés dans un ordre qui n'est ni chronologique, ni géographique, ni alphabétique, ce qui rend fort incommode le maniement de cet indispensable ouvrage. Le volume de M. Stubbs est, jusqu'à un certain sens, complété par celui de M. W. K. Riland BEDFORD, où sont décrites les armoiries qui ont été portées par les archevêques et évêques de l'Angleterre et de la Galles, ou qui leur ont été attri-

1. *Calendar of the patent rolls preserved in the public Record Office. Edward I*; t. III : 1301-1307 (1898).

2. *Calendar... Edward II*; t. II : 1313-1317 (1898).

3. *Calendar... Edward III*; t. IV : 1334-1340 (1898).

4. *Calendar... Richard II*; t. II : 1381-1385 (1897).

5. *Calendar... Edwards IV*; t. I (1897).

6. *Calendar of the close rolls preserved in the public Record Office. Edward II*; t. V : 1323-1327 (1898).

7. *Calendar... Edward III*; t. II : 1330-1333 (1898).

8. *Calendar of entries in the papal registers relating to Great Britain and Ireland. Papal letters*; t. III : 1343-1362. Pour ce volume, M. Bliss, dont le travail ne laisse pas de trahir beaucoup d'inexpérience, a eu pour collaborateur M. C. Johnson. Nous avons déjà signalé le volume de *Petitions to the Pope* (1342-1449), qui est un utile complément aux volumes des *Papal letters*.

9. *Bibliotheca medii aevi. Wegweiser durch die Geschichtswerke des europäischen Mittelalters bis 1500*. Berlin, Weber, 2 vol., 1896-1897.

10. *Registrum sacrum anglicanum. An attempt to exhibit the course of episcopal succession in England*. Oxford, at the Clarendon press, 1897, xvi-248 p. in-4°. Prix : 10 sh. 6 d.

11. Pour cette répartition des diocèses anglais sur le globe, voir l'*Historical church Atlas*, de M. Mac Clure, que nous avons annoncé précédemment LXVII, 464.

buées<sup>1</sup>. C'est aussi une nouvelle édition qui a été augmentée d'un répertoire des termes de blason employés dans ces armoiries, avec renvoi au nom du prélat à qui elles appartiennent. Ce répertoire, ainsi que les dessins de 794 blasons figurés sur les 84 planches de l'ouvrage permettront d'identifier assez facilement les armoiries gravées sur les monuments, les sceaux, les peintures, la vaisselle, etc. Les archéologues ne manqueront pas d'en faire leur profit. Terminons cette section en disant que le beau Dictionnaire de biographie nationale dirigé par M. LEE en est maintenant à la lettre T et que dans peu de mois on verra la fin de cette grande œuvre<sup>2</sup>; enfin, que l'Atlas de géographie historique dirigé avec un zèle si éclairé par M. Lane POOLE est arrivé à la vingtième livraison<sup>3</sup>. Les deux tiers de l'ouvrage sont donc dès maintenant aux mains des érudits.

HISTOIRE DES INSTITUTIONS. — Dans son bel ouvrage sur les établissements formés par les Celtes et les Romains, les peuplades germaniques, slaves et finnoises, et sur leur organisation agricole, M. Auguste MEITZEN a consacré deux chapitres (ch. VII et VIII du livre VII) à l'Angleterre<sup>4</sup>. S'appuyant sur un petit nombre d'exemples étudiés très minutieusement et sur les analogies fournies par les divers peuples qui ont colonisé l'Europe centrale et septentrionale aux temps historiques, il a montré les traces laissées par l'occupation bretonne du sol longtemps après l'invasion anglo-saxonne, et a conclu que néanmoins, partout où dominèrent les Anglo-Saxons, le sol anglais fut occupé, divisé, cultivé d'après les coutumes purement germaniques; la division du sol en Angleterre est la même que celle de la Germanie entre le Weser et la mer du Nord. Je n'ai pas à dire ici ce qu'il y a de séduisant et d'inquiétant à la fois dans la méthode suivie par l'auteur; mais il n'est pas douteux que sa brillante synthèse, même par les contradictions qu'elle pourra soulever, stimulera l'attention des historiens et des sociologues. On en trouve déjà l'influence dans les plus récents travaux de M. Maitland. A ce même ordre d'idées se rattache le volume de M. Frederic SEEBOHM sur le système de tribu,

1. *The Blazon of episcopacy*. Oxford, at the Clarendon press, 1897, x-274 p. et 81 pl. gravées. Prix : 31 sh. 6 d.

2. *Dictionary of national biography*. Vol. VI : Teach-Tollet. Smith, Elder et Co.

3. *Historical Atlas of modern Europ.* Oxford, at the Clarendon press. Prix de chaque fascicule : 3 sh. 6 d. — Le vingtième fascicule comprend les cartes de l'Europe en 1814-1863, par le prof. G. W. Prothero; celle de la France ecclésiastique, par W. E. Rhodes, et celle de l'Asie occidentale sous les Mongols, en 1330, par Stanley Lane-Poole.

4. *Siedelung und Agrarwesen der Westgermanen und Ostgermanen, der Kelten, Römer, Finnen und Slawen*. Berlin, Hertz, 1895, 3 vol. et un atlas.

tel qu'il existait en Galles avant la conquête du pays par les Anglais<sup>1</sup>. Il a repris la méthode inaugurée avec un si grand éclat dans son étude sur la communauté de village, et il en a tiré des conclusions peut-être encore plus instructives. Comme on le sait, tandis que la région méridionale avait été soumise dès le XII<sup>e</sup> siècle, la Galles du Nord fut conquise seulement par Édouard I<sup>er</sup>. Des seigneurs normands y furent établis et substitués aux droits des anciens possesseurs gallois. Des enquêtes furent prises pour établir l'étendue de ces droits. Nous en avons deux surtout : l'une se rapporte à l'île d'Anglesey et plus particulièrement à Aberffraw (1294), l'autre au château et à l'honneur de Denbigh (1335). Sous la phraséologie des scribes anglo-normands, elles gardent des traces évidentes d'un état de société où, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle encore, la tribu était l'unité, où les familles unies par le sang occupaient des portions indivises dans les droits communs de la « villata. » Le pays de Galles nous fournit ainsi l'exemple le plus moderne du système de la tribu dans l'Europe occidentale. Le témoignage fourni par ces pièces d'archives<sup>2</sup> est irrécusable. M. Seebohm le confronte avec celui des lois galloises, où il est si difficile de distinguer les parties anciennes et interpolées, les éléments empruntés à la réalité et ceux qu'a enfantés l'imagination ; il retrouve dans ces lois le même état de société que dans les « Extents » postérieurs à la conquête. Il produit enfin plusieurs chartes latines de donations faites à des églises par des chefs gallois au VI<sup>e</sup>, au VII<sup>e</sup> siècle, et il croit que ces chartes peuvent être tenues pour authentiques. Elles nous font remonter jusqu'à un temps voisin de celui où Gildas écrivait ses obscures lamentations, dont M. Seebohm réussit cependant à tirer des renseignements positifs. Il rattache ainsi les anneaux fort distendus d'une longue chaîne de témoignages qui s'allonge du VI<sup>e</sup> siècle au XIV<sup>e</sup> siècle, entre la peste jaune de 547 et la peste noire de 1349. Il nous montre dans ce long développement historique l'organisation de la tribu celtique : la famille et ses degrés, l'occupation du sol par les familles unies par le sang, la place qu'y prennent les étrangers, le rôle des chefs et les redevances qui leur sont fournies par les gens de la tribu et par les étrangers, les immunités

1. *The Tribal System in Wales*; being a part of an inquiry into the structure and methods of tribal Society. Longmans, 1895, xiv-238 et 111 p.

2. Ces pièces, publiées littéralement, avec les abréviations figurées, forment un appendice de 111 pages qui a reçu une pagination particulière. M. Seebohm s'est interdit d'en produire aucune qui fût postérieure à la peste noire, parce qu'en dévastant le pays ce fléau en modifia profondément les conditions sociales et économiques.

accordées aux églises, qui obtiennent l'exemption des charges qui pèsent sur tous les membres de la tribu. Il est permis d'espérer que ce beau travail donnera une nouvelle impulsion aux études celtiques et encouragera la publication des textes inédits que la littérature galloise compte en si grand nombre.

*Feudal England*, par M. J. H. ROUND<sup>1</sup>, est un volume de mélanges plein de faits, d'observations pénétrantes, de conclusions neuves et de grande portée. Ces mélanges se groupent assez bien en trois sections relatives au Domesday-Book, à l'introduction du service militaire de chevalier (*knight-service*), et, d'une façon plus générale, à l'histoire des rois normands. Le point original des études sur le Domesday-Book porte sur la manière dont fut instituée l'enquête à laquelle Guillaume le Conquérant fit procéder en 1086. Cette enquête fut faite par des commissaires royaux dont nous connaissons plusieurs; dans chaque centaine ils assemblèrent et consultèrent un jury composé du shériff, des vassaux directs de la couronne et de leurs vassaux, enfin des gens de la centaine, parmi lesquels huit étaient nominativement désignés au roi : le prêtre, le prévôt et six paysans de chaque circonscription rurale (*villa* ou *township*); de ces huit personnes, quatre étaient des Français et quatre des Anglais. C'est dans cette cour que les commissaires recueillirent les dépositions, accompagnées parfois des pièces écrites<sup>2</sup>. Ils devaient savoir exactement : 1° le nom de chaque propriété et de son propriétaire au temps d'Édouard le Confesseur et maintenant; 2° la superficie du sol labourable qui se trouvait dans le domaine du propriétaire et le nombre des gens de condition libre ou non-libre qui y demeuraient; 3° la nature du sol au point de vue de l'exploitation agricole, abstraction faite de la partie labourable mentionnée plus haut (bois, prés, pâturages, moulins, viviers); 4° les modifications subies par cette propriété dès avant la conquête et sa valeur actuelle; en un mot tout ce qui contribuait à former la richesse imposable des manoirs. Le résultat de ces enquêtes fut consigné sur des rouleaux de parchemin qui furent envoyés au roi sans retard, et c'est d'après ces rouleaux qu'ont été confectionnés les deux volumes du Domesday-Book<sup>3</sup>.

1. *Feudal England*. Historical Studies on the xith and xirh centuries. Swan Sonnenschein, 1895, xvi-587 p.

2. Il est probable qu'à cette occasion beaucoup de chartes anglo-saxonnes furent forgées ou refaites; quelques-unes même avec des sceaux.

3. Les rouleaux d'enquête, qui sont la source même du DB, n'existent plus; mais on en a des copies partielles, plus ou moins directes et fidèles, dans l'*Inquisitio comitatus Cantabrigensis* et dans l'*Inquisitio Eliensis*; le t. II du DB (lequel

Chaque centaine fut alors imposée suivant ses facultés. Quelle fut la base de la répartition? Il faut distinguer les comtés situés dans les limites de l'ancien royaume de Wessex et ceux où les envahisseurs danois s'établirent comme dans une colonie de peuplement. Dans le premier groupe (Wessex), l'unité imposable était la *hida*. On a beaucoup disputé pour savoir à quelle mesure superficielle équivalait la *hida*; mais tous les efforts tentés pour déterminer un rapport certain entre cette hide et la superficie, soit d'une « villa, » soit d'un manoir, ont été stériles et contradictoires. M. Round en a donné sans doute la raison en montrant, par d'ingénieux calculs, que la hide est, non pas une mesure agraire, mais l'unité d'évaluation de la richesse imposable, l'unité de répartition du danegeld. Cette unité doit être considérée comme subdivisée en 4 *virgatae* et la *virgata* en 30 acres, de sorte que la hide représentait, idéalement pour ainsi dire, une valeur de 120 acres de terre. En outre, la taxe a toujours été répartie par groupes de 5 hides ou par des multiples de 5. C'était un système, à ce qu'il semble, fort ancien, dont on retrouve des traces jusqu'au temps de Bède. Dans le second groupe (Danelaw), on passe du système décimal au système duodécimal, car on ne compte plus par hides ni par unités ou multiples de 5 hides, mais par charruées (*carucatae*), et l'impôt y est réparti par unités globales de 6 et de 12. Comme la hide, la charruée était une quantité factice, quoiqu'elle représentât une surface de terre que l'on pouvait cultiver avec une charrue et huit bœufs (on disait en langage courant : un attelage de huit bœufs). — Cette élégante solution d'un des plus gros problèmes que soulève l'étude du Domesday-Book ne supprime pas toutes les difficultés, car on se demande comment 120 acres, mesure réelle et certaine, peuvent avoir pour somme équivalente une valeur irrégulière et variable; mais les proportions établies par M. Round sont inattaquables, et par là il a réussi à rétablir la logique où, avant lui, on ne trouvait que confusion.

L'introduction du *knight-service* est tout d'abord une question de chronologie. Est-ce, comme le prétendaient Selden et Blackstone, le Conquérant lui-même qui distribua les fiefs de haubert à charge de service militaire, ou cette organisation est-elle postérieure au Con-

se rapporte seulement à trois comtés : Essex, Norfolk et Suffolk) reproduit ses sources avec une grande abondance de détails. M. Round suppose que ce t. II fut rédigé le premier; puis on craignit d'allonger indéfiniment le travail si on le continuait dans d'aussi vastes proportions et l'on entreprit de donner pour les autres comtés, non plus une transcription, même abrégée, des originaux, mais une analyse aussi brève que possible.

quérant? Serait-ce, comme l'affirmait Freeman et comme le pense Stubbs, l'œuvre du fameux ministre de Guillaume II le Roux, de Ranulf Flambard? M. Round a montré que, dans le Domesday-Book déjà, il y a des traces de fiefs concédés à charge de service militaire; si ces traces sont rares, c'est que l'enquête de 1086 avait un but fiscal et non militaire. Flambard n'a donc fait qu'appliquer un usage déjà en vigueur avant lui. Enfin, Guillaume le Conquérant a plusieurs fois convoqué ses vassaux à raison du service militaire qu'ils lui devaient. Mais comment était déterminé le nombre de chevaliers que chaque baron était tenu d'amener avec lui à l'armée? Dans le système anglo-saxon, le roi pouvait lever un guerrier par 5 hides de terre. Cet usage disparut avec la conquête. Sous le régime normand, un fief était constitué par une terre donnant un revenu annuel de 20 l.; mais le baron n'était pas tenu de mener avec lui autant de chevaliers qu'il possédait de fiefs de chevalier; il devait se présenter, suivant les conditions primitivement établies, à la tête d'une troupe (*constabularia*) de dix chevaliers ou d'un multiple de dix. La *constabularia* était donc l'unité tactique, tout comme la *hida* était l'unité de répartition pour le danegeld. L'enquête de 1086 a pu servir indirectement à établir d'une façon précise et immuable le régime nouveau que le Conquérant amena avec lui de son duché de Normandie.

Quant aux dissertations qui, dans le livre de M. Round, se rapportent à l'histoire des rois normands, j'en retiendrai ici deux seulement<sup>1</sup>. Les historiens qui ont étudié l'origine des pouvoirs du

1. Je donnerai au moins en note la liste complète des autres : De quelques Normands en Angleterre sous Édouard le Confesseur; M. Freeman et la bataille de Hastings; Maître Wace (discussion sur la valeur de son témoignage; d'un passage où il s'est inspiré de Guillaume de Malmesbury); Note sur le pseudo-Ingulph (qui suit aussi G. de Malmesbury dans le récit de la bataille de Hastings); Regenbald, prêtre et chancelier (recherches biographiques sur ce personnage, qui a été le premier chancelier d'Angleterre après la conquête); le Conquérant à Exeter (contre M. Freeman, qui s'est trompé sur le caractère de Guillaume et sur sa politique); la Prétendue destruction de Leicester en 1068; Ely et ses déprédateurs en 1072-1075; les Seigneurs d'Ardres; Des très anciennes relations commerciales entre Dublin, l'Irlande, Chester et Rouen (sous Henri II); Walter Tirel et sa femme (avec un tableau généalogique de la famille de Clare, corrigeant des erreurs commises par Dugdale); Waldric, guerrier et chancelier (le prédécesseur de Ranulf Flambard); une Charte de Henri I<sup>er</sup>, 1123; l'Origine des Neville; la Prétendue invasion de l'Angleterre en 1147; un Coup d'œil sur la cour du jeune roi en 1170; le Premier exemple connu de *fiene*, 1175; les Faux Montmorency (Giraud de Barri mentionne un Hervé « de Monte Mauricii » en Irlande allié aux Clare; la famille irlandaise de Morres prétend descendre de ce Montmorency, qui mourut sans héritier); Richard Cœur-de-Lion et le chan-



Parlement en matière d'imposition ont signalé au <sup>xiii</sup>e siècle deux cas de refus de l'impôt opposé au roi par l'assemblée politique, d'où le Parlement devait sortir plus tard : en 1163, à Woodstock, c'est Thomas Becket qui détermine l'assemblée à refuser au roi la levée d'un nouveau *danegeld* et qui amène par là même la disparition de cette taxe; en 1197, c'est l'évêque de Lincoln, saint Hugues d'Avallon, qui refuse à Richard Cœur-de-Lion une taxe pour la guerre contre la France. En réalité, ainsi que M. Round l'établit textes en main, ces deux prélats parlèrent de tout autre chose : en 1163, Henri II prétendait mettre la main sur une aide que les comtés payaient au *sheriff* « pour ses services. » Le roi n'y avait nul droit, aussi céda-t-il. En 1197, ce que saint Hugues refusa d'accorder dans son diocèse, comme étant contraire à la coutume, c'est le service militaire pour la guerre continentale; il prétendait, et il eut gain de cause, que ce service n'était exigible qu'en Angleterre même. J'omets à dessein la longue étude consacrée par M. Round à la bataille de Hastings; si intéressante qu'elle soit, elle a soulevé de si aigres controverses qu'il vaut mieux s'en taire tout à fait. D'ailleurs, les lecteurs de la *Revue historique* (LXV, 64) connaissent déjà sur le fond de la question l'opinion de l'auteur, les arguments dont il l'étaie et les objections de ses adversaires.

Les idées originales exprimées par M. Round sur le *Domesday-Book* ont été adoptées après un examen très approfondi par l'éminent historien du droit anglais, M. Fr. MAITLAND. Après avoir écrit, avec la collaboration de sir Frederick Pollock, un gros livre sur les institutions juridiques de l'Angleterre avant le <sup>xiv</sup>e siècle (il en sera question plus loin), il a repris pour son compte personnel la question des origines; appliquant une fois de plus la méthode si brillamment mise en pratique par M. Seebohm (*Village community*) et par M. Vinogradoff (*Villainage in England*), il a commencé par interroger le témoin le mieux informé et le plus sûr pour la période anglo-saxonne, et c'est le *Domesday-Book* lui-même. Après avoir exposé le caractère de ce livre et montré la base géographique sur laquelle il a été édifié, il a étudié les différentes classes de personne, la justice seigneuriale (*sake et soke*), le manoir et la « villa, » la superstructure féodale, les

gement du sceau royal (en 1198 et non, comme l'affirme Hoveden, en 1194); Démolition, par ordre de la commune, de la maison du maire élu et refusant de remplir son office (coutume particulière aux Cinq Ports; elle est originaire de Picardie); les Chartes des Cinq Ports (ne sont pas plus anciennes que Henri II; contre M. Burrows, qui les fait remonter à Édouard le Confesseur).



bourgs au temps de la conquête. Puis, remontant dans le passé<sup>1</sup>, il s'est demandé ce qu'était l'Angleterre avant la conquête, entre quelles mains était réparti le sol, au profit de qui il était exploité, comment se constitua peu à peu le pouvoir seigneurial, ce qu'il peut y avoir de vrai, d'hypothétique ou d'erroné dans la théorie de la communauté de village. Enfin, un troisième essai a conduit aux racines mêmes de l'organisation foncière, aux origines et à la signification réelle de la hide<sup>2</sup>. A mesure que l'on remonte ainsi dans le temps, les textes deviennent plus rares, et certains, comme les *Rectitudines personarum* et Bède lui-même, moins précis; la part faite à la conjecture grandit; mais, au milieu de l'obscurité, on se sent encore rassuré par les lumières lointaines que projette le Domesday-Book.

Dans cette longue marche vers les ténébres, M. Maitland a rencontré et élucidé plusieurs questions très intéressantes pour l'histoire sociale de l'Angleterre anglo-saxonne. Il a combattu avec succès les théories présentées avec tant d'éclat par M. Fr. Seebohm; montré que l'exploitation du manoir anglais n'a pas son origine dans la villa romaine; signalé d'après Meitzen, mais en atténuant ce que les hypothèses de ce dernier peuvent avoir de trop systématique, les ressemblances entre la répartition du sol labourable, découpé en un grand nombre de parcelles, dont Seebohm a fait une inoubliable description, avec les types décrits par Meitzen dans l'Allemagne occidentale; établi que la classe des paysans libres entre lesquels étaient distribuées ces parcelles a été toujours plus nombreuse à mesure qu'on remonte dans le temps, et indiqué les causes diverses qui l'affaiblirent peu à peu, bien qu'au temps même de la conquête il y eût encore des villages libres, au milieu de la grande masse des villages soumis à une autorité seigneuriale et peuplés d'habitants réduits à une condition servile. A la fois historien, diplomate<sup>3</sup> et juriconsulte, il expose, avec autant de solidité que d'élégance lumineuse, les origines des justices seigneuriales, qui sont le développement logique du privilège d'immunité. Ici je signalerai deux points importants: l'un se rapporte à la question du *folk-land*, l'autre au caractère essentiel du

1. Cette méthode rétrogressive est indiquée dans le titre même de l'ouvrage: *Domesday book and beyond; three essays in the early history of England*. Cambridge, at the University press, 1897, xiii-527 p.

2. M. Maitland adopte sans réserve les idées de M. Round sur la hide anglo-saxonne. Il montre pour sa part dans quelles circonstances la hide a pu varier de valeur suivant les époques et suivant les régions.

3. Voir p. 262 la définition de la « charte » royale, par opposition au bref ou « writ »; p. 263 la comparaison entre l'ancien « landbook » anglo-saxon et les chartes et lettres patentes des rois angevins.

manoir primitif. Comme on le sait, d'après Kemble, il importerait de distinguer deux sortes de terre chez les Anglo-Saxons : celle qui appartenait aux individus et celle qui appartenait à la nation (*folk-land*) ; le roi n'avait aucun droit sur le *folk-land* ; il ne pouvait en aliéner la moindre parcelle qu'avec le consentement formel de ses *witan*. Or, comme le prouve M. Maitland en adoptant complètement l'opinion émise par M. Winogradoff, on s'est mépris sur ce consentement : les grands dont les noms et les croix figurent au bas des chartes solennelles conférant des droits de possession sur le sol sont de simples témoins assistant à un acte de caractère privé et non public ou politique. La terre concédée en vertu d'un titre solennel (*privilegium, libellus, land-book*) était dite *book-land* ; mais, à côté de ces terres possédées en vertu d'un acte écrit, il y en avait beaucoup d'autres également appropriées, mais sans acte écrit, possédées en vertu de la coutume (*folk-law*) ; c'est le *folk-land*, ce que, dans les textes français de la même époque, on eût désigné par le mot *alodium*. Quant au manoir, ce qui le caractérise, ce n'est pas, comme on l'a si souvent répété, le droit de justice qu'y possède le détenteur, car il y avait un nombre considérable de petits manoirs où il aurait été matériellement impossible de constituer une cour de justice ; c'est le fait d'être le lieu où devait être payé l'impôt (*geld*). Quand la centaine avait été taxée, on déterminait la part afférente à chaque *villa* ou *township* d'après sa force imposable, toujours évaluée en chiffres ronds (par cinq hides de terre ou par des multiples de cinq). Tous les possesseurs de terre, sauf ceux que le bénéfice d'immunité avait exemptés de cette charge, devaient alors payer leur quote-part personnelle à une maison seigneuriale (on ignore d'ailleurs absolument comment la désignation en put être faite) ; et c'est là le manoir, dont les variétés s'expliquent alors aisément, car il peut être vaste ou exigu, jouir ou non de droits régaliens, compter des *villani* aussi bien que des *freemen*, contenir ou non des terres en domaine. Il est le centre fiscal des paysans.

A ce beau livre si fortement construit, écrit d'une si bonne langue, à la fois précise, alerte et spirituelle, il manque une conclusion ; quelques pages eussent suffi à l'auteur pour résumer à grands traits les résultats obtenus et pour montrer comme ils amènent à considérer sous un jour nouveau l'organisation sociale, économique et même politique de l'Angleterre anglo-saxonne. On lui eût su gré de présenter la synthèse des faits qu'il avait analysés avec tant de soin. Il faut en dire autant de son étude sur le *Township* et le *Borough*<sup>1</sup>. Invité à

1. *Township and borough*, being the Ford lectures delivered in the univer-

faire à Oxford en 1897 six conférences sur l'organisation municipale, il est allé, devant un public choisi et avec lequel il pouvait se permettre de parler sans tout définir, sans suivre cet ordre rigoureux qu'il faut adopter dans un livre d'érudition et quand on s'adresse à des lecteurs non initiés, exposer le résultat de ses réflexions sur les faits qui caractérisent le village et le bourg et sur les conceptions juridiques qui s'y rattachent. Il les a publiées telles quelles, avec leur dessin ondoyant, les sous-entendus auxquels les étrangers ne suppléent pas toujours aisément, un certain genre d'*humour* qui séduit plus l'esprit qu'il ne convainc la raison. Mais il a corrigé ce que cette méthode peut avoir de défectueux en ajoutant au texte des conférences des notes très nombreuses. Il y a dans ce livre beaucoup de raisonnements et quelques hypothèses, échafaudés d'ailleurs sur une base très sûre, car l'auteur, professeur à Cambridge, parlant à Oxford, a pris ses exemples dans l'histoire de ces deux villes et surtout de celle qu'il habite et qu'il connaît le mieux. En généralisant les conclusions auxquelles paraît l'avoir conduit l'étude de la condition économique, sociale et juridique de Cambridge, il faut se représenter l'Angleterre anglo-saxonne, et plus particulièrement celle du centre, ce qui correspondait à l'ancien royaume de Mercie, comme couverte de communautés agricoles composées de quelques maisons (au temps où fut rédigé le Domesday-Book, Cambridge comptait seulement 400 maisons, et c'était déjà une grande ville) au milieu d'un vaste territoire<sup>1</sup>. Ces villages avec leur territoire sont désignés par le mot latin *villa* (*tun* en anglo-saxon); la communauté des habitants est dite *villata* (en anglais *township*). Au temps de la conquête, bon nombre de ces villages sont encore libres; Cambridge ne connaît d'autre seigneur que le roi. Un de ces villages, recommandé par sa situation géographique, par son importance économique ou par toute autre cause, a été choisi par la royauté pour devenir le chef-lieu du comté : là se réunit la cour du comté; là se tient un marché; l'endroit où se groupent les maisons est entouré d'un rempart. La *villa* devient un *burgus* (*burh*, borough). Les bourgs sont donc des communautés d'habitants privilégiées et protégées par un rempart. C'était un type supérieur d'organisation qui offrait des garanties enviables et que l'on envia. Après la conquête, et surtout grâce au développement industriel et commercial inauguré en partie par la conquête, le

sity of Oxford, in the october term of 1897. Cambridge, at the University press, 1898, ix-220 p.

1. Voir la description de ce village, d'un type clairement teutonique, dans l'ouvrage de Jenks, *Law and Politics*, dont il sera question plus loin, p. 155.

nombre s'augmenta des communautés qui demandèrent et obtinrent les privilèges de ces anciens chefs-lieux de comté. Mais, de même que, dans le village primitif et dans les communautés rurales les plus humbles, les habitants réglaient la distribution et l'aménagement des terres comme s'ils en étaient propriétaires, les communautés d'habitants dans les bourgs étaient considérées comme propriétaires du sol. Mais quel était le sens, quelles étaient les limites de ce droit de propriété? Très vague d'abord, il se compliqua dès le *xiii<sup>e</sup>* siècle par les subtilités des légistes. Ceux-ci remirent en honneur l'idée juridique de la personnalité morale; la communauté des habitants devint une personne qui exerça les droits du propriétaire (*dominium, proprietas*). Dans les villes privilégiées, elle devint une « corporation, » qui exerça les droits conférés aux villes par l'autorité royale.

C'est tout naturellement que M. Maitland insiste sur le côté juridique des institutions. N'est-il pas avant tout professeur de droit, éditeur de traités de jurisprudence et d'actes judiciaires? Aussi lui appartenait-il de nous donner une Histoire du droit anglais, pour laquelle il a d'ailleurs eu la bonne fortune de s'assurer la collaboration de sir Frederick Pollock<sup>1</sup>. On peut le dire sans craindre de se tromper : c'est le premier ouvrage vraiment scientifique qu'on ait écrit en Angleterre sur ce grand et difficile sujet. Celui de Reeves était très vieilli et, pour les périodes anciennes en particulier, était tout à fait insuffisant, même après les retouches qu'on lui avait fait subir dans plusieurs éditions améliorées. Cette fois, il s'est rencontré deux jurisconsultes également éminents, connaissant à fond les travaux publiés en Allemagne et en France, habitués au maniement et à la critique des sources, avec des idées personnelles et des découvertes originales, pour élever un véritable monument. J'y note tout spécialement la grande place faite à juste titre au droit ecclésiastique et en outre tout ce qui se rapporte au règne de Henri II, à l'introduction en Angleterre du jury et à la transformation profonde que cet élément étranger fit subir à l'ancienne procédure<sup>2</sup>.

1. *The history of english law, before the time of Edward I.* 2 vol. Cambridge, at the University press, 1895, xxxviii-678 et xiii-684 p.

2. A défaut d'une analyse même rapide de l'ouvrage, je donnerai au moins en note la table des chapitres; elle permettra d'en connaître le plan et d'en prévoir l'intérêt. Livre I : Esquisse de l'histoire du droit primitif : Droit anglo-saxon; Droit normand; l'Angleterre sous les rois normands; Droit romain et canonique; l'Époque de Glanville et celle de Bracton. Livre II : les Doctrines du droit anglais au moyen âge primitif : ch. 1, le Système de tenure (tenures

Après la lecture des ouvrages de MM. Round et Maitland, qui soulèvent tant de questions, mettent en conflit tant de faits et d'hypothèses, excitent et fatiguent l'attention sur tant de points différents, c'est un repos et une jouissance de lire la belle synthèse de M. Edward JENKS, professeur de droit à l'Université d'Oxford, sur les sources, le caractère et l'importance politique de la loi au moyen âge<sup>1</sup>. Ajoutons aussitôt que la loi qu'il étudie est la loi germanique et qu'il en suit le développement dans tous les pays où elle a pénétré, depuis la Scandinavie et l'Écosse jusqu'à l'Espagne. En huit chapitres assez brefs, presque sans appareil critique (les renvois bibliographiques, très succincts, sont placés à la fin de chaque chapitre), il a montré comment la société, formée d'abord par des groupes plus ou moins nombreux de clans où la seule coutume régissait les intérêts, a été soumise ensuite au régime guerrier, qui a fait triompher la notion de la loi et créé la propriété foncière; expliqué par le conflit entre le clan et l'État quelques-uns des faits principaux de l'histoire du moyen âge; enfin, retracé l'origine et signalé l'importance politique et sociale du contrat, qui conduisit au régime si fécond de l'association. Mais ce ne sont pas des idées abstraites que développe M. Jenks; il ne raisonne que sur des faits précis empruntés aux législations de ce qu'on pourrait appeler l'Europe teutonique<sup>2</sup>. Il les choisit si heureusement et les rattache par un enchaînement si logique que tout

en franche aumône, à charge de service militaire, de sergenterie; des justices seigneuriales, hommage et fidélité, droits de relief, de garde et de mariage, restriction du droit d'aliénation; les aides, les échoites et forfaitures, les tenures non libres et l'ancien domaine); ch. II, la Condition des personnes (les comtes et les barons, les chevaliers, les non-libres, les moines et le clergé, les aubains, les Juifs; les « outlaws » et les excommuniés; les lépreux, les fous et les idiots; les femmes; les personnes de raison; le roi et la couronne); ch. III, la Juridiction et les communautés d'habitants (le comté, la centaine, la *villa* et le *township*, le *tithing*; la juridiction seigneuriale, le manoir, le bourg); ch. IV, Propriété et possession; ch. V, Contrats et obligations; ch. VI, l'Héritage; ch. VII, la Famille; ch. VIII, le Droit criminel; ch. IX, la Procédure. — Signalons aussi, au moins en note, la troisième édition de l'excellent petit volume de sir Frederick Pollock (*The land laws*. Macmillan, 1896), où l'on trouvera en appendice (p. 200-208) une assez longue note sur les origines du manoir en Angleterre.

1. *Law and politics in the middle ages*, with a synoptic table of sources. Murray, 1898, xiiij-326 p. — L'impression du volume est admirable. Signalons cependant une faute d'orthographe, fréquente d'ailleurs sous la plume de nos écoliers : p. 177, il faut écrire *bailliage* et non *baillage* (deux fois).

2. Voir en particulier ce qu'il dit du jugement par le jury (p. 128), de la distribution du sol dans le village teutonique (p. 151), de la propriété féodale, si peu influente en Angleterre (p. 183), de l'*homo migrans* (p. 208), etc.

paraît simple et clair dans la métaphysique du droit la plus élevée, même quand on n'est ni juriconsulte ni philosophe.

L'Esquisse de l'histoire du droit, par M. Archer M. WHITE<sup>1</sup>, n'est qu'un bref manuel pour les étudiants en droit. Il expose, en 220 petites pages, toute l'organisation judiciaire depuis l'époque anglo-saxonne jusqu'aux plus récentes innovations. C'est assez dire que, s'il peut rendre service au public spécial auquel il s'adresse, il ne saurait être d'aucun secours aux érudits. — Le même sujet a été traité, mais d'une manière tout à fait différente, par M. Inderwick<sup>2</sup>. Son résumé n'est pas un manuel; il n'en a pas la sécheresse, mais non pas aussi la précision; bien que l'auteur ait des lectures assez étendues, il est souvent mal informé, ainsi pour toute l'époque anglo-saxonne. Un seul chapitre paraîtra nouveau à certains lecteurs: celui qui concerne l'organisation de la justice en matière de forêt. Dans tout le reste, on trouvera encore çà et là de curieux détails de mœurs et de costumes et quelques dessins amusants; mais ce sont là les bagatelles de la porte. — L'étude de M. James Bradley Thayer sur la procédure suivie dans les causes de « Common Law » en matière de preuves<sup>3</sup>, et plus précisément sur la procédure d'enquête (*trial by jury*), s'adresse aussi aux étudiants en droit; mais c'est un travail approfondi et substantiel dans sa brièveté. L'auteur y suit de très près Brunner, Pollock et Maitland, mais il connaît personnellement les textes et en tire d'heureuses applications. C'est un modèle de dissertation savante.

Dans la hiérarchie judiciaire, le plus élevé des tribunaux laïques est la Chambre des lords. Ses origines, son organisation et sa compétence ont été étudiées par un historien très exercé de la loi anglaise, M. Luke Owen Pike<sup>4</sup>. La question des origines est traitée plutôt sommairement et les circonstances qui conduisirent à la séparation des deux chambres du Parlement n'ont pas été exposées avec toute la netteté désirable; mais, dès que les documents abondent en infor-

1. *Outlines of legal history*. Swan Sonnenschein, 1895, xvi-251 p. petit in-8°, plus une planche hors texte, collée sur toile, où l'on a donné en six colonnes un tableau général des taxes qui ont été établies en Angleterre aux diverses époques.

2. *The King's Peace. A historical sketch of the english law courts*. Swan Sonnenschein, 1895, xxij-254 p. in-12 (Social England Series).

3. *A preliminary treatise on Evidence at the Common Law. Part I: Development of trial by jury*. Boston, Little, Brown et C<sup>ie</sup>, 1896, x-186 p.

4. *A constitutional history of the House of Lords from original sources*. Macmillan, 1894, xxxv-405 p.



mations sur l'organisation judiciaire et que les notes d'audience consignées dans les *Year books* nous initient aux plus subtiles détours de la procédure, l'ouvrage prend une valeur de première importance, précisément parce qu'il ne met en œuvre que des faits basés sur des documents. Peu de discussions et de polémiques, peu de considérations générales; c'est comme un exposé juridique des questions essentielles que le sujet soulève de lui-même sur la cour du roi et les conseils qui en sont sortis, les personnes qui ont composé ces conseils et en particulier la Chambre des lords, leurs droits et leurs privilèges, leur autorité judiciaire et législative, les changements qui ont affecté la composition de cette chambre du XII<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours. Si l'on demande à M. Pike son opinion sur le maintien ou l'abolition de la Chambre des lords, il répondra seulement qu'elle reste l'image, incomplète sans doute, mais assez fidèle en somme, de la nation, et qu'elle forme le lien qui rattache le passé au présent. Des faits, rien que des faits. Dans son essai sur le Développement du Parlement au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, au contraire, M. G. Lowes Dickinson vous dira, dans un style nerveux et rapide, que le maintien de la Chambre des lords est devenu d'autant plus nécessaire depuis que les réformes de 1832, 1867 et 1883 ont démocratisé le gouvernement, car il faut opposer un contrepoids à la toute-puissance d'une chambre élue par un suffrage presque universel. Ce livre, où l'auteur a su résumer en peu de pages le fruit de nombreuses lectures et s'armer contre son propre savoir du courage nécessaire pour n'en pas faire étalage, se recommande à l'attention des politiques et des publicistes non moins que de l'historien.

C'est une fort intéressante étude de droit constitutionnel qu'on trouvera dans le petit livre de M. J. Neville Figgis sur la théorie du droit divin des rois<sup>2</sup>. Il suit le développement de cette théorie, depuis ses origines bibliques et romaines, à travers le moyen âge anglais, les luttes entre l'Empire et la papauté, les théories professées en France au temps des guerres de religion, les circonstances politiques de la Réforme en Angleterre; puis il en montre l'évolution à l'époque des Stuarts et en met en bonne lumière l'importance politique. Dans cet essai, qui a reçu le prix de Prince-Consort au concours de 1892, à Cambridge, M. Figgis a fait preuve de lectures étendues, d'une

1. *The development of Parliament during the nineteenth Century*. Longmans, 1895, viii-183 p.

2. *The Theory of the divine right of kings*. Cambridge, at the University press, 1896, xiv-304 p. in-8°.



intelligence remarquable des problèmes de la philosophie politique et d'un jugement éclairé.

Je terminerai en signalant deux ouvrages qui ont traité en même temps le même sujet. Le premier nous vient de Belgique; il a pour auteur M. Maurice VAUTHIER, professeur à l'Université de Bruxelles<sup>1</sup>; le second est de M. Pierre ARMINJON, avocat à la Cour d'appel de Paris<sup>2</sup>. Ils diffèrent quelque peu quant au plan, ce qui n'importe pas autrement, mais leur but est identique : c'est l'état actuel des choses qu'ils se sont proposé de nous faire connaître. Cependant, ils ne pouvaient éviter de tracer l'histoire des institutions qu'ils avaient à décrire, car en Angleterre plus qu'ailleurs le présent s'explique par le passé; mais M. Vauthier a insisté davantage sur le développement historique et M. Arminjon sur le travail administratif accompli par les institutions locales. Tous deux nous tracent d'ailleurs un tableau fort étudié de ces institutions dont l'étrange complexité dérouta le lecteur français, plus habitué à la symétrie et à la simplicité. La loi qui s'en dégage, plus nette encore si l'on a présent à l'esprit le livre de M. Dickinson, c'est ce double mouvement qui depuis soixante ans entraîne l'Angleterre à la fois vers la démocratie et vers la centralisation.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — Il convient de rappeler ici le nom de l'illustre historien J. R. GREEN. Sa *Short history of the english people*, dont le succès a été aussi éclatant que durable, a été rééditée par livraisons qui forment quatre beaux volumes, illustrés avec un goût éclairé, sous la direction de M<sup>me</sup> veuve GREEN<sup>3</sup>; cette œuvre magistrale achevée, les éditeurs se sont empressés de faire réimprimer la grande *History* en volumes d'un format commode et à bon marché<sup>4</sup>, qui trouveront avantageusement place sur les rayons des bibliothèques plus modestes.

L'histoire militaire de l'Angleterre depuis Hastings jusqu'à la répression de la révolte dans l'Hindoustan a été contée en partie par M. Hereford B. GEORGE<sup>5</sup>; l'auteur ne traite en effet que des batailles livrées sur terre, omettant de propos délibéré toute opération navale et ne mentionnant les sièges (celui d'Orléans en 1429 et celui de

1. *Le Gouvernement local de l'Angleterre*. Arthur Rousseau, 1895, xii-446 p. Prix : 8 fr.

2. *L'Administration locale de l'Angleterre*. Chevalier-Marescq, 1895, 345 p. Prix : 6 fr.

3. Macmillan, 1906 et cvi p. in-8°.

4. *Ibid.*, 6 vol. (Eversley series). Prix de chaque vol. : 5 sh.

5. *Battles of english history*. Londres, Methuen, ix-3334 p. in-8°.

Sébastopol) qu'au point de vue des combats qui ont été livrés autour des places attaquées. Ses récits sont très dignes d'attention; l'auteur a étudié de près les documents imprimés, et il les a souvent contrôlés par une inspection attentive des lieux où les batailles ont été livrées. Cet ouvrage nous touche de très près, car, sauf la plupart des opérations militaires dont l'Inde a été le théâtre et sauf celles qui ont marqué la guerre des Deux-Roses et la guerre civile, c'est presque toujours entre Anglais et Français que la partie a été liée. L'étude la plus neuve est peut-être celle qui concerne la bataille de Poitiers (1356); nos historiens devront en tenir le plus grand compte. La préface est insignifiante; on eût aimé à y trouver quelques indications sur l'art de la guerre aux premiers temps du moyen âge et sur l'influence exercée, par exemple, par le traité de Végèce. De bons croquis permettent de suivre avec fruit le récit toujours clair et intéressant de M. George.

L'Histoire d'Angleterre de M. Charles OMAN<sup>1</sup> est un précis et n'est que cela; c'est un résumé clair, généralement exact, des faits de l'histoire politique et militaire, avec quelques indications sur l'organisation administrative, et presque rien sur l'évolution sociale et intellectuelle. Il est fâcheux de rétrécir à ce point le champ de l'histoire. L'auteur ne s'est pas proposé non plus de donner, même en raccourci, les causes des faits les plus généraux; la guerre de Cent ans, par exemple, arrive à sa date, mais sans qu'on puisse même en entrevoir les origines. Si les ouvrages écrits pour l'enseignement sont le miroir de cet enseignement même, le présent livre, écrit par un homme qui a fait ses preuves comme historien, donne une médiocre idée de l'intérêt que les jeunes Anglais apportent à l'étude de l'histoire.

En annonçant les derniers volumes de *Social England*<sup>2</sup>, je ne puis que répéter les réserves, les regrets déjà exprimés au sujet des t. I et II. Le plan adopté par M. TRAILL est décidément des plus défectueux. C'est une grave erreur de découper l'histoire sociale en divisions calquées servilement sur l'histoire politique. Cette dernière, qui décrit les rapports du souverain avec ses sujets ou avec les sou-

1. *History of England*. Londres, Arnold, 760 p. in-8°. — Je n'ai pas encore eu entre les mains l'ouvrage plus récent du même auteur sur l'histoire de l'art militaire au moyen âge. Je ne connais pas davantage *The Story of the british army*, par le lieutenant-colonel Cooper King. Methuen, 1896.

2. *Social England*, edited by H. D. Traill, Cassell et C<sup>ie</sup>. T. III : 1509-1603 (1895), 591 p.; t. IV : 1603-1714 (1895), 632 p.; t. V : 1714-1815 (1896), 636 p.; t. VI : 1815-1885 (1897), VIII-700 p. Prix de chaque vol. : 15 sh.

verains étrangers, fait à bon droit une place éminente à la personne même des rois et de leurs ministres ; la division par règne peut être légitime. L'évolution sociale est au plus haut degré impersonnelle ; elle doit être traitée en de plus amples périodes. A cet égard, le *xvi<sup>e</sup>* siècle est le plus mal traité. Ce défaut de composition est encore aggravé par le nombre vraiment excessif de subdivisions et de collaborateurs entre lesquels chaque chapitre est distribué. Prenons par exemple le ch. ix (t. III) : M. A. Smith commence en parlant du règne de Henri VIII, de la question du divorce et de Wolsey ; M. Hassall étudie ensuite la constitution sous Henri VIII, Wolsey et le Parlement ; puis M. Smith reprend avec la rupture avec Rome et la création de la nouvelle Église, et M. Hassall avec la création de la nouvelle noblesse. M. Beazley survient, qui nous expose l'évolution religieuse, le rôle de Wolsey, les causes de la Réforme et la rupture avec Rome. Le Père Gasquet résume ses études bien connues sur la suppression des monastères et, de nouveau, M. Beazley la distribution des dépouilles de l'Église, etc. Toutes les dix pages à peu près, on change d'auteur et de sujet, sans avancer bien vite cependant. Autre exemple emprunté au ch. xiv (t. IV) : nous y entendons successivement M. Smith sur la guerre civile de 1642 à 1649, la république et la formation des partis ; M. Oman, sur l'art de la guerre de 1603 à 1650 ; M. Hassall sur l'histoire politique et constitutionnelle durant le Protectorat ; M. Hutton sur les partis religieux ; M. Brown sur les conflits entre les partis religieux ; M. Hassall sur la politique extérieure de Cromwell ; M. Clowes sur la guerre maritime ; M. Symes sur l'industrie et le commerce ; M. Whittaker sur les théories politiques et philosophiques ; M. Hutton sur la littérature théologique, etc.

Le monument élevé sous les yeux de M. Traill est proprement la tour de Babel ; heureusement, on retrouve presque toujours les mêmes ouvriers. Aux noms déjà cités il convient de joindre ceux de M. Saintsbury et de M. Traill lui-même pour la littérature, de M. Hughes pour les arts, de M. Creighton pour la médecine et l'hygiène, de miss Bateson pour la vie privée et les modes. Ajoutons enfin que, en dépit du titre, l'Écosse et l'Irlande ont chacune sa section dans presque tous les chapitres. Il est vrai encore que chacun de ces collaborateurs est un spécialiste dans sa partie, qu'ils trouvent moyen quand même de dire des choses intéressantes et parfois peu connues ; qu'enfin un copieux index à la fin de chaque volume facilite les recherches ; il n'en demeure pas moins qu'une lecture continue de l'ouvrage est pénible et déconcertante ; ce ne sont plus des tableaux d'histoire, c'est du cinémaographe.

C'est un fort intéressant chapitre d'histoire sociale qu'a écrit M. Russell M. GARNIER en retraçant les Annales du paysan anglais<sup>1</sup>, utile complément à son ouvrage sur la Propriété rurale et la classe agricole en Angleterre<sup>2</sup>. Il a une érudition abondante, des connaissances toutes spéciales en matière d'économie domestique, une inclination naturelle à aimer le paysan, à désirer son relèvement social, intellectuel et moral, en même temps qu'à mettre en relief l'attitude généralement équitable du propriétaire (landlord) à l'égard des paysans. Cet esprit de bienveillance rend fort agréable la lecture d'un ouvrage où d'ailleurs les problèmes nombreux et difficiles d'une histoire des paysans sont traités d'une main facile, qui les expose rapidement sans les approfondir. On y trouve néanmoins beaucoup de faits et d'observations utiles avec une copieuse bibliographie, une table chronologique des statuts relatifs à la question agraire sous toutes ses faces et un précieux index.

Ch. BÉMONT.

(Sera continué.)

---

1. *Annals of the British peasantry*. Swan Sonnenschein, 1895, xvi-460 p. Prix : une demi-guinée.

2. *Voy. Rev. hist.*, LVII, 162.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

R. DARESTE, B. HAUSSOULLIER, Th. REINACH. *Recueil des inscriptions juridiques grecques*, texte, traduction, commentaire (deuxième série, premier fascicule). Paris, Ernest Leroux, 1898. Gr. in-8°, v-477 pages.

MM. Dareste, Haussoullier et Th. Reinach complètent leur *Recueil des inscriptions juridiques grecques*. La première série, publiée en trois fascicules de 1891 à 1894 et déjà signalée aux lecteurs de la *Revue historique*<sup>1</sup>, a conquis dans toute l'Europe une juste autorité. Un nouveau fascicule, qui commence la deuxième série, vient de paraître. Il est digne des précédents : c'est le plus bel éloge qu'on en puisse faire. Le philologue, le juriste et l'historien n'ont ici qu'à admirer ; au critique il ne reste qu'à justifier cette admiration.

La première partie du fascicule est intitulée *Lois et décrets*. Elle débute par une forte étude sur les lois de Dracon. En 1843 fut découverte une inscription très mutilée, dans laquelle Köhler reconnut pour la première fois, en 1867, une copie de la loi draconienne sur l'homicide sans préméditation et qu'il restitua en grande partie à l'aide de textes empruntés à Démosthène. Le travail de Köhler n'avait été modifié que sur des points de détail, surtout par Philippi. Le voilà presque achevé. On pourra discuter encore sur la juridiction du meurtre prémédité dans la législation de Dracon et sur les changements opérés dans cette législation ; on sera inexcusable de répéter que Dracon écrivit ses lois avec du sang. Ce mot de Démade, qui a longtemps obscurci la vérité, a reçu un démenti définitif. Que Dracon ait exercé une large initiative ou qu'il se soit borné à enregistrer la coutume, toujours est-il qu'Athènes, dès la fin du VII<sup>e</sup> siècle, distinguait l'homicide sans préméditation du meurtre prémédité, admettait la transaction dans les cas moins graves, ne faisait pas de différence entre le meurtre de l'homme libre et celui de l'esclave. Éclatant et précoce témoignage de la *φιλανθρωπία* athénienne.

Quel contraste avec la loi d'Ilion contre les tyrans ! Rien ne montre mieux à quelle ferocité la passion politique peut porter les esprits les plus adoucis par la civilisation, que les principes appliqués par les démocraties grecques au tyrannicide. C'est la contre-partie des excès auxquels se livraient les tyrans et les oligarchies triomphantes. Quand le pouvoir dans toutes les cités fut disputé entre deux partis, les cruau-

1. Tome L, 1892, p. 346.

tés de l'un motivèrent les vengeances de l'autre : ce fut le régime du talion en politique. Les démocrates ouvrirent le recours contre la tyrannie à tous et à chacun par toutes les voies de droit et de fait. Cette histoire si instructive du tyrannicide en Grèce, Egger l'avait déjà faite, et son remarquable mémoire de 1866 méritait d'être cité. A leur tour, les auteurs du *Recueil* ont éclairé d'un commentaire magistral la loi découverte à Ilion en 1894. Ils ont bien expliqué tout le sens de ces dispositions prises, non seulement contre le tyran, mais contre les fonctionnaires et les juges, ses suppôts. Ils font comprendre la logique qui rejetait tous les actes du gouvernement tyrannique comme entachés d'illégalité et qualifiait meurtres des condamnations à mort<sup>1</sup>. On voit là par le détail ce qu'étaient les révolutions qui déchiraient continuellement les pays grecs avant la conquête romaine.

La deuxième partie contient un assez grand nombre d'actes et de contrats. Ce sont cinq testaments ordinaires et donations à cause de mort, trois actes de fondation testamentaire, quatre actes de donation entre vifs.

Rien de plus varié que les formes des testaments. C'est que tôt ou tard on reconnut partout en Grèce la liberté presque absolue de tester, et nulle part on n'y assujettit les actes privés à des formalités rigoureuses. Les dernières volontés peuvent se manifester par l'adoption posthume, par la désignation de légataires, par toutes les variétés de substitution qui seront usitées en droit romain ; elles peuvent prescrire des mariages, des mesures de tutelle, des affranchissements.

Les fondations testamentaires ont très souvent, en Grèce, un caractère bien original. Elles ont pour objet de créer une confrérie de famille qui a son règlement, ses administrateurs et qui se réunit aux jours anniversaires dans le sanctuaire qu'elle subventionne. Telles sont les fondations d'Épictète à Théra et de Diomédon à Cos, les deux premières que commentent nos auteurs. Mais ils auraient dû voir que le troisième acte, provenant de Calaurie, est assez différent. Il présente d'autant plus d'intérêt qu'il montre avec quelle facilité ces fondations privées entraient dans le domaine de la cité. Agasicratis lègue au temple de Poseidon de quoi célébrer une cérémonie commémorative en son honneur et en l'honneur de son mari, de son fils et de ses filles. Mais ce n'est pas à des particuliers que vont ces libéralités, c'est à la ville elle-même. Il s'agit ici d'une de ces riches familles qui répandaient leurs bienfaits sur leur patrie. Par exemple, la testatrice parle de la statue de

1. Ces meurtres ne peuvent être expiés ni à prix d'argent ni par mariage. A propos de la composition par mariage, MM. Dareste, Haussoullier et Th. Reinach déclarent ne connaître que la réconciliation de Mégacles et de Pisistrate par un mariage politique. Ils oublient que, dans l'*Iliade*, Agamemnon promet à Achille, comme compensation à l'enlèvement de Briséis, une riche *ποιμή* et le droit de choisir comme femme une de ses trois filles (IX, 142 et suiv., 284 et suiv., 388 et suiv.).

son mari, de la sienne, d'autres encore, toutes placées dans le temple. Ces statues, nous les connaissons par des inscriptions gravées sur les bases et retrouvées de nos jours<sup>1</sup>. Aussi, les épimélètes chargés d'exécuter les dernières volontés d'Agasicratís, οἱ ἐπιμεληταὶ οἱ αἰρεθέντες, ne sont-ils pas de simples exécuteurs testamentaires agissant à titre privé; ce sont des administrateurs nommés par l'assemblée. Comment des exécuteurs testamentaires pourraient-ils assurer à perpétuité le sort d'une fondation perpétuelle? D'ailleurs, les seuls fonctionnaires qui, dans la Grèce entière, dans tous les temps, aient eu à prêter serment comme ceux-ci, au moment de rendre leurs comptes, sont des curateurs délégués par le peuple à la gestion de fonds spéciaux<sup>2</sup>. Enfin, raison péremptoire, à Calaurie même on a découvert en 1895 une inscription qui a malheureusement échappé à nos auteurs et qui est précisément relative aux fonds donnés par la famille d'Agasicratís au temple de Poseidon<sup>3</sup> : cette inscription porte un décret du peuple instituant deux épimélètes dont les attributions sont telles que les définit l'acte d'Agasicratís.

La donation entre vifs n'est pas connue dans l'épigraphie grecque comme transaction privée. Quand le donateur n'intervient pas comme chef d'État, le donataire est alors un être collectif, cité ou association. Le premier cas se présente dans une donation de Cassandre, roi de Macédoine, à Perdicas; le second, dans des donations dont les bénéficiaires sont Corcyre, Leucade et Halicarnasse. Il eût été bon peut-être de signaler dans le commentaire un troisième cas possible, celui où un chef d'État fait une donation à une cité : M. Haussoullier n'eût pas été embarrassé de rappeler la donation d'Attale II à Delphes, ce fonds de 21,000 drachmes destiné à l'instruction des enfants et aux cérémonies religieuses<sup>4</sup>. Tel qu'il est, le commentaire fournit à l'historien des renseignements précieux sur l'importance des donations dans la vie des cités grecques. Cependant il y avait mieux à faire que de mentionner parmi les donations-fondations de capital un don de 1,225 drachmes<sup>5</sup>. Un point qu'il aurait été utile de mettre en relief, c'est que ces largesses des particuliers n'allaient pas seulement à secourir la misère dans des circonstances exceptionnelles, telles qu'une famine<sup>6</sup>, mais

1. Voy. Sam. Wide et L. Kjellberg, *Ausgrabungen auf Kalauria*, dans les *Mittheil. d. arch. Inst. in Athen*, XX (1895), p. 294 et suiv., n° 8, 3, 4.

2. Cf. *Mittheil.*, VII (1882), p. 71 et suiv., col. II, l. 1-12; Lebas-Waddington, *Inscr. de Syrie*, n° 2261.

3. Cette inscription a été publiée par Wide et Kjellberg, *loc. cit.*, n° 2, et reproduite dans le *Recueil d'inscr. grecques* de Ch. Michel, fasc. I, n° 178.

4. Haussoullier, *Bull. de corresp. hellén.*, V (1881), p. 157 et suiv.

5. On aurait pu citer un fonds de 400,000 drachmes rhodiennes constitué par un citoyen d'une petite ville comme Cibyra en Lycie, à l'effet de doter à perpétuité la gymnasiarchie (Petersen et Luschen, *Reisen in Lykien*, II, p. 186, n° 242 a, B, l. 13-14; C, l. 2, 7, 11, 15).

6. Dittenberger, *Sylloge inscr. graec.*, n° 246, l. 55 et suiv.; *Bull. de cor-*



encore à organiser l'assistance publique en temps normal<sup>1</sup> et assurer l'éducation des enfants abandonnés<sup>2</sup>.

Dans la troisième et dernière partie sont étudiés deux jugements rendus en matière administrative ou politique. D'abord vient un document tiré des *Seurkunden* de Boeckh : c'est un décret des Cinq-Cents aux fins d'homologuer une transaction intervenue, à la suite d'une condamnation contre un trésorier des arsenaux maritimes, entre son frère, devenu son héritier, et l'accusateur victorieux et créancier. L'état de cause et la procédure sont si compliqués qu'il en résulte beaucoup d'obscurités dans le texte, mais aussi une grande richesse d'informations, à quoi les auteurs ont su donner toute sa valeur. Ils ont bien vu qu'il existait de nombreux rapports d'attributions entre le conseil des Cinq-Cents et les épimélètes des arsenaux maritimes. Mais il est regrettable qu'ils n'aient pas tenté de déterminer ces rapports. La *Πολιτεία* d'Aristote ne mentionne pas les *ἐπιμεληταὶ τῶν νεωρίων* et dit que le conseil *ἐπιμελεῖται τοῦ νεωσοίκου* : il y a là un problème à résoudre, qui semble être en connexion avec celui de la nomination des *ἐπιμεληταὶ τῶν νεωρίων*. Il n'est pas abordé.

Les jugements portés par la ville d'Érésos contre les tyrans Agonippos et Eurysilaos sont fondés sur une loi analogue à celle d'Ilion. Nous avons sous les yeux un dossier complet. Certaines pièces éclairent surtout l'histoire des institutions. Tels sont les deux décrets de mise en accusation, l'arrêt contre Agonippos, la formule du serment prêté par les citoyens érigés en juges. D'autres pièces fournissent d'utiles renseignements sur les interventions d'Alexandre et de ses successeurs dans les querelles intérieures des cités insulaires et asiatiques. Alexandre, sollicité par les descendants d'anciens tyrans, fait rendre par Érésos un décret pour leur permettre de se justifier devant le tribunal. Philippe Arrhidée confirme les sentences de bannissement prononcées par Alexandre. Antigone le Borgne exige que l'affaire des fils de tyrans soit remise en délibéré; mais une revision de pure forme amène la ratification des décisions antérieures.

A quel point chaque page de ce fascicule révèle le don de perspicacité philologique et épigraphique, en même temps que la science la plus profonde du droit et des institutions, c'est ce que cette analyse ne peut que laisser entrevoir. En tout cas, il faut lire ces beaux commentaires pour savoir ce qu'est le talent d'exposer et de débattre les questions les plus abstruses avec une précision limpide.

Gustave GLOTZ.

*resp. hellén.*, IX (1885), p. 75, n° 5, l. 4; *Corp. inscr. graec.*, n° 4717, l. 10, 14.

1. *Bull. de corresp. hellén.*, XI (1887), p. 157, n° 63, l. 7.

2. *Ibid.*, XIII (1889), p. 486 et suiv., n° 1, l. 8-14; n° 2, l. 25-27; n° 3, l. 12-14.

Attilio DE MARCHI. *Il culto privato di Roma antica : I. La Religione nella vita domestica ; Iscrizioni e offerte votive*. Milan, Hoepli, 1896. Gr. in-8°, 307 pages.

Le livre de M. A. de M., *le Culte privé de l'ancienne Rome : I. La Religion dans la vie domestique ; Inscriptions et offrandes votives*, est un des traités les plus complets qu'on ait écrits sur cette matière. C'est une sorte d'encyclopédie qui ne pouvait pas prétendre à beaucoup d'originalité pour les résultats à tirer des textes littéraires, mais qui a le mérite d'utiliser, plus complètement qu'on ne l'a fait jusqu'ici, les inscriptions et surtout les monuments archéologiques.

Une longue introduction a pour objet de délimiter les *sacra privata*, de montrer leurs rapports avec les pouvoirs publics et leur importance en soi et par rapport aux *sacra publica*; on regrette que dans cette partie, surtout dans les pages relatives au culte de Vesta, il n'y ait aucune mention de la *Cité antique* de Fustel de Coulanges. Le chapitre I est consacré aux dieux domestiques, c'est-à-dire aux Lares, aux Pénates, à Vesta dans le culte familial et au Genius familial. Il expose très nettement, sans d'ailleurs apporter rien de nouveau, les nombreuses hypothèses qu'ont provoquées ces questions, jusqu'ici insolubles, de la dualité des Lares, de la confusion des Pénates et des Lares, du caractère des génies. L'auteur paraît accepter l'hypothèse de Wissowa sur l'influence qu'auraient eue les représentations de Bacchus sur les représentations primitives des Lares; cette hypothèse n'est rien moins que fondée. Le choix des reproductions des Lares est excellent.

Le chapitre II traite des moyens et des formes du culte domestique, c'est-à-dire des lieux sacrés, des représentations divines, du sacerdoce familial, du mobilier nécessaire au culte et des rites. C'est, à notre avis, le meilleur chapitre du livre, grâce à l'emploi des monuments archéologiques, surtout des autels, des édicules et des fresques de Pompéi. Le chapitre III est consacré à l'acte religieux dans la constitution et dans la vie de la famille; il comprend les subdivisions suivantes : la consécration religieuse du mariage; la naissance, le jour lustral, l'éducation religieuse de l'enfant, la prise de la *toga pura*, la première coupe de la barbe et des cheveux; la religion dans la mort et dans les rites funèbres; les anniversaires; le culte domestique dans les campagnes; les auspices, prodiges, expiations et purifications dans le culte domestique. Les pages consacrées par l'auteur aux croyances des Romains, relativement à la destinée de l'âme humaine, sont évidemment fort incomplètes; c'est à peine une ébauche du sujet; le droit des tombeaux méritait aussi un plus long développement, et la question du deuil n'eût pas dû être laissée entièrement de côté. L'auteur montre, avec raison, combien nous sommes mal renseignés sur les auspices privés.

Le chapitre IV, sur les inscriptions et les offrandes votives, n'est rattaché au précédent que par un lien tout artificiel; sans doute, ce sont bien là des actes qui émanent de simples particuliers; mais, en réalité,

ils rentrent dans l'histoire générale de la religion et du sentiment religieux plutôt que dans celle du culte privé. L'auteur a essayé surtout, dans ce chapitre, de classer la multitude innombrable des documents de ce genre. Sa tentative est intéressante; mais les listes qu'il a dressées sont forcément incomplètes; il y manque de nombreuses séries de divinités, surtout locales, indigènes.

Ce livre est en somme un travail solide et consciencieux qui pourra rendre des services.

Ch. LÉCRIVAIN.

**Notizie storiche, statuti antichi, documenti e antichità romane di Malesco, studi e ricerche del dottore Giacomo POLLINI. Turin, Carlo Clausen, 1896. In-8°, xxxi-700 pages.**

Malesco est un petit village du Piémont, juché à une altitude de 761 mètres, dans une des vallées de l'Ossola; sa population est de 544 habitants, et encore, chaque année, la misère en force-t-elle une partie à émigrer pendant l'hiver; ils vont dans le reste de l'Italie, en France, et surtout à Paris nettoyer poêles et cheminées; c'est en effet un pays de ramoneurs et de fumistes. D'hommes illustres, ce village n'en a produit que dans l'art de la fumisterie; les anciens citent avec orgueil tel de leurs compatriotes, comme les frères Trabucchi, qui, partis avec leur petit bagage de ramoneurs, ont réalisé de grandes fortunes et se sont signalés par leurs bienfaits envers leur pauvre vallée... Voilà le pays humble et obscur auquel, par un sentiment de pitié filiale, le docteur Giacomo Pollini a consacré un volume massif de 731 pages.

C'est dire que l'auteur, comme il le proclame lui-même dans sa préface (p. ix), n'a dédaigné aucun détail. Tout lui a paru intéressant et digne d'être transmis à l'histoire. Aussi, grâce à ses doctes recherches, nous savons qu'à Malesco il y a une fanfare, qu'elle se compose de onze « bravi giovannotti, » que Manuel Mellipi joue de la grosse caisse et que le chef de musique, Bertina, s'est réservé le cor-net à piston. Ils ne jouent pas mal, mais la population ne les entend pas assez souvent, et l'auteur les engage, dans leur intérêt, à mieux contenter le public (p. 97). Nous trouvons, à la page 222, une narration émouvante de la discussion qui s'éleva, à propos de l'asile et de l'école, entre l'inspecteur primaire et M. Giacomo Pollini lui-même, au conseil municipal, dans la mémorable séance du 17 août 1856. Il n'oublie pas de rappeler que son ami, Bernardo Raineri, l'un des deux curés de Malesco, a été nommé officier d'Académie, le 14 juillet 1882, et, à cette occasion, il explique à ses lecteurs quelles sont, en France, les distinctions universitaires (p. 98). Il fait le dénombrement des têtes de bétail du village et disserte sur les appellations variées du fumier. Dans son chapitre sur « le commerce et l'industrie » de Malesco, il énumère

« ses boulangeries, ses auberges et ses buvettes, dont l'une a une salle de billard » (p. 130). Ailleurs, il examine une à une les maisons du pays et nous en raconte les réparations. Mais c'est surtout dans son histoire des familles qu'il ne néglige aucun détail. Il fait leur généalogie, dresse la liste des membres qui les ont composées et met en lumière ceux qui se sont particulièrement distingués, surtout de nos jours : Frédéric Cavalli est devenu bachelier et médecin (p. 541), car, au collège de Domodossola, il avait tous les prix de sa classe; les frères Cioja ont bien réussi, l'un est professeur à Gênes, les autres sont employés « dans les préfectures et les ministères » (p. 562). Naturellement, dans cette énumération des illustrations du pays, les Pollini ne sont pas oubliés, « ce qui est hors de doute, c'est que leur famille est des plus antiques; son nom existait à l'époque romaine et son tronc s'est si bien développé qu'il s'est propagé dans tous les coins de la péninsule » (p. 597). N'oublions pas d'ailleurs qu'à cette maison appartenait la personne de Malesco qui a atteint l'âge le plus avancé, Dominique Pollini, morte à cent sept ans, le 7 février 1670 (p. 596). Josué Pollini, l'oncle de l'auteur, a été, à Cahors, le professeur de dessin du « célèbre Léon Gambetta » (p. 602). Sa tante, Marie-Élisabeth, communiait tous les jours et a établi à Malesco les prières des Quarante Heures. Enfin, l'auteur lui-même a fondé plusieurs messes dans l'oratoire du village. Il faut nous arrêter dans cette énumération; elle nous fait penser à Tartarin, Bompard, Costecalde et autres illustrations de Tarascon.

En voilà assez pour donner une idée du livre : c'est un ramassis informe d'une quantité de détails qui intéresseront tout au plus les habitants de Malesco; mais c'est à peine si l'historien peut y relever une douzaine de renseignements économiques, d'usages ou de traits de mœurs curieux, et cependant, dans les pages consacrées à l'antiquité et au moyen âge, l'auteur nous faisait espérer mieux. Le récit de ses découvertes archéologiques, la description de la voie romaine qui, d'après lui, réunissait les uns aux autres les passages des Alpes Lépon-tiennes, les statuts du x<sup>e</sup> siècle dont il nous donne une édition, tout cela a un certain intérêt historique, mais disparaît tout à fait au milieu de ce bavardage.

Jean GUIRAUD.

---

**Wilhelm REINECKE. Geschichte der Stadt Cambrai bis zur Ertheilung der Lex Godefridi (1227). Marburg, Elwert, 1896. In-8°.**

Il est étonnant que l'histoire de Cambrai n'attire pas davantage l'attention des savants français. Tout se réunit pourtant pour faire de cette ville un sujet d'étude hautement intéressant; elle possède dans les *Gesta pontificum Cameracensium* et dans les *Annales* de Lambert de Waterloos une historiographie très ancienne et des plus remarquables; elle a vu se former la première commune jurée qui soit mentionnée au

nord des Alpes, enfin les relations que ses évêques ont entretenues tant avec la France qu'avec l'Empire lui assignent une place à part parmi les cités épiscopales du nord. On sait que Cambrai relevait au moyen âge non de la monarchie capétienne, mais du royaume d'Allemagne. On ne l'a pas oublié de l'autre côté du Rhin. Non seulement ses chroniques ont été publiées dans les *Monumenta Germaniae historica*, mais encore plusieurs dissertations consacrées à l'histoire de la ville ont été présentées dans les dernières années comme thèses de doctorat aux Universités de Leipzig<sup>1</sup>, d'Iéna<sup>2</sup> et de Tubingue. De ces travaux, le plus étendu et le plus approfondi est celui dont le nom figure en tête de ce compte-rendu. M. Reinecke s'est proposé de décrire en détail l'organisation et la constitution municipale de la cité jusqu'à la promulgation, en 1227, de la *lex Godefridi* qui a mis fin aux luttes séculaires entre les évêques et la bourgeoisie. Il étudie tout d'abord les droits des évêques dans la ville et les attributions de leurs fonctionnaires, le développement de la cité et la condition de ses habitants, la formation de la commune et enfin les institutions qui l'ont régie jusqu'au commencement du xiii<sup>e</sup> siècle. Deux appendices sont consacrés : le premier aux comtes de Cambrai, le second aux rapports des comtes de Flandre avec le Cambrésis. Comme pièces justificatives sont réimprimées la charte accordée à la ville en 1184 par Frédéric Barberousse, celle de l'évêque Roger de 1185 et la *lex Godefridi* de 1227.

On doit reconnaître que M. Reinecke s'est efforcé très consciencieusement de s'acquitter de la tâche qu'il s'est assignée. Il a lu fort attentivement les chroniques et les chartes qui se rapportent à son sujet. Son livre, clairement écrit et bien composé, est incontestablement préférable aux travaux de ses devanciers. Est-ce à dire pourtant qu'il satisfasse aux conditions que l'on est en droit d'exiger aujourd'hui d'une étude d'histoire municipale? Je ne le crois pas. M. Reinecke s'est contenté trop facilement. Il s'en est tenu, pour ainsi dire, à l'extérieur de son sujet : il ne l'a pas pénétré jusqu'au fond. Ce n'était pas assez d'emprunter aux *Gesta pontificum* et aux autres sources les faits relatifs à l'histoire de la ville. Il fallait expliquer et commenter ces faits, les éclairer par des comparaisons incessantes avec les faits analogues que fournissent les territoires voisins, montrer, le cas échéant, s'ils confirment ou s'ils infirment les théories si nombreuses émises dans les derniers temps sur l'origine des villes. Pour écrire l'histoire constitutionnelle de Cambrai, dont le grand intérêt réside précisément dans la situation si particulière de la cité, intermédiaire entre la France et l'Allemagne et également accessible à l'influence de l'une et de l'autre, il eût fallu être complètement au cou-

1. E. Hoeres, *Das Bistum Cambrai. Seine politische und kirchliche Beziehungen zu Deutschland, Frankreich und Flandern und Entwicklung der Commune von Cambrai*. Leipzig, 1882.

2. A. Dieckmeyer, *Die Stadt Cambrai. Verfassungsgeschichtliche Untersuchungen aus dem zehnten bis gegen Ende des zwölften Jahrhunderts*. Iéna, 1889.

rant des résultats des recherches relatives tant aux villes françaises qu'aux villes allemandes. M. Reinecke paraît ne posséder à cet égard que des notions tout à fait insuffisantes. Il s'en tient strictement à ses sources qu'il résume, sans se douter de l'importance et de la difficulté des questions qu'il se borne trop souvent à effleurer en passant. Il ne consacre que quelques lignes au *prepositus* du Cateau-Cambrésis, au *vicedominus*, au *prepositus curie*. Une page lui suffit pour nous faire connaître la situation des *burgenses* et des *manentes* au *x<sup>e</sup>* siècle. Ce qui est plus grave, c'est qu'il considère la révolte des *cives* de Cambrai contre l'évêque Bérenger (956-962) comme une révolte communale, et qu'il parle à ce sujet de la *Bürgerschaft*. On sait pourtant que dans les textes du *x<sup>e</sup>* et du *x<sup>i</sup>* siècle le mot *cives* a tout simplement la signification d'habitants. En réalité, la révolte de Cambrai au milieu du *x<sup>e</sup>* siècle n'a rien de commun avec l'histoire de la commune. C'est tout simplement un mouvement insurrectionnel dirigé contre un évêque impopulaire; un événement analogue et dû aux mêmes causes est mentionné à Liège vers la même époque.

En résumé, le livre de M. Reinecke peut être considéré comme un exposé clair et complet des renseignements que fournissent sur l'histoire de Cambrai les documents publiés jusqu'aujourd'hui. Il facilitera certainement la lecture des sources à celui qui tentera quelque jour l'étude si intéressante des institutions municipales de la cité<sup>1</sup>.

H. PIRENNE.

---

**Historical Memorials of Ely cathedral**, by Charles William Stubbs, dean of Ely. Londres, Dent, 1897. In-8°, xxxix-166 pages.

En 1896, le doyen du chapitre d'Ely, M. Charles W. Stubbs, fut chargé de faire à Cambridge deux conférences, l'une sur la châtresse sainte Etheldrède<sup>2</sup>, la fondatrice et la patronne du monastère d'Ely, l'autre sur l'illustre architecte Alain de Walsingham, moine et plus tard prieur de cette abbaye capitulaire. Il les a publiées ensuite avec de jolis dessins, un plan de l'église et des bâtiments claustraux, des notes et un index chronologique où se trouve résumée l'histoire de l'abbaye (plus

1. M. R. aurait dû indiquer le rapport très étroit qui existe entre la « lex Godefridi, » qu'il imprime en appendice, et la charte de Frédéric Barberousse. Cf. L. G. 7, 8 et F. 1; L. G. 10 et F. 7; L. G. 11 et F. 2; L. G. 12 et F. 8; L. G. 13 et F. 9; L. G. 14 et F. 3; L. G. 15 et F. 28; L. G. 16 et F. 10; L. G. 22 et F. 4; L. G. 24 et F. 5; L. G. 31 et F. 11; L. G. 32 et F. 14; L. G. 33 et F. 12; L. G. 37 et F. 20; L. G. 38 et F. 27; L. G. 47 et F. 30; L. G. 48 et F. 23; L. G. 49 et F. 16; L. G. 50 et F. 25; L. G. 51 et F. 31; L. G. 52 et F. 21; L. G. 53 et F. 24.

2. La plus ancienne forme de ce nom est *Aetheldreda*; au *x<sup>i</sup>* siècle on trouve *Aldreda*. Le doyen d'Ely l'appelle *s. Audrey* et *s. Audrey*.



tard évêché) d'Ely depuis sa fondation au vi<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1539. Cet index rendra quelques services, bien qu'on regrette d'y trouver de fortes distractions<sup>1</sup>. Les notes ne laissent pas d'être instructives. Je retiens en particulier la longue description du *Liber Eliensis*, histoire et cartulaire de l'abbaye, rédigé vers le milieu du xii<sup>e</sup> siècle par un certain moine Thomas<sup>2</sup>; comme le livre III de cette compilation est inédit, M. Stubbs en donne la table des rubriques (p. 58). Ailleurs (p. 143) il dresse la liste des rôles que possèdent encore aujourd'hui les archives capitulaires (ils sont au nombre de 288) et leur répartition entre les divers officiers du monastère (*camerarius, feretrarius, custos capellae Mariae, granatarius, elemosinarius, hortillarius, precentor sacrista, cellarius, pitancierus, rosarius, thesaurarius*), et il en tire quelques intéressantes indications sur la vie des moines au xiv<sup>e</sup> siècle. Quant aux conférences, si l'on y trouve un peu trop de phrases, on y recueillera aussi des faits intéressants, par exemple sur l'origine et l'histoire de la « liberté » d'Ely<sup>3</sup> et sur les splendides constructions qui furent exécutées au xiv<sup>e</sup> siècle sous les ordres d'Alain de Walsingham.

Ch. BÉMONT.

**Jungfru Marie ertagård.** Vadstenanunnornas veckoritual, i svensk öfversättning från år 1540..., utgifven af Robert GEETE. Stockholm, P.-A. Norstedt et fils, 1895. In-8°, xc-308 pages.

Les trois premiers mots de ce titre sont la traduction suédoise de *Viridarium beatae virginis Mariae*, un des mots latins sous lesquels on désignait les *Cantus sororum ordinis sancti Salvatoris*, ordre fondé par sainte Brigitte, et dont la maison mère était le couvent de Vadstena, au centre de la Suède méridionale. Ce livre, qui était le missel des Brigittines, fut composé par le confesseur de sainte Brigitte, maître Petrus Olavi († 1378). Il comprend des psaumes, des cantiques, des proses, des leçons et d'autres morceaux empruntés aux rituels de la catholicité, ainsi que trente-cinq hymnes, dont vingt-neuf sont l'œuvre de maître Pierre. Il fut traduit du latin en suédois, ou plutôt imité et considérablement amplifié, par Nicolaus Ragvaldi, moine de Vadstena,

1. Les rois Étienne, Henri II et Richard Cœur de Lion sont placés entre 1118 et 1133, le martyr de Thomas Becket avant 1135, la révolte des paysans en 1388, etc.

2. Sur la composition du *Liber Eliensis*, voir F. Liebermann, *Archiv für das Studium d. neueren Sprachen u. Literaturen*, Bd. CI, Heft 1-2, p. 26.

3. Cette « liberté » ou « franchise » comprenait la « liberté » de l'île d'Ely et la « liberté » de la reine Etheldrède. Quand le diocèse d'Ely fut créé, en 1109, la première fut attribuée à l'évêque et la seconde au chapitre. Jusqu'en 1765, le chapitre continua de lever certaines redevances, et c'est en vertu de la donation de la reine Etheldrède qu'il a, encore aujourd'hui, le droit d'élire un « coroner » pour cette « liberté » en Suffolk (p. 23).



et, à deux reprises, confesseur général de l'ordre, mort le 1<sup>er</sup> juillet 1514, qu'il ne faut pas confondre avec l'archevêque d'Upsala, son homonyme, décédé en 1448.

Comme cette version libre en suédois ne nous est parvenue que dans un seul codex en parchemin, de la Bibliothèque royale de Stockholm, écrit en 1510 par une religieuse de Vadstena, l'éditeur, n'ayant que ce texte unique sous les yeux, s'est borné à le reproduire, en rétablissant toutefois les lettres omises et les syllabes abrégées, mais il a donné à la suite le texte latin des *Cantus sororum* et l'*Ordo cantus et lecturæ sororum ordinis S<sup>ti</sup> Salvatoris*, qui se trouvent complets ou par fragments dans beaucoup de manuscrits et d'imprimés. Comme aucun d'eux n'est aussi étendu que l'amplification suédoise, M. Geete ne s'est pas astreint à reproduire diplomatiquement le manuscrit de la bibliothèque universitaire d'Upsala, qu'il juge le meilleur, et à mettre en notes les variantes des autres; il a mieux aimé y intercaler les leçons qui se rapprochent le plus du texte inconnu suivi par maître Pierre.

Le soin avec lequel il a procédé est attesté par ses listes d'errata et d'additions en suédois et en latin. Jugeant avec raison que la littérature religieuse du moyen âge n'est pas assez familière aux lecteurs des *Samlingar utgifna af Svenska Fornskrift-Sällskapet* (recueil publié par la Société suédoise de paléographie), dont ce volume forme les fascicules 107 et 109, il a étudié, dans une longue et savante introduction : l'origine des heures canoniques et le développement du rituel jusqu'au temps de sainte Brigitte; le rituel brigittin; la bibliographie latine de ce rituel; puis décrit les manuscrits consultés par lui, ensuite expliqué les termes rituels, ainsi que les dénominations et le contenu des livres rituels du moyen âge; enfin donné les tables des hymnes et proses, des antiennes et répons. Son travail, fort bien fait, est une utile contribution à l'histoire de la liturgie catholique qui, depuis un quart de siècle, a recommencé d'attirer l'attention des érudits, même dans les pays protestants, et particulièrement en Suède.

E. BEAUVOIS.

---

**Geschichte der Juden in Rom**, par Hermann VOGELSTEIN et Paul RICHTER. Berlin, Mayer et Müller, 1896. 2 vol. in-8°, 544 et 456 pages.

L'histoire de la petite communauté juive de Rome a été, en ces derniers temps, très attentivement étudiée, et elle méritait de l'être, car il était du plus haut intérêt de savoir avec exactitude quel traitement le Saint-Siège, qui poursuivait de ses anathèmes les Juifs dans toute l'Europe, avait imposé à leurs coreligionnaires romains. MM. Vogelstein et Richter, reprenant les travaux de Basnage, de Natali, de Berliner et d'autres, ont, à ce qu'il semble, épuisé la question. Leur ouvrage reproduit, avec de légères modifications indiquées dans la préface, un travail

considérable qui obtint à Vienne, en 1892, la moitié d'un prix destiné à récompenser le meilleur travail de ce genre. Toutefois, un tiers environ du tome I et le tome II en entier sont l'œuvre du seul docteur Paul Richter.

On peut décomposer l'histoire de la communauté juive de Rome en plusieurs périodes. La première, qui commence avec l'arrivée des premiers Juifs à Rome et s'achève au moment où le pouvoir papal y devint prépondérant, offre un intérêt moindre que les autres parce qu'alors cette histoire se fond avec l'histoire générale du peuple juif. On se souvient des pages précises et vivantes dans lesquelles Renan a décrit la physionomie du quartier juif au temps des apôtres; les auteurs ont eu peu à ajouter à cette peinture, mais ils ont pu retracer l'histoire des Juifs romains d'une façon plus exacte grâce aux travaux récents de plusieurs érudits. Les empereurs leur furent favorables, et César, pour récompenser leur attachement à sa cause, rendit un édit qui équivalait à une reconnaissance officielle de leur culte; aussi pleurèrent-ils trois jours sa mort autour de son bûcher. Si des accusations de sorcellerie les firent expulser sous le règne de Tibère, si Claude, Domitien, Hadrien se montrèrent soupçonneux à leur égard, ils ne furent l'objet d'aucune mesure d'exception, leur culte fut toléré, et quelques-uns d'entre eux parvinrent aux premières charges. Déjà la communauté juive, régie par des lois ou par des règlements particuliers, obéissant à ses chefs et ayant son trésor, formait dans l'État un État au petit pied; elle échappe à toute influence romaine et reste fidèle à ses traditions. Les auteurs arrêtent, à tort ce semble, la première période à l'avènement de Constantin et du christianisme; ils en imaginent une deuxième allant de l'an 312 à l'an 1000. Elle est pleine d'obscurités; la communauté juive décline en même temps que la ville éternelle; elle comptait 40,000 membres au temps de l'empire; lorsque Benjamin de Tudela va la visiter, elle est réduite à 300. Cependant la papauté, maîtresse de Rome, la protège contre les excès de zèle des chrétiens; les Juifs ont une synagogue, des écoles et un cimetière; leur littérature est brillante; il est publié à Rome un essai d'histoire universelle. Jusqu'en 1554, la communauté juive est tantôt traitée avec bienveillance, tantôt l'objet de mesures rigoureuses. Calixte III lui accorde comme une charte de ses droits. Clément IV, il est vrai, arme contre elle l'inquisition; néanmoins, comme l'a dit le premier Basnage et comme l'ont répété tous ceux qui se sont occupés de cette histoire, le Saint-Siège fut, jusqu'à Paul IV, plutôt enclin à l'indulgence envers ses sujets israélites; les règlements très sévères, qui étaient parfois portés contre eux, étaient peu appliqués et les Juifs vivaient à leur guise à l'ombre de saint Pierre, n'ayant point à porter de signe diacritique, à subir d'humiliantes obligations, à payer d'impôts exagérés. Aussi toute cette période est celle marquée par un rapide accroissement des fortunes, l'extension de la banque et du commerce, une culture morale élevée; les mathématiques et la médecine surtout sont étudiées avec éclat, les papes ont souvent pour médecins des Juifs; on

s'adonne à la littérature avec ardeur; il y a des dynasties de littérateurs juifs à Rome, et une femme même y devient célèbre. Piqué d'émulation, un poète juif écrit une *Comédie* à l'imitation de Dante; seulement c'est Daniel qui conduit son protégé à travers les cercles de l'enfer et les zones du ciel. L'épanouissement de cette prospérité a lieu de la fin du grand schisme à 1554, à l'élévation du pape inquisiteur Paul IV. Les auteurs ont fait un tableau très complet de la société juive de Rome durant cet âge d'or; l'imprimerie hébraïque prend un grand développement; la musique est cultivée par Juan Maria et Jacomo San Secondo, un nom ou surnom significatif s'il en fut; on applaudit des troupes d'acteurs israélites. En somme, on le voit, la part d'action de la communauté juive, quoiqu'elle fût réduite à un très petit nombre de membres, est loin d'être négligeable. Survient la grande réaction des papes réformateurs du xvi<sup>e</sup> siècle; cherchant partout à réduire les ennemis du catholicisme, ils s'attaquent entre autres à ceux qu'ils ont sous la main, et les Juifs romains, obligés de vivre désormais entassés dans un ghetto infect, que le Tibre inonde presque chaque année, se voient dépouillés de tous leurs droits; ils ne peuvent plus même converser avec un chrétien; on les oblige à courir presque nus au carnaval, ainsi que l'ont raconté Montaigne et chanté le poète docteur de Pennis; ils leur faut aller assister à un sermon sur leurs erreurs chaque samedi, payer les guerres qu'entreprend le Saint-Siège, rendre hommage au sénateur le premier jour de l'an. Alors que partout ailleurs, en Europe, on montre moins de rigueur envers les Juifs, à Rome il n'est pas de vexations dont on ne les accable; le peuple naturellement prend part à la fête, et plus d'un juif mourut lapidé pour avoir passé trop près d'une église. Toute cette partie de l'histoire de la communauté juive, qu'on eût pu rendre si colorée et si dramatique, est un peu sèche; les documents abondent sur la vie intime de famille du ghetto, et les auteurs, qui ont fait de très minutieuses et très méthodiques recherches dans les archives de Rome, de Londres, d'Oxford et de Paris, n'ont peut-être pas tiré, au point de vue du pittoresque, tout le parti désirable des éléments qu'ils avaient en main. L'état misérable des Juifs romains se prolongea jusqu'en 1798, avec quelques adoucissements rendus nécessaires par l'influence des idées de plus en plus libérales qui avaient cours alors en Europe; cependant ce ne fut que lorsque Pie IX monta sur le trône pontifical que tombèrent les derniers vestiges de l'oppression séculaire, dont la communauté avait été la victime. Après l'ouvrage de MM. Vogelstein et Richter, il restera peu à dire sur les vicissitudes des Juifs romains; tout au plus pourra-t-on en tirer quelques idées générales et quelques inductions qui font défaut dans cet ouvrage.

E. RODOCANACHI.

**Inventare Hansischer Archive des sechszehnten Jahrhunderts,**  
herausgegeben vom Verein für Hansische Geschichte. Erster Band :  
*Köln*. Leipzig, Duncker et Humblot, 1896. xvii-637 pages.

Ce premier volume des *Inventaires des Archives de la Ligue hanséatique pendant le XVI<sup>e</sup> siècle* est publié sous la direction de M. Konstantin Höhlbaum assisté par M. Hermann Keussen ; le premier, connu par son édition du *Hansisches Urkundenbuch* (vol. I : jusqu'en 1360) et d'autres travaux concernant l'histoire commerciale de la Ligue et de la ville de Cologne, et le second par ses études sur la révolution communale de Cologne en 1396 et sur l'histoire de l'université de Cologne de 1389 à 1559. En inaugurant cette nouvelle série pour la période où le déclin de la Ligue s'accuse et se précipite, le *Verein für Hansische Geschichte* s'est vu contraint de modifier le plan qu'il avait suivi dans ses publications antérieures et de se rapprocher de celui des *Calendars* anglais. La première moitié du volume est un simple répertoire, où 3770 lettres sont analysées en quelques lignes ; toutefois le souci d'épargner l'espace n'a pas été poussé au point d'en omettre aucune. Dans la seconde partie ou Appendice, 103 documents d'une importance plus considérable sont analysés en détail et reproduits par extraits ou *in extenso*. La plupart sont absolument inédits.

M. Höhlbaum nous explique dans sa Préface les raisons de la priorité donnée, pour le xvi<sup>e</sup> siècle, à la publication des archives hanséatiques de Cologne sur celles de Brunswick, de Dantzig et même de Lubeck.

D'abord c'est à Cologne, centre et capitale du commerce de l'Allemagne occidentale, que, lors des guerres des Pays-Bas, on a mis en sûreté les riches archives du comptoir d'Anvers ; celles-ci y sont restées. Ensuite elle possède la volumineuse correspondance et tous les papiers de Henri Sudermann, qui, syndic, c'est-à-dire à la fois chancelier, conseiller et procureur de la Hanse, a fait de Cologne le centre de rayonnement d'où, pendant près de quarante ans, son activité toujours en émoi a surveillé à la fois l'Angleterre, les Pays-Bas, la France et jusqu'aux intérêts personnels des marchands hanséates, qui réclamaient son assistance.

Les relations commerciales avec l'Angleterre occupent naturellement une large place dans ces inventaires. Depuis longtemps les marchands anglais faisaient entendre d'amères doléances au sujet des privilèges accordés aux Esterlins et à leur comptoir du *Steel-yard* à Londres, et, suivant les vicissitudes de leur politique, les souverains anglais se prêtaient ou se refusaient à les accueillir. Dans ses moments de brouille avec Charles-Quint, Henri VIII ne demandait pas mieux que d'obtenir l'appui des puissantes villes protestantes du nord de l'Allemagne, mais ses bonnes dispositions furent toujours intermittentes. Sa fille, Marie Tudor, dévouée à la politique de son époux, Philippe d'Espagne, et poussée par les réclamations répétées de ses sujets, mit, en 1555, des entraves nouvelles à l'exportation, par les hanséates, des draps anglais : on trouvera dans l'Appendice plusieurs pièces non utilisées jusqu'ici se

rapportant à cette affaire et aux négociations auxquelles elle donna lieu. En 1560, sous Élisabeth, nouvelle correspondance et nouveaux pourparlers à propos des droits de sortie que l'échiquier royal entendait lever sur les marchandises exportées par les négociants de la Hanse; après avoir invoqué leurs anciennes franchises, les envoyés des villes font des concessions jugées insuffisantes, mais se refusent à acquitter les mêmes droits que les sujets de la reine. On sait qu'en 1578 celle-ci abrogea définitivement tous ces privilèges défendus avec tant d'opiniâtreté.

Quelques pièces de l'Appendice se rapportent à des négociations ouvertes ou plutôt rouvertes à partir de 1562 avec la France à l'instigation de Charles Dançay, envoyé français à la cour de Danemark. Une instruction datée du 29 juin 1566 (pièce 86) recommande aux membres de la légation hanséate de chercher à obtenir l'établissement en France d'un ou de plusieurs comptoirs ayant à leur tête un *Alderman* et un conseil jouissant d'une juridiction autonome, l'égalité du traitement pour les marchands de la Hanse et les sujets français, des garanties pour l'exercice de leur religion, la libre exportation des grains par leurs navires à destination de Lisbonne et des facilités pour celle du sel. Sous la date de janvier 1568, nous rencontrons un projet de traité (pièce 92) conçu sur des bases analogues. Néanmoins, par suite des guerres et des troubles de l'époque, la mission hanséate n'avait pas encore accompli son voyage en 1571, car, le 25 mars de cette année, Dançay adresse une lettre latine au Sénat de Lubeck pour lui rappeler le désir qu'a le roi très chrétien de la recevoir (pièce 100). M. Hölbaum donne en note des extraits de la correspondance de Dançay avec la cour de France, d'après des copies que possèdent les archives de Copenhague, et annonce qu'ils seront continués dans le second volume.

Les rapports et lettres concernant les intérêts de la Hanse dans les Pays-Bas, et notamment à Anvers, alors le premier port et la grande place de banque de l'Europe, les décisions prises aux diètes générales de la Hanse et aux diètes particulières du cercle (*Drittel*) de Cologne, la correspondance de Cologne avec Lubeck et avec d'autres villes, tant allemandes qu'étrangères, sont de même analysés, résumés ou extraits.

Grâce à cette collection, les historiens du commerce voient s'ouvrir pour eux une mine précieuse de renseignements pris sur le fait. L'histoire générale trouvera aussi profit à la consulter, par exemple au sujet des mouvements religieux dans les Flandres pendant cette période agitée et tumultueuse.

E. CASTELOT.

---

Agostino Rossi. **Francesco Guicciardini e il governo Fiorentino dal 1527 al 1540.** Vol. I : 1527-1530. Bologne, Zanichelli, 1896. In-16, I-XII, 4-303 pages.

C'est une période fort curieuse de l'histoire de Florence que celle qui

s'étend de 1527 à 1530. Les Médicis ont été chassés le 26 avril 1527, et, sous la direction d'un parti de plus en plus porté aux extrêmes par une démocratie sans sagesse, la république essaie de se constituer. A l'intérieur, elle doit se défendre contre les partisans du régime déchu et prendre, à l'extérieur, parti pour l'un des deux rivaux qui se disputent l'Italie, François I<sup>er</sup> et Charles-Quint. Elle se décide pour le premier, mais sans enthousiasme, car il est l'allié de l'ennemi irréconciliable du nouveau gouvernement florentin, le pape Médicis, Clément VII; d'ailleurs, elle se fie médiocrement à sa loyauté; aussi, tout en affirmant son alliance avec lui, elle ne laisse pas d'entamer des négociations avec l'Empereur. Mais voilà que bientôt un revirement brusque se produit dans le système des alliances : en réconciliant François I<sup>er</sup> et Charles-Quint, la paix des Dames livre sans défense Florence à l'Empereur (1529) qui, de son côté, à l'entrevue de Bologne, l'abandonne à Clément VII. Dès lors, les Médicis reviennent après la reddition de Florence, et c'en est fait de cette tentative éphémère de république.

Quel rôle a joué Guichardin au milieu de ces événements compliqués auxquels il a été mêlé? Telle est la question que se pose M. Rossi. Pour la résoudre, il a fait d'importantes recherches dans les archives de Florence, de Mantoue, de Sienne et surtout à la Bibliothèque nationale de Florence, où il a découvert une précieuse collection de lettres inédites de Guichardin. Esprit sage, ennemi de tout excès, l'historien florentin s'était rallié au régime républicain né de la révolution du 26 avril 1527; il l'avait fait d'autant plus facilement que les initiateurs de ce mouvement étaient modérés comme lui : son ami Capponi fut alors le maître de Florence. Mais, comme cela arrive parfois, les modérés ne tardèrent pas à être dépassés, et bientôt la démocratie prit ces allures soupçonneuses et jalouses que nous lui avons connues ailleurs : elle soumit à mille vexations les citoyens que leur sagesse faisait taxer de modérantisme. Quoique protégé par son frère, un des membres influents du parti démocratique, Guichardin eut à souffrir du régime républicain, tel qu'il était pratiqué à Florence; il dut quitter sa patrie et demander asile aux États de l'Église, et, pendant que l'on instruisait son procès à Florence, il travaillait, avec Clément VII, à la restauration des Médicis.

Guichardin prit une part importante aux événements qui, après l'entrevue de Bologne et la reddition de Florence d'août 1530, rétablirent l'ancien gouvernement; il sut éviter, à la fois, les mesures entachées de partialité qu'il reprochait amèrement au commissaire pontifical, Valori, et les violences dont se rendirent coupables plusieurs de ses amis. Administrateur du Mont, il fut mêlé aux affaires financières de sa patrie et il dut faire face aux exigences des soldats espagnols et allemands de Charles-Quint, qui rançonnaient Florence avant de quitter son territoire.

Enfin, lorsque Alexandre de Médicis eut été reconnu comme le maître de la ville, malgré les velléités d'opposition que manifesta le fantasque cardinal Hippolyte, Clément VII compensa les dommages qu'avait subis



pour lui Guichardin, en le nommant vice-légat de Bologne, en juin 1531.

Là s'arrête l'étude de M. Rossi; mais il annonce la prochaine publication d'un second volume où il examinera la vie politique de Guichardin jusqu'en 1540. Nous le lisons avec plaisir s'il est, comme le premier, précis, documenté et bien présenté.

Jean GUIRAUD.

---

**Léonard Limosin, peintre de portraits**, par MM. L. BOURDERY et E. LACHENAUD. Henry May, Société française d'éditions d'art. In-8°. 45 francs.

Notre art français a toujours excellé dans le portrait. Il y trouve le meilleur emploi de certaines de ses qualités : intelligence de la vie, curiosité morale, psychologie mondaine. Nulle époque ne lui a fait une plus large place que le xvi<sup>e</sup> siècle. On ne se contenta plus de portraits isolés : les collectionneurs réunirent des galeries de portraits. Et les crayons, les peintures, la sculpture en bronze ou en marbre ne suffisant plus, on s'adressa même à des genres décoratifs comme les vitraux, ou à des arts industriels comme l'émail, pour exécuter, non seulement des médaillons, des contours dessinés au trait, comme le beau Fouquet de la galerie d'Apollon, mais des figures modelées, des portraits monumentaux, de véritables suites architecturales de portraits.

Le maître portraitiste-émailleur du xvi<sup>e</sup> siècle est Léonard Limosin, à qui MM. Bourdery et Lachenaud viennent de consacrer un remarquable livre. Ce volume est le premier d'un ensemble d'études sur les *Émailleurs de Limoges*. Il n'analyse pas moins de 131 portraits, dus ou attribués à Limosin, et exécutés de 1533 à 1574, à la cour de France, sous cinq règnes successifs, de François I<sup>er</sup> à Henri III. On voit, sans qu'il soit nécessaire d'y insister, l'intérêt que présente à l'histoire cette galerie iconographique. Sans doute, il faut tenir compte, dans un genre aussi capricieux que l'émail, de ce qu'il y a toujours d'un peu vague et d'approximatif dans les ressemblances, et, malgré la maîtrise et le souci psychologique de Limosin, telles erreurs commises sont pour nous mettre sur nos gardes (voir p. 119, où un érudit des plus sûrs admire l'exactitude d'un portrait de Diane de Poitiers, qui se trouve être celui d'Élisabeth de France). Mais la plupart de ces portraits ont un accent de sincérité puissante qu'il est malaisé de mettre en doute (ainsi la robuste bonhomie du Montmorency qui est au Louvre, ou la finesse fatiguée du duc de Nevers qui appartient à M. Maurice Kann). Pour plusieurs, nous avons du reste des termes de comparaison : ce sont les crayons du temps, et quelquefois de Clouet, qui peut-être ont servi de modèles. Enfin un certain nombre ont une valeur documentaire unique : tel le Calvin jeune (décrit p. 25), dont nous n'avons l'équivalent nulle part ailleurs.

MM. B. et L. ont fait reproduire, par la phototypie, vingt-cinq des principaux portraits, choisis de préférence parmi les riches collections



particulières non ouvertes au public. Chaque émail est accompagné de descriptions détaillées et de la suite des jugements qui ont été publiés sur lui. Rien de plus important et de plus complet. Tout au plus pourrait-on regretter une certaine impression de lourdeur et de confusion produite par les répétitions des mêmes jugements à différentes pages du livre et par un respect trop scrupuleux des textes, qui n'en retranche même pas des parties trop étrangères au sujet (comme ces appréciations d'un catalogue anglais sur le caractère de Charles IX et la Saint-Barthélemy, p. 73). — Mais ce sont les petits défauts d'un système qui offre de précieux avantages pour la clarté, la rapidité et la sécurité du travail. Onze tableaux accompagnent et résument ce catalogue en classant les émaux de Limosin aux multiples points de vue de leurs dates, de leurs formes, des prix atteints aux enchères, des collections où ils se trouvent, des expositions où ils ont figuré, des reproductions connues, etc. — Ce volume, qui a nécessité des années de recherches patientes, est moins une étude historique qu'un recueil de documents d'un prix inestimable. On ne saurait trop louer une entreprise qui débute par un tel monument à la gloire du vieux maître ouvrier de Limoges.

Romain ROLLAND.

---

**Le commerce rochelais au XVIII<sup>e</sup> siècle d'après les documents composant les anciennes archives de la Chambre de Commerce de la Rochelle**, par Émile GARNULT. 4<sup>e</sup> partie : *Marine et Colonies*; — *De 1749 au traité de paix 1763*. Paris, Augustin Challamel, 1898. In-8°, 332 pages. 8 francs.

Après avoir publié la *Représentation commerciale de la Rochelle*; — les *Établissements maritimes de la Rochelle*; — *Marine et Colonies de 1718 à la paix d'Aix-la-Chapelle (1748)*; — les *Rochelais et le Canada*; — la *Juridiction consulaire et la Bourse de Commerce de la Rochelle*; — *De la Marine marchande; moyens de l'améliorer*, M. Émile Garnault s'est décidé à extraire de ses notes ce quatrième volume, heureux d'apporter quelques documents nouveaux comme contribution à l'histoire générale du commerce et de la navigation de la France et de ses colonies. Il a cherché à montrer l'activité des négociants rochelais et les sacrifices qu'ils s'imposèrent pour maintenir notre empire colonial et conserver le Canada. Il a désiré répondre aux préoccupations du Comité des travaux historiques du Ministère qui a mis à l'ordre du jour des recherches sur les documents relatifs à la marine marchande, d'après les archives des chambres de commerce ou d'autres dépôts.

Comme dans ses précédents travaux, M. Émile Garnault a cru devoir reproduire *in extenso* un certain nombre de lettres et mémoires, craignant par des extraits d'en altérer le sens, de diminuer leur portée ou de leur enlever leur couleur pittoresque.

Après la paix d'Aix-la-Chapelle, signée le 18 octobre 1748, la France

profita de la trêve qui lui était offerte pour se relever de ses désastres et maintenir son empire colonial. Les huit années qui suivirent furent pour les Rochelais des plus prospères, malgré les pirateries des États barbaresques et les entraves apportées par les Anglais au commerce de la traite des noirs, sur les côtes de l'Afrique. Le commerce rochelais prit un essor considérable dans ses rapports avec les colonies françaises, fournisseurs de la métropole et qui ne pouvaient expédier leurs produits que dans certains ports de France, qui ne devaient pas être manufacturiers. La France devait, en échange des produits du sol des colonies, les entretenir d'esclaves pour la culture des terres et pourvoir à tous les besoins des habitants par l'envoi des produits manufacturés français.

Malheureusement, au moment de la situation la plus brillante du commerce des colonies éclata la guerre de Sept ans. Parmi les faits plus spécialement rochelais, il faut rappeler que, pour récompenser les Rochelais de leur ardeur à mettre la ville en état de défense, lorsque les Anglais se montrèrent sur les côtes de l'Aunis et s'emparèrent de l'île d'Aix en 1757, le roi ordonna l'enlèvement des inscriptions injurieuses pour les protestants qui avaient été placées par l'intendant de Muyn au portail de l'église des Minimes en 1675.

M. DE R.

---

**Das deutsche Reich, ein monarchischer Einheitsstaat, vom**  
D<sup>r</sup> Albert von RUVILLE. Berlin, Guttentag. In-8°, iv-294 pages.

L'auteur de cet ouvrage, dont la lecture est certainement intéressante, est un ancien officier de la garde prussienne qui donna un jour sa démission pour se livrer à des recherches historiques, spécialement pour étudier l'histoire constitutionnelle de son pays. Frappé de l'obscurité qu'il trouvait dans les cours des professeurs des Universités allemandes sur ce sujet, trouvant fort insuffisantes aussi les explications données dans les ouvrages les plus réputés, ceux par exemple de Laband, de Zorn et de Seydel, il prétend être arrivé à mieux comprendre que ces derniers l'évolution historique de l'Allemagne et il cherche à inspirer à ses lecteurs cette conviction que le nouvel Empire est l'aboutissement logique, le successeur direct de l'Empire du moyen âge.

Ce sont, d'après M. de R., les juristes qui, en insistant plus qu'il ne fallait sur les différences juridiques, ont égaré l'opinion. C'est historiquement et non point juridiquement que cette continuité peut être démontrée, et il faut laisser de côté, d'après lui, toutes les belles théories sur la nature constitutionnelle des États, pour édifier la théorie véritable qui doit expliquer ce qu'est le *Deutsches Reich* d'aujourd'hui. On comprend sans peine qu'avec de semblables idées M. de R. n'hésite pas à heurter de front bien des opinions reçues; il le fait d'ailleurs d'une façon d'autant plus profitable que son travail (quelques réserves qu'on fasse sur les

conclusions) est accompagné de notes et de citations précieuses. Il proteste, par exemple, contre cette idée généralement admise, qu'aux <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles la maison de Habsbourg s'était en quelque sorte éloignée de la nation et que l'Empire n'était plus qu'une institution de surface.

L'abdication de François-Joseph en 1806 ne marque point à ses yeux la fin de l'Empire, car la période de 1806 à 1870 n'est qu'un « interrègne. » N'admettant point que le Saint Empire fût alors perdu « dans les brumes lointaines du passé, » il s'efforce de montrer qu'il avait gardé un grand prestige dans l'esprit du peuple allemand, qui l'associait instinctivement aux gloires de son histoire comme aux souvenirs héroïques consacrés par sa poésie. A ce double point de vue, les théories de M. de R. comportent les plus graves réserves. Sans doute, on ne saurait affirmer que l'Empire au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècle fût si complètement mort qu'un véritable grand homme n'eût pu le ressusciter; mais si cela fût arrivé, c'eût été que le génie aurait prêté son âme à la fonction et non pas que la fonction eût inspiré celui qui en était investi; quoi qu'en dise M. de R., l'Empire n'était plus un centre de ralliement pour le sentiment national, un foyer où le pays pût venir chercher une direction. L'empire semblait même quelque chose d'anti-allemand parce qu'il était plus qu'allemand. Le « particularisme » semblait, au contraire, devenu l'âme même de la constitution germanique; c'était par ce terme significatif que les Allemands désignaient la politique, le sentiment ou le système qui maintenait l'indépendance des divers souverains locaux. Et, dans cette période que l'auteur appelle si complaisamment un « interrègne, » on pouvait même soutenir que l'unité était plus éloignée que jamais : par la médiatisation des principautés inférieures, par l'extinction des chevaliers d'empire, par la disparition des villes libres (sauf quatre), les souverains étaient devenus moins nombreux, et, en devenant moins nombreux, ils se sentaient plus indépendants, ils étaient membres de la communauté européenne plutôt que de la communauté allemande. Ceux qui songeaient encore à l'unité de l'Allemagne n'étaient que des orateurs ou des écrivains; on les appelait des théoriciens et des rêveurs. Leurs idées agissaient sur quelques imaginations plus ardentes, elles n'avaient guère de prise sur le monde des faits et de la réalité, guère d'attrait surtout pour le tranquille bourgeois ou le peuple, dont les rêves ne dépassaient pas les limites de la vallée qu'il habitait. Encore en 1851, après les soulèvements de 1848, la confédération fut replacée sur son ancienne base, aussi incapable qu'auparavant d'imprimer à l'Allemagne un mouvement unitaire. C'est même, croyons-nous, une erreur de prétendre, comme le fait M. de R., que l'Empire actuel n'est qu'un élargissement de la confédération de l'Allemagne du Nord de 1866. Le chapitre iv (p. 67-81) renferme une série d'illusions sur les mots. Peut-on voir dans la constitution impériale actuelle quelque chose d'analogue aux *Wahlcapitulationen* du moyen âge? Peut-on prétendre que le *Bundesrath* actuel est la continuation de l'*Allgemeine Reichsversammlung* de 1806?

La lecture du livre de M. de R., dont nous repoussons, on le voit, la plupart des conclusions, provoquera au moins d'intéressantes réflexions, car il est certain que l'imagination populaire aimerait assez à voir aujourd'hui dans le nouvel Empire une restauration encore plus qu'une création nouvelle.

Sa lecture m'a rappelé un souvenir significatif de mes voyages en Allemagne. Visitant un jour dans un village du Brandebourg une école primaire, je demandai à l'instituteur de faire réciter à ses élèves quelques-uns de ces *Lieder* patriotiques qu'on apprend si volontiers en Allemagne dans les écoles. Le seul probablement qui fût convenablement su était le *Lied* célèbre où Rückert raconte la légende de Frédéric Barberousse qui, parti pour la croisade, s'était noyé dans le Seleph. Le peuple allemand n'avait pu se persuader qu'il fût mort; on le croyait endormi dans la caverne du Kyffhäuser au fond des montagnes de la Thuringe, un pâtre l'y avait vu un jour assis dans son armure, sommeillant le coude appuyé sur une table de marbre dont sa barbe faisait neuf fois le tour. Et la croyance populaire prétendait qu'il se réveillerait à son heure pour ramener les anciens jours de gloire de l'Empire :

*Er hat hinabgenommen des Reiches Herrlichkeit  
Und wird einst wiederkommen mit Ihr zu seiner Zeit.*

Et comme, arrivé au terme de la poésie, l'enfant entamait une nouvelle strophe, l'instituteur l'arrêta... Cette nouvelle strophe, ajoutée après coup, a pour but de célébrer la restauration de l'Empire par Guillaume I<sup>er</sup>, le continuateur de Frédéric Barberousse. Voilà ce qu'on apprend dans les écoles jusqu'au fond des villages du Brandebourg. On peut donc dire que l'Allemagne actuelle cherche à établir par une étude de son passé, où l'imagination joue un grand rôle, la continuité de son existence nationale. Le livre de M. de R. semble conçu dans le même ordre d'idées. Et, tout en faisant une large part à la critique, j'irai volontiers jusqu'à avouer que l'Empire actuel, quoique fort différent de son vénérable ancêtre, par son caractère intime, par sa forme et son aspect légal, n'en est pas moins en un sens très réel son vénérable successeur. Peut-être peut-on aller jusqu'à dire qu'il est moralement et intellectuellement un produit de l'ancien Empire et admettre que, si celui-ci ne l'eût pas précédé, il n'aurait jamais vu le jour.

Georges BLONDEL.

---

W. E. BURGHARDT DU BOIS. *The suppression of the African Slave trade to the United States of America 1638-1870*<sup>1</sup>. New-York, Longmans, 1896. In-8°, xi-395 pages.

L'auteur, ancien fellow de Harvard, aujourd'hui professeur à l'Univer-

1. Cet ouvrage est le n° 1 d'une série publiée par l'Université de Harvard sous

sité Wilberforce, s'est proposé, par l'étude directe des sources, de raconter l'histoire de l'abolition de la traite des nègres aux États-Unis. L'ouvrage est divisé en douze chapitres, suivant les périodes suivantes : 1<sup>o</sup> période coloniale, trois chapitres, un pour chacune des trois catégories de colonies (de plantations, de culture, de commerce) ; 2<sup>o</sup> Révolution, 1774-1787 ; 3<sup>o</sup> Convention fédérale, 1787 (organisation du régime de la traite dans la Constitution fédérale) ; 4<sup>o</sup> tentatives antiesclavagistes, 1787-1807 ; 5<sup>o</sup> essais de suppression de la traite, 1807-1825 ; 6<sup>o</sup> fondation de la « royauté du coton », 1820-1850 (entre cette période et la précédente est intercalée une histoire des relations internationales en matière de traite) ; 7<sup>o</sup> crise finale, 1850-1870. — Le chapitre xii est un résumé de l'évolution.

Des appendices donnent : 1<sup>o</sup> un tableau chronologique des lois restrictives de la traite dans les différents États de 1641 à 1787 ; 2<sup>o</sup> un tableau chronologique de la législation internationale, nationale, d'État, de 1788 à 1871 ; 3<sup>o</sup> une liste d'exemples des navires qui ont fait la traite aux États-Unis ; 4<sup>o</sup> une bibliographie détaillée des lois coloniales, des documents officiels sur la traite depuis la formation de l'Union et des ouvrages relatifs à la question.

On a donc ici une histoire solide et complète du commerce des esclaves aux États-Unis faite, suivant une méthode correcte, par un dépouillement général des documents. Les historiens américains avaient montré déjà comment l'institution de la traite, condamnée théoriquement aux États-Unis dès la fin du xvm<sup>e</sup> siècle, avait été maintenue provisoirement par compromis parce qu'on s'attendait à voir disparaître l'esclavage pour des raisons économiques, et comment la création inattendue des grandes plantations de coton avait déjoué ces espérances en rendant tant de force à l'esclavage que la traite elle-même avait reparu malgré l'interdiction légale. M. Burghardt du Bois permet de suivre dans le détail cette double évolution en sens inverse. Il étudie d'abord les restrictions imposées à la traite dès la période coloniale dans chacune des colonies, dans celles du sud (de plantations) par crainte des insurrections des noirs, dans celles du centre (de culture) parce qu'elle ne donnait pas de bénéfices, tandis que celles du nord (New-England), hostiles à l'esclavage pour des raisons morales, pratiquaient largement le commerce lucratif des nègres dans les autres colonies.

La traite, suspendue pendant la Révolution par « l'Association » formée pour arrêter le commerce avec l'Angleterre, recommença après la guerre ; quelques États prirent des mesures d'interdiction, mais la Convention qui organisa la Constitution n'osa pas passer outre à la résistance des États du Sud et se résigna à une politique de laisser faire qui ajourna jusqu'en 1808 la prohibition fédérale de la traite, en sorte que la traite resta légale dans trois États. La révolte des nègres d'Haïti renforça le mou-

le titre : *Harvard historical Studies*, avec le revenu de la fondation Henry Warren Torrey.

vement contre la traite et amena une campagne d'abolition dans le Congrès; mais la traite continua sous pavillon étranger ou par contrebande, et la Caroline du Sud se décida à retirer la prohibition. Enfin l'acte fédéral de 1807 (dont l'histoire est ici racontée, puis résumée sous forme d'un diagramme qui fait ressortir la longueur des débats), suivi d'une série d'actes complémentaires, interdit la traite sous des peines sévères. Mais il ne put être appliqué.

L'abolition de la traite par les États européens, en 1815, ouvrit l'ère des difficultés internationales causées par le droit de visite. Le traité international de 1842 fut très mal exécuté aux États-Unis, et la traite augmenta jusqu'à la guerre de Sécession qui enfin décida le gouvernement fédéral à signer la convention de 1862. Pendant cette période de 1820-1860, le gouvernement s'était abstenu d'appliquer les lois, et la marine fédérale avait protégé la contrebande des esclaves; pendant la crise de 1850 à 1860 les États du Sud, excités par des congrès commerciaux, en vinrent jusqu'à demander au Congrès l'abolition de l'interdiction.

La moralité, que l'auteur a tenu à tirer de cette histoire, c'est que la traite n'a pu être abolie par aucun des mouvements moral, politique ou économique; elle n'a disparu que par l'abolition de l'esclavage. Les créateurs de l'Union, en négligeant de faire leur devoir, avaient légué à leurs successeurs un problème de plus en plus compliqué qu'il a fallu résoudre par la guerre civile. « On en peut conclure qu'il sied aux nations comme aux particuliers de faire les choses au moment où elles doivent être faites<sup>1</sup>. »

Ch. SEIGNOBOS.

---

## CORRESPONDANCE.

---

### LE PROGRAMME DE L'AGRÉGATION D'HISTOIRE.

LETTRE DE M. ÉMILE BOURGEOIS.

Versailles, 4 décembre 1898.

Mon cher Maître,

Je comprends votre surprise à la lecture du programme proposé pour 1898 aux candidats à l'agrégation d'histoire. Ce qui vous étonnera sans doute plus encore, c'est que je l'ai partagée. Mais vous ne m'en rendrez plus responsable, comme vous semblez y incliner dans votre dernière note de la *Revue historique*.

1. J'avais transcrit cette citation au mois de juillet dernier.

J'ai pensé d'abord à quelque erreur dans les bureaux du ministère. Le ministère affirme que rien ne se fait en ces matières qu'avec l'avis du président du jury, lequel déclare d'autre part le ministère seul responsable d'un texte officiel. Peu m'importe : mais je tiens à décliner, pour ma part, toute responsabilité dans la composition d'un programme où la trop grande place faite à l'histoire moderne et contemporaine, aux dépens de l'histoire ancienne et du moyen âge, ne peut que nuire à une bonne éducation méthodique et critique de nos historiens. Je regrette avec vous que ce défaut soit en outre accusé par le choix de sujets contemporains tellement vastes que les candidats, pour les préparer, n'ont d'autre ressource que des manuels. Je sais que, pour les sujets dont je veux parler, il y a des manuels excellents, comme celui de M. Seignobos, dont trois chapitres pourront aider les candidats justement préoccupés de l'étendue des connaissances qu'on leur demande. Mais j'ai trop souvent déploré, avec mes collègues, l'abus du manuel dans nos examens d'agrégation pour ne pas souhaiter que le programme des questions de l'écrit fût une manière d'en détourner les candidats. C'était bien, je crois me le rappeler, votre pensée lorsque vous avez demandé avec nous la réduction du programme des épreuves écrites. Nous voulions corriger ce qu'il y avait d'artificiel et de trop peu personnel dans la préparation des candidats. Y avons-nous réussi ?

Veuillez agréer, je vous prie, l'assurance de mes sentiments de dévoué respect.

Émile BOURGEOIS.

Nous reviendrons sur la question traitée par M. Émile Bourgeois. Nos idées, comme on a pu le voir par notre dernière chronique, ne sont peut-être pas tout à fait d'accord avec les siennes. Nous croyons que l'examen écrit de l'agrégation a surtout pour objet de s'assurer des connaissances générales des candidats et doit être très large. L'inconvénient principal à éviter est d'en faire un programme de questions spéciales, qui seront traitées par les professeurs. La préparation passive des élèves est un inconvénient beaucoup plus grave que l'usage, par les élèves, des livres généraux ou même des manuels, qui ne peut pas être évité, et ne me paraît même pas un si grand mal, là où il s'agit pour eux de connaître les faits essentiels de l'histoire. [G. MONOD.]

---



## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — **Revue des Questions historiques.** Avril 1898. — VACAN-DARD. Les élections épiscopales sous les Mérovingiens (très bon travail analytique qui rectifie sur plusieurs points les théories de Fustel. Le rôle du peuple est bien indiqué. Montre qu'au VII<sup>e</sup> s. l'intervention des rois, constante au VI<sup>e</sup> s., se borne d'ordinaire à la confirmation des élections). — FOURNIER. Yves de Chartres et le droit canonique; 2<sup>e</sup> partie (Yves a propagé les textes canoniques; s'il les a réunis sans critique, il a préparé l'édifice scolastique du droit canonique en fournissant une série de décisions originales et en tentant la conciliation des textes contradictoires). — FROGER. Organisation et administration des fabriques avant 1789 au diocèse du Mans. — A. DE GANNIERS. Le maréchal de Luckner et la première campagne de Belgique de 1792 (ce minutieux récit, tiré des archives de la guerre, met en lumière l'incapacité de ce soudard qu'on avait pris pour un élève de Frédéric; mais il n'a pas trahi. On l'a guillotiné un an après sa mise à la retraite, parce qu'il réclama imprudemment les arrérages de sa pension). — MILLON DE MONTHERLAUT. Le siège de Montargis, en 1427. — LAVERGNE. Les émigrés au siège de Maestricht, en 1793 (défendirent la ville uniquement pour la remercier de son hospitalité). — FORBES-LEITH. La généalogie du martyr Jean Ogilvie (il descendait par sa mère des Douglas, comtes de Morton, et par son père de Marie Livingstone, fille d'honneur de Marie Stuart. Son plus ancien ancêtre connu est sir Walter Ogilvie de Lintrathen, lord trésorier d'Écosse au commencement du XV<sup>e</sup> s. Les Ogilvie descendent de la maison d'Airlie et des barons d'Angus). — Juillet 1898. P. ALLARD. Saint Basile avant son épiscopat. — Abbé FÉRET. Le premier divorce de Henri VIII (bon résumé bien documenté, mais sans rien de neuf). — FR. FUNCK-BRENTANO. Les dernières années de la Bastille (donne l'état-major de la Bastille en 1785, la liste des échoppes, les dépenses de la Bastille du 1<sup>er</sup> mai au 14 juillet 1789. On dépensait pour les prisonniers 30 l. par jour, mais c'était un des bénéfices du gouverneur; les indemnités au personnel de la Bastille après la prise, enfin des notes intéressantes sur les archives et la démolition de la Bastille). — V. PIERRE. Le clergé français en Savoie et en Piémont, d'après les souvenirs inédits du chanoine Berlioz, 1791-1794. — FOURNIER. A propos de l'Introduction aux études historiques de MM. Langlois et Seignobos (article élogieux, mais où M. Fournier signale les contradictions et les affirmations trop tranchantes des auteurs). — KURTH. La bataille de Vouillé, en 507 (soutient comme M. Richard et nous-même contre M. Lièvre l'identification de Vocladum avec Vouillé).

— L. LEGRAND. La désolation des églises, monastères et hôpitaux en France vers le milieu du x<sup>v</sup> s. (analyse du beau recueil du P. Denifle). — SPONT. La correspondance de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise, 1539-1542 (d'après la publication de M. Tausserat). — BAGUENAUT DE PUCHESSE. Une prétendue lettre de Henri III (la lettre de Henri III à Henri de Navarre pour lui dénoncer les amours de Marguerite avec le vicomte de Turenne, que Mézeray prétend avoir été la cause de la guerre de 1580, est une invention sans vraisemblance). — CH. DE PUYMAIGRE. Un poète apologiste de Louis XIII (Charles Beys, auteur de diverses tragi-comédies, dont les œuvres poétiques ont paru en 1652; il fut mis à la Bastille, bien à tort, par Richelieu, comme auteur de la *Mitiade*, car il passa sa vie à boire et à chanter le roi et les grands). — Octobre 1898. ERMONT. L'histoire du baptême depuis l'édit de Milan, 313, jusqu'au concile de Trullo, 692. — HÉBERT. Un archevêque de Rouen au xii<sup>e</sup> s., Hugues III d'Amiens, 1130-1164 (prêlat réformateur, dévoué au Saint-Siège, bienfaiteur et protecteur des monastères, qui a pris part aux conciles de Reims, de Pise, de Montpellier, a été légat du pape, a joué de la faveur de Henri I<sup>er</sup> d'Angleterre tout en luttant contre lui à propos de l'abbé Alain de Saint-Wandrille et a consacré subrepticement, en 1160, le mariage du fils enfant de Henri II avec Marguerite de France). — PAQUIER. L'Université de Paris et l'humanisme au commencement du xvi<sup>e</sup> s. Jérôme Aleander (1<sup>er</sup> art. Aleander professa le grec à Paris de 1508 à 1510, puis à Orléans en 1511, puis de nouveau à Paris de 1511 à 1513. Excellente contribution à l'histoire de l'humanisme). — SCIOUT. La Révolution à Saint-Domingue. Les commissaires Sonthonax et Polverel (les commissaires du roi arrivés au Cap le 17 septembre 1792, destitués par la Convention le 16 juillet 1793, mais restés à Saint-Domingue jusqu'en juin 1795, furent les auteurs de la perte de la colonie par leurs maladresses, leurs violences, leur lutte contre le général Galbaud et l'affranchissement brusque des nègres). — VACANDARD. Les homélies attribuées à saint Éloi (c'est une compilation du ix<sup>e</sup>-x<sup>e</sup> s.). — DE VIENNE. La bataille de Courtrai, d'après les comptes de la ville de Bruges). — V. PIERRE. La correspondance de l'abbé de Salamon. — C. DE GRANDMAISON. Un cadet d'Auvergne. Le chevalier de Pontgibaud, comte de Moré, 1758-1837 (d'après les mémoires du comte de Moré, devenus introuvables, et que la Société d'histoire contemporaine va rééditer, avec des lettres inédites. Ils sont précieux pour la guerre d'Amérique et l'émigration). — CARRA DE VAUX. Le bouddhisme (d'après les livres de M. Louis de la Vallée-Poussin, *Bouddhisme*, et du marquis de la Mazière, *Moines et ascètes indiens*). — LEDOS. Saint-Dominique et ses nouveaux historiens (d'après les deux premiers volumes du *Cartulaire de Saint-Dominique*, publiés par les PP. Balme et Lelaidier). — A. D'AVRIL. Pensées d'un homme d'État, C.-P. Pobedonostzeff (M. d'Avril cite, en les admirant, les aphorismes que M. Pobedonostzeff semble avoir empruntés à Bonald et à de Maistre. Il reproche

à M. Pobedonostzeff de mettre le catholicisme et le protestantisme dans le même sac, et il y met, lui, le protestantisme et l'islamisme).

**2. — La Révolution française.** 1898, 14 octobre. — Camille BLOCH. Une réunion électorale en 1789 (analyse une lettre écrite par M. de Lavau, subdélégué de Clamecy, le 13 mars 1789). — AULARD. La formation du parti républicain, 1790-1791 (ce parti, né peut-être des fédérations de 1790, ne commença réellement d'exister qu'en décembre de cette même année, lorsque se fut formée la coalition européenne contre la France et qu'on eut le sentiment qu'il y avait une cause des peuples à côté de la cause des rois. Dès ce moment, on trouve des démocrates socialistes et même féministes. L'idée d'établir la république en France est acceptée au printemps suivant). — JEANVROT. Volney, sa vie et ses œuvres; suite et fin. — Documents inédits : opinion de Du Pont de Nemours sur Bonaparte en l'an IV (dans une lettre adressée à Reubell, 16 ventôse an IV : « Si c'est la guerre que vous faites, au moins n'en livrez pas le sort à des Corses et en Italie; n'y a-t-il plus de Français? »). = 14 novembre. A. AULARD. La fuite à Varennes et le mouvement républicain, 21 juin-17 juillet 1791. — Alf. HACHETTE. Un bataillon scolaire en 1790. La légion des enfants patriotes de Montluçon. — F. RABBE. Thomas Paine, d'après les travaux récents de M. Conway; suite. — G. LAURENT. Les papiers de Prieur, de la Marne (note sur ces papiers inédits que l'on doit publier bientôt).

**3. — La Correspondance historique et archéologique.** 1898, 25 novembre. — Commandant WEIL. Les négociations de Ponza, avril à juin 1813 (résume et publie par extraits la correspondance échangée entre Castlereagh et lord Bentinck, où l'on suit les projets et les négociations de Murat au sujet de sa couronne napolitaine. Fragment détaché d'un ouvrage que l'auteur prépare sur la dernière campagne du prince Eugène en Illyrie et en Italie).

**4. — Revue de la Société des Études historiques.** 1898, n° 4. — Louis WIESENER. Derniers incidents de l'ambassade de L. Stair à Paris, 1720. — J. BELLANGER. Un czarowitz à Paris (voyage effectué par le czarowitz, — pourquoi ce barbarisme? — Pierre, fils de Catherine II, en 1782). — R. BITTARD DES PORTES. La disgrâce d'un général victorieux, 1757 (le maréchal d'Estrées, vainqueur à Hastenbeck).

**5. — Bulletin critique.** 1898, 15 juillet. — H. van Houtte. Les kerels de Flandre; contribution à l'étude des origines ethniques de la Flandre (sur cette question d'origine, l'auteur n'apporte aucun fait nouveau et la laisse indécise; mais il prouve que Kervyn de Lettenhove s'est trompé en identifiant les kerels du xiv<sup>e</sup> s. avec les karls saxons du iv<sup>e</sup> s.; le mot kerels ne désigne pas une race, mais une classe d'individus compromis dans une révolte sociale). = 15 octobre. V. Chauvin. Bibliographie des ouvrages arabes ou relatifs aux Arabes publiés dans l'Europe chrétienne de 1810 à 1885, t. II (fait avec beaucoup de soin et de compétence). — Nouveau supplément à la bibliographie de la presse

périodique française par Hatin (additions nombreuses par A. Tougard). = 15 novembre. *Cagnat et Gauckler*. Les monuments historiques de la Tunisie; 1<sup>re</sup> partie : les monuments antiques (excellent).

**6. — Journal des Savants.** 1898, octobre. — G. BOISSIER. La religion des Gaulois (examine l'ouvrage d'Alex. Bertrand et pense que l'auteur n'a fait qu'avancer des hypothèses sans les appuyer de solides arguments). — G. PERROT. Le théâtre grec; fin (Aristote et Vitruve donnent du théâtre grec une description très différente de celle que fournit l'examen des plus anciens de ces théâtres. Dœrpfeld a eu tort de nier l'exactitude de la description de Vitruve. En réalité, il s'est opéré, entre la fin du v<sup>e</sup> s. et celle du iv<sup>e</sup>, un changement décisif dans les conditions générales du théâtre et la forme des représentations : l'orchestre resta réservé au chant et à la danse, tandis que les acteurs montèrent sur une scène distincte et surélevée). — Albert SOREL. Journal du maréchal de Castellane. = Novembre. R. DARESTE. L'indivision de famille (rend compte du traité de Karl Kadlec sur l'indivision de famille ou la zadruga dans le droit slave, qui a paru à Prague, en langue tchèque, en 1898).

**7. — Polybiblion.** 1898, octobre. — E. Drerup. Ueber die bei den attischen Rednern eingelegten Urkunden (le discours de la couronne, la Midienne, le plaidoyer contre Timarque ne nous offrent, sauf de rares exceptions, que des documents controuvés). — Ad. Lavanay. Histoire des missions de l'Inde (quatre volumes qui traitent seulement de l'archevêché de Pondichéry et des évêchés de Maïssour et de Coïmbatour, et seulement encore à partir de l'année 1776, où ces diocèses passèrent des mains des Jésuites à celles des prêtres des missions. Vaste répertoire de documents). — P. de Nolhac. Le château de Versailles sous Louis XV (excellent). — Tocase. Le règne de François-Joseph I<sup>er</sup>, empereur-roi d'Autriche-Hongrie (utile; c'est une véritable encyclopédie). — J.-M. Callahan. The neutrality of the american lakes and anglo-american relations (très instructif). = Novembre. Comte de Chabot. La chasse à travers les âges (très complet et fort bien illustré). — G. Routier. Grandeur et décadence des Français (beaucoup de faits, pas d'idées originales). — Eug. Titeux. Saint-Cyr et l'École spéciale militaire en France. Fontainebleau, Saint-Germain (ouvrage décousu, mais plein d'utiles renseignements). — J. Déchelette. Visite pastorale faite en 1745 et 1746 par Mgr H.-C. de Lort de Sérignan, évêque de Mâcon, de la partie de son diocèse comprise aujourd'hui dans le département de la Loire (très intéressant). — Jos. Kerviler. Souvenirs d'un vieux capitaine de frégate, publiés par son fils; seconde série : l'Enseigne de vaisseau; campagne d'Alger, 1829-1833 (très intéressant).

**8. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1898, n<sup>o</sup> 40. — Fries. Moderne Darstellung der Geschichte Israels (complète et corrige la critique de Wellhausen). — Arn. Meyer. Die moderne Forschung über die Geschichte des Urchristentums (critique le rationalisme exces-

sif de l'école hollandaise). — *H. Demoulin*. Les Collegia juvenum dans l'empire romain (bon). — *P.-Fr. Girard*. Manuel élémentaire de droit romain (remarquable). — *Alf. Holder*. C. Juli Caesaris Belli civilis libri III (excellent). — *Furneaux*. Corneli Taciti Vita Agricolaë (édition très soignée). — *P. Dorveaux*. Le myrouel des apothicaires et pharmacopoles, par *Symphorien Champier*. L'antidotaire Nicolas (très bonnes éditions; détails précieux sur la pharmacopée du moyen âge). = N° 41. *Tuxen*. Keyser Tiberius (conscientieux, mais la méthode est incertaine et la bibliographie très incomplète). — *Langlois*. Formulaire de lettres du xii<sup>e</sup>, du xiii<sup>e</sup> et du xiv<sup>e</sup> siècle; 6<sup>e</sup> art. (consacré à Jean de Caux, clerc du roi sous Philippe le Hardi). — *H. Dehérain*. Le Soudan égyptien sous Méhémet Ali (excellent, surtout au point de vue géographique). — *H. Stein*. Manuel de bibliographie générale (excellent). = N° 42. *P. Villari* et *E. Casanova*. Sceltà di prediche et scritti di fra Girolamo Savonarola (choix et fragments de sermons, avec une biographie de Savonarole par Simone Filipepi, frère du peintre Botticelli et l'un des plus fougueux partisans de l'hérésie). — *A. Lefranc*. Les idées religieuses de Marguerite de Navarre (longue discussion par H. Hauser). — *A. Espinas*. La philosophie sociale du xviii<sup>e</sup> siècle et la Révolution française (ouvrage considérable; à noter surtout l'étude sur le babouvisme). — *A. Græsel*. Manuel de bibliothéconomie, trad. par *J. Laude* (excellent). = N° 43. *J.-J. Rousseau*. Lettre à d'Alembert sur les spectacles, édit. *L. Fontaine* (important article d'Eugène Ritter sur Rousseau, avec quelques lettres inédites). = N° 44. *L. Pingaud*. Saint Pierre Fourier (bonne biographie). = N° 45. *F. O. Bates*. The five post-Kleisthenean tribes (bon). — *Edm. Lange*. Die Arbeiten zu Thucydides seit 1890 (utile dépouillement). — *Lea*. A history of auricular confession and indulgences in latin church (article à lire en ce qui concerne l'institution pénitentielle). — *K. Schirrmacher*. Voltaire; eine Biographie (bon résumé). — *L. Teste*. Notes d'histoire contemporaine (intéressant). = N° 46. *J. Beloch*. Griechische Geschichte. Bd. II (remarquable). — *W. Norden*. Der vierte Kreuzzug im Rahmen des Abendlandes zu Byzanz (la thèse de l'auteur est originale, peut-être juste, mais mal présentée. Il estime que, si la croisade a dévié de son but pour atteindre Constantinople au lieu de Jérusalem, ce ne fut la faute de personne, mais la conséquence même des relations générales entre l'Occident et l'empire grec). — *Rod. Reuss*. La chronique strasbourgeoise du peintre *J.-J. Walter*, 1672-1676 (très intéressant). — *E. Guillon*. Nos écrivains militaires. Études de littérature et d'histoire militaire, t. I, jusqu'à la Révolution (intéressant, mais fait trop vite). = N° 47. *S. Playfair* et *R. Brown*. A bibliography of Morocco from the earliest times to the end of 1891 (beaucoup d'utiles informations). — *Général G. Wrottesley*. Crecy and Calais, from the original records in the P. Record Office (important). — *H. de la Ferrière*. Arabella Stuart, Anne de Caumont (bluettes intéressantes par un érudit amateur). — *H. Zivy*. Le 13 Vendémiaire an IV (bon). — *Comte de Kératry*. Petits mémoires (d'agréables

anecdotes sur les événements depuis 1870). = N° 48. *Macgowan*. A history of China (tout à fait insuffisant). — N° 49. *H. A. Giles*. A Chinese biographical dictionary (vade-mecum indispensable du sinologue, du journaliste, du diplomate). — *Max. Bonnet*. Passio Andreae, Acta Andreae et Matthiae, Acta Petri et Andreae, Passio Bartholomaei, Acta Joannis, Martyrium Matthaei, t. II, pars 1 (excellent). — *O. Günther*. Epistolae imperatorum, pontificum, aliorum, inde ab a. 367 usque ad a. 553 datae. Avellana quae dicitur collectio, pars 2 (excellent).

9. — **Revue archéologique**. 1898, juillet-août. — G. COLOMB. Campagne de César contre Arioviste (recherche le chemin pris par César pour se rapprocher du chef germain et détermine le point précis où se heurtèrent les deux armées. Ce point est au plateau d'Arcey, au sud de Belfort; il est impossible de le chercher en Alsace). — P. DELATTRE. Les cimetières romains superposés de Carthage; suite en septembre-octobre. — A. MARTIN. Alignements et tumulus du Grand-Resto, en Languidic. = Septembre-octobre. S. REINACH. Encore Épona (publie plusieurs monuments relatifs à cette divinité qui lui ont été signalés depuis 1895). — A. MARTIN. Exploration archéologique dans le Morbihan : tumulus et dolmen à chambre circulaire du Nelhouët, en Caudan. — G. KATCHERETZ. Le bouclier byzantin de Kertch. — DARESSY. Yanoem et Israël (l'Israël qui est mentionné dans une inscription du temple de Ménéptah, à Gournah, désigne non pas les peuples établis sur la terre de Goschen, mais ceux du pays d'Hébron. Yanoem était une petite ville de cette région. L'inscription de Ménéptah ainsi commentée n'est pas en contradiction avec la Bible). — CLERMONT-GANNEAU. Notes d'archéologie orientale; suite (1° le cippe phénicien du *rab* Abd-mistar; traduction complète de l'inscription; 2° la grande inscription phénicienne nouvellement découverte à Carthage; long commentaire).

10. — **Revue des Études grecques**. Juillet-décembre 1896. — M. HOLLEAUX. Un décret du koinon des villes de Troade (décret honorifique émanant du synédrium de la confédération de la Troade, dont Parion faisait partie, et qui célébrait une fête en l'honneur d'Athéna Ilios dans le sanctuaire de la Nouvelle-Ilios). = Janvier-mars 1897. HOLLEAUX. Questions épigraphiques. 1. Décret de Samos relatif aux cautionnements versés, par les justiciables qui faisaient appel, au trésor des Lagides. 2. Inscription de Thespies sur un achat de terre fait par Thespies avec les revenus des biens-fonds consacrés aux muses, abandonnés par le roi Ptolémée (Philopator?). 3. Décret trouvé à Tanagra et peut-être originaire d'Oropos. — OMONT. Martin Crusius, Georges Doura et Théodore Zygomalas (à propos du manuscrit de la chronique de Crusius publiée dans sa *Turcograecia* en 1594). — DOUBLET. La Crète autonome. = Avril-juin. Th. REINACH. Une inscription crétoise méconnue (le n° 1840 du Corpus de Bœckh, stèle consacrée à la bonne déesse, provient de Kydonia, non de Corfou). — HOLLEAUX. Note sur un décret d'Érétie (n° 2144 de Bœckh. En 308, Érétie entra



dans la confédération béotienne, grâce au départ des Macédoniens de Polémaïos, qui l'avaient occupée; démonstration très intéressante). = Juillet-septembre. HOLLEAUX. Deux inscriptions trouvées à Kleitor (par M. Milchhöfer. Les documents contiennent deux lettres et deux décrets datant de 167-146, lettres adressées l'une par le stratège général des Magnètes thessaliens, l'autre par la ville de Démétrias au peuple de Kleitor. Deux ambassadeurs avaient été envoyés l'un à Kleitor, l'autre à Patrai; chacune des cités a délégué un juge pour siéger à Magnésie et l'on vota aux deux juges des félicitations, tant chez les Magnètes qu'à Démétrias). = Octobre-décembre. HOLLEAUX. Remarques sur une inscription de Thessalonique (décret du III<sup>e</sup> s. par lequel le conseil de Thessalonique agréa une demande de Délos, publié par Dürrbach en 1886 et commenté par Swoboda. M. Holleaux conclut que la Macédoine et les États vassaux étaient répartis en districts militaires commandés chacun par un stratège. Au-dessus des stratèges se trouvaient dans chaque ville des *praefecti praesidiorum*, qui étaient l'ἐπιστάτης, l'ὑπεπιστάτης, les ἀρμοσται, constitués en collége). — Th. REINACH. Thucydide et la guerre de Troie (proposé d'ajouter les mots ἀπὸ τῶν Τρωϊκῶν à la phrase du préambule de Thucydide qui se termine par ἐπὶ πλείστον ἀνθρώπων. Thucydide considère la guerre du Péloponèse comme la plus considérable depuis celle de Troie). = Janvier-mars 1898. P. GIRARD. Un texte inédit sur la cryptie des Lacédémoniens (publié en 1897 par Kenyon dans la *Revue de philologie*. Confirme l'opinion que la cryptie n'est pas une simple chasse aux Hilotes fugitifs, mais a pour objet la garde du territoire et l'aguerrissement de la jeunesse par deux années de vie très dure en plein air. Probablement, les μέλλερανες dont parle Pausanias sont les jeunes gens de la cryptie).

**11. — Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.** 1898, septembre-octobre, n° 5. — Édouard BEAUDOUIN. Les grands domaines dans l'empire romain, d'après des travaux récents; 6<sup>e</sup> art. (du bail emphytéotique). — Louis SROUFF. Les comtes de Bourgogne et leurs villes domaniales; fin (le seigneur affranchit les communautés d'habitants pour faire retomber sur elles le plus lourd des charges qu'il devait supporter. Le mouvement communal du XIII<sup>e</sup> s. dans le comté de Bourgogne est étranger au droit public). — Adhémar LECLERC. Recherches sur les origines brahmaniques des lois cambodgiennes; 1<sup>er</sup> art. — J. TARDIF. La bibliothèque d'un official à la fin du XVIII<sup>e</sup> s., d'après l'inventaire dressé après le décès du chanoine Guillaume de Vrignes, official de Nevers, en 1382.

**12. — Revue générale de droit.** 1898, 5<sup>e</sup> livr. — Ch. APPLETON. Les Basiliques (rend compte de l'édition récemment donnée par Ferrini d'un texte abrégé de ce recueil de droit gréco-romain, d'après un palimpseste du X<sup>e</sup> s. conservé à l'Ambrosienne de Milan).

**13. — Revue de Géographie.** 1898, novembre. — B. AUERBACH. La carte de Lorraine sous le duc Charles III (Mercator fut appelé en



Lorraine en 1564; mais il partit subitement avant d'avoir terminé sa carte. Le travail fut ensuite confié à Hans van Schille, 1573. Ses recherches et celles de Mercator ont été complétées, vingt ans plus tard, par Thierry Alix, président de la Chambre des comptes de Lorraine. De tous ces travaux, il ne reste maintenant plus rien). — A. FAURE. Les origines de l'empire français dans l'Indo-Chine; suite; fin en décembre (la dernière lettre de l'administrateur Poivre est du 20 décembre 1749).

**14. — Revue maritime.** 1898, octobre. — G. Toudouze. La bataille de la Hougue, 1692; 1<sup>er</sup> art.; fin en novembre (nouveau récit d'après des documents nouveaux. Fait surtout ressortir l'importance morale de la bataille, en se mettant au point de vue et en citant les paroles mêmes de Michelet. Publie deux plans contemporains de la bataille, et plusieurs documents inédits, avec une abondante bibliographie du sujet).

**15. — Revue des Études juives.** 1889, juillet-septembre. — Jos. LEHMANN. Quelques dates importantes de la chronologie du deuxième temple, à propos d'une page du Talmud (justifie, dans leur ensemble et presque tous leurs détails, les allégations du passage d'*Aboda Zara* sur les rapports de la Judée avec l'empire romain et sur la dynastie asmonéenne; et prouve que, dégagé de certaines erreurs et confusions, le Talmud est pour cette époque un témoignage précieux). — M. SCHWAB. Mss. du supplément hébreu de la Bibliothèque nationale. — M. KAYSERLING. Notes sur les Juifs d'Espagne. Les Juifs dans le royaume de Léon.

**16. — Revue des bibliothèques.** 1898, nos 1-2. — E. BLOCHET. Inventaire et description des miniatures des mss. orientaux consacrés à la Bibliothèque nationale; suite dans les nos 3-9. — L. THUASNE. François Fouquet et les miniatures de la Cité de Dieu de saint Augustin (composées entre 1469 et 1473). — WEALE. Jean le Breton, prototypographe français (contrairement à ce que prétend M. Gilliodts van Severen, Jean le Breton n'était pas Brugeois. Il naquit à Pipriac, près de Redon; il était à Tournai en 1446 et acquit le droit de bourgeoisie à Bruges en 1454. Il n'y a aucune raison pour croire qu'il commença d'imprimer avant 1477; il est donc loin d'avoir été le premier imprimeur français). — Nos 3-5. Émile PICOT. Des Français qui ont écrit en italien au xvi<sup>e</sup> siècle; suite aux nos 7-9. — A. RÉVILLE. Antiquités mexicaines; les aventures de la collection Aubin-Goupil. — GILLIODTS VAN SEVEREN. La question de Jean Brito (réponse à M. Weale). — Nos 6-7. H. OMONT. Mss. récemment ajoutés au fonds du Supplément grec de la Bibliothèque nationale. — L. DOREZ. Une lettre de Gilles de Gourmont à Girolamo Aleandro, 1531. — L.-G. PÉLISSIER. Dépêches des ambassadeurs de Ferrare à la cour de Charles VIII et de Louis XII, aux archives d'État de Modène. — Nos 8-9. L. DOREZ. Barthélemy Hauréau et le budget de l'instruction publique en 1848.

**17. — TOUNG-PAO.** 1895. — SCHLEGEL. Problèmes géographiques; suite : San Sien Chan. Les trois îles enchantées. Lieou-Kieou-Kouo. Nin-jin-Kouo. — HIRTS. Le royaume de Malabar d'après Chao Ju-Kua. — D. HARLEZ. Le nom des premiers Chinois et les prétendues tribus Bak. — Dépêche du ministre anglais à Tokio, contenant le traité du 17 avril 1895, entre la Chine et le Japon. — PHILIPS. Deux ports de commerce du Fuh-Kien au moyen âge. I. Chang-Chow. II. Chüan-Chow (n° 3 de 1896). — COMTE DE SCHULENBURG. La princesse Kiang et ses deux fils. = 1896. CHAVANNES. La chronologie chinoise de 238 à 87 av. J.-C. (note rectificative au n° 6). — SCHLEGEL. Interview avec le chargé d'affaires chinois à Berlin. — D. HARLEZ. L'interprétation du Yi-King. — KAO. Li Hong-tchang. — BANG. Les inscriptions turques de la Mongolie. — CORDIER. Les ministres des États-Unis en Chine. — SCHLEGEL. Les inscriptions chinoises de Boudha Gaya (suite en 1897). = 1897. LEFÈVRE-PONTALIS. L'invasion Thaïe en Indo-Chine. — SCHLEGEL et VON ZACH. Deux diplômes impériaux manchoux-chinois. — SCHLEGEL. Noms des trente-trois premiers patriarches bouddhistes. — BLOCHET. Inscription persane trouvée sur les bords du fleuve Orkhon en Mongolie. — HAVRET. La chronologie des Han.

**18. — Le Correspondant.** 1898, 10 sept. — VICOMTE DE GONTAUT-BIRON. Fragments inédits de ses souvenirs (la libération anticipée du territoire pour laquelle l'habileté et la droiture de M. de Gontaut-Biron rendirent de si grands services. Lettres nombreuses de Thiers et Rémusat). — PISANI. Les Allemands en Palestine (renseignements très précis sur les progrès des Allemands et leurs efforts pour prendre leur part du protectorat des catholiques). — MARQUIS DE BONNIN DE FRAYSSEIX. Sensations navales (article en partie historique dont l'auteur conclut que la France doit être en état de lutter sur terre avec l'Allemagne et sur mer avec l'Angleterre. Cette utopie conduit à être ruiné avant même de combattre. Si on veut lutter contre l'Allemagne, il faut l'amitié de l'Angleterre et vice versa). = 25 oct. THUREAU-DANGIN. La renaissance catholique en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle (article bien informé et bien documenté sur un mouvement des plus curieux, mais qui sera arrêté par son succès même; indique, mais d'une façon trop voilée, le revirement produit par l'influence des catholiques anglais et des Jésuites de Rome sur Léon XIII qui, après avoir provoqué des travaux favorables à la validité des ordinations anglicanes, a brusquement condamné la théorie qu'il semblait accepter; suite le 10 novembre. J. Keble et son élève Froude; les précurseurs de Newman; débuts de Newman). — JEHAN DE WITTE. Les débuts d'un règne. Une page de l'influence française en Orient (intéressant récit des relations de Napoléon III avec Charles de Hohenzollern, de 1865 à 1869). — DRONSART. Henry Reeve. — GRABINSKI. Le général della Rocca (suite; rôle de della Rocca dans le royaume de Naples en 1860. Opérations contre Capoue et Gaëte. Rocca

à Naples avec Garibaldi). = 10 novembre. A. DESJARDINS. L'empereur Nicolas I<sup>er</sup> et lord Palmerston (d'après l'esquisse donnée par M. de Martens des relations de la Russie et de l'Angleterre, de 1832 à 1895, dans le t. XII du Recueil des traités conclus par la Russie avec les puissances étrangères). — P. DE VAISSIÈRE. M. de Montyon sous le Consulat et les Cent Jours (détail des démarches faites par M. de Montyon pour être rayé de la liste des émigrés). = 25 nov. THUREAU-DANGIN. La renaissance catholique en Angleterre au xix<sup>e</sup> siècle (II. Analyse détaillée du mouvement tractarien d'Oxford et de la prédication de Newman avant sa conversion). — Louis XVIII à Gand. Les Cent Jours. Lettres inédites du comte d'Artois (récit du séjour à Gand par E. Romberg, d'après les papiers de M. de Blacas, d'où sont tirées onze lettres intéressantes du comte d'Artois, du 21 mars au 19 juin). — GIGOT. Le mouvement socialiste en Angleterre. — J. DE WITTE. Les débuts d'un règne (II. La candidature Hohenzollern en Espagne. La guerre franco-allemande. Donne les extraits des Mémoires du roi Carol qui prouvent l'action directe de Bismarck dans la candidature du prince Léopold et raconte les difficultés extrêmes contre lesquelles le roi eut à lutter par suite des sympathies de son peuple pour la France). — Prince E. DE BROGLIE. La première sœur de charité : Louise de Marillac. — M<sup>lle</sup> Le Gras (1591-1660).

**19. — Études publiées par des Pères de la Compagnie de Jésus.** 1898, 20 oct. — F. PRAT. Histoire du livre dans l'antiquité; étude d'archéologie et de critique bibliques. = 5 nov. L. MÉCHINEAU. La thèse de l'origine mosaïque du Pentateuque; sa place dans l'apologétique; son degré de certitude (admet que Moïse, pour les temps antérieurs à l'Exode, s'est servi de documents divers qui ne sont pas toujours en bon accord entre eux; mais, quant à l'ensemble des récits et des lois contemporains de Moïse, ils ne peuvent être que de Moïse même, d'abord pour des raisons de foi, puis parce qu'il n'y a aucune raison sérieuse d'en refuser à Moïse la paternité. L'article est une refutation des opinions émises par le R. P. Lagrange, directeur de la *Revue biblique*. La thèse de l'origine mosaïque du Pentateuque n'est pas une opinion libre). = 5 déc. H. CHÉROT. Un maître de l'érudition française : Philippe Tamizey de Larroque (n'y a-t-il pas quelque exagération à donner à cet excellent érudit le qualificatif de maître?). — J. BRUCKER. Deux nouveaux livres sur saint Ignace de Loyola (celui de M. H. Joly et celui de M. H. Müller, le premier « œuvre loyale, » le second « pamphlet méchant à froid »).

**20. — La Revue de Paris.** 1898, 15 oct. — Albert LUMBROSO. Le roi Murat. Lettres inédites, 1813-1815 (extraits de la *Correspondance de J. Murat* que M. Lumbroso doit publier très prochainement; ils se rapportent à l'abandon de l'armée en retraite, au retour de Moscou, en janvier 1813, et à la politique de Murat pendant la campagne de France

et le traité de Vienne. Une de ces lettres est de la reine Caroline adressée à Murat, le 15 janvier 1813, et suppliant le roi de ne pas désobéir à l'empereur). — Ch. ANDLER. Le prince de Bismarck ; 2<sup>e</sup> article ; fin le 15 novembre. — Maurice BOUTRY. Le chapeau du cardinal Dubois (très curieux récit des basses intrigues par lesquelles l'abbé de Tencin, simoniaque et faux témoin, réussit à forcer la main au pape Innocent XIII). = 1<sup>er</sup> novembre. L. PINGAUD. Un préfet de Napoléon (Jean de Bry, préfet de Besançon, un des meilleurs préfets de l'empire, par son dévouement à la fois à la politique impériale et au bien de ses administrés). = 15 nov. Michel BRÉAL. La politique étrangère de Michélet (préface à une nouvelle édition de ses *Légendes démocratiques du Nord*). — G. PARIS. Les sept infants de Lara. = 1<sup>er</sup> décembre. Général baron REBILLOT. Le 24 février, par un témoin oculaire (récit intéressant, qui fait retomber la plus lourde responsabilité de la retraite des troupes sur le général Bedeau ; l'auteur ne tient pas un assez grand compte du désarroi gouvernemental). — Richard CARAFA, duc d'ANDRIA. Une aventure d'Alexandre Dumas à Naples (nommé, après l'entrée de Garibaldi à Naples, surintendant des beaux-arts et directeur des fouilles de Pompéi, Dumas fut amené à correspondre avec le « prince » Skanderberg, président de la « Junte gréco-albanaise, » qui parlait de faire une autre expédition des Mille pour délivrer sa patrie et mettre à sa tête un prince étranger. Dumas indiqua le prince Napoléon. Il venait de recevoir le grade de « général surintendant des dépôts militaires dans l'armée chrétienne d'Orient, » quand le chef de la police de Naples vint prévenir le fameux romancier qu'il était dupe d'un mystificateur. Toute cette correspondance même n'est-elle pas une mystification ?).

**21. — Revue politique et littéraire (Revue Bleue).** 1896, 1<sup>er</sup> semestre, n<sup>o</sup> 1. — A. MOIREAU. La doctrine de Monroë. = N<sup>o</sup> 2. J. TURQUAN. Le divorce de Napoléon I<sup>er</sup> (chapitre d'un ouvrage sur *l'Impératrice Joséphine*). = N<sup>o</sup> 4. Général A. CAMBRIELS. Souvenirs de la campagne d'Italie, 1859. = N<sup>o</sup> 5. Colonel PATRY. Un épisode de la bataille de Saint-Quentin : la ferme de Neuville, 19 janvier 1871. = N<sup>o</sup> 7. MONCHICOURT. L'expédition des Anglais en Abyssinie, 1868. = N<sup>o</sup> 8. J. TURQUAN. Les sœurs de Napoléon. = N<sup>o</sup> 10. Bonaparte à Châtillon en mai 1795, d'après les mémoires inédits de M<sup>e</sup> DE CHASTENAY. — Colonel PATRY. La prise du fort de Ham, 9-12 déc. 1870 (pris par quatre bataillons de troupes françaises). = N<sup>o</sup> 13. J. CLARETIE. Napoléon I<sup>er</sup> et la Comédie française en Italie. = N<sup>o</sup> 14. Baron A. D'AVRIL. Les Portugais en Abyssinie, d'après une relation ancienne (d'après le récit de Bermudez paru en 1565). = N<sup>o</sup> 17. ART ROE. Bonaparte en Égypte ; essai de psychologie militaire. = N<sup>o</sup> 18. Jules GUILLEMOT. Un voyage en Moscovie au temps de Louis XIII (résume la relation du voyage d'Adam Olearius en Moscovie, Tartarie et Perse, traduite par A. de Wicquefort). — Émile FAGUET. Un prédicateur populaire au x<sup>v</sup>e siècle (saint Bernardin de Sienne). = N<sup>o</sup> 19. A. MOIREAU. Jingoos

et jingoisme aux États-Unis. = N° 23. Ed. NEUKOMM. Souvenirs inédits d'un prisonnier français en Allemagne, 1870-71 (est-ce de l'histoire ou du roman?). = N° 25. Baron A. d'AVRIL. Le grand-père de Ménélik et le roi Louis-Philippe. = N° 26. Colonel PATRY. La légende de Waterloo, juin 1815 (refait l'histoire des quatre journées 15-18 juin). = 2<sup>e</sup> semestre, n° 2. J. TURQUAN. La reine Hortense et ses fils (après la révolution de Juillet. Mort de son fils aîné en 1831). — Colonel PATRY. Les journées de Borny et de Gravelotte, 14-16 août 1870; impressions d'un lieutenant. = N° 8. POTEZ. Les prisons de Doullens sous la Terreur. — Colonel PATRY. La bataille de Saint-Privat, 18 août 1870. = N° 14. Ch. DE LARIVIÈRE. Le comte et la comtesse du Nord à Paris en 1782. = N° 17. Colonel PATRY. Le général Trochu et la défense nationale. = N° 20. MARION. Une réparation d'erreur judiciaire en 1786. = N° 23. Eug. MÜNTZ. La papauté au temps d'Alexandre VI et de Jules II (sur l'histoire des papes de Pastor). = N° 26. Au nouvel an de 1606; une visite de Sully à Henri IV. = 1897, n° 1. G. DEPPING. Une princesse allemande à la cour de Louis XIV (Sophie, duchesse de Brunswick, tante de Madame, duchesse d'Orléans, d'après la correspondance qu'elle entretenait avec son frère, le père de Madame, pendant le voyage qu'elle fit en France en 1679); fin au n° 2. — Colonel PATRY. Souvenirs de l'armée du Nord : le 1<sup>er</sup> janvier 1871. = N° 3. E. HAUMANT. La Russie au XVIII<sup>e</sup> siècle. = N° 12. A. DEBIDOUR. L'expédition de Chio et le colonel Fabvier, 1827-1828. = N° 13. H. HOUSSEY. Les blocus pacifiques; la bataille de Navarin. = N° 19. Le prisonnier de Sainte-Hélène, d'après les rapports officiels du commissaire du gouvernement russe, 1816-1820 (d'après les lettres écrites en français par M. A.-A. DE BALMAIN, qui ont été publiées en 1868 dans les *Archives russes*); suite aux n°s 20-24. — Colonel PATRY. La défense des Thermopyles en 1827. = N° 22. DEX. Le combat de Palestro, 31 mai 1859. = N° 24. Fr. FUNCK-BRENTANO. La Gaule mérovingienne, à propos d'un drame et d'un livre récents (le drame est *Frédégonde* de A. Dubout; le livre, celui de M. Prou). = N° 25. Comte DE LA FERRONAYS. Une escadre française à Cronstadt en 1824, d'après les lettres inédites du comte de la Ferronays. = N° 26. R. CAGNAT. L'Afrique byzantine. — G. PELLISIER. Fustel de Coulanges. — Ch. GIRAudeau. Le règne de Victoria. = 2<sup>e</sup> semestre, n° 1. Paul MONGEAUX. Gabriel Monod. = N° 6. G. DEPPING. La demoiselle du Poitou, aïeule du grand Frédéric et ancêtre de la reine Victoria (Éléonore d'Olbreuse, femme de Georges-Guillaume, duc de Brunswick). = N° 7. Commandant Ch. HENRIONNET. Trois épisodes de la guerre de 1870 : la journée du 14 août; suite au n° 8 : la journée du 16 août (par un officier qui fut pris à cette dernière journée). = N° 9. G. DEPPING. Sophie-Dorothée et les lettres du marquis de Lassay, 1694. = N° 12. Id. La prisonnière d'Ahliden (d'après les lettres de la duchesse d'Orléans). = N° 15. Comte FLEURY. La jeunesse de Hoche. = N° 19. Ch. GIRAudeau. La marine française en 1810; le combat de l'île de la

Passe, à l'Ile-de-France (reproduit le récit de Victor Duperré, alors capitaine de vaisseau, depuis vice-amiral). = N° 21. AULARD. Paris au lendemain du 9 thermidor. = N° 22. G. CAVAGNAC. Les sociétés secrètes en Prusse, 1811-1812. = 1898, 1<sup>er</sup> semestre, n° 3. AULARD. Quand disparut la première république? = N° 5. L'expédition d'Algérie en 1841, d'après la correspondance inédite du général MELLINET; suite aux nos 6 et 7. — S. CORNUT. L'affranchissement du pays de Vaud, janvier 1798. = N° 8. W. DE FONVIELLE. Les journées de février 1848. La prise de l'hôtel de ville (souvenirs d'un homme qui a été fort mêlé à l'aventure). = N° 9. L'emprisonnement et la condamnation des fermiers généraux, 8 mai 1794, d'après les Mémoires du comte MOLLIER. — L. BONNEVILLE DE MARSANGY. Un incident de la fuite de Louis-Philippe en 1848. = N° 10. PAUL GAUTIER. M<sup>me</sup> de Staël et la police du Directoire (met en œuvre quelques documents provenant des Archives nationales). = N° 11. H. BUFFENOIR. Les amies de Châteaubriand; fin au n° 12 (Lucile, sœur de Châteaubriand, sa femme, la comtesse Pauline de Beaumont, la comtesse Delphine de Custine, la duchesse de Mouchy, mesdames de Vintimille et de Laborde, la duchesse de Duras, M<sup>me</sup> Récamier). — AULARD. Le féminisme pendant la Révolution. — SCHURÉ. Souvenirs d'Olympie. = N° 13. FR. FUNCK-BRENTANO. Documents nouveaux sur la Bastille. = N° 14. S. LACROIX. Ce qu'on pensait des Juifs à Paris en 1790. = N° 17. M<sup>lle</sup> C. D'ARJUZON. Une victime de la révolution de Saint-Domingue, 1802 (souvenirs et documents sur la famille Hosten, avec laquelle fut liée Joséphine de Beauharnais); fin au n° 24. = N° 20. AULARD. Le tutoiement pendant la Révolution. = N° 21. V. DARNBERG. Un attaché militaire prussien à Vienne en 1854-1856, pendant la guerre d'Orient (le prince de Hohenlohe-Ingelfingen). = N° 22. RAUL ALLIER. L'édit de Nantes et les débuts de la tolérance. = N° 25. CH. GOMEL. Un coup d'État en Suède au XVIII<sup>e</sup> siècle (celui de Gustave III en 1772). = N° 26. W. DE FONVIELLE. L'École polytechnique au 24 février 1848 (souvenirs d'un contemporain).

**22. — Revue des Universités du Midi.** 1898, oct.-déc. — A. FONTRIER. Notes sur la géographie ancienne de l'Ionie (la rivière Mèlès; le mont Mastusia; le ressort métropolitain de Smyrne). — P. IMBART DE LA TOUR. La polémique religieuse à l'époque de Grégoire VII, d'après le livre de C. Mirbt.

**23. — Annales de Bretagne.** T. XIV, n° 1, nov. 1898. — P. HÉMON. La Révolution en Bretagne; notes et documents. La légende de Le Roux de Chef-du-Bois; 1<sup>er</sup> art. (montre que l'histoire traditionnelle de ce personnage est pleine de fables et refait sa biographie à l'aide de nombreuses pièces d'archives). — L. DUGAS. E. Souvestre : Michelet (notes d'un cours inédit d'histoire littéraire professé par E. Souvestre en Suisse dans l'année 1853). — LÉON MAÏTRE. Les origines des paroisses poitevines et angevines réunies au diocèse de Nantes, d'après les plus



anciens textes et les fouilles archéologiques; suite. — J. LOTH. A propos des tumulus de bronze (réponse à M. du Châtelier). — Jean LEMOINE. La révolte dite du Papier timbré ou des Bonnets rouges en Bretagne en 1675; suite des pièces justificatives.

**24. — Annales de l'Est.** 1898, n° 4. — J. KRUG-BASSE. Histoire du parlement de Lorraine et Barrois; suite (ch. xxiii: création de présidiaux; conflits entre la cour souveraine et le grand conseil. Ch. xxiv: les réformes de Turgot. Ch. xxv: le second et le troisième vingtièmes. Ch. xxv: les édits de 1788). — Ch. NERLINGER. Seigneur et bourgeois de Riquevillr au xv<sup>e</sup> siècle: Henri de Wurtemberg et Étienne Grucker (raconte un procès scandaleux du comte H. de Wurtemberg-Montbéliard, qui avait violé la fille du bourgeois Grucker). — E. DUVERNOY. Le cahier d'Emberménil, paroisse de l'abbé Grégoire, en 1789. = Bibliographie: *Comte J. Beaupré*. Répertoire archéologique pour le département de Meurthe-et-Moselle (bon). — *Ch. Sadoul*. Essai historique sur les institutions judiciaires des duchés de Lorraine et de Bar avant les réformes de Léopold (thèse pour le doctorat en droit fort bien conduite). — A. Liébaut. La Mothe; ses sièges, sa destruction (bon).

**25. — Annales du Midi.** 1898, octobre. — V. MORTET. Notes historiques et archéologiques sur le cloître et le palais archiépiscopal de Narbonne, xiii<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> siècles. — P. COURTEAULT. Douze lettres inédites de Blaise de Monluc; fin (en appendice, les lettres de Henri III conférant à Monluc la dignité de maréchal de France, de Lyon, le 20 septembre 1574). — O. GRANAT. L'industrie de la draperie à Castres au xvii<sup>e</sup> siècle et les Ordonnances de Colbert. — C. DOUAIS. Échange du château des Bastars contre la ville de Nailloux fait entre Philippe le Bel et Bernard et Normand de Villèle frères, 17 janvier 1291 (n. st.)-mars 1292 (avec la vente de la terre des Bastars à l'abbaye de Boulbonne, 20 mai 1306). — P. DOGNON. Arrêt criminel rendu par le Grand Conseil, en 1481, contre un seigneur du Rouergue (contre Rémond Blanc et Charlot des Erms, à cause du meurtre par eux commis en la personne du sieur de Monlor). — L.-G. PÉLISSIER. Une lettre inédite de l'« Ami des hommes, » 1778.

**26. — Bulletin d'histoire ecclésiastique des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers.** 1898, oct.-déc. — Abbé FILLET. L'Île-Barbe et ses colonies en Dauphiné (fondation de l'abbaye de l'Île-Barbe, près de Lyon; ses possessions). — Abbé LAGIER et GUEYFFIER. La baronnie de Bressieux; suite. — Abbé J. CHABERT. Histoire de la commune de Beauregard, comprenant les paroisses de Beauregard, Jaillans et Meymans, pendant la Révolution.

**27. — La Province du Maine.** 1898, octobre. — H. T. Mulsanne (paroisse et commune du canton d'Écommoy; histoire religieuse et féodale); fin en novembre. — L. FROGER. Ruillé-en-Champagne pendant



les guerres de religion. = Nov. Amb. LEDRU. Le château de Touvois (discute la question de savoir si cet ancien château des évêques du Mans appartient à la paroisse de Savigné ou à celle de Saint-Corneille). — R. DESCHAMPS LA RIVIÈRE. Un épisode de la Fronde au Mans.

**28. — Revue de Champagne et de Brie.** 1898, livr. 1-2. — C. ENLART. L'art gothique champenois dans l'île de Chypre. — A. ROSSEROT. Répertoire historique de la Haute-Marne. Deuxième partie : catalogue des actes. = Livr. 3-4. A. DE MAUROV. Les Hennequin (tableau généalogique de cette famille, originaire de Flandre, comme l'indique son nom, depuis Oudinot, bourgeois de Troyes, qui fut anobli en 1359). — H. JADART. Essai d'une bibliographie historique et archéologique du département des Ardennes. — P. CHAUVET. Actes religieux du Petit-Mesnil, de 1733 à la Révolution.

**29. — Revue de l'Agenais.** 1898, sept.-oct. — Dr COUYBA. Les Raffin d'Hauterive, d'après les registres paroissiaux de Pinel. — Ph. LAUZUN. Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne, 1578-1586; préface (d'après le Registre du Trésor de la reine). — Paul COURTEAULT. L'invasion de l'armée des Princes en Agenais, 1569-1570; fin. — F. DE MAZET. Étude sur les statuts, actes des consuls et délibérations de jurade de la commune et juridiction de Villeneuve d'Agenais, de juin 1260 à octobre 1785; suite.

**30. — Revue historique et archéologique du Maine.** T. XLIV, 1<sup>re</sup> livr. 1898, 2<sup>e</sup> semestre. — J. CHAVANON. Initiales artistiques extraites des chartes du Maine (avec des fac-similés). — Abbé L. FROGER. Un procureur de fabrique de 1548 à 1552. — ROBERT. L'instruction primaire au XVIII<sup>e</sup> s. dans le canton de Sillé-le-Guillaume; fin. — TOUBLET. L'église et la paroisse de Lavaré, Sarthe; fin. = 2<sup>e</sup> livr. R. TRIGER. Le Mans à travers les âges. — L. BRIÈRE. Bibliographie du Maine pour l'année 1897.

**31. — Société des Antiquaires de l'Ouest.** Bulletins. 1898, mai-juin. — LIÈVRE. Les fouilles de Villepouge. Isis et la magie en Saintonge au temps des Romains. — A. BARBIER. Un évêque d'origine châtelleraudaise : Charles du Bois, 1507 (avec des pièces justificatives et son sceau). — Ch. DE GRANDMAISON. Séjour du Prince-Noir à Montlouis, près Tours, avant la bataille de Poitiers. Saint Martin et saint Gatien protègent Tours (le moine de Malmesbury dit qu'avant la bataille le Prince séjourna pendant quatre jours à Aumont-sur-Loire. Un légendaire de l'église écrit au XV<sup>e</sup> s. désigne cette même localité par le nom de *Mons Laudatus*. C'est Montlouis qui convient parfaitement à l'itinéraire connu du Prince).

**32. — Société de l'Histoire du protestantisme français.** Bulletin historique et littéraire. 1898, 15 oct. — Ch. BOST et FONBRUNEBERBINAU. Le guide Paul Berger-Ragatz, 1668-1702 (arrêté en 1688,

accusé d'avoir servi de guide aux religionnaires qui quittaient la France, Berger fut condamné en 1691 aux galères pour refus d'abjurer). — N. WEISS. Autour de l'édit de Nantes. La question des enterrements de protestants; Chartres et Langres, 1600-1602. — A. RICHARD. Procès-verbal détaillé d'une dragonnade en Poitou en 1681. — N. WEISS. Écho de la Révocation dans le Boulonnais. Philippe de Haffregue, 1648-1698. — E. RITTER. Lettres de Foulquier et de Peyraube à J.-J. Rousseau, au sujet de la situation des protestants français, 1764-1765. — A. GALLAND. Les fonctions et la réception des Anciens au XVIII<sup>e</sup> s. et antérieurement. — E. ARNAUD. Le chapelain de l'ambassade suédoise à Paris pendant la Terreur. = 15 nov. Ch. BOST. Les routes de l'exil. Itinéraires suivis par les chefs huguenots du Languedoc à la Révocation; 1<sup>er</sup> art. — AUBERT et CHOISY. La réforme française après la mort de Calvin; extrait de la correspondance de Théodore de Bèze, 1564-1575 (texte, traduction et commentaire).

**33. — Société des Antiquaires de France.** 1898, 2 nov. — M. OMONT fait part à la Société des résultats de la conférence internationale tenue récemment à Saint-Gall (Suisse) pour étudier les moyens d'assurer la conservation des plus anciens et des plus précieux manuscrits. = 9 nov. M. le Dr HASELOFF, de Berlin, lit un mémoire sur les peintures du psautier, dit de saint Louis, que possède M. Rustin, de Coniston Lake (Angleterre), et compare l'ornementation de ce manuscrit avec celle de différents volumes exécutés pour le roi saint Louis. — M. BABELON communique un moulage conservé au musée britannique du grand médaillon d'or de Justinien, qui a disparu lors du vol fait en 1831 au Cabinet des médailles. — M. PROU propose une nouvelle lecture de l'inscription de la châsse dite de Mummole conservée à Saint-Benoît-sur-Loire. = 23 nov. M. OMONT fait une communication sur le projet qu'avait eu Peiresc en 1622 de faire graver et de publier les miniatures du célèbre manuscrit de la Genèse de Cotton.

**34. — Jahrbuch der Gesellschaft für Lothringische Geschichte und Alterthumskunde.** Jahrg. IX, 1897 (Metz, Scriba). — Dr FR. GRIMME. Metz et la Lorraine dans les chants populaires historiques de l'Allemagne. — Abbé Th. SANSON. Notice sur Phlin (Villingen). — Ad. SCHRIEBER. Les noms de lieu du pays de Metz; bon; signification historique et ethnographique. — H.-V. SAUERLAND. Les reliques de saint Étienne à la cathédrale de Metz. — Émile KNITTERSCHEID. L'église abbatiale de Saint-Pierre dans la citadelle de Metz, édifice de l'époque mérovingienne (avec plusieurs vues et plans). — J. RICHARD. Les écoles à Metz pendant les derniers siècles. — Dr G. WOLFRAM. L'extension de Metz à l'époque romaine et pendant les premiers temps du moyen âge. — J.-B. KEUNE. La civilisation gallo-romaine en Lorraine et dans les pays voisins (la langue, les noms de lieux et de personnes). — O. WINC-

KELMANN. De la part prise par les protestants allemands aux tentatives de réforme ecclésiastique à Metz jusqu'en 1543. — Baron DE HAMMERSTEIN. Un procès devant le tribunal impérial sur la prétendue immédieté d'empire de Sarrebourg en Lorraine, dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> s. (commencé en 1549, ce procès ne fut jamais formellement terminé. Les pièces en sont encore toutes conservées aux archives du district de Lorraine; publiées ou analysées en appendice, elles ne donnent pas moins de 135 numéros). — WOLFRAM. La collection de chartes de Dufresne (l'expertise ordonnée sur les origines de cette collection a prouvé jusqu'à l'évidence que la plus grosse partie de cette collection avait été dérobée par son possesseur à des dépôts publics). — A. Benoit. Note sur les armoiries des évêchés souverains de Metz, Toul et Verdun et sur celles du Vestrich. — Bibliographie: H. Lerond. Lothringische Sammelmappe; Th. VII (très utile). — A. Fuchs. Ortsnamen aus dem Kreise Zabern (bon). — Abbé L. Jean. Les seigneurs de Château-Voué, 966-1793 (bon recueil de documents). — P. Darmstædter. Die Befreiung der Leibeigenen in Savoyen, der Schweiz und Lothringen (bonne étude sur la condition des mainmortables).

35. — *Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*. 1897. *Vierteljahresheft* 3. — Oct.-déc. F. RÜHL. L'origine de l'ère juive (cf. une addition dans le n<sup>o</sup> suivant). — A. HOLLENDER. Le théologien Matthias Flacius Illyricus à Strasbourg de 1567 à 1573. — J. KREBS. Négociations avec Melchior de Hatzfeldt au sujet de la restauration de Charles II sur le trône d'Angleterre (1649-1650). — H. ULMANN. La Prusse, la neutralité maritime armée et l'occupation du Hanovre en 1801. — Janv.-mars 1898. R. KÖTSCHKE. L'organisation sociale chez les anciens Germains. — DAENELL. Les Polonais et la Hanse à la fin du XIV<sup>e</sup> s. — *Monatsblätter*, 1897-1898, 7-8. H. VON ZWIEDINECK. A. d'Arneth. — C. SUTTER. I. Burckhardt. — G. SEELIGER. W. Wattenbach. — 9-10. M. BROSCHE. La controverse sur Savonarole. — 11-12. G. VON BELOW. L'origine du duel. — Chaque numéro des *Monatsblätter* contient une chronique et des comptes-rendus. Signalons parmi les plus importants: Hauviller. Ulrich v. Cluny. — Kannengiesser. Karl V u. Maximilian Egmont, Graf v. Büren. — A. von Ruville. Die kaiserliche Politik auf den Regensburger Reichstag v. 1653-1654. — Potthast. Bibl. hist. medii aevi (art. de Seeliger). — H. Witte. Die älteren Hohenzollern u. ihre Beziehungen zum Elsass. — Kirsch. Die Finanzverwaltung des Kardinal-Kollegium im XIII u. XIV Jahrh. — E. Gothein. Ignatius de Loyola u. die Gegenreformation (art. de Chroust). — H. Boos. Gesch. der rheinischen Städtekultur von den Anfängen bis zur Gegenwart mit besonderer Berücksichtigung v. Worms. — A. von Hirsch-Gereuth. Studien zur Gesch. d. Kreuzzugs-idee nach den Kreuzzügen. — L. Keller. Die Anfänge der Reformation u. die Ketzerschulen. Die Waldenser. — T. Hansen. Rheinische Akten z. Gesch. des Jesuitenordens, 1542-1582. — Wackernagel u. Thommen.

Urkundenbuch der Stadt Basel. — *Büchi*. Freiburgs Bruch mit Oesterreich. — *S. Riezler*. Gesch. der Hexenprozesse in Bayern. — *W. Gatz*. Die bayerische Politik im ersten Jahrzehnt der Regierung Herzogs Albrechts V v. Bayern 1550-1560). — *Fr. Katsch*. Die Entstehung u. der wahre Endzweck der Freimauerei (important). — *R. Sternfeld*. Ludwigs d. Heiligen Kreuzzug nach Tunis 1270 u. die Politik Karls I v. Sizilien. — *K. Häbler*. Die Gesch. der Fuggerschen Handlung in Spanien. — *A. von Druffel* u. *Brandi*. Beiträge zur Reichsgeschichte 1553-1555. — *Pirenne*. Le livre de l'abbé Guillaume de Ryckel, 1242-1272. — *Paulicki*. Papst Honorius IV. — *Langwert von Simmern*. Die Kreisverfassung Maximilians I u. der Schwäbische Reichskreis bis z. J. 1648. — *Kretschmayr*. Das deutsche Reichsvicekanzleiamt. — *Hans Schmidt*. Fabian v. Dohna. — *Hubert*. La torture aux Pays-Bas autrichiens pendant le xviii<sup>e</sup> s.

**36. — Historische Vierteljahrschrift.** Cette Revue est la suite de la *Deutsche Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*. 1898, 1 Heft. Avril. — *G. SEELIGER*. Droit populaire et droit royal. Recherches sur la constitution et le droit francs (fin dans le n<sup>o</sup> de sept.). — *K. MÜLLER*. Le sauf-conduit de Sigismond pour Jean Hus. — *A. STERN*. La tentative de coup d'État de Ferdinand IV d'Espagne en juillet 1832. = Comptes-rendus : *Gross*. Bibliography of British municipal History. — *Rehrich*. Königreich Jerusalem. — *Pastor*. Gesch. der Päpste (art. de W. Götze). — *Domeyer*. Die Päpste als Richter ueber die deutschen Könige. — *Lenel*. Entstehung der Vorherrschaft Venedigs. — *Pieper*. Die päpstlichen Legaten u. Nuntien. — Chronique. = Juillet. BERNHEIM. La relation de la *Vita Caroli Magni* avec les *Annales Einhardi*. — *Holtzmann*. L'élection de Frédéric I<sup>er</sup> comme roi des Romains. — *A. WAHL*. La réaction de 1781. — *E. SCHAUS*. Sur les lettres du *Codex Udalrici* du temps de Lothaire III. — *G. CARO*. Sur la seconde croisade de Louis IX. = Comptes-rendus, *Monumenta Germaniae*, t. XXX, 1. — *Grimme*. Minnesinger. — *Dürrenzeller*. Gesta Karoli Magni. — *A. Weiss*. Aeneas Sylvius Piccolomini. — *Philippson*. Der Grosse Kurfürst. — Chronique. = Sept. BERNHEIM. Gloses paléographiques. — *RIEKER*. L'Eglise et l'État d'après les conceptions luthériennes et réformées. — *SACKUR*. Le jour du couronnement de Hugues Capet (3 juillet 987; la fausse date *kal. junii* a été ajoutée après coup dans le ms. de Richer). — *HAAKE*. Lettre de la duchesse Élisabeth-Charlotte d'Orléans. = Comptes-rendus : *Adler*. Sozialreform im Alterthum. — *Moritz Hartmann*. Gesch. Italiens im Mittelalter. I. — *K. Eubel*. Hierarchia catholica medii ævi. — *E. Liesegang*. Niederrheinisches Städtewesen. — *Dænell*. Gesch. d. d. Hanse in der 2 Hälfte des 14 Jahrh. — *Kalkoff*. Depeschen Aleanders 1521; Briefe u. Berichte über Luther 1521. — *Hausrath*. Aleander u. Luther. — *H. Haupt*. Beiträge zur Reformationsgeschichte der Stadt Worms. — *Bontemantel*. Regeeringe van Amsterdam, 1653-72. — *Jurgensohn*. Memoiren v. Münnichs. — Chronique. = Nov. HEBLER. Les Fugger dans la querelle religieuse du xvi<sup>e</sup> s. — *G. SEELIGER*. Election royale

et acclamation (*Huldigung-Laudatio*). — RIETSCHEL. Au sujet des communes rurales dépendant des villes (*Städtische Sondergemeinde*). Comptes-rendus : *Kerst*. Monarchie im Alterthum. — *Ketterer*. Karl der Grosse u. die Kirche. — *Voigt*. Adalbert von Prag. — *K. Hegel*. Entstehung d. d. Städtewesens. — *Hoppeler*. Geschichte des Wallis im Mittelalter. — *Heidreich*. Der geldrische Erbfolgestreit, 1537-1543. — *Krumboltz*. Die Gewerbe der Stadt Münster bis z. J. 1661. — *Immich*. Zur Vorgeschichte des Orleans'schen Krieges. Nuntiaturberichte aus Wien u. Paris, 1685-86. — *Zwiedineck-Südenhorst*. Deutsche Gesch. v. der Auflösung des alten bis zur Errichtung d. neues Kaiserreiches 1806-71; t. I. — *Gäde*. Preussens Stellung zur Kriegsfrage im Jahre 1809. — M. Seeliger est aujourd'hui seul directeur de la *Vierteljahrsschrift*, qui a pris une place excellente parmi les périodiques scientifiques d'Allemagne, et qui, par l'attention qu'il donne aux choses étrangères, mérite particulièrement notre attention.

**37. — Historische Zeitschrift.** Bd. XLIV, Heft 3. — PÖHLMANN. Les débuts du socialisme en Europe; 2<sup>e</sup> partie (étudie les idées socialistes en Grèce, montre que le socialisme naquit naturellement de l'organisation capitaliste dans un état démocratique, s'attache aux preuves fournies par l'écrit « sur les revenus d'Athènes, » attribué à Xénophon). — F. von BEZOLD. Relations des plus anciennes Universités allemandes avec l'État (approfondit un côté de l'histoire des Universités déjà relevé par M. Kaufmann. En dépit de leur caractère religieux, les Universités sont à la fois des corporations autonomes et des organes importants de la vie publique et politique, sur lesquels les princes s'appuient et agissent. Leurs juristes fourniront aux princes les théoriciens de l'absolutisme). — G. KAUFMANN. Le ministre d'État Jolly (1829-1876; d'après le livre de MM. H. Baumgarten et Jolly; privat docent de droit à Heidelberg de 1847 à 1860, conseiller ministériel en 1861, il se retira en 1866 quand Bade fit cause commune avec l'Autriche, devint ministre de l'Intérieur après la guerre et président du Conseil de 1868 à 1876. Dévoué à la politique bismarckienne, il rendit de grands services aussi bien par la réorganisation de l'armée que par celle de l'enseignement et joua un rôle utile en 1871 pendant les négociations pour la paix. Ses lettres de Versailles sont précieuses pour l'histoire de la guerre franco-allemande). — Bd. XLV, Heft 1. NEUMANN. La marine byzantine. Son organisation et sa décadence, du x<sup>e</sup> au xiii<sup>e</sup> s. (Byzance était le seul des grands états du x<sup>e</sup> s. qui eût une marine, mais à la fin du x<sup>e</sup> elle décline et la marine normande grandit. Byzance ne se soutient qu'avec l'aide de la flotte vénitienne). — ZEUMER. Les impôts d'empire dans le haut moyen âge (d'après la matricule d'impositions de 1241-42 découverte à Munich par J. Schwalm et publiée au tome XXIII du *Neues Archiv*. Les impôts d'empire remontent à Henri IV, en 1084, mais ont toujours été intermittents; c'est le développement des villes qui a permis, au xiii<sup>e</sup> s., de régulariser ces revenus. Le total de l'impôt en 1241 s'élève à 7,000 marcs d'argent. Rodolphe de Habsbourg a con-

servé les bases d'impôt de Frédéric II). — BAILLEU. A propos des Mémoires sur Napoléon I<sup>er</sup> (observations excellentes sur l'autorité des Mémoires de M<sup>me</sup> de Rémusat, que l'on a à tort attaquée; notes sur les souvenirs de Molé, Pasquier, Broglie, Barante, Chaptal, Larévellière-Lépeaux, Barras. M. Bailleu montre qu'en somme ces témoignages si divers d'origine s'accordent sur le fond du caractère de Napoléon). = Heft 2. G. von BELOW. La nouvelle méthode historique (article vigoureux et un peu acrimonieux contre les théories de Lamprecht; défense de l'école de Ranke contre le déterminisme sociologique qui veut traiter l'histoire comme une branche des sciences naturelles. M. von B. ne reconnaît à Lamprecht ni critique, ni précision, ni pénétration). — VARRENTRAPP. Les jugements de Süvern sur Frédéric le Grand (d'après les leçons d'histoire données à partir de 1888 à l'Université de Königsberg par Süvern, qui avait été un des plus actifs promoteurs de la réforme de l'enseignement secondaire en Prusse. Cet idéaliste fait l'apologie de la politique réaliste de Frédéric; il signale l'importance du *Fürstenbund* et montre le rôle que devrait jouer la Prusse au centre de l'Europe; dans une lettre à Schoen de 1815, il approuve la lutte de Frédéric contre l'Autriche, mais il recommande pour le présent une unité impériale au profit des Habsbourg, contrôlée par la Prusse et la Bavière, qui auraient sous leur direction les forces militaires, l'une au nord, l'autre au sud du Mein). = Heft 3. J. HANSEN. Inquisition et procès de sorcellerie au moyen âge (pour l'inquisition espagnole, la sorcellerie reste un crime d'hérésie; en Allemagne, elle devient un *crimen mixtum*, puis un crime contre l'ordre public qui ressort des tribunaux ordinaires; très intéressant article sur les origines des poursuites contre les sorciers, surtout fréquentes du x<sup>ve</sup> au xvn<sup>e</sup> s.). — F. von BEZOLD. République et monarchie dans la littérature italienne du x<sup>ve</sup> s. (importante contribution à l'histoire des théories politiques).

38. — *Göttingische gelehrte Anzeigen*. 1898, avril. — Hunziker. Zeitgenössische Darstellungen der Unruhen in der Landschaft Zürich, 1794-1798 (publie trois mémoires contemporains). — Wackernagel et Thommen. Urkundenbuch der Stadt Basel; Bd. III (ce vol. s'arrête à 1300; plus trois planches contenant la suite des sceaux du Haut-Rhin). = Mai. Bardenhewer. Patrologie (très long article de J. Haussleiter, qui parle aussi de l'Histoire de la littérature chrétienne primitive par Krüger). — W. Altmann. Eberhart Windeckes Denkwürdigkeiten zur Geschichte des Zeitalters Kaiser Sigmunds (édition faite sans critique). — E. Wisotzki. Zeitströmungen in der Geographie (excellent pour l'histoire des études de géographie scientifique pendant les quatre derniers siècles). = Juin. Winter. Niederösterreichische Weisthümer; 2<sup>e</sup> partie; t. VIII (important pour l'histoire du droit au moyen âge). = Juillet. Schäfer. Luther als Kirchenhistoriker (beaucoup trop long, mais intéressant). — Büchi. Freiburgs Bruch mit Oesterreich, sein Uebergang an Savoyen und Anschluss an die Eidgenossenschaft 1481



nach den Quellen dargestellt (excellent). = Août. W. Altmann. Regesta imperii. Die Urkunden Kaiser Sigmunds, 1410-1437; Liefer. 1-3 (critique sévère de cette publication par G. Seeliger). = Oct. G. Caro. Genua u. die Mächte am Mittelmeer, 1257-1311 (remarquable). — Langwerth von Simmern. Die Kreisverfassung Maximilians I und der Schwäbische Reichskreis (de bons matériaux; méthode critique très défectueuse). — J. Beidtel. Geschichte der österreichischen Staatsverwaltung, 1740-1848 (bon). = Nov. Gregg. The Decian persecution (n'est pas assez approfondi). — R. Schmitt. Prinz Heinrich von Preussen als Feldherr im siebenjährigen Kriege; t. II (montre, contre Bernardi, que le prince Henri n'a jamais appliqué de principes stratégiques différents de ceux de son frère Frédéric le Grand). — C. von Düncker. Kriege unter der Regierung der Kaiserin-Königin Maria Theresia. Oesterreichischer Erbfolgekrieg, 1740-1748; t. II (important).

39. — *Hermes*. Bd. XXXIII, 1898. Heft 3. — Heinrich STEIN. Thucydide (remarques critiques sur le livre I). — Ulrich DE WILAMOWITZ-MOELLENDORF. Lettres non authentiques (attaque l'authenticité de lettres d'Isocrate, Platon et Démosthène, admise par Blass dans la nouvelle édition de son *Attische Beredsamkeit*). — M. LEHNERDT. Enoch d'Ascoli et la *Germania* de Tacite (c'est Enoch d'Ascoli qui a porté en Italie les fragments du *De viris illustribus* de Suétone, du Dialogue et de la *Germania* de Tacite. Cette assertion de Pontanus est confirmée par les lettres de Carlo de Medici. C'est par le Pogge qu'Enoch fut mis sur la trace du ms.). = Heft 4. A. SCHULTEN. Les cartes agraires des Romains (cherche à prouver par une analyse très minutieuse que les traits qu'on rencontre dans les mss. des agrimensores romains sont une esquisse des formes originales. La concordance des cartes agraires avec la statistique rurale de Pline provient d'une source commune de caractère officiel. Peut-être remontent-elles l'une et l'autre à la statistique de l'empire ordonnée par Agrippa). — Ed. MEYER. Les colonies militaires en Macédoine (contre le volume de Schulten publié dans le précédent volume de l'*Hermes*). — Id. L'histoire d'Alexandre le Grand par Arrien (place très haut Arrien comme homme et comme historien). — Id. La réforme des centuries par Sylla (on prétend que Sylla rétablit les centuries de Servius Tullius; c'est une erreur. On a mal interprété le passage d'Appien, liv. I, 59; il n'y est point question de substituer une forme de centurie à une autre, mais de remplacer les tribus par les centuries. Le pouvoir législatif est pris aux tribus, c'est-à-dire à la *plebs*, et conféré exclusivement aux centuries, c'est-à-dire au *populus*). — Hugo WILLRICH. Une nouvelle inscription relative à l'histoire de la première guerre contre Mithridate (étudie cette inscription, qui a été publiée dans le *Jahresheft* de l'Institut archéologique d'Autriche). — G. BUSOLT. De la chronologie de Xénophon (défend l'authenticité des formules qui désignent dans les Helléniques le commencement d'une année nouvelle). — Franz PICHLMAYR. L. Norbanus Lappius Maximus (l'officier qui, sous Domitien, réprima le soulèvement du gouverneur



de la Germanie, L. Antonius Saturninus, s'appelait Lappius et non Appius, ce qui résulte de la comparaison des mss. de l'*Epitome de Caesaribus*, 11, 10).

40. — *Neue Jahrbücher für das klassische Alterthum, Geschichte und deutsche Literatur*. Jahrg. I, Heft 8. — H. HIRT. La linguistique et l'histoire (des services que rend à l'histoire l'étude des langues de l'Inde). — G. DIESTEL. Le grand Électeur (à l'occasion du livre de M. Philippson). — Heft 9. Hubert ERMISCH. Le duc Maurice de Saxe (à l'occasion du livre récent d'E. Brandenburg).

41. — *Rheinisches Museum für Philologie*. Bd. LIII, Heft 4, 1898. — F. SCHÖELL. Sur le premier livre de Velleius Paterculus. — F. MUENZER. Caeles Vibenna et Mastarna (critique détaillée des hypothèses de G. Kœrte publiées dans le *Jahrbuch d. archæol. Instituts*, 1897; montre à combien de difficultés se heurtent ces hypothèses. Que nous apprennent les peintures de Vulci? Elles confirment tout simplement que l'empereur Claude pensait que Mastarna avait été « Caeli quondam Vivennae sodalis fidelissimus omnisque ejus casus comes »). — E. ZIEBARTH. Le musée Ramusius (note les inscriptions grecques du musée que J.-B. Ramusius, 1485-1557, fonda à Venise, d'après le catalogue découvert par Mommsen). — Fr. VOLLMER. Epigraphica (interprétation nouvelle de l'importante inscription : « Ti. Plauti Silvani Aeliani. » *C. I. L.*, XIV, 3608).

42. — *Zeitschrift für deutsche Philologie*. — Bd. XXXI, 1898, Heft 1. — Fr. KAUFFMANN. Germani (commente le passage de la *Germania*, c. 2; dans les mots « nationis nomen non gentis, » le mot « natio, » c.-à-d. « Transrhenanorum, » désigne une nation celtique dépendant des Germains; il est pris dans un sens politique, non ethnique). — Id. Pour servir à l'histoire de la légende de Sigfrid (les traditions allemandes de Sigfrid se sont mêlées au x<sup>e</sup> s. avec les traditions scandinaves de Sigmundr; la légende scandinave des Volsungen avec Sigmundr pour centre particulier est une variante locale de la légende allemande des Welsungen avec Sigfrid pour centre. Analyse minutieusement les éléments de la légende). — R.-C. BOER. Les mss. de la Gretti-Saga (ils sont plus de 30 et proviennent d'un second remaniement opéré vers 1300; c'est par ce remaniement que la légende est devenue populaire).

43. — *Zeitschrift für Assyriologie*. Bd. XVIII, Heft 1, 1898. — W. SPIEGELBERG. Les noms propres sémitiques en transcription égyptienne au temps du nouvel empire, de 1500 à 1000 (contribution à un travail que W. Max Müller prépare sur ce sujet; important pour les rapports des Sémites avec les Égyptiens). — Max. STRECK. L'Arménie, le Kourdistan et la Perse occidentale d'après les textes cunéiformes babyloniens et assyriens.

44. — *Zeitschrift für katholische Theologie*. 1898, Quartalheft 3. — B. DUER. Les étapes qui conduisirent à la suppression de la Société

de Jésus, d'après les papiers de Simancas (l'examen de ces papiers permet de conclure que le pape Clément XIV n'a pas acheté la tiare par la promesse de la suppression. *Compulsus fecit*!). — M. HOFMANN. La situation de l'Église catholique à l'égard du duel jusqu'au concile de Trente; 1<sup>er</sup> art. (distingue soigneusement le duel judiciaire employé au moyen âge, comme moyen de preuve, du duel moderne); suite dans Quartalheft 4 (l'Église et surtout les papes ont toujours condamné ce qui, au moyen âge, pouvait présenter les caractères distinctifs du duel moderne; ils se sont souvent même prononcés contre le duel proprement judiciaire, ainsi qu'ils l'ont fait contre les tournois et contre les guerres privées). = Quartalheft 4. A. HIRSCHMANN. Le colloque religieux de Ratisbonne en 1604; suite. — B. DUHR. Pour servir à l'histoire de la guerre des Jésuites au Paraguay (utilise un assez grand nombre de lettres copiées à Simancas). — In. La tentative d'assassinat contre le roi de Portugal, 3-4 sept. 1758 (publie plusieurs dépêches du nonce Acciajoli tendant à faire croire que le coup avait été dirigé, non pas sur le roi, mais sur son favori Texeira). — Al. HOFFER. Pourquoi Cyrille, l'apôtre des Slaves, a-t-il été qualifié évêque de Catane? (par suite d'une confusion entre plusieurs Cyrille et d'une fausse explication du nom de Canaan).

45. — *Zeitschrift für Kirchenrecht*. Bd. VIII, 1898, Heft 1. — Émile FRIEDBERG. Le droit canonique et le droit ecclésiastique (origine et caractère du droit canonique; proteste contre la disparition des chaires du droit ecclésiastique en Allemagne). — VON BOETTCHER. Des charges qui pèsent sur l'Église dans la basse Saxe (étude sur le droit et l'économie rurale en Allemagne).

46. — *Zeitschrift für wissenschaftliche Theologie*. Jahrg. XLI, 1898, Heft 2. — A. HILGENFELD. L'apologie d'Apollonios de Rome (de la double rédaction des *Acta s. Apollonii*, comparés avec les récits sur l'Église primitive). — Paul KOETTSCHAU. Vie de Grégoire le Thaumaturge (la version grecque est plus voisine de l'original que la version syriaque. Les ressemblances qui existent entre les divers auteurs ne peuvent s'expliquer que par la diffusion orale de la légende. Compléments à cet article par Hilgenfeld, dans le fasc. 3). = Heft 3. C.-J. KLUMKER. La conversion de saint Paul. — E. DE DOBSCHUETZ. La situation religieuse à Édesse sous la domination des Arabes avant les croisades (des rapports qu'entretenaient entre elles les trois grandes confessions chrétiennes de Chalcédoniens, des Monophysites et des Nestoriens, lorsque Édesse fut séparée de l'empire). = Heft 4. J. DRESEKE. R. Seydel sur la légende de Bouddha et la vie de Jésus. — Carl EICHNER. Agobard, archevêque de Lyon (sa vie et ses écrits. Bibliographie des travaux dont il a été l'objet et notes pour sa chronologie).

47. — *Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft*. Bd. LII, 1898, Heft 2. — O. MANN. Les sources de l'histoire d'Ahmed Chah Durrani; suite (chronologie de l'histoire d'Ahmed Chah

et des campagnes des Afghans contre Hérat, le Beloutchistan et Cashmir; suite dans Heft 3. — E. SPIEGEL. Les religions anciennes de l'Iran (l'état religieux de l'Iran avant Zoroastre nous est connu par trois sources non suspectes : les inscriptions cunéiformes des rois achéménides, les récits d'Hérodote et le témoignage du Shah-namè, en tant que ce dernier est emprunté au vieux livre des rois). — G. VAN VLOTEN. Pour servir à l'histoire des Abbassides (notes pour la biographie du calife abbasside Abou Djafar et pour l'histoire du soulèvement des Alides sous son règne. De l'épithète de Mahdi attribuée aux califes : le servilisme qui, à Rome, changeait les empereurs en divinités, était, à Bagdad, tout disposé à considérer dans chaque souverain un nouveau mahdi; le madisme finit donc par n'être plus qu'un titre d'honneur. Cependant, à chaque nouvelle période révolutionnaire, il reprenait sa vieille signification messianique). — Ed. MAHLER. Le cycle intercalaire des Babyloniens (défend sa théorie d'un cycle intercalaire de dix-neuf ans contre les critiques d'Oppert dans les *Comptes-rendus de l'Acad. des inscr.*, 1896). — J. OPPERT. Le calendrier des anciens Perses. = Heft 3. Albert GRUENWEDEL. Étude sur Podmasambhova (le fondateur du lamaïsme). — Martin SCHREINER. Pour servir à l'histoire des mouvements théologiques dans l'Islam (avant le wahabisme; l'esprit originaire de l'Islam réagit contre les importations d'idées étrangères).

**48. — Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken.** Bd. I, Heft 1 (Rome, Lœscher, 1897). — J. HALLER. Deux listes de fonctionnaires de la cour de Rome au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> s. (la première a été dressée entre 1305-1307 et nous donne la situation dans la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> s.; la seconde appartient sans doute au pontificat de Clément VI, 1342-1352). — K. SCHELLHASS. Actes relatifs à l'activité réformatrice de Félicien Ninguarda, surtout en Bavière et en Autriche, pendant les années 1572-1577 (publie les rapports mêmes de Ninguarda sur les mesures qu'il prit pour réformer le clergé catholique conformément aux décisions du concile de Trente); suite dans Heft 2. — G. KUPKE. Il y a cent ans. Lettres d'un ambassadeur d'Espagne à Berlin, janv.-sept. 1797 (sorte de chronique de la cour de Prusse sous forme de lettres que l'ambassadeur d'Espagne, Horazio Borghèse, envoyait chaque semaine de Berlin au ministre président d'Espagne, duc d'Alcudia, le prince de la paix). — W. FRIEDENSBURG. Une dépêche inédite d'Aléandre au temps de sa première nunciature auprès de Charles-Quint, 1520. = Heft 2 (1898). W. FRIEDENSBURG. Procès informatifs sur les églises d'Allemagne avant le concile de Trente (avant de confirmer une élection épiscopale, le pape faisait prendre une enquête sur le nouvel élu, enquête dont les résultats étaient consignés dans un rapport qui était ensuite soumis aux cardinaux, puis délibéré en consistoire. Quand Sixte-Quint eut établi la congrégation du consistoire, les rapports d'enquête furent régulièrement transcrits sur des registres. Pour l'époque antérieure, ils ont été conservés avec moins de soin et sont plus rares. Le plus ancien concernant les

églises allemandes aux archives du Vatican est de 1507. Publie le texte de quinze de ces rapports de 1512 à 1550. Ils contiennent beaucoup de renseignements intéressants sur la situation intérieure de ces églises).

— G. KYPKE. Une relation sur la cour de Prusse en 1795 (cette relation a été écrite par le prince Horazio Borghèse; elle contient, entre autres choses, un exposé minutieux de la politique extérieure de la Prusse dans ses rapports avec l'Autriche, la Russie et l'Angleterre). — J. HALLER. Le partage des « *Servitia minuta* » et l'obligation des prélats au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> s. (publie, entre autres documents, un « *Modus dividendi* quinqué *servitia* *cambre* et *collegii* » qui remonte au temps de Clément V). — R. ARNOLD. Documents relatifs à l'histoire des premiers électeurs de la maison de Hohenzollern, d'après les archives secrètes du Vatican. — W. FRIEDENSBURG. La bulle d'excommunication brûlée par Luther, 10 déc. 1520 (publie un fragment d'une lettre latine envoyée par Jérôme Schulz, évêque de Brandebourg, à Aléandre).

49. — **Nord und Süd.** Bd. LXXXVI, Heft 258, 1898, sept. — J. NOVER. Les horreurs de sept. 1848 (raconte l'émeute de Francfort-sur-le-Mein le 18 sept. 1848 et les circonstances dans lesquelles furent tués le général Auerswald et le prince Lichnovsky, membres du parlement allemand, d'après les souvenirs du père de l'auteur, qui fut greffier de la commission d'enquête. Beaucoup de détails nouveaux). = Bd. LXXXVII, Heft 259, oct. 1898. ALBERT DE RUVILLE. Les origines de la guerre de Sept ans (Frédéric voyait dans l'Autriche une ennemie irréconciliable et en outre il avait besoin de fortifier son État en l'agrandissant; néanmoins en 1756 il désirait maintenir la paix. Menacé d'une coalition de l'Autriche, de la Russie et peut-être de la France, il ne la considérait pas comme redoutable; mais il crut l'occasion favorable pour transformer une guerre défensive en une guerre de conquête et c'est pour cela qu'il prit les armes. Le péril ayant diminué, il ne voulut pas perdre l'occasion favorable qui se présentait. Il fit tout son possible pour imprimer à sa levée de bouclier le caractère de la nécessité. Avec Lehmann, Ruville prétend que c'est la pensée de la conquête et non celle de la défense qui lui fit tirer l'épée).

50. — **Preussische Jahrbücher.** Bd. XCIII, Heft 3, 1898. — ÉMILE DANIELS. Le général de Gœben; 2<sup>e</sup> art. (Gœben dans la guerre contre le Danemark en 1866 et contre l'Autriche en 1866). — MAX LEHMANN. L'origine de l'ordonnance municipale de 1808 (expose les projets qu'on avait proposés; montre en quoi celui de Wilcken différait de ceux de Stein et de Frey. Frey a pris la plus grande part à la réforme; le compagnon de table de Kant s'était approprié les idées des constitutions françaises de 1791 et de 1795. Son projet et celui de Stein sont comme une protestation contre la domination napoléonienne, qui anéantissait tous les pouvoirs autonomes). = Bd. CXIV, Heft 1. KONRAD ZACHER. Antisémites et philosémites dans l'antiquité classique (le

judaïsme démocratique est antipathique aux grands, tels que Pompée et Cicéron; César, chef de la démocratie, est philosémite. Alexandre le Grand donna aux Juifs des droits égaux à ceux des Grecs dans les villes, parce qu'ils paraissaient se rapprocher plus près de l'hellénisme épuré que les autres Orientaux et parce qu'ils étaient un élément « stable et sûr. » De l'édit de religion rendu par Antiochus IV Épiphane sur le conseil des Juifs renégats, qui voulaient hâter le progrès de l'hellénisme. Cet édit eut pour contre-coup le soulèvement des Macchabées, « cette victoire du pharisaïsme, » et, dans les villes grecques, une réaction antisémite).

**51. — K. Akademie der Wissenschaften zu München.** Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und der historischen Classe. 1898, Heft 3. — A. FURTWÄNGLER. Sur les temples de l'Acropole d'Athènes (mémoire de 43 p.). — H. SIMONSFELD. Études d'histoire et de diplomatique au moyen âge; suite (3<sup>e</sup> l'histoire de Wels; 4<sup>e</sup> le recueil de formules de Rodolphe de Tours; comparaison du Cod. lat. Monac. 6911 et du Cod. Paris. 14069; publie, soit in extenso, soit en donnant seulement les mots du commencement et de la fin, les morceaux qui composent les recueils de Munich et de Paris. 96 p.). — Fr. HIRTH. L'ethnographie du Tchaou-Jou-Koua (traduction allemande de plusieurs morceaux de cet ouvrage chinois).

**52. — K. Preussische Akademie der Wissenschaften zu Berlin.** Sitzungsberichte, 1898, n<sup>o</sup> 36. — Walther JUDEICH. Rapport sur une mission dans le nord-ouest de l'Asie Mineure (notes rapides sur un voyage qu'il entreprit, aux frais de l'Académie, en 1896, de Tchanak-Kalessi à Pergame et à Brousse. 60 nouvelles localités ont été marquées dans la grande carte de l'Asie Mineure par Kiepert, d'après les déterminations faites par Judeich). — N<sup>o</sup> 37-38. Albrecht WEBER. Études védiques (l'admission, commune aux Germains et aux Hindous, de douze jours sacrés à la fin de l'année avait pour but de faire concorder l'année lunaire avec l'année solaire. Cela et la désignation de l'été comme seconde moitié de l'année conduisent à considérer l'Arménie comme la demeure originaire de peuples indo-germaniques, car l'Arménie était un pays de rude température, où la première place était donnée à l'hiver, et qui était voisin du monde sémitique; or, c'est certainement à ce monde qu'a été empruntée la concordance indo-germanique du calendrier).

**53. — Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte.** Bd. XI, 1898, 2<sup>e</sup> Hälfte. — J. VON PFLUGK-HARTUNG. Chartes fausses de l'ordre de Saint-Jean, du XII<sup>e</sup> et du XIII<sup>e</sup> s. (elles se rapportent à la Poméranie et au Mecklembourg et paraissent intéresser plus ou moins la commanderie brandebourgeoise de Werden. Les plus anciennes, qui contiennent les indications les plus détaillées sur les propriétés de l'ordre en Poméranie, sont toutes fausses). —

Carl SPANNAGEL. L'Électeur de Brandebourg Georges-Guillaume et le chancelier de Suède Oxenstierna en 1633 (publie la seconde partie, encore inédite, du procès-verbal des négociations engagées en janvier-février 1633 à Berlin entre la Suède et le Brandebourg; publie des extraits de la correspondance échangée entre l'Électeur et le ministre pendant le printemps et l'été. L'Électeur y fait étalage de sentiments tellement amicaux que le cabinet de Berlin semble n'être qu'une ambassade suédoise). — C. BORNHAK. J.-J. Moser, professeur de droit à Francfort-sur-l'Oder. — V. LÖWE. L'allocation des fiefs sous Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup> (montre la suite des négociations avec les diverses provinces. Frédéric-Guillaume a fait revivre un droit qui semblait avoir perdu peu à peu toute valeur et assura par là une source permanente de revenus à ses finances). — Baron de SCHROETTER. L'industrie de la laine en Silésie au xviii<sup>e</sup> s.; suite. — H. PRUTZ. Pour servir à l'histoire du conflit entre le grand Électeur et le prince électoral Frédéric en 1687 (complément à l'ouvrage de l'auteur sur les dernières années du grand Électeur, paru en 1897).

54. — *Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst*. Jahrg. XVII, Heft 3, 1898. — E. RITTERLING. Les marques portant le nom de la XXII<sup>e</sup> légion (toutes celles qu'on a trouvées jusqu'ici datent au plus tard d'Hadrien). — LEHNER. Les pierres des quatre dieux au musée de Wiesbaden (complète le mémoire de Haug au t. X de la *Westd. Zeits.*). — BODEWIG. Coblenz à l'époque romaine (mémoire détaillé de 49 pages sur les inscriptions, les morceaux de sculptures sans inscriptions, les monnaies, les outils, le mobilier funéraire, les routes commerciales, les murs romains. Histoire de Coblenz à l'époque romaine d'après les rares témoignages des écrivains de l'antiquité, jusqu'à l'époque mérovingienne).

55. — *Zeitschrift des Harz-Vereins für Geschichte und Alterthumskunde*. Jahrg. XXX, 1897. — Albert REINECKE. La vie de sainte Liutbirg (Pertz a publié cette vie dans le t. IV des *Scriptores*; il estime qu'elle a été composée vers 870 par un moine de Halberstadt qui avait connu personnellement la sainte, et qu'elle contribue à faire connaître la christianisation du Harz du nord-est. Reinecke pense au contraire que cette vie est au plus tôt de la seconde moitié du xii<sup>e</sup> s. Le texte, tel que nous l'avons, contient des parties anciennes; mais, en tout cas, on ne peut l'utiliser comme source historique qu'avec circonspection). — MEIER. L'artillerie de la ville de Brunswick jusqu'au xvii<sup>e</sup> s. — Ed. JACOBS. Le rétablissement de l'Église évangélique dans l'archevêché de Mayence et dans l'évêché de Halberstadt par le roi de Suède Gustave-Adolphe en 1632 (mémoire de 186 p., d'après les documents d'archives suédois et allemands, qui font nettement ressortir les motifs religieux de l'expédition du roi de Suède en Allemagne). — Jahrg. XXXI, 1898. Karl MEHRMANN. La crise agraire au xiv<sup>e</sup> s. (ten-



tatives de réformes administratives et économiques dans l'évêché de Halberstadt, d'après des documents inédits). — Heinrich HEINE. Histoire de la corporation des merciers à Nordhausen (jusqu'à la suppression des guildes par le gouvernement royal de Westphalie en 1809; publie les privilèges et les règlements de la corporation). — Ed. JACOBS. Jean Liborius Zimmermann (sur l'histoire du mouvement piétiste dans la première moitié du XVIII<sup>e</sup> s.).

**56. — Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins.** Bd. XIII, 1898, Heft 4. — H. BLOCH. Les chartes fausses de Grandidier; suite. — E. SCHNEIDER. Récit du couronnement de Maximilien I<sup>er</sup> en 1486, par J. Reuchlin (publie 1<sup>o</sup> la relation sur le couronnement de Maximilien comme roi de Germanie, adressée au comte Eberhard de Wurtemberg; 2<sup>o</sup> son récit d'une audience que l'empereur Frédéric IV donna aux ambassadeurs du roi de Pologne Casimir; 3<sup>o</sup> un récit d'un tournoi). — K. JACOB. Efforts des Français pour s'emparer de Strasbourg vers 1519 (raconte la mission de Jean de Sains, seigneur de Marigny, qui vint à Strasbourg en 1519 comme chargé d'affaires de France; publie le procès-verbal officiel du conseil de Strasbourg sur les négociations qu'il y mena). — K. WILD. La chute du maréchal de la cour de Mayence, Jean-Christian de Boyneburg, en 1664 (met en œuvre des documents des archives électorales qui ont été récemment découvertes dans le château du comte de Schœnborn. Boyneburg s'y distingue par la confiance exagérée qu'il témoigne dans la diplomatie, un faux optimisme à l'égard de la France, un pessimisme excessif à l'égard de la situation en Allemagne).

**57. — K. Akademie der Wissenschaften in Wien.** Sitzungsberichte. Bd. CXL, Heft 1. — H. DE ZEISSBERG. Le registre 318 des archives de la couronne d'Aragon à Barcelone, contenant les lettres du roi d'Aragon Jayme II à Frédéric le Beau et à sa femme Élisabeth, avec d'autres documents, 1314-1327 (ces documents montrent les efforts de Frédéric le Beau pour faire reconnaître sa royauté. Intéressant aussi pour l'histoire de la maison des Habsbourg. 91 pages).

**58. — Jahreshefte des österreichischen archäologischen Instituts in Wien.** Bd. I, 1898, Heft 2. — Albert WILHELM. Le traité de Mausole avec les Phasélites (étudie l'inscription d'Adalie qui a été découverte en 1874 et acquise par Gustave Hirschfeld pour le musée de Berlin. Peu de résultats intéressants). — E. BORMANN. Nouveaux diplômes militaires (étudie deux diplômes militaires d'Agram, des années 52 et 152, et un autre du musée de Sofia, de l'année 93). — E. CUMONT. Un nouveau décret d'Amphipolis (découvert en 1897; il reproduit le caractère général de la gymnasiarchie grecque). — W. KUBITSCHKE. Statues de héros à Ilion (les gens d'Ilion de l'époque impériale avaient sous les yeux ou faisaient dresser devant eux les héros de la légende troyenne en images

de marbre ou d'airain). — E. SZANTO. Inscription sur bronze d'Olympie (loi ordonnant le bannissement et la confiscation des biens contre la famille de la victime; elle garantit néanmoins le retour au banni. En tout cas, elle se rapporte aux prescriptions de la seconde assemblée de la ligue de Corinthe, 366 av. J.-C. Elis s'était entièrement donnée à Alexandre et elle rappela, dans le sens des décrets de la ligue, les démocrates qui étaient en exil depuis trente ans). — U. KOEHLER. De l'inscription bilingue d'Isinda en Lycie (découverte par Heberdey et décrite dans le précédent fascicule; elle est du <sup>v</sup><sup>e</sup> s.). — HILLER DE GÆRTRINGEN. D'une stèle consacrée par l'équipage d'un navire de Cos à Samothrace. — R. WEISSELEUPT. Antiquités de Pola et des environs (avec des inscriptions grecques et latines). — Ernest KALINKA. Antiques de Périnth. — C. PATSCH. Plomb de la légion Claudia p. f. de Gardun décrite brièvement par F. Bulić dans le *Bullettino dalmato*, XVI, 169. — H. MAIONICA. Inscriptions de Grado; suite. — A. DE PERMERSTEIN. Les origines de la province de Mésie (1<sup>o</sup> groupements nationaux aux premiers temps de l'Empire; 2<sup>o</sup> le pays romain et le pays thrace sur le Danube inférieur jusqu'à Domitien; 3<sup>o</sup> les villes grecques du Pont).

59. — *Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*. Bd. XIX, Heft 4. — Alf. DOPSCH. Les chartes fausses d'Ebersheim et son règlement, jusqu'ici inaperçu, relatif aux obligations féodales des serviteurs de l'abbaye (seize diplômes royaux pour l'abbaye alsacienne d'Ebersheim, qui ont d'abord été publiés par Schœpflin et Grandidier et qui se rapportent aux années 672 à 1056, sont faux; ils ont été fabriqués dans la première moitié du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> s. pour créer des titres à l'abbaye contre les usurpations de l'avoué. Mais deux de ces chartes fausses contiennent un règlement qui est authentique et qui est publié en appendice). — Fr. WILHELM. Les écrits de Jordan d'Osnabrück; pour servir à l'histoire de la polémique religieuse au <sup>xiii</sup><sup>e</sup> s. (Jordan est l'auteur de trois traités intitulés : *Tractatus de prerogativa romani imperii*, *Noticia seculi* et *Pavo*. Donne une nouvelle édition du prologue de la *Noticia*, qui est datée de 1288). — J. LOSERTH. La contre-réforme à Salzbourg sous l'archevêque Marx Sittich, comte de Hohenembs, 1612-1619, d'après les actes des archives de l'État. — O. WEBER. Le *Pactum mutuae successionis* et la Pragmatique sanction (explique une contradiction apparente de ces deux documents). = Bibliographie : R. ROSENMUND. Die Fortschritten der Diplomatie seit Mabillon vornehmlich in Deutschland-Oesterreich (bon). — A. von WRETSCHKO. Das österreichische Marschallamt im Mittelalter (excellent). — H. DIEMAR. Die Entstehung des deutschen Reichskriegs gegen Herzog Karl den Kühnen von Burgund (utilise des documents nouveaux pour l'affaire du chapitre de Cologne avant le siège de Neuss). — P. HAAKE. Brandenburgische Politik und Kriegführung, 1688-1689 (très bon).

---

60. — *The Athenæum*. 1898, 1<sup>er</sup> octobre. — *Fr. W. Cross*. The history of the Walloon and Huguenot church at Canterbury (très intéressant pour l'histoire du Refuge. C'est en 1575 que l'Église wallonne fut transportée de Sandwich à Cantorbéry). — Paine et Danton (deux documents publiés par Alger). — Découverte de pavements romains à Leicester. = 8 octobre. *Laughton*. Memoirs of the life and correspondence of Henry Reeve (Reeve mourut en 1887, âgé de quatre-vingt-deux ans; il fut un des journalistes les plus féconds du siècle; pendant quinze ans il dirigea l'*Edinburgh Review*, dont il fit l'organe le plus accrédité du parti whig. Il avait les relations les plus étendues dans le monde politique en Angleterre et sur le continent; en France, il fut le confident de Tocqueville et de Guizot et resta toujours fidèle aux d'Orléans. Il détestait l'Allemagne, même en 1870-71. Sa correspondance renferme beaucoup de traits intéressants pour l'histoire politique et sociale). — *Ebsworth*. The Roxburgh ballads, vol. VIII (recueil de ballades du temps de la Révolution anglaise; important). — Un nouveau fragment d'Hermas (publié par Grenfell et Hunt dans les *Oxyrhynchus Papyri*). = 15 octobre. *R. Hovenden*. The registers of the Walloon or Strangers' church in Canterbury; vol. V. — La « Silva Vocluti » (cette localité, mentionnée dans la « Confessio » de saint Patrick, doit être identifiée avec Vouillé, sur le Clain). = 22 octobre. *R. W. Felkin*. Emin Pasha; his life and work (confus, prolix, plein d'erreurs et de préjugés, mais d'un intérêt puissant quand même). — *Johns*. Assyrian deeds and documents recording the transfer of property; vol. I: Cuneiform texts (utile). = 29 octobre. *Sir William R. Anson*. Autobiography and public correspondence of Augustus Henry, third duke of Grafton (document intéressant pour l'histoire du règne de Georges III. Grafton fut un des partisans les plus dévots de la politique du premier Pitt). — Traité de castramétation; texte grec inédit, annoté par *Ch. Graux*, augmenté d'une préface par *Albert Martin* (traité concernant tous les mouvements qu'une armée nombreuse doit exécuter en pays ennemi. Très intéressant. L'auteur, anonyme, avait surtout en pensée la guerre contre les Sarrasins et non, comme le dit A. Martin, contre les Turcs). = 5 novembre. *J. S. Corbett*. Papers relating to the Navy during the spanish war, 1585-1587. — *Brown*. Calendar of State Papers and mss. relating to english affairs existing in the archives of Venice; vol. IV, 1592-1603. = 12 novembre. *Barry O'Brien*. The life of Charles Stewart Parnell (remarquable étude sur les bills concernant le Home rule). — *H. Gee*. The Elizabethan clergy and the settlement of religion 1558-1564 (excellente étude critique sur les listes officielles des membres du clergé anglais qui prêtèrent le serment de suprématie, l'évadèrent ou furent mis à pied pour l'avoir refusé. Il y eut un petit nombre de souscriptions et aussi un petit nombre de destitutions). = 19 novembre. *P. H. Colomb*. Memoirs of admiral the R. H. sir Astley Cooper Key (utile pour l'histoire de l'administration

maritime). — *A. Heales*. The records of Merton priory (beaucoup de conscience et d'inexpérience). — *Inderwick*. A calendar of the Inner Temple records; t. II, 1603-1660. = 26 novembre. *Foxcroft*. The life and letters of sir George Savile, first marquis of Halifax (bonne biographie, mais trop longue. Savile fut créé marquis d'Halifax le 22 août 1682).

61. — *Edinburgh Review*. Vol. CLXXXVIII, juillet-octobre 1898. — La crise intérieure de l'Autriche-Hongrie (dans les conditions présentes, le fédéralisme est la solution la plus probable, en même temps que la moins mauvaise. Le *reviewer* cependant est plus favorable aux Magyars qu'aux Tchèques et trouve que les idées nationalistes, dont l'influence a été si grande au XIX<sup>e</sup> siècle, ont fait leur temps. L'empereur François-Joseph, malgré sa conscience à remplir ses devoirs de souverain, n'a pas fait preuve de hautes capacités. « Il a trouvé l'empire d'Autriche sur le point de se dissoudre. Au bout de cinquante ans de règne, il le laisse dans le même état »). — Le comte-évêque de Derry (Frédéric Hervey, lord Bristol, 1730-1803. Type singulier de prélat mondain et révolutionnaire. On a peut-être fait tort à ses intentions véritables, en l'accusant d'encourager l'hostilité de l'Irlande contre l'Angleterre. Il restait unioniste en soutenant le mouvement des volontaires, et ne visait qu'à provoquer des réformes, qui se sont d'ailleurs effectuées par la suite, notamment en matière de tolérance à l'égard des catholiques). — Les clubs de diners à Londres (sociétés de savants, de lettrés, d'hommes célèbres qui se réunissent régulièrement à table. L'un de ces clubs, les *Dilettanti*, a contribué beaucoup aux fouilles et recherches d'antiquités classiques en Grèce). — L'amiral Duncan et la défense maritime (d'après la biographie de l'amiral par lord Camperdown actuel. Reconnaît que les matelots anglais n'ont jamais été plus maltraités que sous le régime parlementaire. La fameuse révolte de la Nore était des plus excusables). — Souvenirs de gens divers (les journaux de Nassau Senior et les Mémoires de sa fille, Mrs. Simpson). — Les archives de la famille Carlisle (XVIII<sup>e</sup> siècle). — Le Pausanias de M. Frazer. — L'Égypte au XIX<sup>e</sup> siècle (résumé de son histoire. Déclare, en terminant, que les prétentions des Français sur Fachoda sont grotesques, et oublie qu'en janvier 1884 la *Revue* déclarait non moins péremptoirement l'évacuation de cette province indispensable, même au nom et pour le compte de l'Égypte, qui n'avait su que la ruiner, de sorte que mieux valait encore l'abandonner au gouvernement de ses chefs naturels). — George Savile, lord Halifax. — Les puissances européennes dans l'Ouest africain (avoue que les Anglais ont fait exprès d'envoyer des troupes au travers des postes français, à l'ouest du Niger, pour avoir l'occasion de contester l'occupation française, ce qui n'empêcherait pas, d'ailleurs, l'Angleterre d'essayer d'accroître son territoire en chargeant un simple mulâtre de signer des traités avec les chefs du pays. Demande qu'on revise la convention de juin 1898 qui accorde à la France l'accès du lac Tchad et

lui permet de couper la communication anglaise du Nil au Niger. Quant à la Compagnie même du Niger, personne ne sait ce qui se passe chez elle, ses agents étant tenus au secret le plus absolu. « Elle est maîtresse unique du terrain. Deux compagnies françaises s'étaient d'abord formées avec d'importants capitaux et, dit-on, l'appui de Gambetta, pour exploiter la région du Bas-Niger; mais la Compagnie nationale anglaise, dirigée par un homme perspicace, découvrit bientôt leur côté faible, comprit qu'elles se laisseraient acheter, et sut acheter en conséquence. Et c'est ainsi qu'au congrès de Berlin, en 1884, la diplomatie anglaise put affirmer que l'Angleterre seule avait des intérêts sur le bas du fleuve ». — Les mémoires d'Henry Reeve.

**62. — The English historical Review.** 1898, octobre. — B. W. HENDERSON. La campagne du Métaure; fin (étude topographique sur l'emplacement de la bataille). — W. MILLER. La Bosnie avant la conquête turque. — Sir Henry HOWORTH. Les commencements du Wessex (en bonne critique, tout ce que dit la chronique anglo-saxonne avant 560 et qui ne se trouve pas dans Bède est sans valeur. Ainsi la conquête de la côte maritime par Cerdic et Cynric est une fable, car ces noms sont gallois et non teutons. En réalité, l'île de Wight et la côte voisine ont été conquises par des Jutes. Quant aux Saxons, ils se contentèrent d'abord d'occuper la vallée de la Tamise et fixèrent leur première capitale à Dorchester, au confluent de la Tamise et du Thame). — J. G. ALGER. La colonie anglaise à Paris en 1792-1793 (détails sur les cinquante Anglais qui signèrent à Paris une adresse à l'Assemblée le 18 novembre 1792. Ils félicitaient l'Assemblée des succès des armées françaises et la nation d'avoir secoué le joug de la tyrannie). — Rose GRAHAM. Les annales du monastère de la Sainte-Trinité à Vendôme (d'après le ms. de la Bodleienne 309. Les annales sont originales de 1075 à 1347. Publie les passages que Labbe a omis dans son édition, *Bibl. nova*, I, 283). — Lewis L. KROFF et LANE-POOLE. Le calendrier musulman (relève de nombreuses erreurs de date dans l'histoire du royaume de Jérusalem de Röhrich, qui n'a pas remarqué les incorrections des tables dressées par Wüstenfeld). — A. G. LITTLE. Décrets rendus par les conciles généraux des frères mineurs de 1260 à 1282 (d'après un ms. qui provient de sir Th. Phillipps. Complète la publication du P. Ehrle dans l'*Archiv f. Litt. u. Kirchengeschichte*, t. VI). — J. GAIRDNER. « Member of Parliament » (note l'expression dans une lettre de Henri VIII en 1542). — ARCHBOLD. Un traité manuscrit sur la monnaie, de John Pryse, 1553. — Miss Ellen A. MAC ARTHUR. Les prix à Woodstock en 1604. — A. P. Perceval KEEP. Le procès intenté devant la Chambre étoilée contre le duc de Suffolk et autres, 1619 (publie un compte-rendu contemporain). — C. H. FIRTH. Le journal de marche du prince Rupert, du 5 septembre 1642 au 4 juillet 1646. — J. HOLLAND ROSE. Une lettre inédite sur le combat de Valeggio, 30 mai 1796 (écrite en français par le général Beaulieu au colonel Graham, chargé d'une mission spéciale auprès de l'armée autrichienne en Ita-

lie). — Bibliographie : *Cunningham*. Western civilisation in its economic aspects. Ancient times (remarquable résumé). — *T. W. Arnold*. The preaching of Islam; a history of the propagation of the Muslim faith (excellent). — *H. B. Clarke*. The Cid Campeador and the waning of the Crescent in the West (le sujet n'est pas serré d'assez près; la légende n'est pas assez nettement séparée de l'histoire). — *C. King*. The story of the british army (beaucoup d'erreurs, mais une grande masse de faits utiles). — *Cunningham*. Alien immigrants to England (essai intéressant, avec des lacunes). — *Gaudenzi*. Statuti delle società del popolo di Bologna; vol. II : società delle arti. — *Richardson*. The national movement in the reign of Henry III (insuffisant). — *W. Brown*. Yorkshire inquisitions; vol. II, 1283-1295. — *H. E. Egerton*. A short history of british colonial policy (bon résumé). — *Hjærne*. Svensk ryska förhandlingar, 1564-1572 (expose les rapports entre Erich XIV de Suède, le roi fou, avec un autre tyran insensé, Ivan IV de Russie). — *Gooch*. The history of english democratic ideas in the xviii century (excellent). — *Bontemantel*. De regeeringe van Amsterdam 1653-1672; publ. par *Kernkamp* (bonne publication des très intéressants mss. de Bontemantel). — *Douglas*. Cromwell's scotch campaign, 1650-1651 (excellent). — *B. Edwards*. The autobiography of Arthur Young (intéressant). — *H. P. Johnston*. The battle of Harlem heights, sept. 16, 1776 (excellent). — *A. Lombroso*. Napoleone I e l'Inghilterra (bonne étude sur le blocus continental). — *E. Channing*. A student's history of the United States (bon). — *W. Macdonald*. Select documents illustrative of the history of the United States (utile).

**63. — Transactions of the royal historical Society.** Vol. XII, 1898. — *C. H. Firth*. Marston Moor (étude minutieuse et admirablement documentée. Traite quatre points : 1° le nombre et la composition des armées du roi et du Parlement; 2° l'ordre dans lequel les troupes furent amenées sur le champ de bataille; 3° la tactique de Cromwell et de la cavalerie qu'il commandait pendant la bataille; 4° la nature et la valeur des témoignages relatifs à l'histoire de cette bataille. Publie le fac-similé d'un ancien plan de la bataille et plusieurs documents inédits en appendice). — *J. K. Laughton*. L'étude nationale de l'histoire maritime. — *Hubert Hall*. L'étude nationale de l'histoire maritime : nouvelles méthodes de recherche (brèves indications sur les sources de cette histoire, surtout à l'époque de la Restauration). — *A. E. Stamp*. La rencontre du duc de Marlborough et de Charles IX à Altranstadt, avril 1707 (d'après les dépêches de l'ambassadeur d'Angleterre, le Rév. Robinson). — *G. J. Turner*. La ferme du shériff (étude, d'après les rôles de la Pipe et le Dialogue de l'Échiquier, comment était calculée, sous le règne de Henri II, la ferme de chaque comté, c'est-à-dire la somme de monnaie que le shériff devait verser chaque année à l'Échiquier pour sa gestion, pourquoi le chiffre de ces fermes a varié dans les premières années de ce règne, pourquoi certains shériffs comptaient en « blanche monnaie », *blancos*, ou par compte, *numero*,



etc. Important pour l'histoire de la comptabilité royale pendant la seconde moitié du xii<sup>e</sup> s.). — Miss E. DIXON. Le commerce de la laine à Florence au moyen âge; note bibliographique (indications sur les fonds d'archives florentines concernant ce sujet; suivies d'une bibliographie indiquant les publications de texte et les principales études critiques qu'on a publiées). — Miss Margaret MORISON. Un récit du voyage fait par Cécile, princesse de Suède, à la cour de la reine Elisabeth, 1565 (ce récit composé, à la demande de la princesse, par un certain James Bell, fut offert par elle à la reine).

64. — *The Nineteenth Century*. 1898, novembre. — Frederic HARRISON. La méthode historique du professeur Freeman (il enseignait qu'il faut écrire l'histoire d'après les documents originaux sans cesse étudiés et contrôlés; mais il attachait trop d'importance aux menus faits. Il est tombé dans la « manie de la recherche paléographique, » dans la « superstition de l'inédit; » sans compter qu'il cédait par trop à ses opinions préconçues qui lui faisaient juger les événements du passé à la mesure des opinions actuelles). — W. B. PALLY. Les voies romaines en Bretagne (bref résumé, avec une carte). — Décembre. J. H. ROUND. La recherche historique (réplique à l'art. de Fr. Harrison. La recherche de l'inédit et l'examen critique des plus menus faits de l'histoire sont l'œuvre nécessaire de l'érudition et la condition même de ses progrès. En appliquant rigoureusement cette méthode, que Freeman a proclamée et qu'il a mal appliquée, l'érudit prépare de solides matériaux qu'ensuite le grand historien, s'il vient, saura mettre en œuvre).

65. — *Archivio storico italiano*. 1898, disp. 2. — E. PISTELLI. Le P. Tosti. — F. GABOTTO. Les diplômes royaux et impériaux pour l'église de Verceil; fin (recherches critiques sur leur authenticité). — Giov. GUERRIERI. Documents nouveaux relatifs à Gautier VI de Brienne, duc d'Athènes, tirés des archives du Vatican. — E. GERSPACH. La collection des portraits de peintres à la galerie des Offices. — C. CARNESECCHI. Paolo Toscanelli et les ambassadeurs du roi de Portugal en 1459 (publie un reçu constatant qu'en 1459 Toscanelli emprunta une mappemonde « storiato e compiuto di tucto » à Fr. Castellani, qu'il la montra la même année aux ambassadeurs portugais, et que cette mappemonde ne fut rendue qu'après la mort de Castellani en 1484). — P. VIGO. Une lettre du doge de Venise, Agostino Barbarigo, sur le siège de Livourne en 1496. — C. PAOLI. Une lettre de Mariano Sozzini le Jeune à la Balia de Sienne, 1555. — Fr. CARABELLESE. Un fragment de chronique vénitienne, 1508-1516. — BENGESCO. Travaux publiés en France sur l'histoire de l'art en Italie, 1896-1897. — Bibliographie : C. Desimoni. Sulle marche d'Italia e sulle loro diramazioni in marchesati (cinq lettres à D. Promis, vieilles aujourd'hui de trente ans, mais qui gardent encore de la valeur). — L. Zdekauer. Il costituito del comune di Siena dell' anno 1262. Il frammento degli ultimi due libri

del più antico costituito Senese, 1262-1270 (textes importants). — *V. Lazzarini*. Marino Faliero. La congiura (excellent). — *D. Pasolini*. Caterina Sforza (documents nouveaux sur cette femme, qui, devenue souveraine d'Imola et de Forlì, osa résister aux Borgia). — *Ag. Gori*. Storia della rivoluzione italiana durante il periodo delle riforme, 1846-1848 (très intéressant; aurait pu tirer encore un meilleur parti des documents analysés). — *L. Cappelletti*. Storia della città e stato di Piombino dalle origini fino all'anno 1814 (bon, surtout pour l'époque napoléonienne). — Le troisième congrès géographique italien et les expositions cartographiques à Florence, avril 1898. = Disp. 3. *A. Zardo*. Francesco Zabarella à Florence (biographie d'un savant jurisconsulte professeur de droit à Florence, évêque de ce diocèse en 1410, cardinal en 1411, un des Pères du concile de Pise qui travaillèrent le plus activement à faire cesser le schisme). — *L.-A. Ferrai*. La politique de Jean Galéas Visconti dans ses rapports diplomatiques avec les Valois dans les premières années de son principat; à propos d'une nouvelle rédaction du procès contre Bernabò (publie le texte de cette nouvelle rédaction). — *G. Livì*. Les archives de la commune d'Orzinovi. — *C.-A. Garuffi*. Un document grec attribué au XIV<sup>e</sup> s. et la diplomatique gréco-sicilienne (l'examen paléographique oblige de placer au XII<sup>e</sup> s. ce document, publié depuis longtemps et qui intéresse seulement l'histoire des abbés du monastère de Saint-Philippe de Fragalà. On peut le dater de 1182-1194 au lieu de 1325-1335. Au XIV<sup>e</sup> s., l'usage de la langue grecque était tout à fait aboli en Sicile). — *Fr. Savini*. Le cardinal Tommaso « de Ocra » ou « de Aprutio » et son testament de 1300 (publie le texte de ce testament). — *M. Morici*. Sur la chronologie des voyages de Cyriacus d'Ancône. — *E. Gerspach*. Une lettre inédite du philosophe Condillac sur la cantatrice Caterina Gabrielli (de Parme, le 16 juin d'une année qui reste à déterminer). = Bulletin historique : France; travaux concernant l'histoire d'Italie parus en 1897, par Léon-G. Pélissier. = Bibliographie : *Gius. Boffito*. Eretici in Piemonte al tempo del gran scisma, 1378-1417 (très intéressant). — *O. Scalvanti*. Considerazioni sul primo libro degli statuti Perugini (analyse rapide de ce mémoire et de plusieurs autres de l'auteur sur le droit municipal). — *C. Merkel*. Tre corredi Milanesi del quattrocento illustrati (curieux surtout pour l'histoire de la langue). — *Id.* Il castello di Quart nella Valle d'Aosta (publie un inventaire de 1557). — *Id.* I beni della famiglia di Puccio Pucci (inventaire du XV<sup>e</sup> s.). — *Id.* Come vestivano gli uomini del Decameron (très curieux). — *Saccani*. Cronotassi dei vescovi di Reggio-Emilia. — *Mercati*. Le diocesi di Reggio-Emilia.

66. — *Archivio storico lombardo*. Fasc. 49. Anno XXV, 30 sept. 1898. — *G. Romano*. Valentine Visconti et son mariage avec Louis de Touraine (étude critique sur l'ouvrage récent de J. Camus : *la Venue en France de Valentine Visconti, duchesse d'Orléans*. Estime que la vie de Valentine avant son mariage et les circonstances qui amenèrent son union avec le frère du roi de France sont la partie la plus

faible de cet ouvrage; article important). — E. MOTTA. De Filippo de Lavagna et de quelques autres typographes éditeurs milanais du xv<sup>e</sup> s. (documents inédits). — Gius. CALLEGARIS. A Milan en 1798 (état des esprits; lutte entre les idées anciennes et les idées révolutionnaires; le théâtre et les journaux; le directoire exécutif et la police, etc.).

**67. — Archivio storico per le provincie napoletane.** Anno XXIII, 1898, fasc. 3. — F. CERASOLI. Grégoire XI et Jeanne I<sup>re</sup> de Naples. Documents inédits des archives du Vatican; 1<sup>er</sup> art. — N.-F. FARAGLIA. Description des paroisses de Naples faite en 1598 (long mémoire de 60 pages). — M. D'AYALA. Les francs-maçons de Naples au xviii<sup>e</sup> s.; suite (procès de Pallante, 1777-1778). — B. CROCE. Polichinelle et le personnage du napolitain dans la Comédie; 1<sup>er</sup> art. (avec gravures).

**68. — Archivio storico siciliano.** Nuova serie, anno XXII, 1898. — V. DI GIOVANNI. Le château et l'église della Favara di S. Filippo a Maria Dolce, Palerme. — G. ROMANO. Les Siciliens dans la guerre de Tunis en 1270 (quelques pages seulement). — J. CARINI. Les magistratures romaines en Sicile. — Mattia DI MARTINO. Notes prises par un archiviste (publie des notes prises par Teodoro Mancarella, chanoine de la cathédrale de Syracuse depuis 1664, dans divers mss. du chapitre; elles se rapportent à l'histoire ecclésiastique). — C. MELFI. L'industrie du miel à Chiaramonte, xvii<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> s. — S. SALOMONE-MARINO. Mélanges d'histoire sicilienne; suite (documents relatifs à la révolte de Messine, 1669-1679; relation sur une défaite infligée aux corsaires de Tripoli en 1634). = Bibliographie : Cesare-A. de Cara, S. J. Gli Ethei-Pelasgi (le P. de Cara s'est proposé de démontrer que les descendants de Cham, ou Héthéens, ont été les premiers habitants de l'Asie Mineure, qu'ils ont été appelés Pélagés par les auteurs anciens, que les Aryens, peuple moins ancien, se sont substitués à eux et ont conquis à leur influence l'Asie et l'Europe; longue réfutation par Caruselli).

**69. — Nuovo archivio veneto.** Anno VIII, n<sup>o</sup> 30, tomo XV, parte 2. — V. LAZZARINI. L'acquisition de Lépante en 1407 (le seigneur de Lépante, Paul Spatas, fut contraint par la force d'abandonner sa seigneurie; il dut délivrer aux Vénitiens un acte de vente qui donnait un caractère légal à cette usurpation). — C. CIPOLLA. Notes pour servir à l'histoire de Vérone; suite (traités commerciaux et politiques du xii<sup>e</sup> s., inédits ou mal connus). — C. BULLO. Des mouvements insurrectionnels dans le territoire vénitien sous la domination napoléonienne, et en particulier du brigandage politique en 1809; suite au n<sup>o</sup> 31. — A. VALENTINI. Les statuts de Brescia des xii<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> s., avec un commentaire et des documents inédits; suite au n<sup>o</sup> 31. — C. CIPOLLA. Publications relatives à l'histoire du moyen âge en Italie; suite au n<sup>o</sup> 31. = Anno VIII, n<sup>o</sup> 31. Tomo XVI, parte 1, 1898. I. RAULICH. Une relation sur les Vénitiens par le marquis de Bedmar (relation écrite après l'échec de la conspiration de 1618 et le rappel de Bedmar, qui en avait été un des agents les plus dangereux). — A. DE GASPARO. L'archidiacre

et la Pieve di S. Maria oltre But di Tolmezzo (montre comment fonctionnaient les juridictions ecclésiastiques dans le patriarcat et raconte les luttes séculaires qui mirent aux prises les patriarches et les abbés de Moggio pour la possession de la pieve de Tolmezzo). — C. CIPOLLA. Notes sur l'histoire de Vérone (diplômes inédits du x<sup>e</sup> s. en faveur des comtes de Vérone). — Gius. DALLA-SANTA. De quelques documents relatifs à l'histoire de l'église de Limisso en Chypre pendant la seconde moitié du xv<sup>e</sup> s. = Bibliographie : G. Domínez. Regesto cronologico dei documenti, delle carte, delle scritture del principato vescovile di Trento, esistenti nell' Archivio di corte e di stato in Vienna. — E. Pesenti. Diplomazia franco-turca e la caduta della repubblica di Venezia (accorde trop d'importance à l'entente franco-turque à la fin du xviii<sup>e</sup> s. Si Venise tomba, c'est moins la faute du sultan que des états européens).

70. — **La Cultura.** Anno XV, 1896, n<sup>o</sup> 1. — *Mocenigo*. Del dominio Napoleonico a Venezia, 1806-1811 (notes tirées des journaux du temps et des archives). = N<sup>o</sup> 2. *C. Torr.* Memphis and Mycenae (longues recherches sur la chronologie égyptienne; montre que rien encore ne prouve l'existence de rapports directs entre les civilisations égyptienne et mycénienne). = N<sup>o</sup> 3. *O. Warschauer.* Louis Blanc (bonne histoire du socialisme d'état en France). = N<sup>o</sup> 4. *C. Corsi.* Italia, 1870-1895 (chronique aussi impartiale que possible de la vie italienne pendant les vingt-cinq dernières années). = N<sup>o</sup> 6. *Belgrano et Staglieno.* Documenti relativi a Cristoforo Colombo ed alla sua famiglia (recueil édité avec un grand soin). = N<sup>o</sup> 9-10. *A. de Marchi.* Il culto privato di Roma antica (excellent). = N<sup>o</sup> 11. *P. Rocfer.* Souvenirs d'un prélat romain sur Rome et la cour pontificale au temps de Pie IX (simple recueil d'anecdotes sans intérêt sur des prêtres français qui demeuraient alors à Rome). = N<sup>o</sup> 12. *Oberziner.* Le guerre germaniche di Claudio Giuliano (bon). — *A. Schneider.* Das alte Rom (douze cartes et quatorze planches; excellent. On eût demandé des explications plus détaillées). = N<sup>o</sup> 13. *P. Mantegazza.* Ricordi politici di un fantaccino del parlamento italiano (souvenirs intéressants sur l'Italie avant et après 1870). = N<sup>o</sup> 14. *F. Kniep.* Societas publicanorum (c'est de beaucoup le meilleur travail qui ait paru sur les publicains à Rome). — *Max Claar.* Die Entwicklung der venetianischen Verfassung 1172-1297 (bon travail d'un débutant). = N<sup>o</sup> 15. *Cosentino.* Le nozze del re Federico III con la principessa Antonia del Balzo (apporte des documents nouveaux sur l'histoire douloureuse de ce mariage). = Anno XVI, 1897, n<sup>o</sup> 2. *O. Karlowa.* Intra pomoerium et extra pomoerium; ein Beitrag zum römischen Staatsrecht (bonne étude de droit politique et religieux sans être très originale). = N<sup>o</sup> 3. *R. Hilgenfeld.* Jabalahae III, catholici nestoriani, vita, ex Slivae Mosulani libro qui inscribitur « Turris » desumpta (bonne édition de cette vie de l'évêque Nestorien Jabalaha par Sliva, avec une traduction et des notes). = N<sup>o</sup> 4. *Br. Violet.* Die Palaestinischen Maertyrer des Eusebius von Caesarea (bonne édition critique). = N<sup>o</sup> 9. *Fr. Cavazza.* Le scuole

dell'antico studio Bolognese (excellent). = N° 11. *Vogelstein et Rieger*. Geschichte der Juden in Rom (excellent). = N°s 15-16. *E. Callegari*. Imprese militari e morte di Alessandro Severo (ouvrage très agréable). = N°s 19-20. La vita italiana durante la rivoluzione e l'impero (intéressant recueil de conférences). = N°s 21-22. *C. Merkel*. L'opuscolo « De insulis nuper inventis » del messinese Nicolò Scillacio (très bonne étude sur l'humaniste sicilien, dont le nom appartient à l'histoire des découvertes géographiques, mais qui n'entendait rien à la géographie). = N° 23. *Congedo*. Due episodi della storia repubblicana di Pisa (études un peu inexpérimentées sur les relations politiques de la république de Pise avec Robert de Naples et sur la paix conclue par Pise avec Luchino Visconti le 16 mai 1345). = Anno XVII, 1898, n°s 3-4. *G. Arias*. La congiura di Giulio Cesare Vachero (bonne étude sur une des nombreuses conspirations qui mirent en danger l'existence même de la république de Gènes). = N° 9. *B. Croce*. Silvio Spaventa. Dal 1848 al 1861; lettere, scritti, documenti (très utile publication). — *G. Patroni*. La ceramica antica nell'Italia meridionale (bon). = N° 10. *Manfroni*. Storia della marina italiana dalla caduta di Costantinopoli alla battaglia di Lepanto (remarquable). = N° 12. *D. Perrero*. I reali di Savoia nell'esiglio, 1799-1806 (publie d'intéressants documents, mais n'y apporte pas tout le soin désirable). = N° 13. *E. Zanoni*. La mente di Francesco Guicciardini nelle opere politiche e storiche (intéressant). = N° 18. *O. Hirschfeld*. Decimus Clodius Albinus. Die Haeduer und Arverner unter romischer Herrschaft (deux monographies très importantes, surtout en ce qui concerne la critique des sources). — *A. Solmi*. Le associazioni in Italia avanti le origini del comune (très intéressant). = N°s 19-20. *Br. Holtheuer*. Die Gründung der angelsaechsischen Kirche (bon résumé des travaux antérieurs). = N° 22. *A. Segre*. La marina militare Sabauda ai tempi di Emanuele Filiberto, e l'opera politico-navale di Andrea Provana di Legni (beaucoup de recherches, d'heureuses trouvailles; bibliographie abondante).

**71. — Rivista storica italiana.** Vol. III, fasc. 4-5, juill.-oct. 1898.

— *Barge*. Entwicklung der geschichtswissenschaftlichen Anschauungen in Deutschland (tient pour l'école de Lamprecht opposée à celle de Ranke). — *G. Sangiorgio*. Il commercio del mondo (ce ne sont que des regards historiques sur l'histoire moderne du commerce). — *L. Cibrario*. Il sentimento della vita economica nella Divina Commedia (utile). — *R. Lanciani*. The ruins and excavations of ancient Rome (excellent guide pour les touristes). — *Fr. Sollima*. Le fonti di Strabone nella geografia della Sicilia (bon). — *Stampini*. Alcune osservazioni sui carmi trionfali romani (ces chants ont leur source dans cette opinion, fort répandue chez les anciens, que les dieux, jaloux de la félicité humaine, frappent les heureux et les puissants). — *Hartmann*. Das italienische Königreich (remarquable). — *A. Solmi*. Le associazioni in Italia avanti le origini del comune (savant et vigoureusement pensé). — *Benussi*. Pagine di storia istriana (beaucoup d'érudition; l'ouvrage

concerne l'Istrie au moyen âge, ses rapports avec Venise et la Romagne). — *W. Lenel*. Die Entstehung der Vorherrschaft Venedigs an der Adria (fort intéressant; résultats différents de ceux auxquels est arrivé Claar dans son étude sur les institutions de Venise de 1172 à 1297). — *L. Bertano*. Storia di Cuneo, 1198-1382 (excellent). — *Battaglino et Comani*. Un contrasto latino pro e contro la vita monastica e gli ordini mendicanti, pubblicato da un codice aostano. — *P. Egidi*. Intorno all' esercito del comune di Roma nella prima metà del sec. xvi (intéressant). — *U. Fancelli*. Studi e ricerche sui « Fragmenta historiae romanae » (ces fragments se rapportent aux années 1327 à la mort de Cola di Rienzo; l'auteur anonyme les écrivit entre 1355 et 1360, assez longtemps après les événements pour qu'il ait pu commettre des erreurs de chronologie; l'auteur annonce lui-même que ces résultats ne sont que provisoires). — *V. Rossi*. Il quattrocento (excellent). — *L. Hugues*. Le vicende del nome America (bon). — *E. Masini*. Viaggiatori e navigatori fiorentini (brèves études sur les voyageurs florentins, surtout de l'an 1000 au xvii<sup>e</sup> s.). — *G. Giorelli*. La cronaca del Monferrato in ottava rima di Galeotto Del Carretto. — *E. Comba*. I nostri protestanti; t. II : durante la riforma nel Veneto e nell' Istria (bon). — *G. Arias*. La congiura di G.-C. Vachero, 1628 (bonne monographie). — *G. Bignoni*. La caduta della repubblica di Genova nel 1797.

---

**72. — Bollettino storico della Svizzera italiana.** 1898, nos 1-3. — Pour servir à l'histoire des années 1798-1803; suite (les Trivulzio à Lugano et la contre-révolution de 1799 jugée par un capucin de Lugano); suite aux nos 4-6 (la gazette de Lugano par les années 1798-1799). — Les Rusca, seigneurs de Locarno de Luino, de Val Intelvi, etc., 1439-1512; suite aux nos 4-6. — Lettres de C. Cantù au prof. Giuseppe Curti, 1831-1847; suite aux nos 4-6. — Curiosités historiques tirées des archives Torriani à Menobrisio; suite aux nos 9-10. = Nos 4-6. Carlo SALVIONI. Notes de toponomastique lombarde; suite aux nos 7-8. — Documents suisses du xv<sup>e</sup> siècle à Milan. = Nos 7-8. A. CERUTI. Le pays des trois vallées suisses (Blenio, Leventina et Biasca) conféré à quatre chanoines ordinaires de l'église métropolitaine de Milan. — Pour servir à l'histoire de la sériciculture dans le Tessin. — Documents historiques tirés des documents des archives Torriani à Mondrisio. = Nos 9-10. BORRANI. Inscriptions existant dans les églises du canton du Tessin.

---



## CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

**France.** — Le 24 septembre dernier est décédé M. Félix-Hippolyte DESPREZ, ancien directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, ancien ambassadeur près le Saint-Siège. Nous n'avons pas à apprécier ici la carrière diplomatique, si honorable d'ailleurs, de M. Desprez. Mais nous devons signaler que par ses travaux historiques M. Desprez a été en quelque sorte un précurseur. Collaborateur à la *Revue des Deux-Mondes* depuis 1847, il y avait publié une série d'études, tout à fait nouvelles à l'époque où elles ont paru, sur les populations de l'est de l'Europe. Ces études ont été réunies en un ouvrage important, *les Peuples de l'Autriche et de la Turquie. Histoire contemporaine des Illyriens, des Magyars, des Roumains et des Polonais* (Paris, 1850, 2 vol. in-8°), qu'aujourd'hui encore le politique et l'historien trouveront profit à consulter. En dehors de cet ouvrage, il publia, toujours dans la *Revue des Deux-Mondes*, d'intéressants travaux sur la crise danoise en 1848-49 et sur la situation religieuse de la Russie (1850-1853), et il collabora activement à l'*Annuaire des Deux-Mondes*. Dès son entrée aux affaires, il cessa d'écrire, réservant à ses fonctions tout ce qu'il avait de temps, de connaissances et de dévouement. — L. F.

— L'*Introduction aux études historiques* de MM. Ch.-V. LANGLOIS et Ch. SEIGNOBOS a été traduite en anglais par M. G.-G. Berry, sous ce titre : *Introduction to the study of history*, avec une préface du professeur F. York Powell (London, Duckworth and Co., 1898).

— La librairie E. Leroux a mis en vente le tome III des *Études de mythologie et d'archéologie égyptiennes*, par M. G. MASPERO; le tome II de la *Navigation de Vasque de Gamme*, relation écrite en 1497 par un gentilhomme florentin qui faisait partie de l'expédition, et publiée par M. Ch. SCHEFER (bibliothèque de voyages anciens); *Clément d'Alexandrie*, étude sur les rapports du christianisme et de la philosophie grecque au II<sup>e</sup> siècle, par Eug. DE FAYE (bibliothèque de l'École des hautes études. Section des sciences religieuses); l'*Atlas marocain*, d'après les documents originaux, par Paul SCHNELL, traduit par M. Augustin BERNARD (publications de l'École des lettres d'Alger).

— MM. G. PERROT et Ch. CHIEZ viennent de faire paraître le t. VII de leur monumentale *Histoire de l'art dans l'antiquité* (Hachette). Il est consacré à la Grèce de l'Épopée, la Grèce archaïque.

— Nous avons reçu un exemplaire tiré à part de la fort intéressante *Notice sur la monnaie*, qui a paru dans le tome XXIV de la *Grande*

*Encyclopédie* sous la signature de M. E. BABELON, de l'Institut. Cette brochure ne compte pas moins de 170 pages.

— M. Gabriel MONOD vient de donner, dans la Bibliothèque de l'École des hautes études (fasc. 119), la première partie de ses *Études critiques sur les sources de l'histoire carolingienne* (Bouillon, 1898, 174 p. in-8°). Après une très substantielle introduction où il expose les caractères généraux de l'historiographie et de la Renaissance carolingiennes, il étudie les Annales carolingiennes. Le livre I, seul paru jusqu'ici, va de l'origine de la puissance carolingienne à l'année 829. Il se divise en trois chapitres : ch. I : les Continuateurs de Frédégaire et les petites Annales, avec une note sur le système de M. Kurze; ch. II : les Annales royales ou *Annales Laurissenses* de 741 à 788; puis de 789 à 801 (avec une nouvelle note sur le système de M. Kurze), enfin de 801 à 829, avec un appendice sur le poète saxon; ch. III : la Petite chronique de Lorsch. M. Monod insiste avec force sur le caractère très nettement officiel des Annales improprement dites de Lorsch et non moins nettement il refuse d'en attribuer la rédaction à Einhard, qui, d'autre part, utilisa pour sa *Vita Caroli* un remaniement des Annales royales exécuté vers l'an 801.

— Le 118<sup>e</sup> fasc. de la Bibliothèque de l'École des hautes études est consacré à une très bonne *Étude* de M. Georges DAUMET sur l'alliance de la France et de la Castille au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècle (Bouillon, 1898, xi-273 p. Prix : 6 fr.). Il montre, à l'aide d'un grand nombre de textes, dont beaucoup d'inédits, que l'alliance entre les deux pays fut une tradition qui dura presque ininterrompue de l'avènement d'Alfonse XI (1312) à celui d'Isabelle (1474). Le traité a été presque toujours renouvelé au commencement de chaque nouveau règne. 68 pièces justificatives sont publiées en appendice.

— Le t. VI des *Discours et opinions de Jules Ferry* (Colin), publiés par P. ROBQUET, contient les discours de 1880 à mars 1885 relatifs aux affaires intérieures. Les principaux sont relatifs à la réforme judiciaire et à la révision des lois constitutionnelles. Le t. VII s'étend du 30 mars 1885 à la mort de J. Ferry, le 17 mars 1893. Les principaux discours se rapportent à la lutte contre le boulangisme. On y trouvera aussi des discours étrangers à la politique qui sont un témoignage de la largeur d'esprit et de la supériorité intellectuelle de J. Ferry. Le volume se termine par deux morceaux inédits d'une haute valeur sur le système industriel moderne de la France et sur la concentration industrielle, où il signale le double écueil de notre organisation sociale et gouvernementale, qui aboutit à la fois à la féodalité industrielle et à une dictature économique de l'État.

— On trouvera un bon article sur J. Ferry dans la troisième série des études de pédagogie comparée publiées par M. DREYFUS-BRISAC sous le titre *l'Éducation nouvelle* (Masson). Dans le chapitre intitulé *Petits*

problèmes de bibliographie pédagogique, M. Dreyfus-Brisac démontre que Diderot est l'auteur du livre *De l'éducation publique* paru en 1763 et attribué à Crevier par M. Compayré.

— Après avoir lu la brochure de M. L. VUILHORGNE sur *Guillaume le Conquérant et Robert Courteuse à Gerberoy et à Auchy-en-Bray, janvier et février 1079* (Beauvais, impr. du « Moniteur de l'Oise, » 1898, 54 p. in-8°), on ne sera pas peu embarrassé de savoir ce qu'il a voulu prouver, s'il approuve ou combat Freeman, si la lutte du père et du fils est, à son avis, un fait historique ou légendaire. Quelques indications topographiques sur les environs de Gerberoy suffiront-elles pour sauver cette brochure de l'oubli ?

— M. Abel LEFRANC a tiré à part la belle étude qu'il a donnée en 1897-1898 dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français* sur les *Idées religieuses de Marguerite de Navarre* (Fischbacher). La profonde connaissance qu'il a acquise de la pensée de la reine l'a amené à la conclusion que Marguerite n'a pas éprouvé les fluctuations qu'on lui prête d'ordinaire entre le protestantisme et le catholicisme et qu'elle a été d'esprit et de cœur une protestante.

— M. LACOUR-GAYET vient de faire paraître un important ouvrage sur *l'Éducation politique de Louis XIV* (Perrin). Il se compose de deux parties : *l'Éducation de Louis XIV* et *la Théorie du pouvoir royal chez les contemporains de Louis XIV*. — Un prochain volume du même auteur étudiera les *Idées politiques de Louis XIV*.

— Les tomes XII et XIII des *Mémoires de Saint-Simon*, publiés par M. A. DE BOISLISLE dans la collection des *Grands Écrivains de la France* (Hachette), comprennent les années 1704-1706. On trouvera en appendice, outre les additions de Dangeau, au tome XII des fragments inédits de Saint-Simon sur les Tréville, le marquis de Veras-Fabert, les Bautru-Nogent, etc., un Mémoire du duc du Maine pour le duc de Vendôme, des lettres de Louville, de l'abbé d'Estrées, du maréchal de Tessé, etc., etc.; au tome XIII des fragments de Saint-Simon sur Courtenvaux, le cardinal de Polignac, les marquis de Sourches, les Pot de Rhodes, etc., une note précieuse sur la bataille de Cassano qui rectifie le parti pris de Saint-Simon contre Vendôme, une autre sur les Ballets de Louis XIV, des lettres de Ninon de Lenclos, des lettres de Beauvilliers, de Tessé, etc., etc.

— Dans quelle mesure la Révolution française a-t-elle émancipé l'industrie et le commerce ? Ces deux branches de l'activité nationale étaient-elles, sous le joug des jurandes et des règlements de Colbert, tombées dans une décadence aussi profonde qu'on le prétend d'habitude ? Tel est le problème que M. Alfred DES CILLEULS a tenté de résoudre dans son récent ouvrage : *Histoire et Régime de la grande industrie en France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles* (Paris, Giard et Brière, 1898, 406 p.

in-8°). Avec un très louable mérite, il a soigneusement dépouillé la collection des cinq registres qui contiennent les procès-verbaux de cette haute assemblée qu'on appelait le Conseil du commerce et devant laquelle se débattaient, au XVIII<sup>e</sup> s., la plupart des questions relatives au commerce et à l'industrie. Il a compulsé, en outre, un grand nombre de pièces de nos archives nationales. Son livre est si fortement documenté qu'il a dû rejeter les notes dans une seconde partie, qui n'occupe pas moins de 120 p.; disposition matérielle fort incommode pour le lecteur. M. des Cilleuls s'est surtout efforcé de montrer comment le principe de la liberté des métiers a été progressivement favorisé depuis 1725 par la jurisprudence du Conseil de Commerce. Ses savantes recherches me paraissent en effet établir que les privilèges industriels n'étaient accordés en définitive que dans des cas assez rares et constituaient à peu près l'équivalent de nos brevets d'invention. Ce serait donc une erreur de reconnaître à Turgot seul le mérite d'avoir fait abolir « toutes les entraves qui nuisaient à l'esprit inventif et à la liberté des échanges. » Cet ouvrage, en dépit des critiques qu'une révision minutieuse des documents dont l'auteur s'est servi pourra peut-être provoquer, est très propre à rectifier certaines de nos idées sur l'état économique et les tendances d'esprit de notre ancienne société; c'est un livre que tous ceux qui étudient l'histoire du régime du travail et du développement industriel de la France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ne pourront désormais se dispenser de consulter.

G. B.

— M. Émile BOURGEOIS vient de faire paraître le tome II de son *Manuel historique de politique étrangère* (Belin). Il a pour sous-titre : Les Révolutions, 1789-1830. Nous y reviendrons.

— M. H. CORDIER a publié en 1896 une très intéressante notice sur les *Origines de deux établissements français dans l'Extrême-Orient. Changhaï et Ning-Po*, avec de nombreux documents inédits. — Il a donné dans la *Bibliothèque des voyages anciens* (Leroux) une conférence sur les *Voyages de Marco Polo*, suivie d'une précieuse bibliographie des éditions et traductions de Marco Polo et des imprimés relatifs à Marco Polo. — M. Cordier vient d'être chargé de publier une nouvelle édition de l'ouvrage si important de M. Yule sur Marco Polo.

— La librairie Delagrave a mis en vente un volume d'*Extraits de mémoires historiques et militaires*, par Camille Guy, dans la Bibliothèque des Écoles primaires supérieures (cxii-251 p.). L'introduction est un assez long résumé de notre histoire militaire depuis la guerre de Cent ans.

— Nous avons annoncé en leur temps les six volumes que M. le lieutenant-colonel ROUSSER a consacrés à l'*Histoire générale de la guerre franco-allemande (1870-1871)*. Cet ouvrage remarquable vient de recevoir son complément indispensable : un atlas de 56 cartes, publié dans le même format (Librairie illustrée, in-8°. Prix : 7 fr. 50). Ces cartes,

très claires et très complètes, permettront de suivre aisément les opérations militaires.

— M. Ch. PFISTER, professeur d'histoire de l'est de la France à l'Université de Nancy, vient de publier deux monographies fort intéressantes pour l'histoire lorraine au XVII<sup>e</sup> siècle. La première, intitulée : *les Mémoires du comte de Brassac, gouverneur de Nancy (1633-1635)*, a paru dans les *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine* (Nancy, 1898) ; elle nous révèle l'existence d'un manuscrit, inconnu jusqu'ici, de la bibliothèque de Lyon, et renfermant le récit des faits et gestes du premier gouverneur français de Nancy, après la conquête de la Lorraine en 1633. Fragment d'un travail plus étendu, provisoirement perdu, ces *Mémoires de Brassac* sont, à vrai dire, l'œuvre de son secrétaire intime, M. de Marivin, mais ils ont été rédigés sur les papiers du comte, d'après des copies ou des minutes de ses dépêches, conservées par le confident de son activité politique durant les deux ans qu'il vécut sur le territoire lorrain. M. Pfister nous raconte d'abord l'histoire, assez mouvementée du reste, de Jean de Galard, baron, puis comte de Brassac, qui, huguenot d'origine, figura d'abord à l'assemblée de Saumur en 1611, pour représenter, en 1629, Sa Majesté très chrétienne à la cour du pape Urbain VIII. Attaché à la fortune de Richelieu, il fut élevé par sa protection au rang de ministre d'État et choisi pour le poste difficile de surveillant et de directeur des populations lorraines, domptées mais non gagnées par Louis XIII. Les curieux *Mémoires* que M. Pfister analyse et dont il nous donne de copieux extraits, en les annotant avec soin, montrent bien que Brassac ne réussit guère dans la double tâche, à vrai dire impossible, de mater les vaincus en les exploitant et en les terrifiant et de les réconcilier avec les vainqueurs. Suspect à ses compatriotes, qui le trouvaient trop mou, détesté des Lorrains qui le trouvaient trop dur, toujours en colère contre les autres et contre lui-même, Brassac finit par quitter la place et mourut dix ans plus tard à Paris, laissant sa fortune à son neveu, le futur duc de Montausier. — Le second mémoire de M. Pfister, *Catherine de Lorraine (1573-1648)*, a paru dans les *Mémoires de l'Académie de Stanislas* (Nancy, 1898) et raconte, d'après Dom Alexandre Royer et d'autres sources, en partie inédites, la biographie de cette princesse lorraine, fille du duc Charles III et de Claude de France, que sa piété profonde et sa charité ont fait admirer de ses contemporains, tandis que son ardeur pour une règle monastique plus sévère effrayait et indisposait contre elle les chanoinesses un peu dissipées de son abbaye de Remiremont. Le travail de M. Pfister nous introduit dans le monde religieux de la Lorraine d'alors, avec les courants contradictoires qui, d'ailleurs, se manifestaient alors par toute la chrétienté catholique ; le besoin de créer des groupes et des sanctuaires nouveaux, la résistance des représentants d'un ordre de choses antérieur à ces bouleversements matériels, à ces rigueurs morales, également désagréables pour eux, est symbolisé, pour ainsi dire, par la lutte violente et prolongée entre l'abbesse de Remiremont et son chapitre de

dames nobles, lutte où nous voyons figurer successivement évêques, archevêques, cardinaux et jusqu'au pape lui-même. L'histoire politique aussi a empiété sur l'existence de la pieuse princesse; complice du mariage secret de Gaston d'Orléans avec Marguerite de Lorraine, Catherine, au moment de l'occupation française, dut fuir en exil; revenue plus tard dans le pays, elle eut l'honneur de défendre sa ville abbatiale contre Turenne lui-même (1638). C'est, en somme, un personnage original, dont l'exaltation fiévreuse, l'activité inquiète, la hauteur naïve sous la robe monacale ne manquent pas d'attrait; l'auteur a tracé son portrait d'un pinceau sûr et plutôt sympathique, tout en faisant ressortir discrètement ses faiblesses et ses travers. R.

— M. Louis FARGES a donné, dans le *Bulletin de l'Association amicale des anciens élèves du collège et lycée d'Aurillac* de 1898, deux notices très intéressantes sur le collège d'Aurillac sous l'ancien régime et au XIX<sup>e</sup> siècle.

— La librairie Reinwald publie, sous le titre : *les Livres d'or de la science*, une série de petits livres de vulgarisation scientifique à 1 fr. Quelques-uns sont des livres d'histoire : I. WEBER, *le Panorama des siècles*; E. CHESTER, *Histoire et rôle du bœuf dans la civilisation*; PLAUCHUT, *les Races jaunes. Les Célestes. La Préhistoire de la France* de M. SERVAN est d'une fantaisie plus extrahistorique que préhistorique.

— On trouvera dans les *Études de littérature contemporaine* de M. G. PELLISSIER, qui est un critique d'un esprit singulièrement ferme et honnête, des pages remarquables sur Fustel de Coulanges.

— Le volume de M. J. JUSSEURAND sur *Shakespeare en France sous l'ancien régime* (Colin) nous fournit une importante contribution à l'histoire du goût en France et aussi à celle des relations intellectuelles entre la France et l'Angleterre. On y trouvera des illustrations précieuses aux vues exposées par M. Faguet dans l'ouvrage sur le Drame dont nous parlons dans notre Bulletin.

— On peut en dire autant du livre de M. H. PARIGOT, *le Drame d'Alexandre Dumas* (C. Lévy), étude dramatique, sociale et littéraire. Dumas père, trop oublié aujourd'hui comme dramaturge, caractérise bien plus que Hugo le mouvement romantique et shakespearien.

— On trouvera, dans l'aimable livre de M. PLAUCHUT sur *George Sand à Nohant* (C. Lévy), des lettres de Barbès à G. Sand d'un grand intérêt historique et biographique et des morceaux d'histoire locale très piquants : Du Guesclin à Saint-Sévère, Agnès Sorel à Mehun-sur-Yèvre, la Femme de César Borgia à la Mothe-Feuilly, les Condé, Calvin et Talleyrand en Berry.

— Nous devons à M. H. LICHTENBERGER deux études importantes, l'une sur *Richard Wagner*, l'autre sur la *Philosophie de Nietzsche* (Alcan). Nous allons posséder une traduction complète des œuvres du moraliste humaniste allemand, entreprise sous la direction de M. H. ALBERT et



publiée par la Société du Mercure de France. Deux volumes ont déjà paru : *Par delà le Bien et le Mal* et *Ainsi parlait Zarathustra*.

**LIVRES NOUVEAUX. — HISTOIRE GÉNÉRALE.** — *E. Lasnier*. La guerre franco-allemande dans le Blésois et la Sologne, 1870-1871 ; notes et souvenirs d'un témoin oculaire. Lechevalier, 98 p. in-18. — *Clausewitz*. La campagne de 1796 en Italie, trad. par *J. Colin*. Baudouin, VIII-339 p. — *L. Muel*. Précis historique des assemblées parlementaires et des hautes cours de justice en France de 1789 à 1895. Guillaumin et Pédone, VII-231 p. — *L. Nass*. Les empoisonnements sous Louis XIV, d'après les documents inédits de l'affaire des poisons, 1679-1682. Carré et Naud. — *Lécluse*. La guerre dans le nord, 1860-1871. Cambrai, Halluin-Carion, VIII-411 p. — *Marquis de Belleval*. Les fils de Henri II. La cour, la ville et la société de leur temps. Lechevalier, VI-680 p. — Inventaire sommaire des archives historiques. Ministère de la Guerre. Archives anciennes. Correspondance, t. I, fasc. 1. Impr. nationale.

**HISTOIRE LOCALE.** — *Poinsignon*. Histoire générale de la Champagne et de la Brie ; 2<sup>e</sup> éd. Châlons, Martin frères, 3 vol., 598, 658 et 737 p. — *A. Castan*. Notes sur l'histoire municipale de Besançon, suivies : 1<sup>o</sup> d'une liste de co-gouverneurs de la ville ; 2<sup>o</sup> d'une liste des maires depuis la conquête française ; 3<sup>o</sup> d'une liste des principaux citoyens reçus à Besançon, 1290-1789. Besançon, impr. Dodivers. — *T. Leuridan*. Statistique féodale du département du Nord. La châtellenie de Lille. Lille, Danel, 334 p. — *A. Chenal*. Histoire de Maisons-Alfort et d'Alfortville. Asselin et Houzeau, 292 p. — *Hérelle et Pélicier*. Chartes en langue vulgaire conservées aux archives départementales de la Marne. Impr. nationale (extrait du Bulletin historique et philologique), 94 p. — *A. Papuchon*. Notice sur l'histoire militaire de Belfort (jointe à des vues et plans de la place du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> s.). Belfort, impr. Devillers, 40 p. et 8 pl. (Bulletin de la Société belfortaine d'émulation). — *J. Rey et E. Remy*. Un général dauphinois ; le général baron Bourgeat, 1760-1827. Grenoble, Gratier. — *H. Grimaud*. Notices historiques sur Chinon. Tours, Péricat, 136 p. — *E. Longin*. Documents inédits sur le siège de Dole, 1636. Besançon, impr. Jacquin, 31 p. — *M. Legrand et L. Marquis*. Le bailliage d'Étampes aux états généraux de 1780 ; II : les Cahiers de la ville et des paroisses, avec une carte du bailliage en 1789. Étampes, Brière. — *P. de Marca*. Mémoires de la souveraine de Béarn jusqu'en 1626. Pau, impr. Vignancourt, 18 p. — *L. Pie*. Mémoires sur Pache. Trois écrits concernant sa défense politique. Charleville, Jolly, 184 p. — *A. de Bizemont*. Bibliographie nobiliaire de la Lorraine. Nancy, Crépin-Leblond, 90 p. — *A. Mulson*. Histoire de Pierrefaite, avec Ouge, ancienne succursale, Montesson, annexe. Langres, Rallet-Bideaud, VI-176 p. — *Le P. Daire*. Histoire civile, ecclésiastique et littéraire du doyenné de Poix, annotée et publiée par *A. Ledieu*. Picard, VI-93 p. — *A. Lallié*. Le diocèse de Nantes pendant la Révolution. Nantes, Cier, 599 p. — *H. Le Faverais*. Histoire de Lonlay-l'Abbaye, avec une monographie complète de l'ancienne église abbatiale et de l'église actuelle de Lonlay, et une histoire du fief de Fredebise, de la ville et château de Domfront et Notre-Dame-sur-l'Eau. Mortain, Leroy, 447 p. — *R. de Lespinasse*. Chartes nivernaises du comte de Chastellux. Nevers, impr. Vallière, 238 p. — *A. de Loigne*. Histoire généalogique de la maison de Foucher. Abbeville, impr. Fourdrinier, XXVII-238 p. in-4<sup>e</sup>. — Inventaire sommaire des archives communales antérieures à 1790. Ville de Bayonne. T. I, par *E. Dulaurens*. Bayonne, impr. Lomaignère. — Inventaire sommaire des archives départementales postérieures à 1789. Sarthe, série L, 1789-an VIII, par *D. de Segonzac* et *J. Chavanon*. Le

Mans, impr. Monnoyer. — Inventaire sommaire des archives historiques de Vichy (ville et hospice), par F. Claudon. Vichy, Bougarel. — J.-B. Champeval de Vyers. Figeac et ses institutions religieuses, avec un état des fiefs du Haut-Quercy. Cahors, impr. Layton, 228 p. — A. de Charmasse. L'église d'Autun pendant la guerre de Cent ans, 1358-1373. Autun, Dejussieu, 137 p. (Mém. de la Soc. éduenne, t. XXVI). — C. Daux. Le pèlerinage à Compostelle et la confrérie des pèlerins de Mgr Saint-Jacques de Moissac, 1523-1671-1830. Champion, xviii-351 p. — G. Lepreux. Nos représentants pendant la Révolution, 1789-1799 (Encyclopédie historique du dép. du Nord). Lille, Leleu, xii-271 p.

**Alsace.** — M. R. REUSS vient de publier un texte fort intéressant pour l'histoire intérieure de Strasbourg au xvii<sup>e</sup> siècle et aussi pour l'histoire de la guerre en Alsace, la *Chronique strasbourgeoise du peintre Jean-Jacques Walter* pour les années 1672-1676 (Berger-Levrault), avec traduction et notes. — Les *Éphémérides de Jacques de Gottesheim, grand prébendier du grand chœur de la cathédrale, 1524-1543* (Strasbourg, impr. strasbourgeoise), n'ont pas la même importance, mais ont aussi leur prix.

**Allemagne.** — Le Dr Paul HINSCHIUS, professeur de droit ecclésiastique à l'Université de Berlin, est mort en décembre dernier, âgé de soixante-trois ans. Nous avons annoncé, à mesure qu'ils ont paru, les six volumes de son remarquable traité de droit ecclésiastique : *Das Kirchenrecht der Katholiken und Protestanten in Deutschland*. Ses cours et ses ouvrages étaient animés par le très vif sentiment des droits de l'État en matière ecclésiastique, et c'est dans le même esprit qu'il prit part, avec le ministre Falk, à l'élaboration des lois politico-ecclésiastiques mises en vigueur pendant la période du « Kulturkampf. »

— La commission d'histoire badoise, dans sa dix-septième réunion plénière, a élu membre extraordinaire le Dr Peter ALBERT, archivist de la ville de Fribourg-en-Brigau.

— Lady BLENNERHASSET, qui a composé un ouvrage en trois volumes sur M<sup>me</sup> de Staël (traduit en français en 1890) et un autre sur Talleyrand (Berlin, 1894), a été nommée, par l'Université de Munich, docteur en philosophie « honoris causa. »

— Le Dr SACHAU a été définitivement chargé de diriger le séminaire des langues orientales à Berlin. — Le Dr Sebastian MERKLÉ, collaborateur de la *Garres-Gesellschaft* à Rome, a été nommé professeur d'histoire ecclésiastique et de dogmatique à Wurzburg ; le Dr FINKE professeur d'histoire à Fribourg-en-Brigau ; le Dr RACHFAHL professeur extraordinaire à Tubingue.

— M. K. VORLENDER a trouvé, dans la bibliothèque de Goethe à Weimar, une brochure de Charles de Villers : la *Philosophie de Kant. Aperçu rapide des bases et de la direction de cette philosophie*, abrégé de son grand ouvrage, que lui demanda Bonaparte en l'an IX ; elle n'a jamais paru en librairie. L'exemplaire de Goethe paraît être unique ;

Vorländer en publie le texte dans les *Kantstudien*, t. III (1898), fasc. 1-2.

— On a formé le projet d'attacher au consulat général d'Allemagne au Caire un savant pour les études égyptologiques.

— Dans les « Beilage » de l'*Allgemeine Zeitung* (1898) nous signalerons les articles suivants : nos 231-232. Protestants italiens du xvi<sup>e</sup> siècle, par Paolo ZENDRINI (bref résumé des mouvements qui se produisirent dans plusieurs régions de l'Italie en faveur de la Réforme).

— Nos 235-236. La compagnie coloniale des Welser au Vénézuëla, d'après des documents inédits tirés des archives espagnoles des Indes.

— N<sup>o</sup> 243. Le juriconsulte bavarois Wolfgang Hunger, 1511-1555, par M. RUBENSOHN (chancelier du prince-évêque de Freising, Hunger fut un historien anti-clérical; dans ses « Adnotationes » à l'édition améliorée de l'Histoire des empereurs par Cuspinien, il a porté des jugements sévères sur les papes Clément IV et Jean XXII. Comme Aventin, l'auteur des *Annales Boiorum*, il est témoin de l'opinion nationale qui dominait alors dans les cercles catholiques de la Bavière). — Nos 246-247. L'autobiographie du conseiller prussien Heinrich Abeken, par Willy SCHEEL (publiée à Berlin en 1898). — Des lettres sur la politique ecclésiastique paraissent, sous le pseudonyme de SPECTATOR, dans les premiers numéros de chaque mois. Les lettres 37-41 sont consacrées à Savonarole, « la meilleure intelligence, le plus noble cœur où le catholicisme politique ait jamais jeté la nuit de la démence commençante. » Personne n'a le droit d'outrager sa mémoire; « mais l'exalter comme un saint, un martyr de la démocratie catholique, serait la plus étrange des erreurs. »

— L'excellent *Jahresberichte der Geschichtswissenschaft*, publié par M. BERNER pour la Société historique de Berlin (Gaertner), commence à souffrir de son excellence même. La dix-neuvième année, 1896, parue en 1898, atteint des dimensions formidables; 1461 pages en tout petit texte. Le registre alphabétique comprend, à lui seul, 183 pages. — Nous croyons qu'il faudrait couper l'ouvrage en plusieurs volumes plus maniables. Mais il faut rendre hommage à la manière vraiment remarquable dont sont traitées certaines parties du travail; par exemple la deuxième partie, consacrée à l'histoire d'Allemagne, et toute la quatrième partie, consacrée aux généralités, histoire de la civilisation, philosophie de l'histoire, histoire ecclésiastique, paléographie et diplomatique.

— Le t. VII de la Bibliothèque historique, publiée sous les auspices du comité directeur de la *Historische Zeitschrift* (Munich, Oldenburg), est une brochure du Dr Wilhelm Busch, de Tübingue : *Die Berliner Märztage von 1848* (vi-74 p.).

— A ceux de nos lecteurs qui tiennent à être au courant des polémiques que soulève, depuis quelques années en Allemagne, le délicat problème de la méthode en histoire, nous devons signaler la récente

brochure de M. Georges DE BELOW, *Die neue historische Methode* (Extrait de la Revue historique de Sybel, 1898). Cet écrit, où l'on retrouve à un haut degré le sens critique si affiné de ce savant professeur et dont le ton est d'ailleurs moins acerbe que celui de ses précédents écrits, est, au fond, une nouvelle attaque contre Lamprecht et ses partisans. Sa lecture n'est pas seulement instructive en elle-même, elle est aussi fort utile pour aider le lecteur français à connaître les tendances de quelques-uns des principaux historiens de l'Allemagne contemporaine. Sans partager, tant s'en faut (nous avons eu l'occasion de le dire ici même plusieurs fois), toutes les idées de Lamprecht, nous sommes porté à prendre sa défense et à trouver qu'on cherche un peu trop à rabaisser la haute valeur de ce puissant esprit. M. de Below va trop loin en prétendant « que ce qui est bon dans Lamprecht n'est pas neuf et que ce qu'il y a de neuf n'est pas bon. » Il est certain que Lamprecht n'est pas le premier à s'attacher à l'idée de l'évolution dans l'histoire; il était inévitable, à une époque où les questions sociales préoccupent autant les esprits et où il est facile de voir que les études historiques éclairent utilement ces difficiles problèmes, qu'un grand nombre de bons esprits cherchassent à présenter, sous des points de vue nouveaux, la physionomie des siècles passés. Les mots social, psychologique, *sozialpsychisch*, évolution, milieu, etc., reviennent certainement trop volontiers sous sa plume. Il y a quelque puérilité à se payer ainsi de mots, à prétendre que ceux qui ne se laissent pas entraîner par ce courant « ont un horizon intellectuel borné. » S'il y a, dans l'œuvre de Lamprecht, beaucoup de détails instructifs, de comparaisons ingénieuses et de fines observations, il s'y trouve certainement trop de fantaisie et d'hypothèses, et je suis d'accord avec son impitoyable critique pour croire que caractériser la succession des époques par les dénominations d'animisme, de symbolisme, de typisme, de conventionalisme, d'individualisme, de subjectivisme, cela ne suffit point à montrer comment les documents doivent être groupés pour construire l'œuvre historique. Mais en dépit de cette phraséologie, la lecture même des travaux de Lamprecht est très propre à faire sentir aux esprits pondérés que la construction historique ne doit point être dirigée par le plan idéal que l'historien se forge dans son esprit et qu'elle doit dépendre, avant tout, des matériaux réels dont il dispose. Ce que je trouve surtout, pour mon compte, c'est que Lamprecht s'est laissé influencer outre mesure par le développement que les sciences naturelles ont pris dans notre temps. Il ne sent point assez, selon moi, combien les faits historiques sont disparates et à quel point le mélange de faits hétérogènes différencie l'histoire des autres sciences. Quoi qu'il en soit, les ardentes polémiques, dont ses ouvrages ont été la cause ou le prétexte (et c'est pour cela que nous avons tenu à dire quelques mots sur cette nouvelle brochure de M. de Below), sont propres à éclairer un certain nombre de personnes qui se mêlent d'écrire des livres d'histoire sans avoir jamais réfléchi sur les principes de la méthode des sciences histo-

riques et se bornent à des procédés instinctifs qui, n'étant pas en général des procédés rationnels, conduisent rarement à des vérités scientifiques, et ne font faire, par suite, aucun progrès à la science. — G. B.

— La librairie Hinrichs, à Leipzig, a commencé, sous les auspices de l'Académie des sciences de Prusse (Commission des Pères de l'Eglise), la collection des écrivains chrétiens qui ont écrit en grec pendant les trois premiers siècles. Le t. I contient les œuvres d'Hippolyte : traités d'exégèse et homélies, publiés par M. Bonwetsch et Achelis. La collection ne comprendra pas d'ailleurs seulement les Pères de l'Eglise au sens étroit du mot, mais aussi tous les documents du christianisme primitif, y compris les gnostiques, les actes des martyrs authentiques, etc., qui ont été écrits en grec. On compte qu'elle comprendra environ 50 vol. de 30 à 40 feuilles. Après les œuvres d'Hippolyte paraîtront celles d'Origène en 2 vol. qui seront sans doute mis en vente au moment où paraîtra la présente livraison de la *Revue historique*.

— La librairie Ernst Hofmann, de Berlin, vient d'éditer une traduction allemande de l'histoire de Pierre le Grand par M. K. WALISZEWSKI (*Peter der Grosse*, 2 vol., formant les tomes XXX et XXXI de la série des « Geisteshelden. Führende Geister, » xvi-304 et xiii-285 p. Prix : 2 m. 40 et 3 m. 60).

**Autriche-Hongrie.** — On sait que, à côté de l'Institut historique de Prusse et de l'Istituto austriaco di studi storici à Rome, fonctionne aussi un Institut historique hongrois. Sous le titre de *Monumenta Vaticana Hungariae historiam illustrantia*, ce dernier Institut a commencé deux séries de publications, l'une de bulles et brefs pour le moyen âge, l'autre de relations écrites par les nonces. Dans la 1<sup>re</sup> série ont paru jusqu'ici : 1° *Rationes collectorum pontificiorum in Hungaria, 1281-1375*, avec une préface par FEJÉRPATAKY (1887); 2° *Geographia ecclesiastica Hungariae, ineunte saeculo XIV e tabulis rationes collectorum pontificiorum referentibus eruta*, publ. par T. ORTVAY (2 vol., 1891, avec des cartes des diocèses hongrois); 3° *Acta legationis cardinalis Gentilis, 1307-1311*, publ. par PÓR (1885); 4° *Bullae Bonifacii IX*, publ. par FRANKNOI (2 vol., 1389-1404; 1888-1889); 5° *Liber confraternitatis Sancti Spiritus de Urbe, 1446-1523*, publ. par BUNGITAY (1889); 6° *Matthiae Corvini, Hungariae regis, epistolae ad romanos pontifices datae et ab eis acceptae, 1458-1490*, publ. par FRANKNOI (1891). Dans la 2<sup>e</sup> série : 7° *Relationes oratorum pontificiorum in Hungaria, 1524-1526*, publ. par FRANKNOI; 8° *Relationes cardinalis Buonvisi in imperatoris et regis Hungariae curia nuntii apostolici anno 1686 exaratae, in anniversariam arcis Budae ducentis abhinc annis recuperatae memoriam typis vulgatae*, avec une préface par FRANKNOI (1886). Enfin, ont paru, comme publications particulières de l'Institut historique de Hongrie, les *Monumenta romana episcopatus Vespriensis*; 2 vol., 1103-1407, avec une préface par FRANKNOI.

— On annonce la troisième édition des leçons sur la question sociale qui ont été professées à l'Université d'Innsbruck par le P. Joseph

BIEDERLACK, S. J., aujourd'hui professeur à l'école de Saint-Grégoire à Rome. L'auteur a pris soin de se munir de l'autorisation de la censure ecclésiastique et de ses supérieurs. Il y a donc lieu de croire qu'il donne sur l'histoire du socialisme, les problèmes qu'il pose et les solutions qu'on propose, le point de vue officiel du catholicisme romain (*Die Sociale Frage*. Innsbruck, Rauch).

**Royaume-Uni.** — L'administration du P. Record Office a commencé une nouvelle série d'inventaires en publiant le t. I des *Inquisitions post mortem and other analogous documents*; il se rapporte au règne de Henri VII. — Dans les anciennes séries, nous avons à noter le *Calendar of the state papers relating to Scotland and Mary, queen of Scots*, t. I (1547-1563), publ. par M. J. BAIN, et le t. II du *Calendar of state papers, Domestic series: William and Mary*, de mai 1690 à oct. 1691, par W. J. HARDY; enfin, le t. XVII des *Acts of the Privy Council of England*, 1588-1589, par M. J. R. DASENT.

— L'exercice de l'année 1898-1899 à la Société de l'histoire d'Écosse comprendra les trois ouvrages suivants : 1<sup>o</sup> Correspondance diplomatique de Jean de Montreuil et des frères de Bellière, ambassadeurs de France en Angleterre et en Écosse au temps de Jacques I<sup>er</sup>, publ. par J. G. FOTHERINGHAM; 2<sup>o</sup> le t. I des Documents relatifs à l'histoire de la brigade écossaise en Hollande, publ. par M. James FERGUSON; 3<sup>o</sup> l'Écosse et le protectorat, par M. C. H. FIRTH. Ce dernier volume sera complété par des plans et une carte de la route suivie par Monck pendant sa campagne dans les Hautes-Terres en 1654.

— On saura gré à M. Stopford A. BROOKE d'avoir résumé son savant ouvrage sur l'histoire littéraire de l'Angleterre primitive (*Rev. hist.*, LVII, 172) et d'avoir continué ce résumé jusqu'à la conquête normande. Cette *English literature from the beginning to the Norman Conquest* (Macmillan, ix-340 p. in-8°. Prix : 7 sh. 6 d.), dépouillée de tout appareil critique, mais au courant des plus récentes recherches de l'érudition, sera bien accueillie des historiens, qui y trouveront d'utiles éléments pour l'étude du mouvement intellectuel dans l'Angleterre anglo-saxonne. Ils apprécieront surtout les chapitres III, sur Beowulf et les éléments historiques de ce poème; VII, sur la littérature latine au VI<sup>e</sup> et au VIII<sup>e</sup> s.; XIV et XVII, sur Alfred le Grand et la prose anglaise après la mort de ce roi.

— Il était difficile que M. Hubert HALL, si cruellement pris à partie par M. J. R. Round (*Rev. hist.*, LXVIII, 444), laissât ses attaques sans riposte. Il vient en effet de répliquer dans une plaquette où il se plaint d'avoir été la victime de procédés à tout le moins discourtois. Il y présente aussi sa défense sur des points de fait où il montre qu'il n'a pas toujours été pris en faute (*The red book of the Exchequer; a reply*. Spottiswoode, 1898, 18 p. in-4°).

— M. W. G. SEARLE a publié, sous le titre *Onomasticon anglo-saxonicum*, une liste des noms propres anglo-saxons depuis le temps de



Bède jusqu'à celui du roi Jean (Cambridge, at the University press; prix, 20 sh.). Il prépare une liste chronologique des évêques anglo-saxons qui doit paraître à la même librairie.

— Allons-nous avoir enfin un bon traité de diplomatique anglo-saxonne? Il faut espérer que M. STEVENSON nous en donnera au moins les parties essentielles dans le volume où il se propose de réunir les cours qu'il a professés à l'Université de Cambridge, en 1898, sur la chancellerie anglaise avant la conquête normande. M. Stevenson prépare en même temps une édition d'Asser, le biographe d'Alfred le Grand, dont la personne et l'œuvre soulèvent tant de questions intéressantes et délicates.

— On annonce déjà une seconde édition de la remarquable Histoire du droit anglais par MM. MAITLAND et POLLOCK.

— Notre collaborateur M. Alfred STERN vient de donner chez Baumgärtel, à Berlin, une nouvelle édition, revue et mise au courant, de son excellente *Geschichte der Revolution in England*. Aucun changement essentiel n'a été apporté à l'édition originale, qui était écrite pour le grand public lettré et qui garde ce caractère. M. Stern a dédié cette réédition à M. S. R. Gardiner, dont les beaux travaux ont renouvelé l'histoire de la révolution d'Angleterre, et à M. M. THOMPSON, administrateur général du British Museum.

— Sous le titre de « the Cambridge modern history, » lord Acton a entrepris de publier, pour les syndics de la University press, une histoire générale des temps modernes, qui comprendra douze volumes. Le t. I, consacré à la Renaissance, paraîtra en avril 1900.

— Le t. XII des publications de la Selden Society est consacré à des *Select cases in the court of Requests, 1497-1569*, publiés par M. J.-S. LEADAM (Quaritch, cxxiv-257 p.). La plupart de ces textes sont en anglais, un assez grand nombre encore en latin, aucun en français.

— Nous ne pouvons qu'annoncer aujourd'hui les deux volumes que M. Herbert FISHER, professeur à New College, Oxford, vient de faire paraître sur l'organisation de l'Empire au moyen âge (*The medieval Empire*. Macmillan, 1898, ix-250 et vii-308 p. in-8°. Prix : 21 sh.). Nous donnerons seulement la table des chapitres : 1° la survivance de l'idée impériale; 2° les races germaniques; 3° la monarchie et les races en Allemagne; 4° législation; 5° la cour impériale et la loi d'héritage; 6° les finances impériales; 7° l'Empire et la noblesse germanique; 8° et 9° l'expansion de l'Allemagne dans le nord-est et dans le sud-est; 10° l'Eglise en Allemagne; 11° la législation impériale en Italie; 12° les empereurs et la ville de Rome; 13° l'administration impériale en Italie; 14° l'Empire et la civilisation. On comprendra mieux encore le plan que l'auteur s'est proposé si l'on sait qu'il avait approfondi l'étude de la philosophie avant d'aborder l'histoire et qu'il fait volontiers aux écoles d'érudition le reproche de ne pas assez considérer l'histoire au point de vue philosophique.

— Nous avons reçu la seconde édition de l'excellente biographie de Shakespeare que M. Sidney LEE avait donnée dans sa première forme au *Dictionary of national biography*, qu'il dirige avec un dévouement aussi admirable qu'éclairé. Plus à l'aise dans un livre que dans les colonnes d'un dictionnaire, il a pu donner une plus large place à la bibliographie, à la critique des faits et des dates, enfin ajouter des documents ou des renseignements nouveaux, que l'on trouvera pour la plupart en appendice (*A life of William Shakespeare, with portraits and facsimiles*. Londres, Smith, Elder et Cie, 1898, xxiii-478 p. in-8°. Prix : 7 sh. 6 d.).

**Pays-Bas.** — Nous devons signaler une traduction anglaise de l'Histoire du peuple néerlandais, de notre collaborateur P. J. Blok, par M. Oscar A. BIERSTADT et M<sup>lle</sup> Ruth PUTNAM. La première partie contient la période du moyen âge, des origines au commencement du x<sup>v</sup>e siècle (*History of the people of the Netherlands*. Putnam, 1898, viii-374 p. Prix : 12 sh. 6 d.).

**Italie.** — M. A. MANNO a fait paraître le t. VI de son admirable *Bibliografia degli Stati della Monarchia di Savoia* (Turin, Bocca). Ce volume de 532 p. est consacré tout entier à Gênes. Il comprend 7,072 numéros. Ce qui fait le prix exceptionnel de cette bibliographie, c'est qu'elle tient compte des documents manuscrits aussi bien que des imprimés. C'est un travail monumental et sans précédent dans aucun pays.

— Le t. V des *Miscellanea Napoleonica* (Rome, Modes a Mendel; Paris, Picard), publ. par M. A. LUMBROSO, contient une série très importante de documents intitulés *Muratiana* : lettres de Fouché, de Caroline Murat, relation inédite de la mort de Murat, suivis d'un inventaire du portefeuille du duc d'Otrante possédé par M. Lumbroso. On trouvera dans le même volume un récit du comte d'Argout relatif à *Gilly* et à *la Capitulation de La Patud*, des lettres de Joséphine à Barras et de Napoléon à Barras, Brune, Fouché, etc., dix-neuf lettres d'Hintereutner, chargé d'affaires prussien auprès de Charles-Emmanuel IV, au comte Balbo, écrites en 1800-1801; un inventaire des effets mobiliers du général de Lassalle, trois délibérations de la commune d'Artigeluve en 1800, 1813 et 1815, des vers écrits sur le retour de Napoléon à son passage à Lyon en 1815, par P. St. L. Grenfell, père du commandant actuel des troupes anglaises en Égypte; le testament de Pauline Bonaparte.

— Le 29 novembre 1897, M. Igino PETRONE<sup>1</sup> inaugurait son cours de philosophie du droit par une leçon sur l'histoire et le problème présent de la philosophie du droit.

1. *La Storia interna ed il problema presente della filosofia del diritto*. Modène, 1898, in-8°, 75 p.

— M. Giustino FORTUNATO a consacré une série d'études à la vallée de Vitalba, située au pied du Volture, sur les confins de la Campanie et de la Basilicate, sur les limites de deux anciennes grandes divisions du royaume de Naples, le comté de Capoue et le duché des Pouilles. Dans un premier fascicule<sup>1</sup>, il étudie les fiefs et les casals de Vitalba au XIII<sup>e</sup> et au XIII<sup>e</sup> siècle, se servant pour cela de documents extraits des Registres angevins de Naples; il en tire des renseignements intéressants sur la fiscalité de la maison d'Anjou et sur le mode de répartition de la population de ces pays au XIII<sup>e</sup> siècle. Comptant aujourd'hui 33,000 habitants, Vitalba en avait, au temps de Charles d'Anjou, environ 3,000. Dans un second fascicule<sup>2</sup>, M. Fortunato étudie Sainte-Marie de Vitalba et nous montre comment cette cité épiscopale du XI<sup>e</sup> siècle déclina au XII<sup>e</sup> et finit par être remplacée par la fondation angevine d'Atella; un couvent de franciscains, qui fut abandonné à cause de la malaria dès le XVI<sup>e</sup> siècle, une porte ogivale encore debout sont les derniers vestiges de cette antique cité. En appendice à ces études, M. F. a publié plusieurs documents inédits, extraits des archives napolitaines.

— M. VITO LA MANTIA, président honoraire de la cour d'appel de Palerme, poursuit sa publication des *Antiche consuetudini delle città di Sicilia* (Palerme, Reber) en donnant successivement le texte de ces coutumes particulières, qui viennent prendre leur place l'une après l'autre dans le même volume. En 1895 avaient déjà paru les coutumes de Trapani, de Messine et de Girgenti; en 1897 vinrent s'y ajouter celles de Patti, de Syracuse, de Noto et de Catane; en 1897 celles de Palerme. M. Vito La Mantia donne dans un appareil critique les diverses variantes. Il a fait précéder chacune de ces publications d'une préface sur la valeur de ces documents; signalons en particulier ses doutes sur le privilège accordé, dit-on, en 1129, à Messine, par le roi Roger. Le volume se terminera par les coutumes de Caltagirone, d'après le texte de 1299, dont il existe l'expédition originale approuvée par Frédéric d'Aragon. Plus tard paraîtra une introduction historique et juridique. En même temps, la librairie Reber annonce la publication très prochaine des *Privilegi* de la ville de Messine.

— M. l'abbé BENIGNI<sup>3</sup> nous donne une étude des plus curieuses sur une formule magique byzantine. Il en a trouvé le texte informe dans un manuscrit de la bibliothèque Barberini à Rome; il l'a rectifié et expliqué avec beaucoup d'ingéniosité. Il y a vu des paroles rythmiques encore incompréhensibles, des prières latines écrites en grec et tirées de l'office de la Semaine sainte et de la liturgie de la messe.

1. *I feudi e i casali di Vitalba ne' secoli XII e XIII*. Trani, Vecchi, 1898, in-8°, 66 p.

2. *S. Marià di Vitalba*. Trani, Vecchi, 1898, in-8°, 143 p.

3. *Una formula magica bizantina*. Extrait du « Bessarione. » Rome, 1897, in-8°, 17 p.

— M. Siciliano VILLANUEVA<sup>1</sup> étudie les vicissitudes de la juridiction ecclésiastique dans les causes des laïques. Il nous la montre naissant de l'habitude qu'avaient les premiers chrétiens de fuir les tribunaux païens et de se fier pour le règlement de leurs différends à l'arbitrage de leurs évêques, puis consacrée par la loi civile avec les empereurs chrétiens qui finirent par donner aux évêques le pouvoir de faire exécuter par la force leurs sentences, tantôt acceptée et tantôt rejetée par les royaumes barbares, enfin de plus en plus restreinte par les nations du moyen âge, en France, du temps de saint Louis, en Allemagne, avec Frédéric II; et, à ce propos, il cite les théories des savants jurisconsultes de l'Université de Bologne. C'est un travail documenté; on le trouvera un peu aride sans doute parce que c'est un programme d'étude plutôt qu'une œuvre définitive.

— En 1407, les Vénitiens crurent nécessaire de s'emparer du port de Lépante, qui était menacé par l'approche des Turcs et les convoitises des Génois. Après avoir tenté, mais en vain, de surprendre cette ville par un débarquement à l'improviste, ils forcèrent le seigneur de Lépante, Paul Spatas, à la leur vendre. Tels sont les faits que nous raconte M. Vittorio LAZZARINI dans son article sur *l'Acquisto di Lepanto*<sup>2</sup> (1407), avec le désir quelque peu manifeste de pallier ce que cette conquête eut de brutal et de perfide.

— M. Guido BIGONI<sup>3</sup> publie une étude sur la chute de la république aristocratique de Gènes en 1797, à l'occasion de la célébration qui a été faite, l'année dernière, du centenaire de cet événement. A travers ce récit confus, on remarque le rôle prépondérant qu'ont joué, en ces circonstances, les frères Serra, chefs du parti français. En appendice sont publiés quelques documents, dont l'auteur aurait pu tirer, semble-t-il, un meilleur parti.

— Sous le titre *Gli avvenimenti di Trapani nella rivoluzione Siciliana del 1848*<sup>4</sup>, M. Salvator ROMANO raconte comment, aux cris de Vive le Roi! Vive Pie IX! les habitants de Trapani chassèrent les représentants de leur roi et leur évêque Marolda, pour adhérer à la révolution de Palerme, qui avait proclamé l'indépendance de la Sicile.

— Au mois de juillet 1848, 62,000 soldats français étaient massés sur la frontière des Alpes pour offrir au Piémont le secours de la

1. *Studi sulle vicende della giurisdizione ecclesiastica nelle cause dei laici secondo il dritto della Chiesa e la legislazione, dottrina e pratica italiana, dalla fine del impero Carolingio ai principi del secolo XV*. Palerme, Lornauder, 1896, in-8°, p. 61.

2. Extrait du « Nuovo Archivio Veneto », t. XV, p. II. Venise, Visentini, 1898, in-8°, 23 p.

3. *La Caduta della Repubblica di Genova nel 1797*. Gènes, 1897, in-8°, 113 p.

4. Palerme, in-8°, 1898, 28 p.

France contre l'Autriche; mais Charles-Albert se souciait médiocrement de cette aide, et il comptait toujours exécuter le programme *l'Italia fara da se*, qui reçut un fameux démenti à Novare, et qui, d'ailleurs, ne fut jamais rempli. Le commandement de cette armée des Alpes était aux mains du général Oudinot, qui était tout gagné à la cause italienne. M. Beniamino MANZONE publie, dans la revue du *Risorgimento italiano*, les considérations sur l'Italie qu'écrivit Oudinot, le 10 juillet 1848, pour décider le gouvernement français à une intervention immédiate. Après un aperçu rapide et juste de l'histoire italienne, le général examine la position de Charles-Albert, et, quoique les Piémontais fussent alors maîtres du Milanais, il ne la trouve pas brillante. Il prévoit le retour prochain des Autrichiens un moment refoulés, il apprécie sévèrement le rôle des Milanais, « qui se bornent à maudire Radetzki et ne fournissent aucun élément sérieux pour la guerre, » leur indifférence, puisqu'ils « n'ont pas même songé à procurer des matelas aux troupes qui ont pris Peschiera, et qu'après quarante-deux jours passés dans les tranchées remplies d'eau, ces braves soldats sont couchés sur de la paille, réduite en poussière, faute d'avoir été renouvelée. » Cependant, le mois suivant, le gouvernement sarde se décida à faire appel à la France, et pour cela, il envoya le général Ricci demander à Oudinot une intervention rapide. M. Manzone publie le rapport que Ricci écrivit le 20 août 1848, sur sa mission, au ministre de la guerre et de la marine de Piémont. Il contient des détails précis et intéressants sur la composition de l'armée française, la marche qu'elle devait suivre pour entrer en Italie, enfin ses moyens de subsistance<sup>1</sup>.

J. G.

1. *L'intervento francese in Italia nel 1848*. Documenti inediti. Turin, Roux Frassati, 1897, in-8°, 20 p.

---

ERRATUM DU PRÉCÉDENT NUMÉRO.

En annonçant, p. 437, la mort de M. C.-A. SERRURE, nous avons dit par erreur qu'il avait collaboré aux ouvrages de numismatique de M. Arthur Engel; en réalité, ce collaborateur est M. Raymond Serrure, fils du défunt numismate.

---

*L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.*

---

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

